



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

LES
DONNÉES



Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

Bilan 2022
Perspectives 2023

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

.....
Bilan 2022 / Perspectives 2023

Sommaire

| | |
|---------------------------------|--------|
| Préambule méthodologique | p. 5 |
| Viandes rouges | |
| Gros bovins | p. 9 |
| Veaux | p. 39 |
| Ovins-caprins | p. 47 |
| Viandes blanches | |
| Porc | p. 65 |
| Volailles de chair | p. 91 |
| Œufs | p.115 |
| Laits | |
| Vache | p. 125 |
| Brebis | p.167 |
| Chèvre | p.173 |
| Annexes | p. 181 |

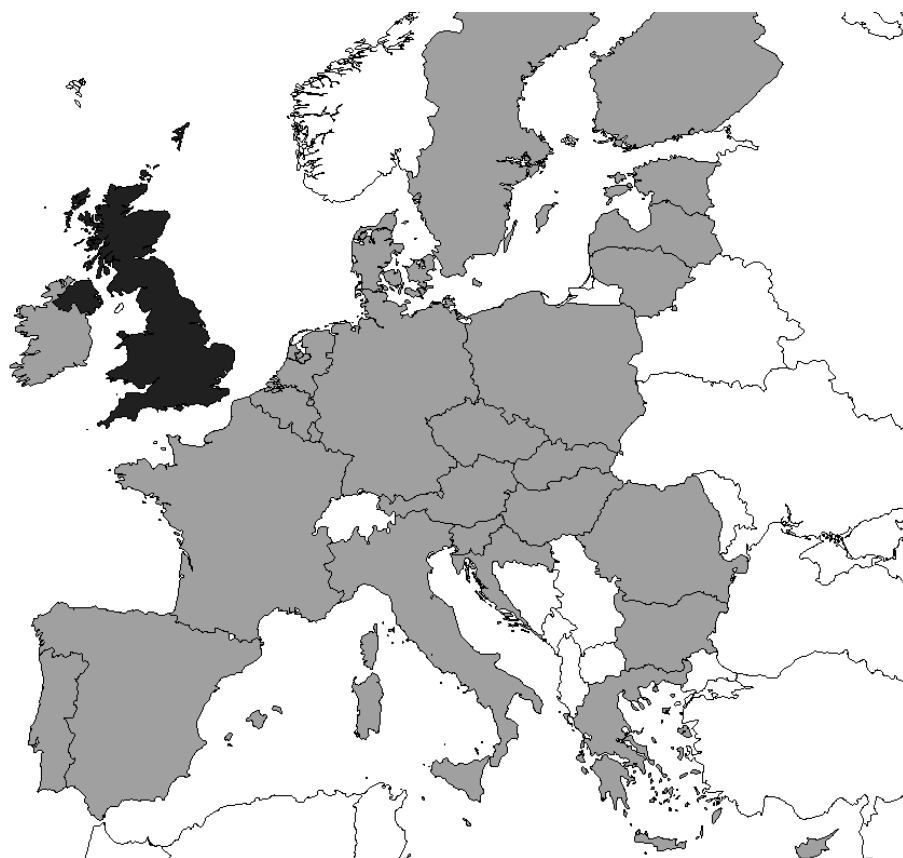
Préambule méthodologique

Ce bilan sur les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles traite les données de l'année 2022, avec un historique sur quatre ans (2019-2022).

Jusqu'en 2019, le périmètre de l'Union européenne inclut le Royaume-Uni au même titre que les autres États membres de l'Union européenne, y compris au niveau des échanges (UE à 28). L'année 2020 prend en compte le nouveau périmètre à 27, le Royaume-Uni étant sorti de l'Union européenne au 31 janvier 2020.

Néanmoins, afin de pouvoir faire des comparaisons sur des bases communes, les données pour le périmètre de l'Union européenne à 27 sont présentées, le cas échéant, sur 2019 (et éventuellement 2018).

Périmètre de l'Union européenne à 27 (gris clair), hors Royaume-Uni (noir)





**VIANDES
ROUGES**

Le marché des gros bovins en France

› Broutards : les exportations ont reculé et les cotations ont progressé

En 2022, la tendance à la baisse des naissances de veaux allaitants s'est poursuivie. D'après les données de la BDNI, les naissances ont été en retrait de 2,3 % par rapport à 2021, avec près de 2,96 millions de veaux nés de mère allaitante. En revanche, pour les types croisés, la tendance est restée à la hausse avec des naissances qui ont augmenté de 1,7 %, conduisant à un recul net des naissances de veaux croisés et allaitants cumulées de 1,0 % par rapport à 2021.

Le phénomène de décapitalisation structurelle du cheptel allaitant a participé à cette contraction des naissances qui a pesé sur les disponibilités en broutards. Ainsi, en 2022, les effectifs de mâles de race allaitante, âgés de 6 à 12 mois étaient inférieurs de 2,3 % à ceux de 2021. Au sein de cette catégorie, les mâles limousins ont diminué de 1,8 % par rapport à 2021 et un recul plus important a été constaté pour les mâles charolais (- 3,2 % comparé à 2021).

Ce manque d'offre a contraint une demande qui est restée ferme, en France comme à l'export, et qui, depuis fin 2021, a fait grimper les cotations des bovins maigres. Ainsi en 2022, les cours de ces animaux destinés à l'engraissement ont continué de progresser et se sont maintenus à des niveaux historiquement élevés. La cotation du mâle Charolais U de 450 kg vif a pris 77 centimes dans les cinq premiers mois de l'année, et a atteint 3,35 €/kg vif en semaine 23, soit + 29,3 % par rapport à son niveau de 2021, sur cette période. Au final, sur l'année 2022, la cotation du mâle Charolais U de 450 kg vif a progressé de 30,5 % par rapport à l'année précédente. Le Charolais U de 350 kg vif a suivi le même rythme haussier. Débutant à 2,72 €/kg vif en semaine 1, son cours a progressé de 68 cts jusqu'en semaine 23, avant de se stabiliser et de clôturer l'année à 3,39 €/kg vif, soit une hausse de 26,8 % par rapport à 2021. Du côté des femelles, la demande pour les broutardes s'est maintenue tandis que l'offre est restée réduite, entraînant alors une hausse des cotations. Ainsi, le cours de la Charolaise U de 270 kg a débuté l'année à 2,68 €/kg vif, et a augmenté jusqu'en semaine 43, avant de se relâcher légèrement face à une demande en retrait. En semaine 52, celle-ci était cotée à 3,25 €/kg vif (+ 16,2 % en 2022 par rapport à 2021) (figure 1-9).

La pénurie de broutards a fait reculer les disponibilités à l'export. Les expéditions vers le marché italien, qui a représenté 82,3 % des animaux exportés ont reculé de 5,6 % au regard de 2021 (- 50 900 têtes). La demande italienne s'est maintenue malgré des cotations à la hausse et une hausse des coûts de production. Les exportations vers l'Espagne ont poursuivi leur recul (- 28,0 % par rapport à 2021), au profit d'importations plus importantes de veaux laitiers français. Cette baisse des débouchés est une tendance observable pour les principaux partenaires de la France au sein de l'Union européenne, à savoir l'Allemagne avec - 2 500 têtes (- 26,7 %), les Pays-Bas avec - 1 300 têtes (- 11,7 %), exception faite de la Belgique, pour laquelle les exportations ont progressé de 155,3 % (soit + 5 400 têtes) au regard de 2021. Au total, sur l'année 2022, les exportations françaises de broutards vers l'Union européenne ont baissé de 7,9 % par rapport à 2021 (figure 1-7).

Du côté des pays tiers, l'Algérie est restée le 3^e marché d'exportations des broutards français. La hausse du prix du pétrole et du gaz a conduit à une entrée de devises qui a contribué à favoriser les importations, notamment de broutards français. D'autre part, le relâchement des tensions diplomatiques ainsi que l'ouverture des frontières algériennes ont permis de retrouver un dynamisme à l'export vers cette destination, notamment au cours du second semestre. Ainsi, sur l'année, les envois ont augmenté de 69,7 % par rapport à 2021, soit + 28 400 têtes. Par ailleurs, les exportations françaises vers Israël avaient exceptionnellement augmenté en 2021, permettant d'atténuer la baisse du débouché algérien sur cette même année. En 2022, les envois vers Israël

sont revenus à la normale, et ont chuté de 97,9 % au regard de l'année précédente (- 19 000 têtes). Ainsi, la hausse des exportations vers l'Algérie a largement compensé la baisse du débouché israélien. Au global, les exportations françaises de broutards vers les pays tiers ont augmenté de 23,9 % au regard de 2021.

› **Vaches : l'offre insuffisante tire les cotations à la hausse**

Depuis 2015 et la fin des quotas laitiers, le cheptel français de vaches laitières n'a cessé de décroître, tendance qui s'est poursuivie en 2022 avec un recul des effectifs de 1,9 % par rapport à 2021 selon l'enquête de mai du SSP. En ce qui concerne le cheptel allaitant, la décapitalisation a continué sur l'ensemble de l'année, réduisant le nombre de têtes de 1,4 % par rapport à 2021 (figure 1-3).

En ce qui concerne la production, la hausse des prix du lait en début d'année a incité les éleveurs à retenir les vaches laitières en ferme, et à l'inverse, les mauvaises conditions de pâturage ainsi que les fortes chaleurs estivales ont favorisé les sorties des animaux au troisième trimestre. Ainsi sur l'ensemble de l'année 2022, les abattages de vaches laitières ont reculé de 48 500 têtes (- 5,6 %) et de 16 700 tec (- 6,1 %) comparé à 2021, tandis que les abattages de vaches allaitantes ont reculé de 2,2 % en têtes (- 16 700 têtes) et de 2,6 % en tec (- 8 500 tec). Globalement, en 2022, les abattages de vaches ont enregistré une baisse de 4,0 % en têtes et de 4,2 % en tec au regard de l'année précédente (figure 1-4).

Du côté des cotations, à partir du second semestre 2021, les conditions pour la restauration hors domicile et les échanges sont revenues à la normale. Dans cette reprise post-pandémie de la covid-19, la demande était porteuse dans un contexte d'offre limitée, conduisant alors à une hausse importante des cours des vaches. En 2022, la poursuite de la décapitalisation et la conjoncture laitière favorable ont entretenu le déséquilibre entre l'offre et la demande. Ainsi, la pénurie de vaches O partout au sein de l'Union européenne a participé à l'appréciation des cours. La cotation de la vache O3 a débuté l'année à 3,66 €/kg, et a fortement augmenté jusqu'en semaine 23 (+ 1,3 €), avant de se fixer et de terminer l'année à 4,81 €/kg carcasse, soit une hausse de 40,7 % par rapport à 2021. Suivant la même tendance haussière, la cotation de la vache P3 a opéré une progression de 46,0 % comparée à 2021, passant de 3,48 €/kg en semaine 1 à 4,58 €/kg carcasse en semaine 52. Bien que plus modérée, les vaches de meilleures conformations ont également connu une hausse des cours. Entretien par le manque d'offre en vaches laitières, la cotation de la vache R3 a continué sa hausse au cours du 1^{er} semestre 2022. Cette valorisation s'est stabilisée au second semestre, notamment à la suite des effets de l'inflation des produits alimentaires sur le comportement d'achat des ménages français. Sur l'ensemble de l'année, les cours de la vache R3 ont connu une hausse moyenne de 23,9 %, passant de 4,33 €/kg à 5,36 €/kg en semaine 52 (figure 1-9).

› **Mâles : la pénurie d'offre a maintenu les cours à des niveaux historiques**

Fin 2021, la levée des restrictions favorisant les exportations et la consommation en RHD a stimulé les débouchés de la viande issue des jeunes bovins. Pour répondre aux besoins, les éleveurs ont anticipé les sorties de ces animaux, limitant alors leur disponibilité pour les premiers mois de 2022. Ainsi, au premier semestre 2022, le cheptel de bovins mâles de races allaitantes de 18 à 24 mois, correspondant aux JB en fin d'engraissement, affichait une baisse de 0,8 % par rapport à l'année précédente. Ce déficit s'est progressivement résorbé et le cheptel a augmenté de 5,9 % de juillet à décembre 2022, au regard de 2021. En ce qui concerne les jeunes bovins de races

laitières, sur l'ensemble de l'année 2022, les stocks ont reculé de 7,4 % par rapport à 2021. Cette baisse est structurelle et liée à la spécialisation des exploitations laitières qui abandonnent progressivement l'engraissement des jeunes bovins en complément de l'atelier lait. En 2022, cette insuffisance de l'offre a contribué à un recul de 4,8 % des abattages de jeunes bovins, toutes races confondues, par rapport à 2021 (soit - 42 444 têtes). D'autre part, le poids moyen à l'abattage a été inférieur de 1,1 % à celui de 2021. Cette perte de poids s'explique par la sortie anticipée des animaux, ainsi qu'au changement de régime alimentaire des animaux à la suite de l'augmentation du coût de l'alimentation (figure 1-4).

Au niveau de l'offre, le marché du jeune bovin a été soumis à une pénurie croissante depuis le second semestre 2021, autant sur le marché français qu'europpéen. Cette insuffisance a conduit à une forte hausse des cotations au dernier trimestre 2021, qui se sont maintenues à des niveaux historiquement élevés en 2022. Ainsi, les cotations de JB, toutes conformations confondues, n'ont cessé d'augmenter jusqu'en semaine 23, avant de se stabiliser. Le JB U3 a entamé l'année 2022 à 4,57 €/kg et l'a clôturée à 5,46 €/kg. Le JB R3, quant à lui, a débuté à 4,39 €/kg, et s'est stabilisé à 5,33 €/kg en cette fin d'année. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2022, la cotation du JB U3 a progressé en moyenne de 26,1 % par rapport à 2021, et celle du JB R3 de 28,5 % (figure 1-9).

En ce qui concerne les échanges, comparés à 2021, les exportations de jeunes bovins (gros bovins de plus de 300 kg destinés à la boucherie) ont reculé de 19,4 % (soit - 7 900 têtes). Une baisse qui concerne autant les envois vers l'Union européenne (- 13,7 %, soit - 4 600 têtes) que vers les pays tiers (- 45,2 %, soit - 3 200 têtes). En 2022, au sein de l'Union européenne, l'Allemagne a importé 500 têtes supplémentaires, comparé à 2021. Cependant, cette hausse n'a pas compensé la baisse des importations néerlandaises (- 2 000 têtes). Du côté des pays tiers, les importations algériennes ont baissé (- 2 500 têtes, - 73,6 %) en JB de boucherie de + 300 kg, et celles de la Suisse ont progressé (+ 10,5 % soit + 150 têtes) (figure 1-6).

› Une hausse des cotations à confronter à la hausse des charges

Cette hausse des prix des animaux entrée abattoir doit être mise en perspective avec l'augmentation des coûts de production. Au second semestre 2021, la reprise économique post-Covid-19 a provoqué une envolée des prix des matières premières agricoles et industrielles, qui ont tiré à la hausse les prix de l'alimentation animale, du carburant et des engrais. À partir de février 2022, cette inflation a été exacerbée par la guerre en Ukraine, pénalisant les exportations de deux fournisseurs importants de céréales et d'énergie, tant au niveau européen que mondial. Ainsi, en janvier 2022, l'indice IPAMPA viande bovine, a amorcé l'année à 123,3 points et a augmenté en moyenne de 19,3 % jusqu'en décembre 2022 par rapport à 2021. Cette hausse est soutenue par la composante "aliments achetés" (représentant 18,3 % des charges de production), en hausse de 27,4 points sur 12 mois, et qui s'est établie à 152,2 points en décembre. L'indice "engrais et amendements" est quant à lui passé de 169,0 points à 214,0 de janvier à décembre 2022, soit une progression de 38,2 points sur cette période.

› Commerce de viande bovine : les importations ont répondu à la demande de la RHD

Le solde des échanges de la viande bovine est resté négatif en 2022, à hauteur de - 149 500 tec ; ce solde déficitaire s'est nettement creusé et a plus que doublé par rapport à sa valeur de 2021 (soit - 79 500 tec). Cette dégradation s'explique par un manque de disponibilités en viande bovine française, qui a favorisé une hausse importante des importations (+ 22,2 % soit + 70 456 tec) et aussi un recul des exportations (- 3,6 %, soit - 9 012 tec) (figure 1-8).

Les exportations de viande bovine se sont réparties entre 77,8 % de viande fraîche ou réfrigérée, 12,9 % de viande congelée et 9,3 % de viande transformée. En 2022, les exportations de viande fraîche ou réfrigérée ont diminué de 3,6 % par rapport à 2021 (- 6 909 tec). Cette baisse a touché les clients historiques du sud de l'Europe, comme la Grèce (- 14,6 % soit - 5 522 tec) et l'Italie (- 10,5 % soit - 6 090 tec), mais aussi l'Allemagne (- 10,1 % soit - 4 443 tec). En ce qui concerne la viande congelée, les exportations vers les pays de l'Union européenne ont diminué de 0,9 % (- 245 tec) par rapport à 2021, notamment vers l'Allemagne (- 24,7 % soit - 491 tec), et la Belgique (- 9,5 % soit - 638 tec). Les envois à destination des Pays-Bas ont quant à eux augmenté (+ 25,5 % soit 2 328 tec). Au global, comparées à 2021, les exportations de viande congelée ont affiché un repli de 8,4 % (- 2 808 tec), une baisse partiellement atténuée par la hausse des exportations de viande transformée (+ 3,3 % soit + 705 tec). Il est à noter que la hausse des exportations vers les Pays-Bas pour tous les types de viandes est à lire avec précaution, du fait de l'effet Brexit. En effet, une partie de ces envois pourrait être une réexportation des marchandises britanniques, notamment pour la viande fraîche dont les exportations vers les Pays-Bas suivent la même tendance que les importations françaises depuis le Royaume-Uni pour ce type de viande. En 2022, la France a importé du Royaume-Uni, 44 300 tec de viande fraîche (+ 107,7 %/2021, + 369,6 %/2020) et a exporté vers les Pays-Bas 31 200 tec de viande fraîche (+ 84,4 %/2021, + 326,6 %/2020).

En 2022, les importations françaises de viande bovine ont affiché une nette hausse en lien avec le retour en force de la RHD. Cette hausse concerne la viande fraîche (+ 20,8 %, soit + 42 003 tec), la viande congelée (+ 27,0 %, soit + 24 132 tec) et la viande transformée (+ 16,3 %, soit + 4 322 tec). Parmi les principaux fournisseurs, tous types de viande confondus, les Pays-Bas sont arrivés en tête (+ 13,8 %, soit + 10 802 tec), suivi de l'Irlande (+ 26,5 %, soit + 15 270 tec), du Royaume-Uni (+ 4,5 %, soit + 24 300 tec) et de l'Allemagne (+ 8,3 %, soit 3 235 tec).

Ce bond des importations a pénalisé le solde de la balance commerciale du secteur viande bovine (figure 1-5). En 2022, les prix des produits du secteur bovin ont augmenté en France et chez les principaux partenaires commerciaux. Ainsi, les exportations en valeur ont progressé de 15,9 % en 2022 (+ 388,3 M€), aussi bien pour les animaux vivants (+ 12,9 % soit + 172,6 M€), que pour les viandes fraîches, congelées ou transformées (+ 19,5 % soit + 215,7 M€). Cette hausse en valeur des exportations n'a pas été suffisante pour maintenir le niveau de la balance commerciale, plombé par la hausse en volume des importations. En effet, en valeur, les importations ont progressé de 44,6 % au regard de 2021 (+ 677,4 M€), avec une baisse de 11,8 % de la valeur des importations d'animaux vivants (- 5,5 M€). Ainsi, le solde de la balance commerciale du secteur bovin s'est dégradé de 31,4 % par rapport à l'année dernière (- 289,1 M€), passant d'un excédent de 919,2 M€ en 2021, à un excédent de 630,2 M€ en 2022.

› La consommation s'est stabilisée dans un contexte inflationniste

La consommation totale française, calculée par bilan en prenant en compte le veau, n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire de la Covid-19. En 2022, elle est inférieure de 2,9 % par rapport à 2019, légèrement en hausse par rapport à 2021 (+ 1,0 %), et ce, en l'absence de restrictions sanitaires (figure 1-12).

En effet, la flambée des prix sur les matières premières ainsi que sur le prix de l'énergie, liée à la guerre ukrainienne, a augmenté les coûts de production dans la filière. Cette hausse des charges supportées par les filières viandes bovines s'est en partie répercutée au consommateur. Entre janvier et décembre 2022, l'indice des prix à la consommation "bœuf et veau", calculée par l'Insee en base 2015, a augmenté de 13,4 points, soit une hausse de 8,9 % par rapport à 2021 sur la même

période. Cette hausse des prix a donc été forte en 2022, et notamment observable pour la viande hachée fraîche. D'après le panel distributeur IRI, le prix de la viande hachée fraîche a progressé de 15,1 % de janvier à décembre 2022, au regard de 2021. Cette hausse générale des prix a restreint le pouvoir d'achat des ménages français qui se sont adaptés en réorientant leurs dépenses vers des sources de protéines moins chères, comme le porc, la volaille ou les œufs. Ainsi, toujours d'après le panel distributeur IRI, de janvier à décembre 2022, les Français ont globalement diminué leurs achats de viande hachée fraîche (- 7,2 % au regard de la même période en 2021), et ont privilégié de la viande hachée fraîche de marques distributeurs, dites économiques.

› Prévisions 2023

La réduction des effectifs dans les cheptels laitiers et allaitants depuis 2016 devrait se poursuivre en 2023, et ainsi limité les disponibilités de bovins. La production de viande bovine connaîtrait alors un nouveau repli, ce qui favoriserait les importations pour répondre à la demande et éroderait les exportations. La consommation de viande bovine calculée par bilan devrait être quasi-stable (léger recul en conséquence du niveau des prix), cependant la part de viande bovine d'origine française consommée se replierait plus fortement.

1-1 Bilan dans le secteur des gros bovins finis

| | 2021 | | 2022 | | % 22/21 | |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| | 1 000 têtes | 1 000 tec | 1 000 têtes | 1 000 tec | 1 000 têtes | 1 000 tec |
| Abattages contrôlés GB (1) | 3 287,2 | 1 252,1 | 3 160,1 | 1 200,6 | -3,9 | -4,1 |
| Abattages contrôlés totaux (2) | 4 487,1 | 1 430,1 | 4 279,1 | 1 364,9 | -4,6 | -4,6 |
| Commerce extérieur | | | | | | |
| Animaux vivants | | | | | | |
| Exportations (1) | 40,4 | 9,2 | 32,6 | 7,0 | -19,3 | -24,5 |
| Importations (1) | 3,6 | 0,9 | 2,8 | 0,8 | -21,9 | -18,5 |
| SOLDE | 36,7 | 8,3 | 36,7 | 6,2 | 0,0 | -25,2 |
| Production contrôlée | 3 324,0 | 1 260,3 | 3 196,8 | 1 206,8 | -3,8 | -4,2 |
| Commerce extérieur | | | | | | |
| Viande et conserves (2) | | | | | | |
| Exportations | | 247,3 | | 238,3 | | -3,6 |
| Viande fraîche | | 192,2 | | 185,3 | | -3,6 |
| Viande congelée | | 33,6 | | 30,8 | | -8,4 |
| Conserves | | 21,5 | | 22,2 | | 3,3 |
| Importations | | 317,3 | | 387,8 | | 22,2 |
| Viande fraîche | | 201,5 | | 243,5 | | 20,8 |
| Viande congelée | | 89,3 | | 113,4 | | 27,0 |
| Conserves | | 26,5 | | 30,8 | | 16,3 |
| SOLDE | | -70,1 | | -149,5 | | +113,4 |
| Consommation contrôlée (2) | | 1 500,2 | | 1 514,4 | | 1,0 |
| Auto-provisionnement (%) (2) | | 95,5 | | 90,3 | | -0,6 |

⁽¹⁾ Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

⁽²⁾ Y compris veaux. L'auto-provisionnement est défini comme le ratio de la production sur la consommation.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

1-2 Prévisions 2023

| 1 000 tec | 2020 | 2021 | 2022 | 2023** | % 23**/22 |
|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Jeunes bovins | 382,4 | 378,5 | 354,2 | 350,3 | -1,1 |
| Bœufs | 57,8 | 57,9 | 52,0 | 51,2 | -1,5 |
| Femelles | 829,4 | 824,0 | 794,7 | 780,4 | -1,8 |
| Gros Bovins | 1 269,6 | 1 252,1 | 1 197,0 | 1 179,1 | -1,5 |

| 1 000 tec | 2020 | 2021 | 2022 | 2023** | % 23**/22 |
|---|---------|---------|---------|---------|-------------|
| Production de gros bovins finis | 1 269,6 | 1 260,3 | 1 206,8 | 1 188,7 | -1,5 |
| Production totale (dont veaux) | 1 443,0 | 1 433,2 | 1 367,6 | 1 345,7 | -1,6 |
| Abattages de gros bovins finis | 1 261,6 | 1 252,1 | 1 200,6 | 1 183,8 | -1,4 |
| Abattages totaux (dont veaux) | 1 440,0 | 1 430,1 | 1 364,9 | 1 344,4 | -1,5 |
| Exportations viandes (1) | 222,5 | 247,3 | 238,3 | 234,0 | -1,8 |
| Importations viandes (1) | 283,5 | 317,3 | 387,8 | 396,7 | 2,3 |
| Consommation (1) | 1 500,9 | 1 500,2 | 1 514,4 | 1 507,2 | -0,5 |
| <i>Dont : Consommation de viande bovine française</i> | 1 217,4 | 1 182,8 | 1 126,6 | 1 110,4 | -1,4 |

**Prévisions ⁽¹⁾ viande de veau incluse

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

1-3 Cheptel bovin

1-3-1 Enquêtes de mai

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Total Vaches | 7 652 | 7 546 | 7 442 | 7 315 | 7 159 | -2,1 |
| Vaches laitières | 3 512 | 3 471 | 3 403 | 3 331 | 3 266 | -1,9 |
| Vaches allaitantes | 4 141 | 4 075 | 4 039 | 3 984 | 3 893 | -2,3 |
| Bovins de moins d'1 an | 5 125 | 5 227 | 5 144 | 5 134 | 4 949 | -3,6 |
| Bovins maigres de moins de 1 an | 4 685 | 4 762 | 4 635 | 4 597 | 4 408 | -4,1 |
| Femelles | 2 894 | 2 858 | 2 782 | 2 788 | 2 693 | -3,4 |
| Mâles | 1 791 | 1 904 | 1 853 | 1 808 | 1 716 | -5,1 |
| Bovins finis de moins de 1 an | 440 | 465 | 509 | 537 | 540 | 0,7 |
| Bovins de 1 à 2 ans | 3 417 | 3 229 | 3 249 | 3 158 | 3 144 | -0,4 |
| Génisses maigres | 2 106 | 2 006 | 1 968 | 1 917 | 1 914 | -0,2 |
| Génisses finies | 422 | 402 | 429 | 418 | 417 | -0,2 |
| Mâles | 889 | 821 | 851 | 823 | 813 | -1,2 |
| Bovins de 2 ans ou plus | 2 543 | 2 468 | 2 365 | 2 256 | 2 163 | -4,1 |
| Femelles maigres | 1 646 | 1 598 | 1 652 | 1 570 | 1 503 | -4,3 |
| Femelles finies | 490 | 476 | 322 | 306 | 293 | -4,4 |
| Mâles | 406 | 395 | 391 | 380 | 367 | -3,3 |
| TOTAL BOVINS | 18 737 | 18 470 | 18 200 | 17 863 | 17 416 | -2,5 |

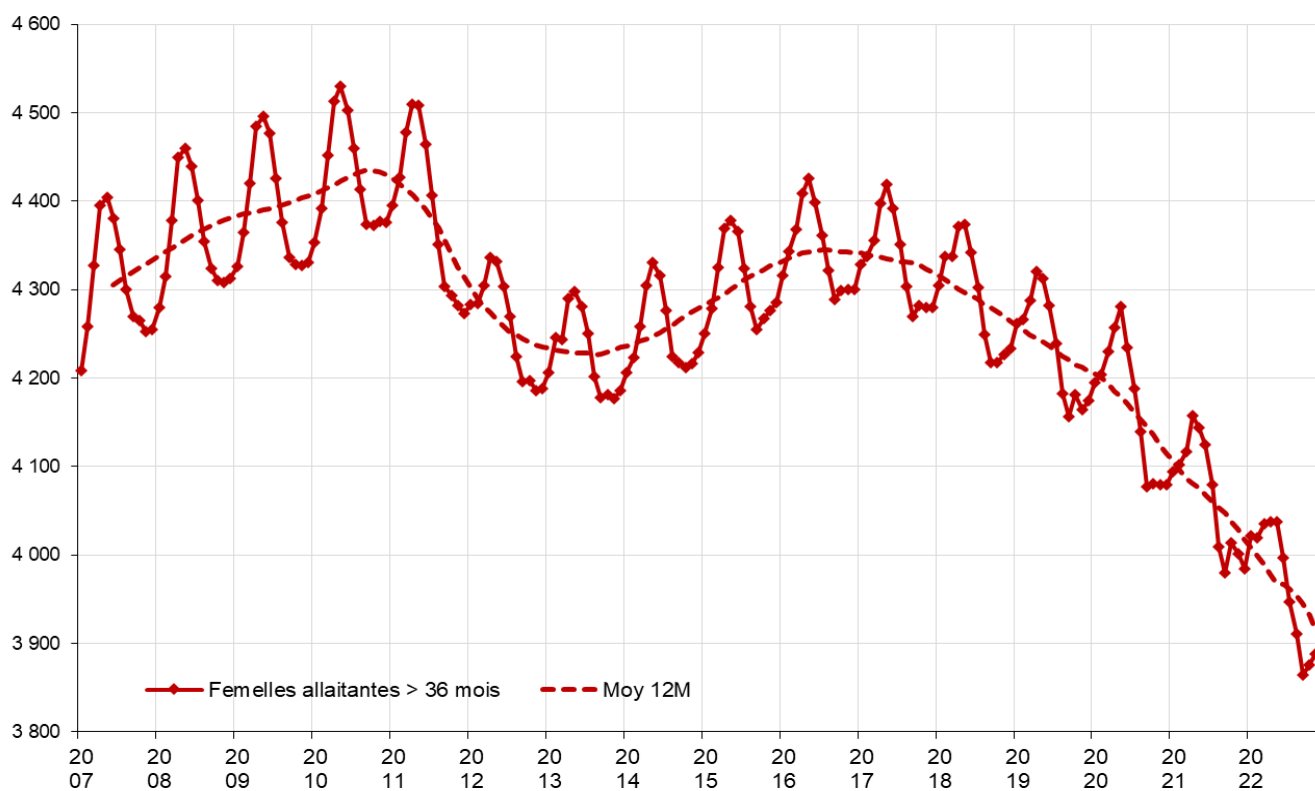
Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

1-3-2 Effectifs régionaux au 1^{er} avril

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 | % 22/18 |
|-----------------------------------|------|------|------|------|------|-------------|--------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 709 | 705 | 691 | 683 | 667 | -2,3 | -5,9 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 542 | 537 | 530 | 513 | 500 | -2,5 | -7,7 |
| Bretagne | 138 | 137 | 138 | 135 | 133 | -1,7 | -3,3 |
| Centre | 207 | 204 | 201 | 196 | 190 | -3,2 | -8,0 |
| Corse | 34 | 32 | 31 | 29 | 26 | -11 | -24,6 |
| Grand-Est | 297 | 297 | 295 | 285 | 278 | -2,4 | -6,3 |
| Hauts-de-France | 167 | 165 | 164 | 159 | 154 | -3,4 | -7,5 |
| Ile-de-France | 6 | 6 | 6 | 6 | 5 | -2,2 | -9,9 |
| Normandie | 269 | 268 | 266 | 260 | 255 | -1,8 | -5,2 |
| Nouvelle-Aquitaine | 927 | 908 | 894 | 872 | 845 | -3,0 | -8,8 |
| Occitanie | 540 | 537 | 534 | 525 | 510 | -3,0 | -5,7 |
| Pays de la Loire | 446 | 437 | 423 | 408 | 391 | -4,3 | -12,5 |
| Provence-Alpes-Côte-D'azur | 20 | 20 | 21 | 21 | 21 | -0,1 | 5,9 |

Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

1-3-3 Évolution du cheptel femelles allaitantes de plus de 36 mois



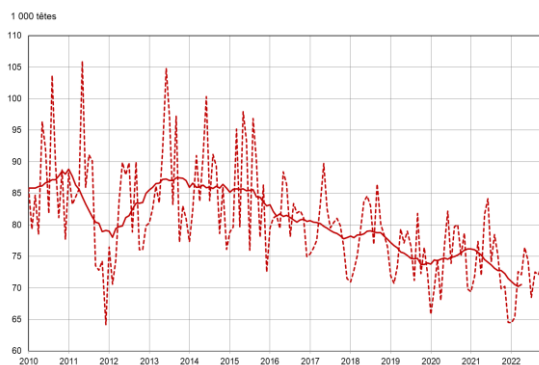
Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

1-4 Abattages contrôlés de gros bovins

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Abattages (1 000 têtes) | | | | | | |
| Vaches | 1 691,9 | 1 651,4 | 1 650,2 | 1 633,6 | 1 568,4 | -4,0 |
| Génisses | 616,6 | 607,8 | 612,7 | 620,4 | 614,4 | -1,0 |
| Jeunes Bovins | 947,8 | 902,1 | 894,4 | 889,0 | 846,6 | -4,8 |
| Bœufs | 156,1 | 142,6 | 144,4 | 144,3 | 130,8 | -9,3 |
| TOTAL | 3 412,5 | 3 303,9 | 3 301,7 | 3 287,2 | 3 160,1 | -3,9 |
| Abattages (1 000 tec) | | | | | | |
| Vaches | 609,8 | 597,9 | 602,7 | 596,3 | 571,1 | -4,2 |
| Génisses | 223,0 | 219,8 | 224,4 | 225,8 | 223,3 | -1,1 |
| Jeunes Bovins | 392,8 | 374,7 | 376,7 | 372,1 | 354,2 | -4,8 |
| Bœufs | 61,5 | 56,0 | 57,8 | 57,9 | 52,0 | -10,1 |
| TOTAL | 1 287,1 | 1 248,3 | 1 261,6 | 1 252,1 | 1 200,6 | -4,1 |
| Poids moyens (kg / tête) | | | | | | |
| Vaches | 360,4 | 362,0 | 365,2 | 365,0 | 364,1 | -0,2 |
| Génisses | 361,6 | 361,6 | 366,3 | 363,9 | 363,5 | -0,1 |
| Jeunes Bovins | 414,4 | 415,4 | 421,2 | 418,6 | 418,4 | 0,0 |
| Bœufs | 393,6 | 392,4 | 400,3 | 401,0 | 397,6 | -0,9 |
| Ensemble gros bovins | 377,2 | 377,8 | 382,1 | 380,9 | 379,9 | -0,3 |

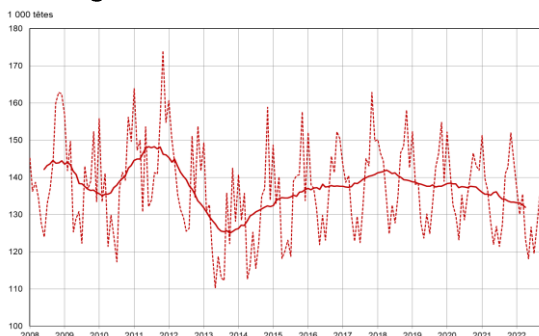
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de jeunes bovins



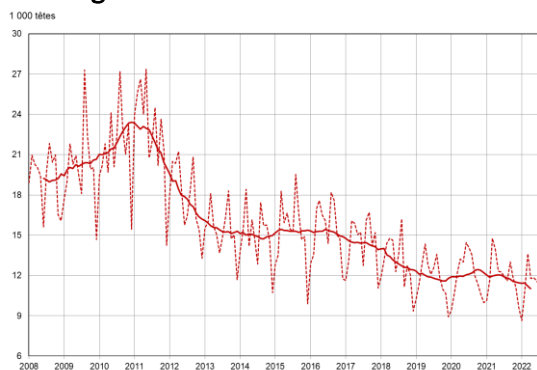
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de vaches



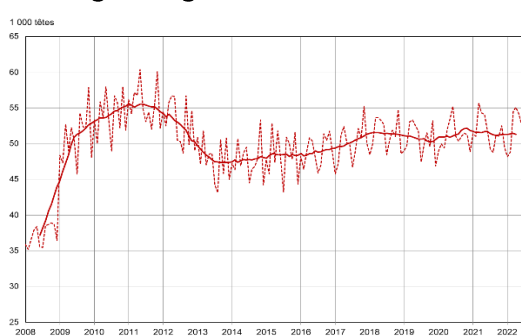
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de bœufs



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer d'après SSP

1-5 Bilan financier du commerce extérieur français dans le secteur bovin

| Millions d'euros | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|--------------|
| Exportations totales | 2 405,8 | 2 365,9 | 2 260,0 | 2 439,7 | 2 828,0 | 15,9 |
| <i>Animaux vivants</i> | 1 370,5 | 1 376,4 | 1 314,6 | 1 335,6 | 1 508,2 | 12,9 |
| <i>Gros bovins</i> | 1 066,8 | 1 096,6 | 1 081,9 | 1 107,9 | 1 264,9 | 14,2 |
| <i>Veaux</i> | 303,6 | 279,8 | 232,7 | 227,7 | 243,2 | 6,8 |
| <i>Viandes fraîches</i> | 897,8 | 869,1 | 809,3 | 911,1 | 1 067,2 | 17,1 |
| <i>Viandes congelées</i> | 67,6 | 56,7 | 57,2 | 98,3 | 134,7 | 37,0 |
| <i>Viandes transformées</i> | 70,0 | 63,7 | 78,8 | 94,7 | 117,9 | 24,6 |
| Importations totales | 1 448,0 | 1 505,4 | 1 244,8 | 1 520,4 | 2 197,8 | 44,6 |
| <i>Animaux vivants</i> | 46,7 | 54,4 | 49,6 | 46,7 | 41,2 | -11,8 |
| <i>Gros bovins</i> | 9,7 | 10,0 | 11,1 | 8,6 | 8,1 | -5,9 |
| <i>Veaux</i> | 37,0 | 44,4 | 38,6 | 38,1 | 33,1 | -13,1 |
| <i>Viandes fraîches</i> | 989,5 | 1 034,2 | 829,7 | 1 043,5 | 1 458,3 | 39,8 |
| <i>Viandes congelées</i> | 291,6 | 288,6 | 238,1 | 278,7 | 502,1 | 80,2 |
| <i>Viandes transformées</i> | 120,2 | 128,3 | 127,4 | 151,6 | 196,2 | 29,4 |
| SOLDE | +957,8 | +860,4 | +1 015,1 | +919,2 | +630,2 | -31,4 |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-6 Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Exportations totales | 41,2 | 43,3 | 38,3 | 40,4 | 32,6 | -19,4 |
| Union européenne à 28 | 38,5 | 39,0 | | | | |
| Union européenne à 27 | | | 33,6 | 33,2 | 28,6 | -13,7 |
| <i>Italie</i> | 21,3 | 22,0 | 22,2 | 19,0 | 17,9 | -5,7 |
| <i>Belgique</i> | 13,0 | 11,4 | 5,5 | 5,7 | 4,6 | -19,6 |
| <i>Allemagne</i> | 3,0 | 3,0 | 1,2 | 1,1 | 1,6 | 47,9 |
| <i>Pays-Bas</i> | 0,4 | 2,4 | 2,1 | 2,6 | 0,6 | -77,7 |
| Pays tiers | 2,7 | 4,3 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 4,7 | 7,2 | 3,9 | -45,2 |
| <i>Algérie</i> | 1,2 | 2,7 | 1,6 | 3,4 | 0,9 | -73,6 |
| <i>Suisse</i> | 1,5 | 1,5 | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 10,5 |
| <i>Liban</i> | 0,0 | 0,0 | 1,6 | 2,3 | 1,4 | -38,4 |
| Importations totales | 3,6 | 2,3 | 2,5 | 3,6 | 2,8 | -21,4 |
| Union européenne à 28 | 3,6 | 2,3 | | | | |
| Union européenne à 27 | | | 2,5 | 3,6 | 2,1 | -42,8 |
| <i>Espagne</i> | 1,2 | 0,2 | 0,5 | 1,0 | 1,2 | 30,2 |
| <i>Belgique</i> | 1,7 | 1,6 | 1,6 | 1,4 | 0,8 | -43,1 |
| Pays tiers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 775,0 | |
| SOLDE | +37,7 | +41,0 | +35,8 | +36,8 | +29,7 | -19,2 |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-7 Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 160 kg destinés à l'engraissement

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Exportations totales | 1 154,5 | 1 160,8 | 1 127,6 | 1 123,6 | 1 055,1 | -6,1 |
| Union européenne 28 | 1 102,9 | 1 087,3 | | | | |
| Union européenne 27 | | | 1 061,4 | 1 060,2 | 976,6 | -7,9 |
| <i>Italie</i> | 895,1 | 900,3 | 902,7 | 904,7 | 853,9 | -5,6 |
| <i>Espagne</i> | 183,3 | 160,9 | 131,1 | 119,1 | 85,8 | -28,0 |
| <i>Pays-Bas</i> | 8,7 | 10,3 | 9,2 | 11,2 | 9,9 | -11,7 |
| <i>Grèce</i> | 4,5 | 5,7 | 7,2 | 7,8 | 7,3 | -6,6 |
| <i>Allemagne</i> | 4,3 | 4,1 | 6,2 | 9,5 | 7,0 | -26,7 |
| <i>Belgique</i> | 2,9 | 3,1 | 2,3 | 3,5 | 8,9 | 155,3 |
| Pays tiers | 52 | 74 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 66 | 63 | 78,5 | 23,9 |
| <i>Algérie</i> | 34,2 | 59,2 | 48,4 | 40,8 | 69,3 | 69,7 |
| <i>Israël</i> | 2,4 | 2,0 | 8,9 | 19,4 | 0,4 | -97,9 |
| Importations totales | 3,2 | 4,8 | 5,0 | 1,1 | 0,8 | -29,5 |
| Union européenne 28 | 3,2 | 4,7 | | | | |
| Union européenne 27 | | | 5,0 | 1,1 | 0,8 | -30,2 |
| <i>Espagne</i> | 2,4 | 1,7 | 1,4 | 0,4 | 0,2 | -64,3 |
| <i>Belgique</i> | 0,3 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,2 | -44,6 |
| <i>Allemagne</i> | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| SOLDE | +1151,2 | +1156,0 | +1122,6 | +1122,5 | +1041,1 | -7,3 |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-8 Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| VIANDE FRAICHE | | | | | | |
| Exportations totales | 201,1 | 192,6 | 182,6 | 192,2 | 185,3 | -3,6 |
| Union européenne 28 | 191,8 | 184,7 | | | | |
| Union européenne 27 | | | 174,7 | 182,9 | 178,8 | -2,2 |
| <i>Italie</i> | 71,0 | 66,4 | 62,8 | 58,3 | 52,2 | -10,5 |
| <i>Allemagne</i> | 44,7 | 42,0 | 43,3 | 42,9 | 38,6 | -10,1 |
| <i>Grèce</i> | 45,2 | 44,1 | 39,5 | 37,7 | 32,2 | -14,6 |
| <i>Pays-Bas</i> | 0,0 | 6,8 | 7,3 | 16,9 | 31,2 | 84,4 |
| Pays tiers | 9,4 | 7,9 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 7,9 | 9,3 | 6,5 | -30,6 |
| <i>Israël</i> | 3,5 | 3,0 | 3,2 | 4,2 | 3,2 | -23,6 |
| Importations totales | 212,0 | 221,5 | 177,3 | 201,5 | 243,5 | 20,8 |
| Union européenne 28 | 209,9 | 219,5 | | | | |
| Union européenne 27 | | | 166,6 | 178,8 | 197,2 | 10,3 |
| <i>Pays-Bas</i> | 68,9 | 71,9 | 57,7 | 65,3 | 73,3 | 12,3 |
| <i>Irlande</i> | 33,6 | 37,2 | 30,7 | 35,3 | 44,6 | 26,4 |
| <i>Belgique</i> | 29,2 | 30,0 | 29,8 | 25,3 | 21,9 | -13,2 |
| <i>Allemagne</i> | 33,5 | 34,0 | 22,7 | 22,5 | 22,0 | -2,2 |
| Pays tiers | 2,1 | 1,9 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 10,8 | 22,8 | 46,4 | 103,7 |
| <i>Royaume-uni</i> | | | 9,4 | 21,3 | 44,3 | 107,7 |
| Solde | -10,8 | -28,8 | +5,2 | -9,3 | -58,3 | 523,5 |
| VIANDE CONGELÉE | | | | | | |
| Exportations totales | 23,4 | 20,3 | 21,5 | 33,6 | 30,8 | -8,4 |
| Union européenne 28 | 18,9 | 15,7 | | | | |
| Union européenne 27 | | | 14,4 | 26,6 | 26,3 | -0,9 |
| <i>Belgique</i> | 6,8 | 6,4 | 5,5 | 6,7 | 6,1 | -9,5 |
| <i>Allemagne</i> | 1,7 | 1,4 | 2,5 | 2,0 | 1,5 | -24,7 |
| <i>Pays-Bas</i> | | 1,0 | 1,0 | 9,1 | 11,5 | 25,5 |
| Pays tiers | 4,5 | 4,6 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 7,2 | 7,0 | 4,5 | -36,3 |
| <i>Hong Kong</i> | 1,0 | 0,8 | 1,2 | 1,0 | 0,1 | -92,5 |
| <i>Israël</i> | 0,3 | 0,2 | 1,0 | 0,1 | 0,2 | 103,2 |
| <i>Chine</i> | 0,1 | 0,6 | 0,7 | 0,5 | 0,5 | 11,5 |
| Importations totales | 101,8 | 97,2 | 84,7 | 89,3 | 113,4 | 27,0 |
| Union européenne 28 | 99,0 | 94,8 | | | | |
| Union européenne 27 | | | 79,0 | 81,7 | 102,2 | 25,1 |
| <i>Irlande</i> | 19,1 | 22,0 | 20,9 | 19,5 | 23,9 | 22,2 |
| <i>Pologne</i> | 22,7 | 17,3 | 17,3 | 18,7 | 23,1 | 23,7 |
| <i>Allemagne</i> | 21,8 | 19,4 | 13,7 | 11,8 | 18,0 | 52,8 |
| <i>Pays-Bas</i> | 12,4 | 11,4 | 11,3 | 12,7 | 15,4 | 20,7 |
| <i>Italie</i> | 6,4 | 7,6 | 6,1 | 7,6 | 7,6 | 0,7 |
| Pays tiers | 2,8 | 2,4 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 5,8 | 7,6 | 11,2 | 48,1 |
| Solde | -78,5 | -76,9 | -63,2 | -55,7 | -82,6 | 48,4 |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| VIANDE TRANSFORMÉE | | | | | | |
| Exportations totales | 16,8 | 15,3 | 18,4 | 21,5 | 22,2 | 3,3 |
| Union européenne 28 | 11,2 | 10,2 | | | | |
| Union européenne 27 | | | 8,7 | 11,7 | 13,4 | 15,1 |
| Pays tiers | 5,6 | 5,2 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 9,7 | 9,8 | 8,8 | -10,7 |
| Importations totales | 20,0 | 21,8 | 21,4 | 26,5 | 30,8 | 16,3 |
| Union européenne 28 | 15,0 | 15,8 | | | | |
| Union européenne 27 | | | 16,1 | 19,6 | 24,3 | 24,5 |
| Pays tiers | 5,0 | 6,1 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 5,3 | 7,0 | 6,5 | -6,6 |
| Solde | -3,2 | -6,5 | -3,0 | -5,0 | -8,7 | 71,8 |
| EXPORTATIONS | 241,3 | 228,2 | 222,5 | 247,3 | 238,3 | -3,6% |
| IMPORTATIONS | 333,8 | 340,5 | 283,5 | 317,3 | 387,8 | 22,2% |
| SOLDE | -92,5 | -112,2 | -60,9 | -70,1 | -149,5 | 113% |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

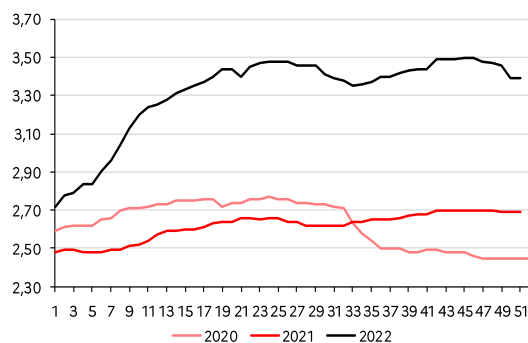
1-9 Évolution annuelle des cotations des gros bovins

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--|------|------|------|------|------|---------|
| Animaux maigres (6-12 mois) en €/kg vif | | | | | | |
| Mâle Limousin U -350 kg | 2,72 | 2,71 | 2,61 | 2,59 | 3,22 | 24,1 |
| Mâle Charolais U -350 kg | 2,76 | 2,71 | 2,63 | 2,62 | 3,32 | 26,8 |
| Mâle Croisé R -300 kg | 2,66 | 2,61 | 2,47 | 2,42 | 2,98 | 23,0 |
| Femelle Charolais U - 270 kg | 2,63 | 2,63 | 2,56 | 2,64 | 3,07 | 16,2 |
| Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse) | | | | | | |
| Prix moyen pondéré | 3,56 | 3,56 | 3,54 | 3,81 | 4,97 | 30,4 |
| Bœufs O3 | 3,25 | 3,23 | 3,13 | 3,38 | 4,73 | 40,0 |
| Bœufs R3 | 3,66 | 3,67 | 3,69 | 3,86 | 5,02 | 30,1 |
| Jeunes Bovins U3 | 3,95 | 3,98 | 3,86 | 4,09 | 5,15 | 26,1 |
| Jeunes Bovins R3 | 3,78 | 3,80 | 3,69 | 3,92 | 5,03 | 28,5 |
| Génisses U3 | 4,48 | 4,49 | 4,54 | 4,75 | 5,45 | 14,8 |
| Génisses R3 | 3,91 | 3,93 | 4,02 | 4,22 | 5,14 | 21,8 |
| Vaches R3 | 3,73 | 3,79 | 3,89 | 4,12 | 5,11 | 24,0 |
| Vaches O3 | 3,19 | 3,16 | 3,06 | 3,34 | 4,70 | 40,7 |

Source : FranceAgriMer

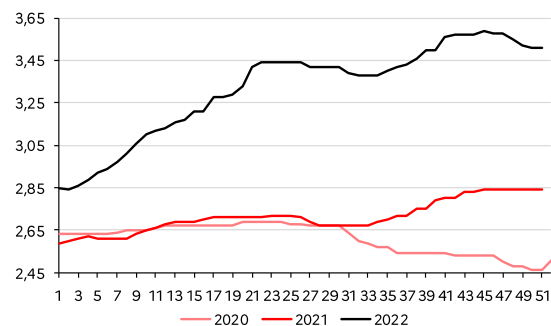
Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir d'août 2022.

Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg



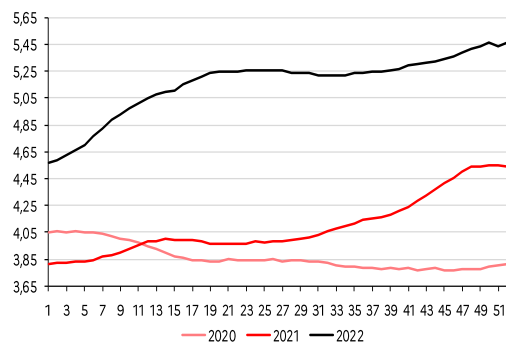
Source : FranceAgriMer

Cotation mâle limousin U 6/12 mois 350kg



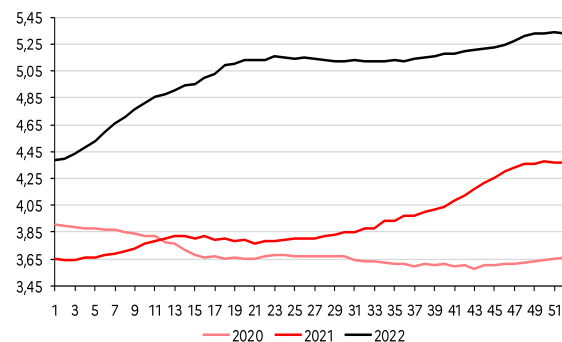
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin U3



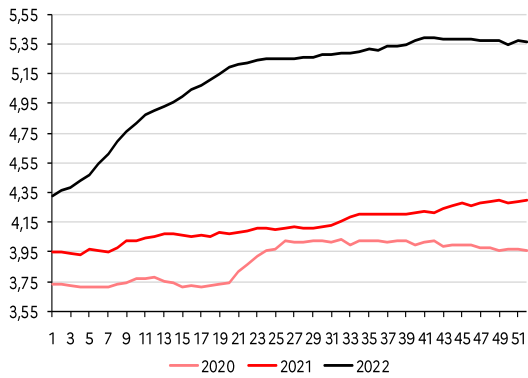
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin R3



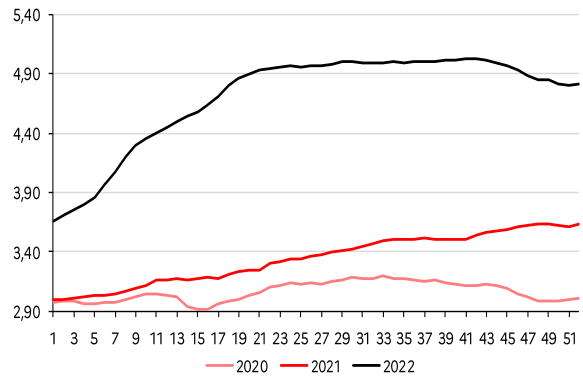
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache R3



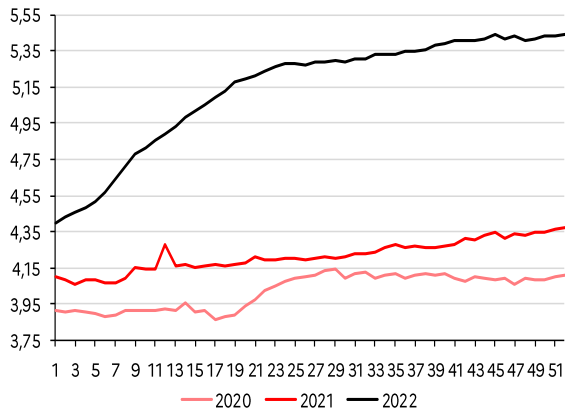
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache O3



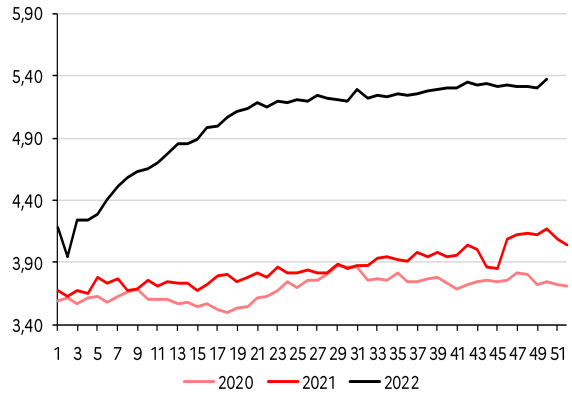
Source : FranceAgriMer

Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

1-10 Prix au détail de la viande hachée fraîche (tous circuits)

| €/kg | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022** | % 21/20 |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|--------|------------|
| Viande de bœuf non élaborée | 14,48 | 14,76 | 15,12 | 15,38 | ** | 1,7 |
| dont à griller | 16,82 | 17,08 | 17,52 | 17,68 | ** | 0,9 |
| dont à bouillir | 8,59 | 8,82 | 9,31 | 9,41 | ** | 1,1 |
| Viande de bœuf hachée (frais) | 10,98 | 11,31 | 11,59 | 11,83 | ** | 2,0 |

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

**Remarque : les données pour 2022 ne sont pas disponibles

1-12 Consommation de viande bovine (dont veau)

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 | % 22/19 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|------------|-------------|
| Consommation par bilan 1 000 tec | 1 562,2 | 1 544,4 | 1 500,9 | 1 500,2 | 1 514,4 | 1,0 | -1,9 |
| Consommation par habitant (Kgec/hab) | 23,3 | 23,0 | 22,3 | 22,2 | 22,3 | 0,4 | -2,9 |

inclus la viande de veau

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Note : la consommation indiquée dans ce tableau correspond aux abattages de gros bovins et veaux soustraits des échanges de viandes bovine et vitelline.

Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

› Femelles : l'offre insuffisante fait grimper les cotations

En 2022, le nombre de vaches abattues au sein de l'Union européenne a atteint 6,46 millions de têtes, ce qui correspond à une baisse légère par rapport à 2021 (-0,7 %, soit -46 000 têtes). Cependant, l'évolution des effectifs abattus sur l'année a été hétérogène selon les pays. Au regard de 2021, les abattages de vaches ont connu un fort repli en Allemagne (-115 200 têtes, soit -10,3 %), en France (-59 700 têtes, soit -3,7 %), ainsi qu'aux Pays-Bas (-31 300 têtes, soit -6,6 %). À l'inverse, l'Espagne a connu une hausse de ses effectifs abattus par rapport à l'année précédente (+59 800 têtes, soit +16,4 %), à l'instar de l'Irlande (+55 760 têtes, soit +15,3 %) et de l'Italie (+54 650 têtes, soit +9,7 %) (figures 1-17 et 1-18).

Observée depuis 2016, la tendance au recul du cheptel européen de vaches s'est poursuivie en 2022, avec 455 000 têtes en moins au regard de 2021 (-0,7 %). La baisse a été principalement observée sur le cheptel laitier (-1,5 %, soit -310 000 têtes) mais les effectifs en vaches allaitantes ont également connu un repli (-1,4 %, soit -145 000 têtes). Le cheptel de vaches laitières a enregistré une baisse en Allemagne (-1,9 %), en France (-1,9 %), aux Pays-Bas (-1,4 %) et en Espagne (-1,5 %). *A contrario*, l'Irlande, a continué à développer son cheptel laitier, avec 23 000 têtes supplémentaires, soit une hausse de 1,4 % par rapport à 2021 (figure 1-16).

Au second semestre de l'année 2021, la reprise des activités économiques post-Covid 19, a relancé la demande de viande bovine face à une offre limitée. En 2022, ce déséquilibre s'est poursuivi, et la pénurie de vaches au sein de l'Union européenne a entretenu des cours haussiers jusqu'à l'été 2022. Le prix moyen de la vache O3 au sein du marché européen, avait débuté 2022 à 352,5 €/kg et a progressé de 44,3 % par rapport à 2021 jusqu'en semaine 21 (fin mai), où il s'est établi à 460,6 €/kg. Les cours se sont clôturés en fin d'année à 420,8 €/kg, soit une hausse de 39,0 % par rapport à 2021 (figure 1-25).

› Jeunes bovins : une pénurie d'offre et une hausse historique des cours

En 2022, le manque de jeunes bovins, dans une Union européenne consommant préférentiellement des viandes issues de ces animaux mâles, a également fait grimper les cotations. Une pénurie d'offre qui a été accentuée par des mises en place à l'engraissement prudentes à la suite du conflit ukrainien et de la sécheresse qui ont frappé les principaux pays fournisseurs, à l'image de l'Italie et de la France.

À l'échelle de l'UE 27, les abattages de mâles ont enregistré une légère baisse (-0,5 %) en 2022 comparés à 2021 (figure 1-18). Sur l'année 2022, les effectifs abattus ont progressé de 7,6 % en Espagne (+37 800 tec) et de 5,0 % en Irlande (+29 800 tec). Sur cette même période, en France, les abattages ont reculé de 4,4 % (-55 000 tec), une tendance à la baisse qui a été également observée en Pologne (-2,7 %, soit -14 900 tec). Cette production au dynamisme hétérogène, n'a pas permis de faire face à la demande, ce qui a eu pour effet de conduire les cours européens à des niveaux historiquement élevés. De janvier à mai, la cotation moyenne du JBR3 a progressé de 30,6 % comparée à 2021, passant de 4,48 €/kg en semaine 1, à 5,07 €/kg en semaine 21. Les cours ont par la suite entamé leur baisse saisonnière avant de repartir à la hausse en fin d'année. La cotation a fini l'année à 5,13 €/kg, soit une hausse totale de 26,2 % sur l'année 2022 au regard de 2021 (figure 1-25).

› Commerce de viande : les importations ont progressé et les exportations ont reculé

Les échanges de viande bovine entre les États membres de l'Union européenne ont progressé de 4,7 % vis-à-vis de 2021 (+ 108 929 tec). Parmi ces pays, la France et les Pays-Bas sont ceux qui ont le plus fortement augmenté leur approvisionnement sur le marché UE, respectivement + 45 900 tec (soit + 16,3 %) et + 55 500 tec (soit + 16,4 %).

En ce qui concerne les échanges en dehors de l'Union européenne, les exportations de viande bovine vers les pays tiers ont diminué de 2,4 % en 2022 au regard de 2021, soit - 14 000 tec. Les Pays-Bas ont connu le plus fort repli de ses exportations avec une diminution de 13 000 tec par rapport à 2021 (soit - 17,5 %), suivis de la Pologne et de l'Italie, qui ont enregistré respectivement un recul de 12 100 tec (soit - 16,6 %) et de 7 700 tec (soit - 26,0 %). Du côté des pays tiers, cette baisse globale a été observée sur les envois à destination de Hong Kong (- 17 494 tec, soit - 78,0 %), du Ghana (- 6 080 tec, soit - 36,7 %), ou encore de la Norvège (- 6 026 tec, soit - 35,2 %) (figure 1-24).

Dans le même temps, les importations depuis les pays tiers ont progressé de 29,4 %. Parmi les États membres de l'Union européenne, et comparé à 2021, la France, les Pays-Bas et l'Irlande se sont davantage approvisionnés en dehors du marché unique, de respectivement 31 600 tec (+ 84,3 %), 21 600 tec (+ 21,6 %), et de 21 600 tec (+ 61,5 %). Du côté des pays tiers, le Royaume-Uni, en tant que principal fournisseur de viande bovine de l'UE, a augmenté ses envois de 54 526 tec soit une hausse 67,9 % au regard de 2021. Les importations depuis le Brésil ont également pris du volume (+ 8 308 tec, soit + 9,7 %), à l'instar de l'Argentine (+ 15 768 tec, soit + 26,3 %) ou encore des États-Unis (+ 6 422 tec, soit + 37,7 %) (figures 1-23, 1-24-1, 1-24-2).

› Consommation (calculée par bilan) : en légère hausse malgré l'inflation alimentaire

En 2022, la consommation a évolué dans un contexte inflationniste. Déjà orienté à la hausse par la reprise post-Covid 19, le niveau général des prix à la consommation a flambé après le début de la guerre en Ukraine. La hausse des coûts des matières premières et de l'énergie s'est en partie répercutée sur les prix à la consommation, contractant le pouvoir d'achat des ménages. Sur l'année 2022, au sein de l'Union européenne, l'indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) a augmenté de 9,2 % par rapport à 2021, débutant l'année à 112,2 points, et la terminant à 123,2 points. L'IPCH "bœuf et veau" a quant à lui amorcé 2022 à 110,8 points, pour atteindre 125,1 points en décembre 2022, soit une progression sur l'année de 11,3 % comparé à 2021. Cependant, l'évolution des prix à la consommation de viande bovine est à relativiser en fonction des pays. En effet, en Italie ou en France, l'inflation a été modérée comparée à la moyenne européenne. Pour ces deux pays, l'IPCH "bœuf et veau" a progressé respectivement de 6,3 % et de 8,9 % par rapport à 2021. À l'inverse, les ménages allemands et néerlandais ont fait face à une forte inflation de la viande bovine ; reflétée par une hausse de l'IPCH « bœuf et veau » de 18,8 % pour les premiers, et de 19,2 % pour les seconds (figure 1-29).

Au global et malgré cette hausse des prix, la consommation calculée par bilan au sein de l'Union européenne n'a que très légèrement baissé comparée à 2021 (- 0,5 % soit - 32 000 tec). Là encore, l'évolution du niveau de consommation est hétérogène et conditionnée au niveau d'inflation de chaque pays. Ainsi, la hausse des prix de la viande bovine qui a été particulièrement forte en Allemagne et au Danemark, a conduit à une contraction de la demande, ayant pour conséquence un recul de la consommation par habitant de respectivement 9,0 % (- 1,3 kg/hab/an) et 8,0 % (- 1,5 kg/hab/an). À l'inverse, en Italie, la consommation par habitant a progressé de 3,7 % (+ 0,6 kg/hab/an) par rapport à 2021 (figures 1-29 et 1-30).

1-13 Bilan dans le secteur des gros bovins finis – Union européenne 27

| 1 000 tec | UE 27 | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|-------------|
| | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
| Production indigène brute(2) | 5 950,2 | 5 922,1 | 5 800,3 | -2,1 |
| Commerce extérieur animaux vivants (1) | | | | |
| Exportations | 68,9 | 69,4 | 52,3 | -24,7 |
| Importations | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,0 |
| Solde | +68,7 | +69,3 | +52,0 | -25,0 |
| Abattages (2) | 5 881,5 | 5 852,8 | 5 748,3 | -1,8 |
| Commerce extérieur viandes et conserves | | | | |
| Exportations | 658,5 | 591,7 | 605,7 | 2,4 |
| Importations | 323,4 | 323,9 | 419,0 | 29,4 |
| Solde | +335,1 | +267,8 | +186,7 | -30,3 |
| Consommation indigène brute (2) | 5 546,4 | 5 584,9 | 5 561,5 | -0,4 |
| Auto-provisionnement (%) (2) | 107,3 | 106,0 | 104,3 | -1,6 |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

(1) Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

(2) Hors veaux de boucherie

(3) Ratio de production sur consommation

1-14 Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Allemagne | 12 281 | 11 949 | 11 640 | 11 302 | 11 040 | -2,3 |
| Autriche | 1 943 | 1 913 | 1 880 | 1 855 | 1 870 | 0,8 |
| Belgique | 2 386 | 2 398 | 2 373 | 2 335 | 2 310 | -1,1 |
| Danemark | 1 558 | 1 530 | 1 500 | 1 500 | 1 480 | -1,3 |
| Espagne | 6 466 | 6 511 | 6 600 | 6 636 | 6 576 | -0,9 |
| France | 18 954 | 18 613 | 18 173 | 17 816 | 17 330 | -2,7 |
| Irlande | 6 674 | 6 593 | 6 560 | 6 529 | 6 649 | 1,8 |
| Italie | 6 350 | 6 311 | 6 377 | 6 400 | 6 280 | -1,9 |
| Pays-Bas | 4 030 | 3 690 | 3 721 | 3 691 | 3 705 | 0,4 |
| Royaume-Uni | 9 891 | 9 739 | | | | |
| Pologne | 6 036 | 6 183 | 6 262 | 6 279 | 6 379 | 1,6 |
| Rép. tchèque* | 1 366 | 1 365 | 1 367 | 1 340 | 1 359 | 1,4 |
| Roumanie | 2 011 | 1 977 | 1 923 | 1 875 | 1 827 | -2,6 |

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Defra

1-15 Cheptel des animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------|-------|-------|------|------|------|---------|
| Allemagne | 933 | 921 | 891 | 837 | 814 | -2,7 |
| Autriche | 167 | 163 | 165 | 156 | 161 | 3,4 |
| Belgique | 109 | 101 | 99 | 98 | 96 | -2,2 |
| Danemark | 27 | 28 | 26 | 25 | 24 | -4,0 |
| Espagne | 222 | 251 | 259 | 257 | 363 | 41,3 |
| France | 833 | 773 | 774 | 745 | 722 | -3,2 |
| Irlande | 823 | 814 | 779 | 752 | 805 | 7,1 |
| Italie | 523 | 549 | 556 | 555 | 542 | -2,4 |
| Pays-Bas | 50 | 45 | 46 | 45 | 49 | 8,9 |
| Royaume-Uni | 1 035 | 1 012 | | | | |
| Pologne | 852 | 906 | 881 | 873 | 932 | 6,8 |
| Rép. tchèque | 98 | 98 | 93 | 92 | 92 | 0,1 |
| Roumanie | 60 | 56 | 47 | 58 | 52 | -10,7 |

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Defra

1-16 Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| VACHES LAITIÈRES | | | | | | |
| Allemagne | 4 199 | 4 101 | 4 012 | 3 921 | 3 833 | -2,3 |
| Autriche | 543 | 533 | 524 | 525 | 526 | 0,3 |
| Belgique | 519 | 529 | 538 | 538 | 537 | -0,1 |
| Danemark | 575 | 570 | 563 | 565 | 559 | -1,1 |
| Espagne | 823 | 817 | 813 | 811 | 809 | -0,2 |
| France | 3 597 | 3 554 | 3 491 | 3 406 | 3 322 | -2,5 |
| Irlande | 1 343 | 1 369 | 1 426 | 1 456 | 1 505 | 3,4 |
| Italie | 2 040 | 1 939 | 1 876 | 1 871 | 1 844 | -1,4 |
| Pays-Bas | 1 665 | 1 552 | 1 590 | 1 569 | 1 554 | -1,0 |
| Royaume-Uni | 1 883 | 1 871 | | | | |
| Pologne | 2 153 | 2 214 | 2 167 | 2 126 | 2 035 | -4,3 |
| Rép. tchèque | 365 | 359 | 361 | 357 | 362 | 1,5 |
| Roumanie | 1 175 | 1 158 | 1 139 | 1 122 | 1 082 | -3,6 |
| VACHES ALLAITANTES | | | | | | |
| Allemagne | 660 | 650 | 640 | 626 | 612 | -2,3 |
| Autriche | 207 | 200 | 195 | 191 | 186 | -2,6 |
| Belgique | 419 | 412 | 401 | 383 | 379 | -1,0 |
| Danemark | 89 | 85 | 83 | 80 | 76 | -5,0 |
| Espagne | 1 998 | 2 002 | 2 068 | 2 099 | 2 091 | -0,4 |
| France | 4 154 | 4 095 | 4 014 | 3 974 | 3 882 | -2,3 |
| Irlande | 1 018 | 982 | 957 | 923 | 890 | -3,6 |
| Italie | 298 | 324 | 362 | 372 | 349 | -6,2 |
| Pays-Bas | 58 | 42 | 43 | 43 | 45 | 4,7 |
| Royaume-Uni | 1 558 | 1 527 | | | | |
| Pologne | 188 | 203 | 239 | 266 | 254 | -4,4 |
| Rép. tchèque | 206 | 212 | 209 | 203 | 212 | 4,4 |
| Roumanie | 12 | 15 | 27 | 23 | 34 | 45,9 |

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Defra

1-17 Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Allemagne | 1 053,0 | 1 078,0 | 1 043,0 | 1 019,1 | 934,4 | -8,3 |
| Autriche | 227,8 | 224,1 | 208,2 | 203,9 | 200,8 | -1,5 |
| Belgique | 216,2 | 204,2 | 202,7 | 193,7 | 183,1 | -5,5 |
| Danemark | 96,6 | 93,6 | 89,5 | 89,1 | 86,7 | -2,7 |
| Espagne | 415,1 | 460,8 | 448,5 | 494,0 | 531,8 | 7,6 |
| France | 1 287,1 | 1 248,3 | 1 261,6 | 1 252,1 | 1 197,0 | -4,4 |
| Irlande | 620,5 | 616,6 | 630,7 | 591,5 | 621,3 | 5,0 |
| Italie | 716,0 | 688,5 | 652,2 | 661,5 | 674,8 | 2,0 |
| Pays-Bas | 197,4 | 160,6 | 180,1 | 176,7 | 168,8 | -4,4 |
| Royaume-Uni | 914,2 | 906,4 | | | | |
| Pologne | 561,8 | 557,8 | 556,8 | 552,2 | 537,3 | -2,7 |
| Rép. tchèque | 70,9 | 72,3 | 71,9 | 71,9 | 68,0 | -5,4 |
| Roumanie | 37,7 | 32,1 | 22,9 | 26,0 | 27,1 | 4,3 |
| UE 28 | 6 930,7 | 6 859,9 | | | | |
| UE 27 | 6 016,5 | 5 953,5 | 5 881,5 | 5 852,8 | 5 744,7 | -0,5 |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-18 Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|
| Abattages de vaches | | | | | | |
| France | 1 691,9 | 1 651,3 | 1 650,2 | 1 633,6 | 1 573,9 | -3,7 |
| Allemagne | 1 236,0 | 1 216,0 | 1 106,0 | 1 114,7 | 999,5 | -10,3 |
| Italie | 573,3 | 544,9 | 526,1 | 561,9 | 616,6 | 9,7 |
| Pays-Bas | 523,7 | 413,2 | 461,0 | 474,4 | 443,1 | -6,6 |
| Abattages de génisses | | | | | | |
| Royaume-Uni | 769,6 | 793,9 | | | | |
| Italie | 609,8 | 622,1 | 648,5 | 649,9 | 677,0 | 4,2 |
| Irlande | 567,4 | 586,2 | 610,4 | 564,4 | 585,8 | 3,8 |
| Allemagne | 549,0 | 581,0 | 559,0 | 569,3 | 520,4 | -8,6 |
| Abattages de jeunes bovins | | | | | | |
| Italie | 911,2 | 885,3 | 868,3 | 901,7 | 877,4 | -2,7 |
| Allemagne | 1 270,0 | 1 275,0 | 1 245,0 | 1 191,5 | 1 118,7 | -6,1 |
| France | 947,8 | 902,0 | 894,4 | 879,7 | 879,7 | 0,0 |
| Espagne | 618,2 | 733,3 | 712,3 | 800,2 | 834,2 | 4,2 |
| Abattages de bœufs | | | | | | |
| Royaume-Uni | 1 023,7 | 1 022,4 | | | | |
| Irlande | 673,0 | 637,7 | 698,2 | 677,1 | 718,0 | 6,0 |
| France | 156,1 | 142,4 | 144,4 | 144,7 | 131,4 | -9,2 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-19 Échanges intra-UE de viande bovine fraîche en 2021

1 000 tec

| vers/de | FR | NL | DE | IT | DK | ES | BE | PT | GR | HU | PL | UE 27 |
|-----------|-----|-----|-----|----|----|-----|----|----|----|----|-----|-------|
| France | | 66 | 22 | 7 | 1 | 9 | 26 | 0 | 0 | 0 | 10 | 180 |
| Pays-Bas | 7 | | 73 | 23 | 2 | 19 | 46 | 2 | 0 | 5 | 29 | 266 |
| Allemagne | 42 | 105 | | 13 | 16 | 5 | 23 | 1 | 0 | 0 | 47 | 309 |
| Italie | 58 | 54 | 25 | | 9 | 35 | 10 | 0 | 0 | 1 | 65 | 301 |
| Danemark | 1 | 27 | 34 | 1 | | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 11 | 93 |
| Espagne | 2 | 19 | 11 | 7 | 6 | | 2 | 9 | | 0 | 17 | 80 |
| Belgique | 18 | 17 | 1 | 3 | 0 | 4 | | 0 | 0 | 0 | 4 | 54 |
| Portugal | 2 | 17 | 2 | 1 | 1 | 68 | 3 | | 0 | 0 | 7 | 104 |
| Grèce | 38 | 16 | 6 | 14 | 3 | 20 | 1 | 0 | | 0 | 9 | 109 |
| Hongrie | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | | 0 | | 0 | | 2 | 7 |
| Pologne | 0 | 1 | 6 | 2 | 0 | 0 | 2 | | | 1 | | 17 |
| UE27 | 172 | 303 | 190 | 79 | 50 | 154 | 95 | 12 | 1 | 11 | 234 | 1 736 |

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-20 Échanges intra-UE de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2021

Listés par ordre décroissant des pays importateurs

1 000 têtes

| vers/de | FR | NL | DE | SI | ES | BE | SK | AT | CZ | HU | PL | HR | UE 27 |
|-----------|-----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-------|
| Italie | 95 | 4 | 4 | 14 | 13 | 1 | 0 | 1 | 1 | 2 | 2 | 21 | 163 |
| Autriche | | | 0 | 15 | | | 6 | | 46 | 18 | | 3 | 89 |
| Pologne | 0 | 0 | | | | | 20 | | 0 | 12 | | 1 | 44 |
| Pays-Bas | 1 | | 10 | 0 | 0 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 44 |
| Allemagne | 1 | 2 | | | | 1 | 0 | 0 | 22 | 0 | | | 30 |
| Espagne | 12 | | | | | | | | | 1 | 0 | | 18 |
| Lituanie | | | | | | | | | | | 0 | | 16 |
| Croatie | | | | | | | 0 | | 1 | 6 | | | 7 |
| Tchéquie | | | | | | | 4 | 0 | | 2 | | | 6 |
| Slovaquie | | | | 0 | | | | | 1 | 3 | | | 4 |
| Belgique | 4 | 0 | 0 | | 0 | | | | | | | | 4 |
| France | | 0 | | | 1 | 1 | | | 1 | | | | 4 |
| UE 27 | 114 | 7 | 15 | 29 | 15 | 34 | 32 | 2 | 73 | 46 | 3 | 27 | 442 |

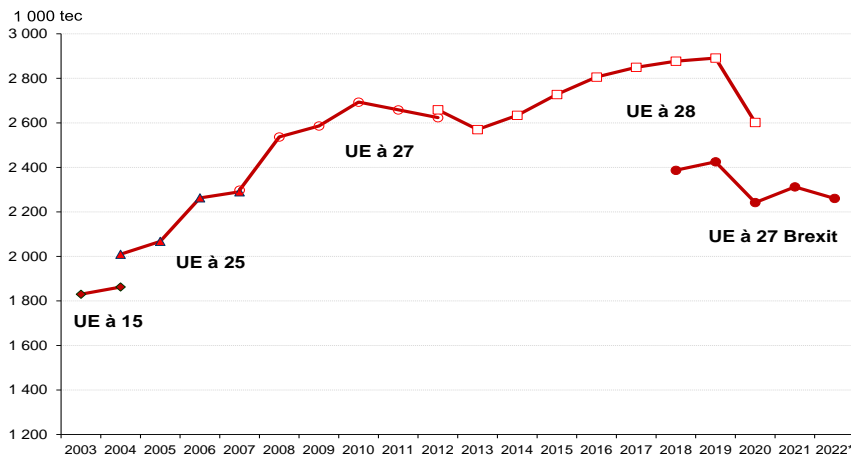
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Remarque : Source Eurostat d'après douanes de chaque État. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations.

Lecture : les lignes correspondent aux importations et les colonnes aux pays exportateurs. Par exemple, la première cellule indique que l'Italie a importé 34 962 bovins depuis la France.

Codes pays : AT : Autriche, BE : Belgique, CZ : République tchèque, DE ou All. : Allemagne, ES : Espagne, HU : Hongrie, HR : Croatie, IE : Irlande, IT : Italie, NL Pays-Bas, PL : Pologne, SK : Slovaquie, SL : Slovénie

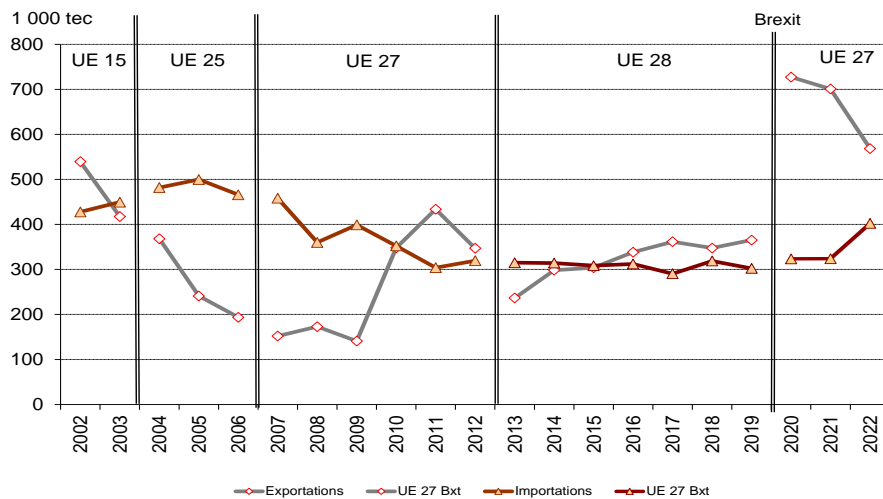
1-21 Échanges intra-UE de viande bovine



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

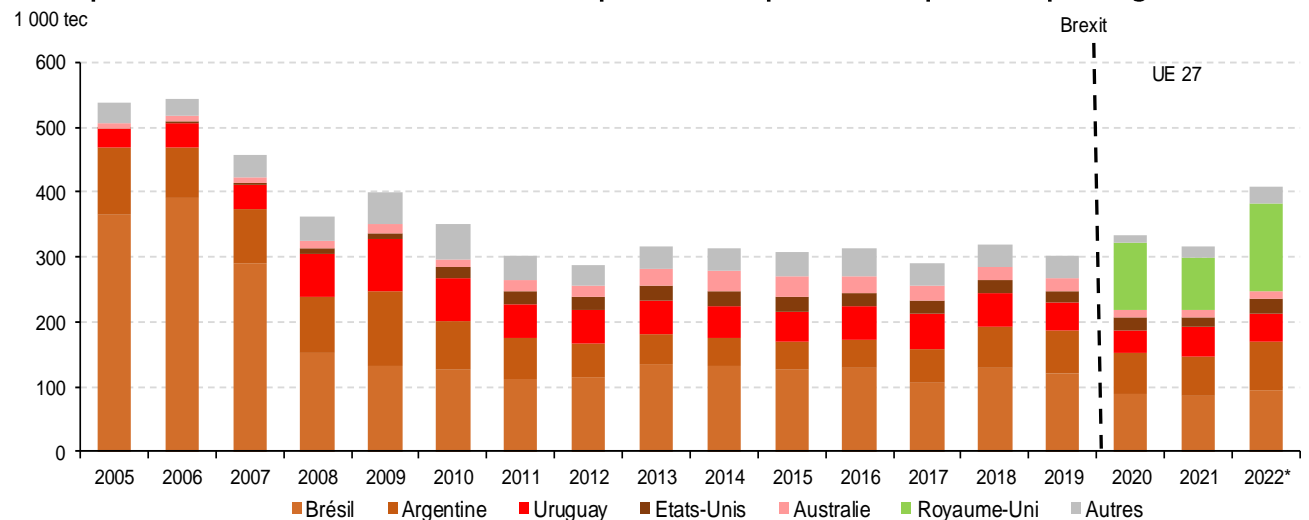
1-22 Commerce extérieur de l'Union européenne – total bovins vifs et viande bovine



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

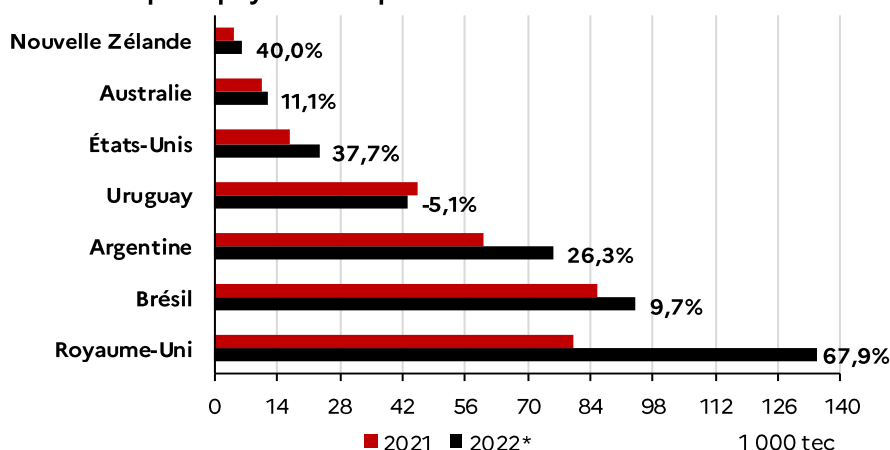
1-23 Importations mondiales de viande bovine par l'UE à 28 puis 27 et répartition par origine



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

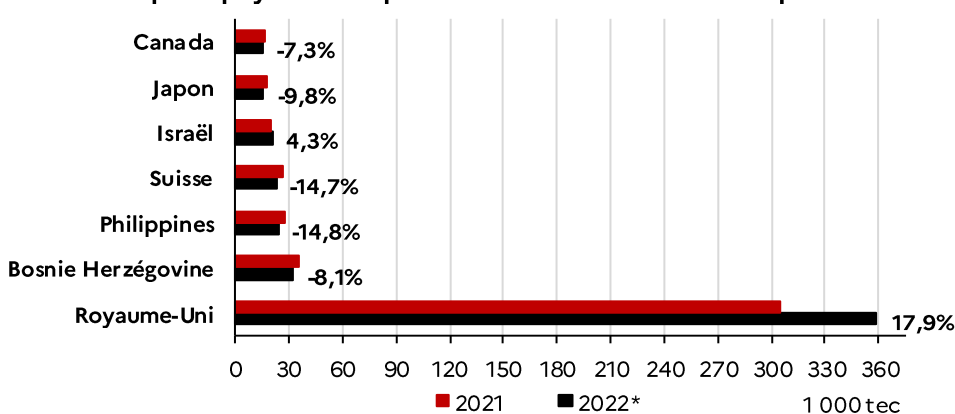
1-24-1 Principaux pays tiers exportant de la viande bovine vers l'Union européenne



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-24-2 Principaux pays tiers important de la viande bovine depuis l'Union européenne



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-25 Prix des gros bovins dans l'Union européenne

| €/100 kg net | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Allemagne | 340,92 | 322,40 | 310,41 | 369,43 | 479,68 | 29,8 |
| Autriche | 345,28 | 331,53 | 323,85 | 364,16 | 440,99 | 21,1 |
| Belgique | 289,26 | 282,16 | 262,41 | 286,88 | 404,91 | 41,1 |
| Danemark | 324,37 | 305,18 | 299,26 | 327,04 | 450,67 | 37,8 |
| Espagne | 365,04 | 357,23 | 332,69 | 360,55 | 466,55 | 29,4 |
| France | 346,88 | 348,49 | 350,29 | 375,45 | 491,13 | 30,8 |
| Irlande | 366,75 | 336,63 | 339,58 | 387,21 | 461,02 | 19,1 |
| Italie | 384,59 | 381,46 | 370,23 | 390,70 | 482,34 | 23,5 |
| Pays-Bas | 278,42 | 286,25 | 266,51 | 325,86 | 453,04 | 39,0 |
| Royaume-Uni | 379,67 | 354,27 | | | | |
| Hongrie | 214,00 | 210,97 | 189,99 | 186,04 | 209,78 | 12,8 |
| Pologne | 311,88 | 281,96 | 273,09 | 330,47 | 454,56 | 37,6 |
| République tchèque | 283,85 | 276,36 | 257,85 | 287,04 | 375,57 | 30,8 |
| Union européenne | 349,18 | 335,08 | 327,20 | 365,29 | 460,36 | 11,6 |

* Union européenne à 27 à partir de février 2020

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

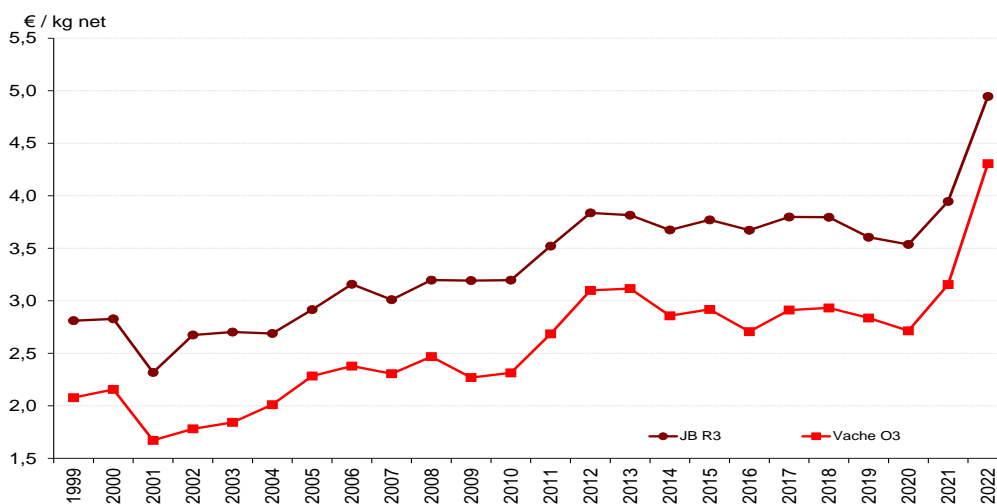
1-26 Prix des gros bovins dans l'Union européenne

| €/100 kg net | 1er trimestre | 2e trimestre | 3e trimestre | 4e trimestre | Année |
|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| 2019 | 340,49 | 340,83 | 330,23 | 329,60 | 335,08 |
| 2020 | 334,75 | 320,11 | 327,69 | 326,87 | 327,20 |
| 2021 | 340,10 | 355,37 | 368,53 | 393,09 | 365,29 |
| 2022 | 430,73 | 471,85 | 466,99 | 467,40 | 459,07 |
| %22/21 | 26,6 | 32,8 | 26,7 | 18,9 | 25,7 |
| % 19/18 | -4,0 | -4,1 | -4,4 | -3,4 | -4,0 |
| % 20/19 | -1,7 | -6,1 | -0,8 | -0,8 | -2,3 |
| % 21/20 | 1,6 | 11,0 | 12,5 | 20,3 | 11,6 |

* Union européenne à 27 à partir de février 2020

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

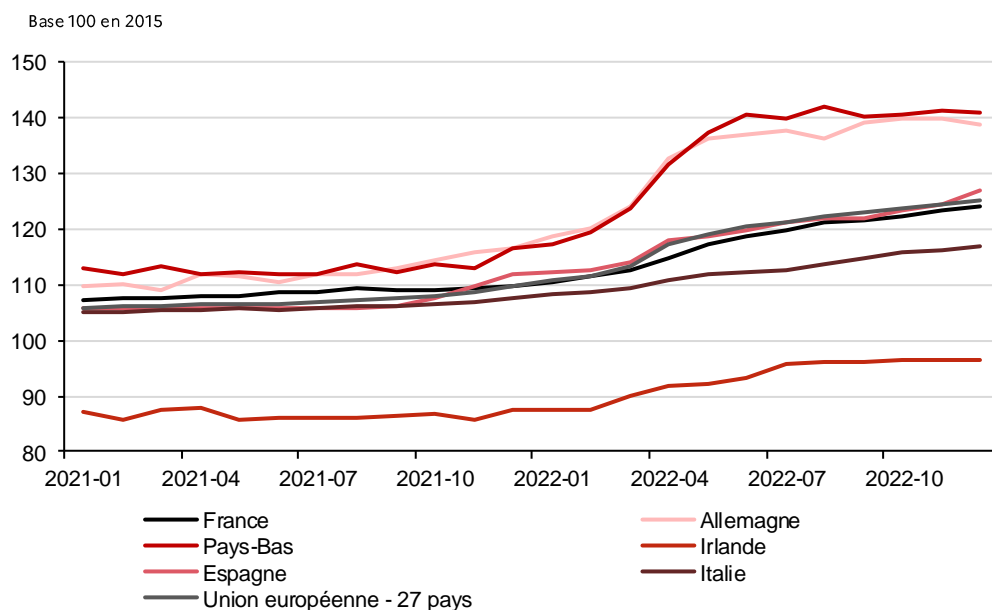
1-27 Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne



* Moyenne calculée sur les prix de l'UE à 28 en janvier et sur ceux de l'UE à 27 (hors Royaume-Uni) à partir de février

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

1-28 Indice des prix à la consommation harmonisée "bœuf et veau" au sein de l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-29 Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Allemagne | 1 198 | 1 221 | 1 223 | 1 165 | 1 061 | -8,9 |
| Autriche | 169 | 165 | 150 | 142 | 141 | -0,3 |
| Belgique | 166 | 194 | 189 | 176 | 168 | -4,7 |
| Danemark | 113 | 118 | 116 | 113 | 104 | -7,5 |
| Espagne | 399 | 421 | 368 | 443 | 434 | -2,1 |
| France | 1 562 | 1 544 | 1 501 | 1 499 | 1 500 | 0,1 |
| Irlande | 101 | 83 | 105 | 122 | 114 | -6,3 |
| Italie | 1 071 | 1 052 | 969 | 956 | 987 | 3,3 |
| Pays-Bas | 289 | 259 | 279 | 268 | 324 | 20,8 |
| Royaume-Uni | 1 189 | 1 095 | | | | |
| Pologne | 123 | 127 | 118 | 115 | 115 | 0,1 |
| Rép. tchèque | 109 | 114 | 107 | 112 | 107 | -4,0 |
| Roumanie | 47 | 48 | 42 | 46 | 42 | -9,9 |
| UE 28 | 7 461 | 7 364 | | | | |
| UE 27 | 6 272 | 6 269 | 6 047 | 6 052 | 6 020 | -0,5 |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-30 Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

| kg/hab/an | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Allemagne | 14,5 | 14,7 | 14,7 | 14,0 | 12,8 | -9,0 |
| Autriche | 19,2 | 18,7 | 16,9 | 15,9 | 15,7 | -0,8 |
| Belgique | 14,5 | 16,9 | 16,4 | 15,2 | 14,4 | -5,2 |
| Danemark | 19,5 | 20,4 | 20,0 | 19,3 | 17,7 | -8,0 |
| Espagne | 8,5 | 9,0 | 7,8 | 9,4 | 9,2 | -2,2 |
| France | 23,3 | 23,0 | 22,3 | 22,2 | 22,1 | -0,5 |
| Irlande | 20,9 | 16,9 | 21,1 | 24,4 | 22,6 | -7,3 |
| Italie | 17,7 | 17,6 | 16,3 | 16,1 | 16,7 | 3,7 |
| Pays-Bas | 16,8 | 15,0 | 16,1 | 15,3 | 18,4 | 20,0 |
| Royaume-Uni | 17,9 | 16,4 | | | | |
| Pologne | 3,2 | 3,3 | 3,1 | 3,0 | 3,1 | 0,6 |
| Rép. tchèque | 10,3 | 10,7 | 10,0 | 10,4 | 10,2 | -2,3 |
| Roumanie | 2,4 | 2,5 | 2,2 | 2,4 | 2,2 | -9,2 |
| UE 28 | 14,6 | 14,4 | | | | |
| UE 27 | 14,0 | 14,1 | 13,6 | 13,5 | 13,5 | -0,5 |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché du veau en France

› Des naissances en repli sauf pour les croisés

Sur l'année 2022, les naissances de veaux ont enregistré un repli de 2,3 % par rapport à 2021. Une baisse atténuée par les naissances de veaux de type croisé, qui dans la continuité des années précédentes, n'ont pas suivi la tendance globale et ont progressé de 1,7 % au regard de 2021, passant ainsi de 1 279 600 à 1 300 970 nouveau-nés. En ce qui concerne les veaux de races allaitantes, 2 955 400 naissances ont été comptabilisées, soit une baisse de 2,1 % au regard de 2021 (- 63 620 têtes). En 2022, les naissances de veaux de races laitières ont connu le plus fort repli et ont été inférieures à 2021 sur quasiment tous les mois de l'année, notamment au moment du pic automnal des naissances. Sur l'ensemble de l'année, la baisse était de 4,8 %, ce qui a représenté - 106 860 têtes (figure 1-33).

› Veaux nourrissons : un niveau record d'exportations et des cotations en hausse

Malgré la poursuite de la baisse tendancielle des naissances, le déséquilibre entre l'offre et la demande sur le segment des veaux nourrissons laitiers s'est maintenu avec des disponibilités structurellement excédentaires par rapport à sa consommation. L'excédent d'offre sur le marché français a ainsi continué à favoriser la compétitivité des veaux laitiers français, notamment sur le marché espagnol. Dans un contexte de demande soutenue en jeunes bovins à l'échelle européenne, la cotation espagnole du veau nourrisson s'est maintenue à un niveau élevé, occasionnant ainsi un différentiel de prix entre la France et l'Espagne favorable aux exportateurs français.

Les cotations du veau mâle laitier de 45 - 50 kg sont reparties à la hausse en 2022, dépassant le niveau de 2019. En semaine 1, la cotation a affiché 51,89 €/tête et a continué à progresser jusqu'en semaine 26, où elle s'est établie à 95,98 €/tête, soit une hausse de 14,7 % par rapport à 2021. Les cours se sont stabilisés à ce niveau élevé durant la période estivale, jusqu'en semaine 35, qui a marqué le début de la baisse automnale des cotations. En semaine 35, le veau mâle laitier de 45-50 kg était coté à 77,77 €/tête et a fini l'année à 57,97 €/tête, restant au-dessus de son niveau de 2021 (+ 15,5 % par rapport à 2021 entre les semaines 35 et 51). Ainsi sur l'année 2022, les cotations ont progressé de 15,0 % (figure 1-36).

En ce qui concerne les échanges commerciaux des veaux nourrissons, le solde excédentaire a progressé de 8,4 % par rapport à 2021, passant de 341 700 têtes à 370 400 têtes (soit + 28 700). L'excédent a essentiellement été entretenu par la hausse des envois vers l'Espagne qui ont progressé de 9,3 % au regard de 2021 (soit + 29 300 têtes). L'Espagne a ainsi conservé sa première place en tant qu'acheteur de veaux nourrissons français, avec 90,8 % des parts du marché. Cette hausse des exportations totales a été tempérée par un recul des envois à destination de l'Italie, en baisse de 9,9 % par rapport à l'an passé (- 3 100 têtes). Avec l'Espagne, ces deux pays ont capté 98,3 % des veaux nourrissons laitiers exportés par la France. Ainsi, au global, les exportations se sont améliorées de 8,3 % par rapport à 2021 (soit + 29 100 têtes). Du côté des importations, les volumes ont augmenté de 4,9 % par rapport à 2021, passant de 7 700 têtes à 8 100 têtes (soit + 400 têtes). Cette année a marqué le retour des approvisionnements en veaux nourrissons espagnols (+ 3 700 têtes), après une année 2021 sans importation depuis l'Espagne et une année 2020 quasi-nulle. Quant aux échanges avec nos principaux fournisseurs que sont les Pays-Bas et l'Allemagne, les importations ont baissé respectivement de 49,7 % (soit - 1 100 têtes), et de 84,4 % (soit - 1 500 têtes) par rapport à 2021 (figure 1-35).

› Veaux de boucherie : une reprise difficile dans un contexte inflationniste

Alors qu'en 2021, les abattages s'étaient stabilisés après deux années consécutives de baisse inédite, le nombre de veaux abattus en France a de nouveau décroché en 2022. Les abattages en tête ont connu un repli de 6,7 %, soit - 80 900 têtes vis-à-vis de 2021. En tonnage, le recul de la production a été plus important. En effet, alors qu'il progressait depuis plus de vingt ans, le poids moyen annuel par tête a connu une baisse de 1,6 kg, soit - 1,1 % par rapport à 2021. Ainsi, les abattages en tonnage ont reculé de 7,7 %, soit - 13 800 tec, au regard de l'an passé (figure 1-34).

Cette baisse au niveau du poids peut être corrélée à la fluidification des sorties de veaux pour satisfaire la demande dynamique post-pandémie Covid19, ainsi qu'à la hausse des prix alimentaires et de l'énergie qui, déjà amorcée en 2021, est montée en intensité depuis le conflit ukrainien. Déclenchée à la fin du premier trimestre 2022, la guerre a entraîné une flambée des prix de l'énergie et des huiles végétales qui entrent dans la composition des aliments d'allaitement. Ainsi, l'indice mensuel des prix d'achat des moyens de production, IPAMPA, "aliments d'allaitement", a débuté l'année à 142,0 points, et s'est établi en novembre à 165,6 points, soit une hausse de 32,3 % par rapport à 2021, sur les onze premiers mois de l'année. L'IPAMPA "autres aliments pour veaux", est également monté en flèche entre janvier et novembre 2022, passant de 121,7 points à 151,6 points, soit une augmentation de 25,0 % par rapport à 2021. Sur la même période, l'IPAMPA "gaz" a suivi la même tendance, et a progressé de 23,6 % au regard de l'année précédente, passant de 135,1 points en janvier 2022 à 146,2 points en novembre. Ainsi, sous l'effet de la hausse des cours des aliments lactés et fibreux, les coûts de production des veaux gras ont fortement augmenté et ont touché le niveau de disponibilités en tonnage.

En fin d'année 2021, le manque d'offre face à une demande en reprise a dessiné un cadre propice à la revalorisation des cours des veaux gras. En 2022, le prix moyen pondéré des veaux de boucherie a progressé en moyenne de 14,1 % comparé à 2021. La cotation a débuté l'année à 6,30 €/kg, et s'est établie en semaine 52 à 7,12 €/kg, soit + 82 cts en douze mois. En semaine 21, du fait des fortes chaleurs et de la baisse d'activité des restaurations collectives, les cours ont entamé jusqu'en septembre leur baisse saisonnière, une baisse qui s'avère plus forte que celles connues les années précédentes. Ainsi en semaine 21, la cotation a progressé jusqu'à atteindre 6,47 €/kg, puis a perdu en valeur jusqu'en semaine 32, où elle s'établissait à 6,17 €/kg. Cette hausse des prix, et le maintien des cotations à un niveau élevé, a permis de soulager une partie de la hausse des coûts de production supportés par la filière (figures 1-36).

Au niveau des échanges commerciaux de veaux finis (80 – 300 kg), le solde en volume est resté déficitaire, mais s'est tout de même amélioré de 16 000 têtes par rapport à 2021, soit une compression du déficit de 39,7 %. Cette amélioration du solde est entièrement portée par des importations en baisse, et ce, à un niveau d'exportations constant. Les importations de veaux finis en provenance des Pays-Bas ont connu un repli de 7 100 têtes par rapport à 2021, soit (- 87,6 %), et celles en provenance de Belgique, ont reculé de 6 100 têtes, soit (- 15,7 %). La baisse depuis la Belgique est expliquée par l'activité limitée d'un abattoir français frontalier, qui les années précédentes, permettait d'abattre les veaux avant de réexporter leurs viandes vers la Belgique (figure 1-37).

› Prévisions 2023

Les tendances de l'année 2022 pourraient se poursuivre au cours de l'année 2023. L'horizon du retour à la baisse des cours des matières premières (alimentation animale, énergie) est difficile à

entrevoir. La Banque de France table toujours sur un niveau d'inflation élevée comparable à 2022, et la tournure que prendra le conflit ukrainien reste peu prévisible. Une imprévisibilité à laquelle se joignent les aléas climatiques. Ainsi, la filière devrait continuer à produire à des coûts élevés. Par ailleurs, du côté des consommateurs, la hausse généralisée des prix et le manque de visibilité d'un cadre économique prospère depuis 2020, devrait maintenir à la baisse la consommation de viande rouge, au profit de sources protéiques moins chères. Dans ce contexte de demande atone, les mises en place de veaux de boucherie resteraient contenues, ce qui entraînerait une baisse des abattages de veaux. En dépit d'une poursuite de la baisse des naissances de veaux laitiers du fait de la décapitalisation du cheptel, le marché français des veaux nourrissons devrait rester excédentaire.

Une modération de l'offre face à une demande qui se réduit légèrement, pourrait contribuer à une contraction des cotations par rapport à celles de 2022.

1-31 Bilan dans le secteur du veau

| | 2021 | | 2022 | | % 22/21 | |
|--|----------------|--------------|----------------|--------------|-------------|-------------|
| | 1 000 têtes | 1 000 tec | 1 000 têtes | 1 000 tec | 1 000 têtes | 1 000 tec |
| Abattages contrôlés | 1 199,8 | 178,0 | 1 119,0 | 164,3 | -6,7 | -7,7 |
| Commerce extérieur | | | | | | |
| Veaux de moins de 80 kg | | | | | | |
| Exportations | 349,5 | | 376,7 | | 7,8 | |
| Importations | 7,7 | | 8,1 | | 4,8 | |
| Solde | +341,7 | | +368,5 | | | |
| Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie | | | | | | |
| Exportations | 9,9 | 1,2 | 9,2 | 1,2 | -7,1 | -6,9 |
| Importations | 50,2 | 6,5 | 34,6 | 4,7 | -31,1 | -27,4 |
| Solde | -40,3 | -5,2 | -25,4 | -3,5 | | |
| Production de veaux finis | 1 159,5 | 172,8 | 1 093,6 | 160,7 | -5,7 | -7,0 |

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Normabev, douane française

1-32 Prévisions 2023

| 1 000 tec | 2022 | 2023** | % 23**/22 |
|--|-------|--------|-----------|
| Production | 160,7 | 154,6 | -3,9% |
| Abattages | 164,3 | 157,7 | -1,0% |
| Importations veaux destinés à la boucherie | 4,7 | 4,4 | -6,1% |

**Prévisions

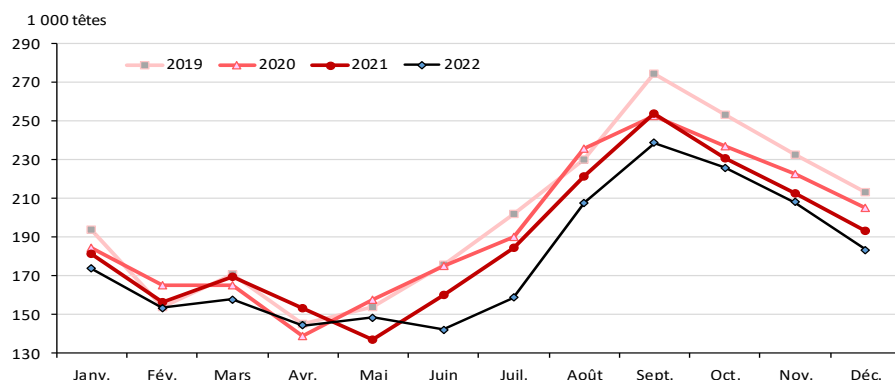
Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

1-33 Naissances de veaux

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Races allaitantes | 3 258,7 | 3 064,1 | 3 095,1 | 3 019,0 | 2 955,4 | -2,1 |
| Races laitières | 2 542,3 | 2 396,6 | 2 327,1 | 2 251,2 | 2 144,3 | -4,7 |
| Type racial croisé | 1 155,4 | 1 189,9 | 1 242,1 | 1 279,6 | 1 301,0 | 1,7 |
| TOTAL | 6 956,3 | 6 650,5 | 6 664,4 | 6 549,9 | 6 400,7 | -2,3 |

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Naissances de veaux laitiers en France



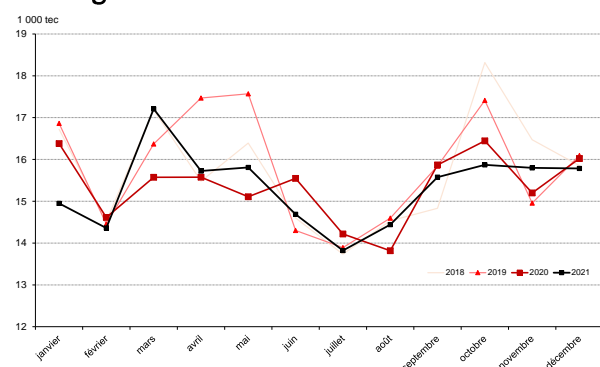
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

1-34 Abattages de veaux de boucherie

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 1 000 têtes | 1 268,7 | 1 257,6 | 1 210,5 | 1 199,8 | 1 119,0 | -6,7 |
| 1 000 tec | 182,6 | 183,8 | 178,4 | 178,0 | 164,3 | -7,7 |
| Poids moyen (kg/tête) | 144,0 | 146,2 | 147,4 | 148,4 | 146,8 | -1,1 |

Source : FranceAgriMer d'après GEB-Institut de l'élevage / Spie-Normabev

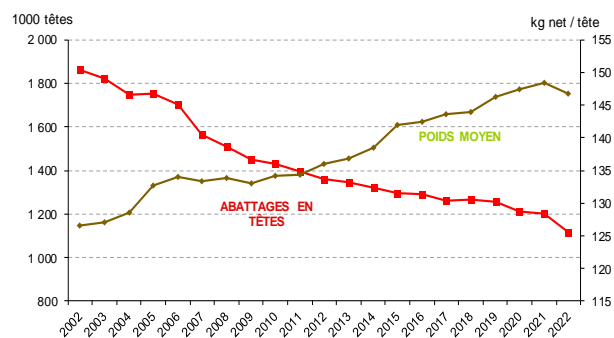
Abattages contrôlés de veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après Spie - Normabev

Effectifs de veaux de boucherie abattus

Poids moyen des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après Spie - Normabev

1-35 Commerce extérieur de veaux

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| VEAUX DE MOINS DE 80 kg | | | | | | |
| Exportations totales | 269,4 | 294,9 | 323,7 | 349,5 | 376,7 | 7,8 |
| Union européenne à 28 | 269,4 | 294,9 | | | | |
| Union européenne à 27 | | | 323,3 | 348,1 | 376,7 | 8,2 |
| <i>Espagne</i> | 255,4 | 277,3 | 301,5 | 314,2 | 339,5 | 8,0 |
| <i>Italie</i> | 13,1 | 17,6 | 20,7 | 31,7 | 31,1 | -1,9 |
| Pays tiers | 0,0 | 0,0 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 0,4 | 1,4 | 0,0 | -100 |
| Importations totales | 22,5 | 17,3 | 8,5 | 7,7 | 8,1 | 4,8 |
| Union européenne à 28 | 22,5 | 17,3 | | | | |
| Union européenne à 27 | | | 8,5 | 7,7 | 8,1 | 4,8 |
| <i>Pays-Bas</i> | 9,6 | 8,9 | 0,0 | 2,3 | 1,1 | -49,7 |
| <i>Irlande</i> | 6,4 | 4,4 | 2,5 | 1,8 | 0,3 | -84,4 |
| <i>Espagne</i> | 2,2 | 2,0 | 0,4 | 0,0 | 3,7 | - |
| Pays tiers | 0,0 | 0,0 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - |
| SOLDE | +246,9 | +277,6 | +315,2 | +341,7 | +368,5 | 7,8 |
| VEAUX FINIS DE 80-300 kg | | | | | | |
| Exportations totales | 15,5 | 14,9 | 14,4 | 9,9 | 9,2 | -7,1 |
| Union européenne à 28 | 13,9 | 13,5 | | | | |
| Union européenne à 27 | | | 12,8 | 8,4 | 7,4 | -12,6 |
| <i>Italie</i> | 4,7 | 6,3 | 6,5 | 4,6 | 3,8 | -17,4 |
| <i>Belgique</i> | 2,9 | 2,7 | 3,3 | 2,6 | 2,3 | -11,0 |
| <i>Espagne</i> | 5,2 | 4,2 | 2,9 | 0,9 | 0,5 | -38,3 |
| Pays tiers | 1,6 | 1,4 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 1,6 | 1,5 | 1,9 | 23,7 |
| Importations totales | 44,3 | 59,4 | 57,0 | 50,2 | 34,6 | -31,1 |
| Union européenne à 28 | 44,3 | 59,4 | | | | |
| Union européenne à 27 | | | 57,0 | 50,2 | 34,6 | -31,1 |
| <i>Belgique</i> | 37,6 | 51,1 | 50,8 | 38,8 | 32,1 | -17,2 |
| <i>Allemagne</i> | 0,2 | 0,4 | 1,7 | 1,9 | 0,0 | -100,0 |
| <i>Pays-Bas</i> | 4,8 | 6,1 | 0,8 | 8,1 | 1,0 | -87,1 |
| <i>Espagne</i> | 1,5 | 1,7 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | |
| Pays tiers | 0,0 | 0,0 | | | | |
| Pays tiers + UK | | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - |
| SOLDE | -28,8 | -44,5 | -42,6 | -40,3 | -25,4 | -37,0 |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

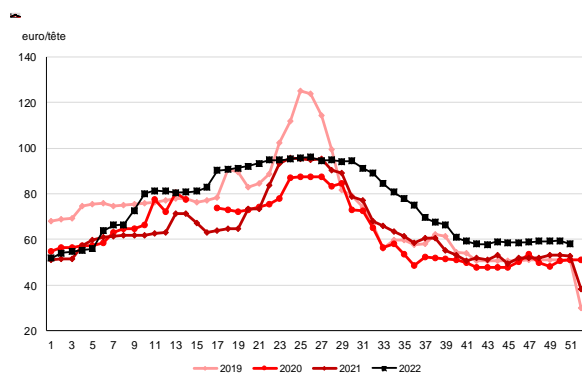
1-36 Prix à la production

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------------|
| Veaux de 8 jours en €/tête | | | | | | | |
| Engraissement mâles 45-50 kg | 90,0 | 95,4 | 72,2 | 63,5 | 64,8 | 75,1 | 15,9 |
| Veaux mâles croisés laitiers R | | | | | | 159,3 | ** |
| Veaux mâles croisés mixtes R | | | | | | 291,7 | ** |
| Veaux mâles croisé légers | 259,0 | 275,1 | 241,6 | 222,4 | 224,0 | | ** |
| Prix moyen pondéré | 118,9 | 126,8 | 103,8 | 101,2 | 102,8 | 129,2 | 25,7 |
| Veaux de boucherie en €/kg net | | | | | | | |
| Prix moyen pondéré | 5,6 | 5,7 | 5,4 | 5,3 | 5,7 | 6,5 | 14,3 |
| Veaux sous la mère en €/kg net | | | | | | | |
| Prix moyen pondéré | 8,2 | 8,3 | 8,3 | 8,6 | 8,5 | 8,7 | 3,2 |

** Suite à la nouvelle grille de cotations des veaux mise en application au 1^{er} Janvier 2022, les catégories de veaux suivies dans le rapport, ont été modifiées. Les veaux mâles croisés légers cesseront d'apparaître au profit des veaux mâles croisés laitiers R et des veaux mâles croisés mixtes R.

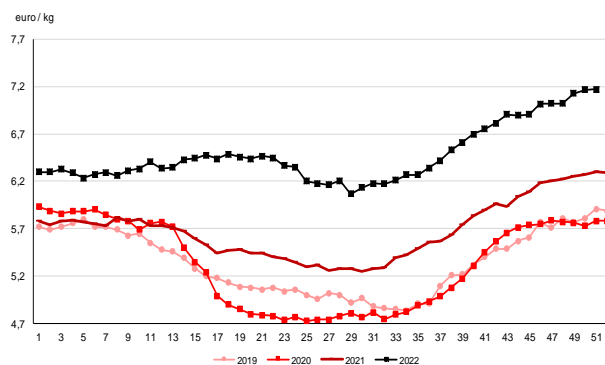
Source : FranceAgriMer

Cotation des veaux mâles laitiers de 8 jours à 4 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

Le marché des ovins en France

› La production d'agneaux a légèrement baissé en 2022

Avec 5,1 millions de têtes, le cheptel de reproductrices ovines est resté stable en 2021 (+ 0,2 % par rapport à 2020) d'après l'enquête cheptel de décembre (figure 2-3). Cette variation cache toutefois des tendances différentes selon les catégories (laitières et allaitantes). En effet, le cheptel de brebis laitières a progressé de 2,5 % par rapport à 2020, tandis que le cheptel de brebis allaitantes s'est replié de 0,7 % sur la même période.

Avec 3,6 millions d'agneaux en 2022, le nombre de naissances estimé a diminué par rapport à 2021 (- 2,9 %) (figure 2-4). En 2022, les abattages d'agneaux ont poursuivi leur net repli de l'ordre de 4,2 %. Si la légère contraction observée du cheptel conduit à une baisse des abattages d'agneaux français (- 2,3 %) (figure 2-4), les importations d'ovins vifs, principalement en provenance d'Espagne, pour compléter l'offre au moment des fêtes de Pâques et de l'Aïd, ont aussi nettement diminué sur l'année, de l'ordre de 21,5 % par rapport à 2021. Le poids moyen des carcasses d'agneaux abattus est resté stable en 2022 à 18,4 kg.

En 2022, les exportations d'agneaux vifs ont reculé de 8,2 % par rapport à 2021. Pourtant, elles étaient en nette hausse (+ 22,0 %) sur les 11 premiers mois pour répondre à une demande aussi bien vers l'UE (Italie, Allemagne) que le Moyen-Orient (Israël, Liban). Toutefois, le décalage dans la sortie des Lacaune (début 2023 au lieu de fin 2022) a fortement pénalisé les expéditions d'agneaux vifs au mois de décembre (- 43,4 %, soit - 77 500 têtes), mois pendant lequel la demande extérieure est forte pour les fêtes de fin d'année.

La production ovine a subi les effets de la sécheresse et des épisodes caniculaires. Ces derniers ont conduit à un déficit de production des prairies permanentes qui a atteint - 33 % à la fin de l'été (septembre 2022) sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans le même temps, une augmentation des abattages des brebis de réforme a été constatée sur les mois d'août, de septembre et d'octobre. Sur l'année 2022, les abattages de brebis de réforme ont augmenté de 4,9 % (figure 2-4).

› Le prix à la production est historiquement élevé

La cotation de l'agneau lourd s'est maintenue toute l'année au-dessus de son niveau des années précédentes (figure 2-10), y compris au-dessus de son niveau de 2021 où les cours de l'agneau étaient nettement supérieurs aux années antérieures. En effet, la cotation française de l'agneau lourd a terminé l'année 2021 avec des niveaux particulièrement élevés, dépassant le cap des 8 €/kg.

À partir de la première semaine de 2022, le ralentissement de la demande en lien avec la fin des fêtes de fin d'année a provoqué une baisse de 13 centimes, pour s'établir à 7,94 €/kg. Par la suite, les cours se sont relevés quelques semaines avant Pâques, où la cotation a débuté sa traditionnelle hausse saisonnière atteignant son pic lors du week-end pascal.

Puis, la cotation s'est maintenue autour des 8,0 €/kg, sans connaître de creux saisonnier, soutenue par la demande dynamique lors du Ramadan et l'Aïd el-Kebir arrivé quelques semaines après (9 juillet).

À l'automne, malgré le faible niveau de la demande, le manque d'offre a soutenu la cotation sur un plateau élevé avant de repartir à la hausse à compter de la semaine 45. En semaine 50, la cotation a été enregistrée à 8,57 €/kg, supérieure de 53 centimes à son niveau de 2021.

› **Nette hausse des coûts de production en 2022**

L'année 2022 a été marquée par une nette progression du prix des agneaux, mais aussi par une forte hausse des coûts des matières premières, qui n'a fait que s'accélérer depuis le début de la guerre en Ukraine. En effet, en moyenne sur 12 mois, l'IPAMPA viande ovine a augmenté de 18,5 % par rapport à 2021 sur la même période. Cette évolution s'explique principalement par l'envolée du prix des aliments (représentant 22 % des charges) qui s'est accru de 23,9 % en moyenne sur 12 mois, mais également des coûts de l'énergie et des engrais (représentant 14 % des charges) qui ont augmenté respectivement de 49,5 % et 74,8 % sur la même période.

› **La consommation de viande ovine a augmenté pour la première fois depuis 2011**

En repli continu depuis 2011, la consommation de viande ovine calculée par bilan, estimée à 155 050 tec en 2022 (figure 2-1), a augmenté pour la première fois depuis 10 ans, de 2,5 % par rapport à 2021.

Sur l'année, l'augmentation de la consommation est liée à la progression des importations de viande ovine tandis que la production a baissé en volume. De ce fait, mécaniquement, l'autosuffisance de la France a reculé (figure 2-1), pour passer de 54,0 % en 2021 à 51,8 % en 2022.

Relativement stable pendant les fêtes de Pâques et du ramadan par rapport à 2021, la consommation de viande ovine a connu une légère reprise à partir du mois d'août et s'est poursuivie les mois suivants. La forte inflation relevée en Irlande et au Royaume-Uni s'est répercutée sur la consommation de viande ovine dans ces pays, devenue plutôt morne. Dans le même temps, les cours des agneaux britanniques et irlandais ont chuté à la fin de l'été en-dessous des cours de l'agneau français, favorisant les importations françaises.

› **Des importations en hausse en 2022 après une reprise de la consommation**

Depuis janvier 2021, les importations de viande ovine britannique vers la France ont été en nette hausse. Ces volumes ont été en grande partie réexportés au sein du marché européen. Ainsi, les volumes de viande ovine britannique consommés par le marché français sont donc estimés depuis le Brexit. En 2022, avec 35 419 tec, le Royaume-Uni est resté le premier fournisseur de la France, suivi de l'Irlande (18 692 tec), de la Nouvelle-Zélande (11 955 tec) et de l'Espagne (11 620 tec). Au total, les importations de viande ovine en 2022 étaient en hausse de 8,9 % par rapport à 2021 pour répondre à une hausse de la consommation. Au premier semestre, cette hausse a été permise par la nette progression des envois de viande britanniques vers l'Hexagone grâce à des abattements particulièrement dynamiques sur cette période au Royaume-Uni. À l'inverse, l'Espagne a vu ses exportations vers la France reculer sur quasiment l'ensemble de l'année.

Du côté des importations néozélandaises, elles ont augmenté de 27,7 %. Les volumes importés ont augmenté à compter de juillet à la suite de l'accord de libre-échange signé fin juin entre l'UE

et la Nouvelle-Zélande qui a prévu une hausse des quotas d'importations de viande ovine libre de droits de douane.

› Perspectives 2023

Les faibles disponibilités fourragères au printemps 2022 à cause de la sécheresse, ont encouragé les éleveurs à ajuster leurs troupeaux pour faire face au manque d'approvisionnement en aliments.

Ainsi, la hausse des réformes observées à la fin de l'été 2022 pourrait avoir un impact sur le nombre de naissances d'agneaux en 2023 (figure 2-2).

La baisse attendue du nombre de brebis et des naissances se conjugue avec des coûts de production élevés, particulièrement pour le poste des aliments achetés (22 % des charges d'élevage) qui se maintiendront à un plateau élevé au premier semestre 2023. Ces coûts de production toujours élevés devraient soutenir les cours de l'agneau français et renforcer les exportations d'ovins vifs destinés à l'abattage.

Par ailleurs, les importations d'ovins vifs devraient baisser en 2023, en lien avec la perte du statut indemne de la variole du mouton auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) par l'Espagne, premier fournisseur de la France. La France pourrait donc profiter de ce ralentissement des exportations espagnoles pour renforcer ces exportations d'ovins vifs, dans l'UE et vers le Moyen-Orient (figure 2-2).

D'autre part, en 2023, Pâques (10 avril) et la fin du ramadan (21 avril) seront très proches, ce qui pourrait mettre au défi l'approvisionnement français au mois d'avril.

2-1 Bilan du secteur ovin

| | 2021 | | 2022 | | % 22/21 | |
|---|----------------|--------------|----------------|----------------|--------------|--------------|
| | 1 000 têtes | 1 000 tec | 1 000 têtes | 1 000 tec | 1 000 têtes | 1 000 tec |
| Production contrôlée | 4 342,3 | 81,7 | 4 288,9 | 80,3 | -1,2% | -1,7% |
| Commerce extérieur animaux vivants | | | | | | |
| Exportations | 454,5 | 4,5 | 465,0 | 4,5 | 2,3% | -0,2% |
| Importations | 300,4 | 4,3 | 235,8 | 3,4 | -21,5% | -20,5% |
| Solde | 154,0 | 0,2 | 229,2 | 1,0 | | |
| Abattages contrôlés | 4 188,3 | 81,6 | 4 059,7 | 79,3 | -3,1% | -2,8% |
| Commerce extérieur viande | | | | | | |
| Exportations | | 38,0 | | 41,5 | | 9,1% |
| Importations | | 107,7 | | 117,284 | | 8,9% |
| Solde | | -69,7 | | -75,8 | | |
| Consommation contrôlée | | 151,2 | | 155,050 | | 2,5% |
| Solde (production-consommation) | | -69,5 | | -74,7 | | |
| Auto-provisionnement (%) | | 54,0% | | 51,8% | | |

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Eurostat

2-2 Bilan prévisionnel – France

| 1 000 tec | 2022 | 2023** | % 23**/22 |
|----------------------------------|--------|--------|-----------|
| Production ovine contrôlée | 80,3 | 79,9 | -0,5 |
| <i>dont production d'agneaux</i> | 64,4 | 63,8 | -1 |
| Importations (vif et viande) | 120,7 | 120,1 | -0,5 |
| Exportations (vif et viande) | 46,0 | 46,5 | 1,2 |
| Consommation contrôlée | 155,05 | 153,5 | -1 |

**Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Eurostat

2-3 Cheptel ovin français

| 1 000 têtes | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | % 21/20 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Brebis laitières | 1 575 | 1 609 | 1 661 | 1 522 | 1 560 | 2,5 |
| Brebis viande | 3 638 | 3 796 | 3 668 | 3 603 | 3 577 | -0,7 |
| Total brebis (Total femelles saillies) | 5 213 | 5 405 | 5 329 | 5 125 | 5 138 | 0,2 |
| Autres ovins | 1 664 | 1 761 | 1 776 | 1 874 | 1 857 | -0,9 |
| TOTAL DES OVINS | 6 877 | 7 166 | 7 105 | 6 999 | 6 995 | -0,1 |

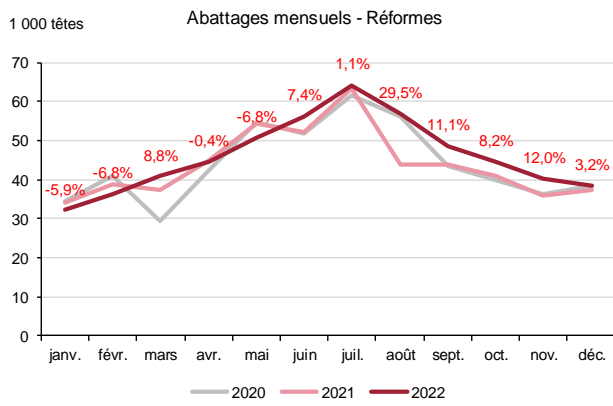
Source : FranceAgriMer d'après SSP

2-4 Abattages et production

| 1000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Abattages Contrôlés (A) | | | | | | |
| Agneaux | 3 643 | 3 626 | 3 608 | 3 661 | 3 506 | -4,2 |
| Brebis | 575 | 556 | 530 | 527 | 553 | 4,9 |
| Total | 4 219 | 4 182 | 4 137 | 4 188 | 4 060 | -3,1 |
| Importations vifs (B) | | | | | | |
| Agneaux | 184 | 149 | 213 | 289 | 211 | -27,0 |
| Brebis | 20 | 17 | 15 | 12 | 25 | 112,3 |
| Total | 204 | 166 | 229 | 300 | 236 | -21,5 |
| Abattages d'origine française (A-B) | | | | | | |
| Agneaux | 3 460 | 3 477 | 3 394 | 3 372 | 3 295 | -2,3 |
| Brebis | 555 | 538 | 514 | 516 | 528 | 2,5 |
| Total | 4 015 | 4 015 | 3 909 | 3 888 | 3 824 | -1,6 |
| Exportations vifs (C) | | | | | | |
| Agneaux | 366 | 395 | 374 | 387 | 356 | -8,2 |
| Brebis | 48 | 57 | 83 | 67 | 109 | 62,9 |
| Total | 414 | 451 | 457 | 454 | 465 | 2,3 |
| Production contrôlée française (A-B+C) | | | | | | |
| Agneaux | 3 826 | 3 872 | 3 768 | 3 760 | 3 651 | -2,9 |
| Brebis | 603 | 595 | 598 | 583 | 638 | 9,4 |
| Total | 4 428 | 4 467 | 4 366 | 4 342 | 4 289 | -1,2 |

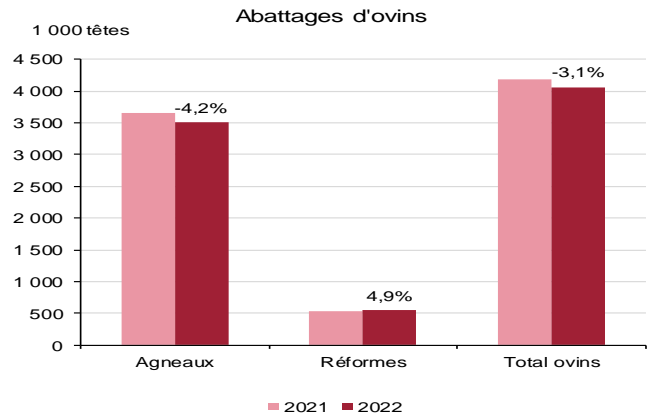
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Eurostat

2-5 Abattages contrôlés C.V.J.A d'agneaux en France



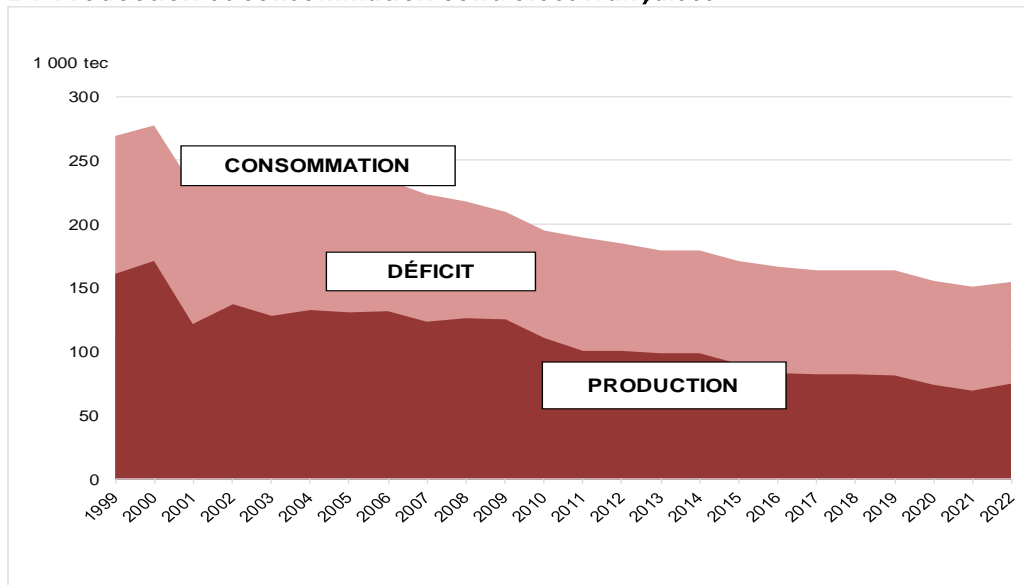
Source : FranceAgriMer d'après SSP

2-6 Abattages contrôlés C.V.J.A d'ovins de réforme en France



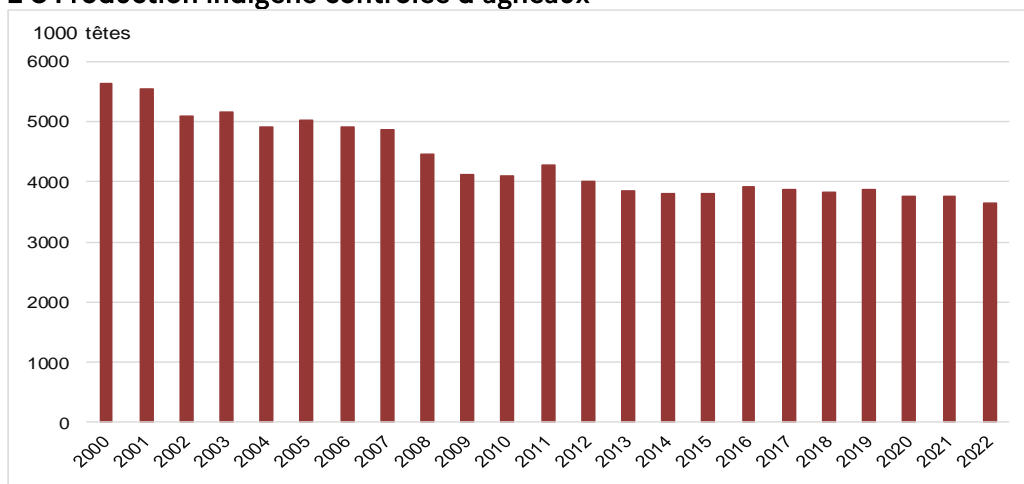
Source : FranceAgriMer d'après SSP

2-7 Production et consommation contrôlées françaises



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Eurostat

2-8 Production indigène contrôlée d'agneaux



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Eurostat

2-9 Les prix à la production

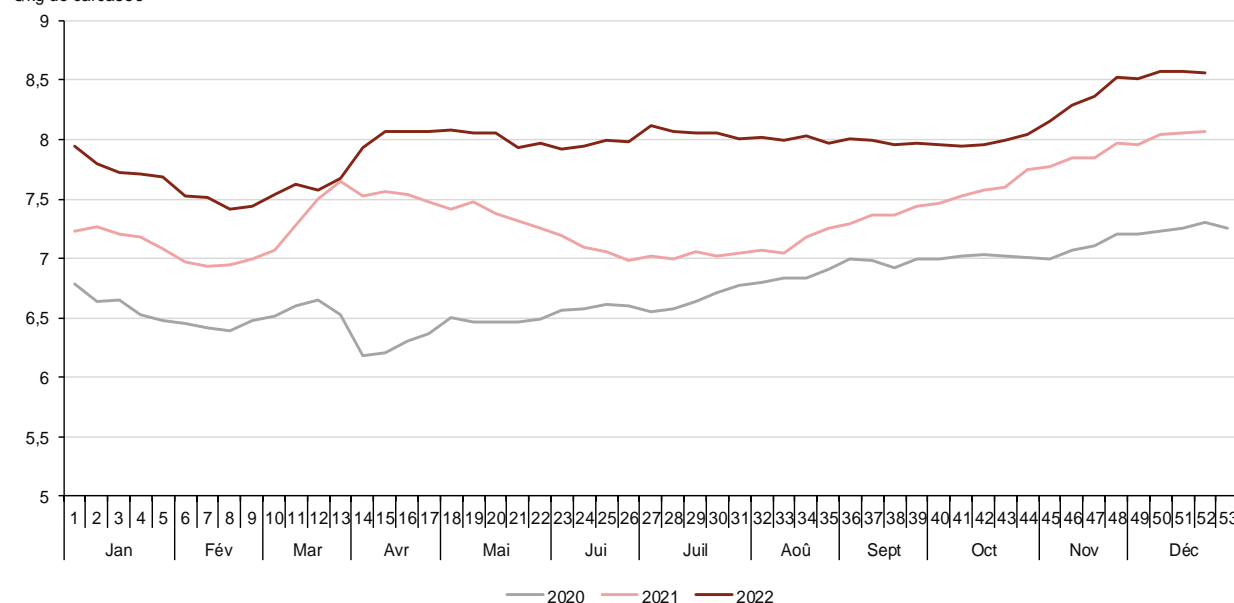
| €/kg net | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|--------|
| Agneaux | | | | | | | | |
| Prix moyen pondéré | 6,22 | 6,21 | 6,30 | 6,17 | 6,74 | 7,37 | 7,96 | 8,0 |
| PMP Rungis* | 6,60 | 6,73 | 6,77 | 6,50 | 7,39 | 8,17 | 8,35 | 2,2 |

*Cotation RNM

Source : FranceAgriMer

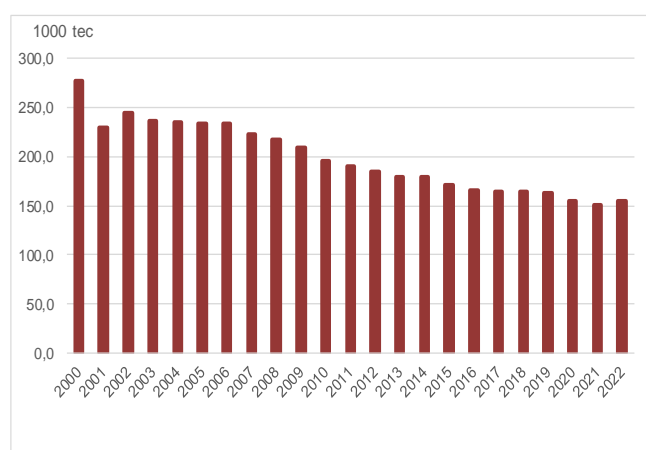
2-10 Prix moyen pondéré des agneaux de boucherie

€/kg de carcasse



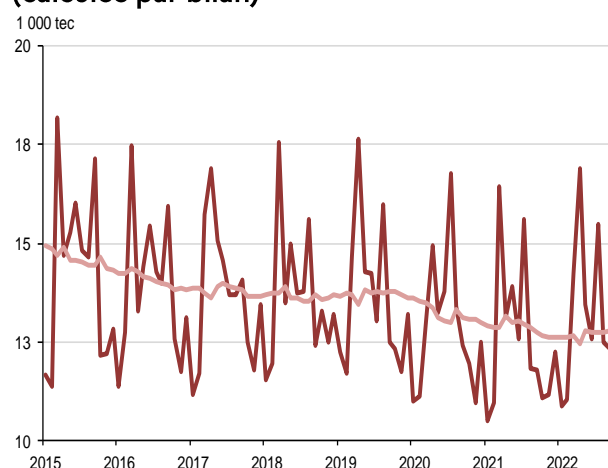
Source : FranceAgriMer

2-11 Consommation annuelle de viande ovine en milliers de tec (calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Eurostat

2-12 Consommation ovine contrôlée (calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Eurostat

Le marché des ovins et des caprins dans l'Union européenne

› Le cheptel européen s'est replié en 2021

En décembre 2021, le cheptel européen s'élevait à 44,9 millions de brebis et agnelles saillies, en recul de 2,6 % par rapport à 2020 (figure 2-15). En effet, dans les cinq principaux pays de l'Union européenne, le nombre de brebis reproductrices a reculé de 8,8 % en dix ans, passant de 42,5 millions de têtes en 2011 à 38,7 millions de têtes en 2021 (figure 2-17). Les évolutions sont cependant contrastées selon les pays : recul des effectifs de femelles reproductrices en Espagne (- 17 %), en Grèce et en Italie (- 18 % chacun) mais hausse du cheptel en Roumanie (+ 17 %) et en Irlande (+ 10 %).

› La production espagnole de viande ovine a augmenté en 2022

Malgré la baisse du nombre de brebis reproductrices fin 2021 (- 2,4 % par rapport à 2020) (figure 2-15), les abattages espagnols ont progressé de 0,7 % en 2022 par rapport à 2021 avec 131 500 tec. En effet, le recul des effectifs d'agneaux abattus (- 8,3 %) a été contrebalancé par un bond des abattages des réformes (+ 45,2 %).

Affectées par la baisse de la demande française (- 16,9 %), les exportations espagnoles de viande ovine ont baissé de 10 % par rapport à leur niveau de 2021. En revanche, les envois d'agneaux vivants ont été dynamiques en 2022 (+13,1%) avec une forte hausse vers la Jordanie (+ 324 000 têtes) mais des baisses marquées vers les autres destinations majeures notamment la France et l'Allemagne. L'apparition de foyers de variole ovine en Espagne a fortement pénalisé les exportations d'animaux vivants vers ces pays au dernier trimestre 2022, période pendant laquelle la demande extérieure en agneaux espagnols est toujours soutenue.

› Une nette augmentation de la production irlandaise en viande ovine en 2022

L'accroissement du nombre de brebis reproductrices observé fin 2021 (figure 2-15) s'est traduit par une nette hausse de la production irlandaise de viande ovine (+ 7,7 %) en 2022 par rapport à 2021, soutenue par une augmentation des effectifs d'agneaux et de réformes abattus. Toutefois, l'augmentation demeure plus modeste par rapport à l'année 2020 (+ 2,8 %).

Par ailleurs, le nombre d'animaux abattus plus abondants en 2022 a permis des exportations dynamiques de viande ovine irlandaise, avec une progression de 7,8 % par rapport à 2021, dont + 7,6 % vers la France et + 8,0 % vers le Royaume-Uni. Parallèlement, malgré la pression sur les prix à la production toute l'année, la valeur des exportations irlandaises a atteint 475 M€ d'après *Bord Bia*, en nette augmentation (+ 17 %) par rapport à 2021. Le marché unique européen est resté la principale destination des envois irlandais de viande ovine, représentant les trois quarts des exportations en valeur. Cette augmentation est le résultat de la hausse des exportations en volume (+ 7,8 %), mais aussi de la revalorisation du prix de l'agneau irlandais (+ 2,2 %) par rapport à 2021.

› La consommation européenne calculée par bilan a augmenté en 2022

En 2022, la consommation calculée par bilan de viande ovine et caprine dans l'Union européenne a augmenté de 3,8 % par rapport à 2021 (figure 2-23). Cette augmentation a été visible dans tous les principaux pays producteurs de l'Union européenne malgré la baisse de la production, à l'exception de l'Irlande et l'Espagne. En effet, cette hausse a été permise mécaniquement par la reprise des importations en 2022 après une année 2021 marquée par des échanges commerciaux toujours limités sous l'effet de la crise sanitaire (figure 2-13).

Ainsi, en 2022, la consommation européenne a été tirée par des flux importants de viande ovine en provenance des pays tiers, particulièrement de la Nouvelle-Zélande (+ 30,7 %) et du Royaume-Uni (+ 17,8 %) grâce à des abattages abondants en 2022. En effet, en 2022, la part de viandes ovine et caprine produites en Europe a représenté 90,8 % de la consommation totale dans l'Union européenne tandis que la part des importations en provenance des pays tiers s'est élevée à 9,2 % (figure 2-13).

› En 2022, le prix à la production a augmenté dans tous les pays de l'UE

Dans un contexte inflationniste qui n'a épargné aucun pays, le prix à la production des agneaux a nettement progressé dans tous les pays de l'Union européenne (figure 2-24). Ainsi, le prix de l'agneau français a augmenté de 8,3 % en moyenne sur 2022 par rapport à 2021. Parallèlement, le prix a augmenté en Espagne et en Italie, respectivement de 7,6 % et de 7,2 %, tandis que la hausse a été moins importante en Irlande (+ 2,2 %).

En effet, si en France et en Espagne, les prix sont restés toute l'année au-dessus de leurs valeurs de 2021 (figure 2-28), la hausse de production de viande ovine irlandaise conjuguée à une baisse de la demande intérieure en lien avec l'inflation a pesé sur les prix de l'agneau en Irlande (figure 2-29), entraînant un retour de la cotation en dessous de son niveau de 2021 à partir du mois d'octobre.

› Prévisions 2023

Au niveau de la production européenne, la production d'agneaux espagnols pourrait baisser en 2023, affectée par la forte hausse des réformes (+ 45,2 %) de 2022. Parallèlement, la production ovine en Irlande est attendue en hausse en 2023 grâce à un cheptel de brebis en croissance continue depuis quelques années. Cette hausse de production attendue ne compensera pas les baisses de production prévisibles dans l'UE en 2023.

Face à une production en baisse, les importations depuis les pays tiers devraient rester dynamiques, aussi bien depuis le Royaume-Uni que la Nouvelle-Zélande.

D'après les données des premières semaines de 2023, le prix de l'agneau a dépassé son niveau de 2022 déjà élevé, ce qui pourrait avoir un impact sur la consommation de viande ovine au moins au premier trimestre.

2-13 Bilan dans le secteur ovin-caprin dans l'Union européenne à 27

| 1 000 tec | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|---------------|-------------|
| Production indigène (1) | 924,0 | 930,8 | 919,6 | 958,4 | 628,7 | 627,1 | 612,6 | -2,3 |
| Exportations animaux vivants | 51,7 | 48,0 | 47,0 | 59,6 | 57,9 | 51,0 | 49,55 | -2,9 |
| Importations animaux vivants | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 3,2 | 3,0 | |
| <i>Solde</i> | <i>51,7</i> | <i>48,0</i> | <i>47,0</i> | <i>59,6</i> | <i>57,9</i> | <i>47,8</i> | <i>46,5</i> | |
| Abattages (1) | 872,4 | 882,7 | 872,6 | 898,8 | 570,7 | 579,3 | 566,1 | -2,3 |
| Exportations viandes | 18,4 | 31,4 | 26,3 | 34,1 | 52,3 | 43,0 | 40,7 | -5,2 |
| Importations viandes | 198,1 | 171,5 | 154,5 | 122,8 | 143,4 | 118,9 | 149,4 | 25,6 |
| <i>Solde</i> | <i>-179,8</i> | <i>-140,2</i> | <i>-128,1</i> | <i>-88,6</i> | <i>-91,1</i> | <i>-76,0</i> | <i>-108,7</i> | |
| Variation de stocks | nd | nd | nd | nd | nd | nd | nd | |
| Consommation indigène (1) | 1 | 1 | 1 | 987,4 | 661,8 | 655,2 | 674,8 | 3,0 |
| Auto-provisionnement (%) | 87,8 | 91,0 | 91,9 | 97,1 | 95,0 | 95,7 | 90,8 | |

*Estimations

(1) La production et la consommation indigène sont calculées en prenant en compte les abattages totaux (abattages contrôlés + estimations des abattages hors abattoirs)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-14 Bilan prévisionnel – Union européenne à 27

| 1 000 tec | 2022* | 2023** | % 23**/22* |
|-------------------------------|-------|--------|------------|
| Production (PIB) | 622,9 | 619,8 | -0,5 |
| Importations (vif et viandes) | 152,4 | 154,0 | 1,0 |
| Exportations (vif et viandes) | 90,3 | 90,3 | 0,0 |
| Consommation (CIB) | 685,0 | 683,4 | -0,2 |

*Estimations calculées pour l'UE à 27

**Prévisions sur la base des prévisions de la Commission européenne pour l'UE à 27

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Commission européenne

2-15 Cheptel de reproductrices (brebis mères et agnelles saillies) dans l'Union européenne - enquêtes de décembre

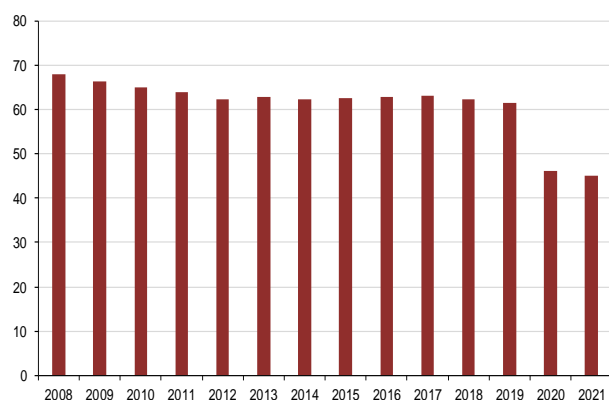
| 1000 têtes | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | % 21/20 |
|------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Allemagne | 1 102 | 1 109 | 1 099 | 1 079 | 1 060 | 1 068 | 0,8 |
| Autriche | 226 | 242 | 242 | 241 | 235 | 240 | 2,0 |
| Espagne | 11 496 | 11 514 | 11 392 | 11 047 | 11 081 | 10 815 | -2,4 |
| France | 5 355 | 5 213 | 5 405 | 5 329 | 5 125 | 5 138 | 0,2 |
| Grèce | 6 662 | 6 713 | 6 775 | 6 505 | 5 828 | 5 491 | -5,8 |
| Irlande | 2 405 | 2 723 | 2 608 | 2 571 | 2 643 | 2 699 | 2,1 |
| Italie | 6 315 | 6 272 | 6 188 | 6 087 | 6 110 | 5 867 | -4,0 |
| Pays-Bas | 574 | 556 | 628 | 638 | 595 | 609 | 2,4 |
| Portugal | 1 694 | 1 665 | 1 638 | 1 640 | 1 677 | 1 623 | -3,2 |
| Suède | 266 | 282 | 251 | 254 | 256 | 243 | -5,2 |
| Roumanie | 8 388 | 8 454 | 8 594 | 8 870 | 8 812 | 8 765 | -0,5 |
| Bulgarie | 1 173 | 1 151 | 1 170 | 1 131 | 1 148 | 1 053 | -8,3 |
| Hongrie | 801 | 810 | 798 | 782 | 754 | 720 | -4,5 |

Les données pour la Belgique, le Luxembourg, la Finlande, Chypre, l'Estonie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie n'étant pas disponibles pour toute la période considérée, elles ont été estimées pour les calculs UE 15, NEM 13 et UE 28.

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-16 Le cheptel reproducteur ovin de l'Union européenne* – enquêtes de décembre

Millions de têtes

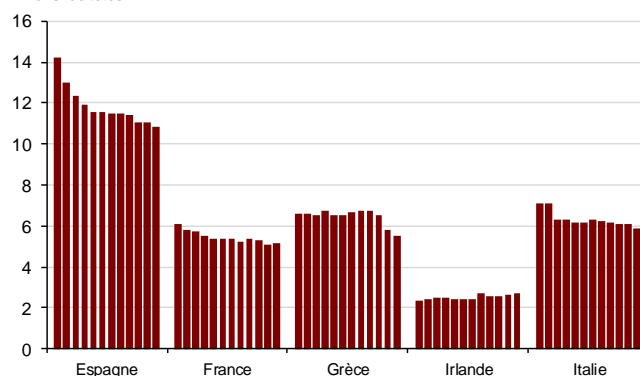


*UE à 27 à partir de 2020

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-17 Évolution du cheptel reproducteur ovin dans les principaux pays producteurs de 2010 à 2021 – enquêtes de décembre

Millions de têtes



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-18 Production indigène de viande ovine et caprine dans l'Union européenne

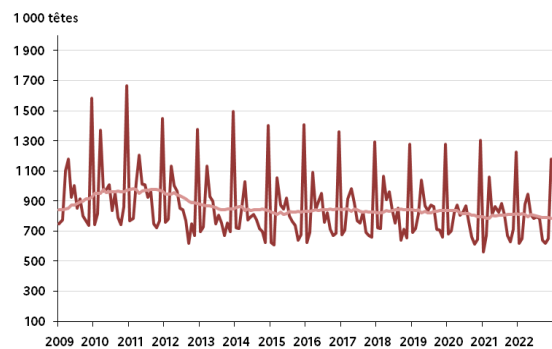
| 1 000 tec | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22*/21 |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Allemagne | 35,8 | 31,8 | 32,1 | 32,9 | 33,6 | 30,4 | 29,0 | -4,4 |
| Autriche | 7,6 | 8,0 | 7,7 | 8,1 | 7,4 | 7,5 | 7,1 | -5,8 |
| Espagne | 149,7 | 148,3 | 149,4 | 156,9 | 145,1 | 148,1 | 153,5 | 3,6 |
| France | 89,5 | 88,5 | 88,2 | 89,1 | 87,9 | 88,0 | 86,7 | -1,5 |
| Grèce | 71,4 | 67,3 | 66,6 | 67,5 | 62,9 | 65,2 | 62,5 | -4,1 |
| Irlande | 61,0 | 67,2 | 68,5 | 65,9 | 67,1 | 60,5 | 65,3 | 7,9 |
| Italie | 21,3 | 23,8 | 23,4 | 22,7 | 19,1 | 23,7 | 21,8 | -8,2 |
| Pays-Bas | 17,9 | 16,7 | 15,4 | 17,0 | 20,6 | 19,4 | 19,4 | -0,2 |
| Portugal | 18,9 | 16,8 | 20,5 | 22,1 | 19,8 | 21,3 | 21,0 | -1,4 |
| UE 15 | 776 | 781 | 774 | 803 | 479 | 481 | 479 | -0,3 |
| Bulgarie | 9,6 | 7,6 | 8,2 | 9,9 | 9,9 | 10,2 | 6,5 | -36,3 |
| Roumanie | 123,6 | 127,9 | 117,9 | 132,2 | 126,8 | 126,6 | 120,2 | -5,1 |
| Hongrie | 7,1 | 7,5 | 7,7 | 8,9 | 6,8 | 5,8 | 5,5 | -4,6 |
| NEM 13 | 154 | 156 | 148 | 165 | 157 | 158 | 144 | -8,9 |
| UE 28/27 | 924 | 931 | 920 | 958 | 629 | 627 | 613 | -2,3 |

*Estimations

Le calcul de la production prend en compte des estimations d'abattages hors abattoirs déclarées par certains pays.

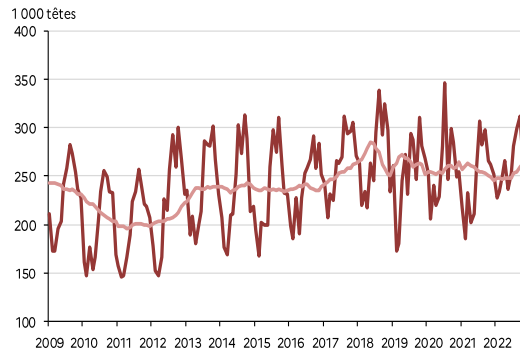
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-19 Abattages mensuels d'ovins en Espagne



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-20 Abattages mensuels d'ovins en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

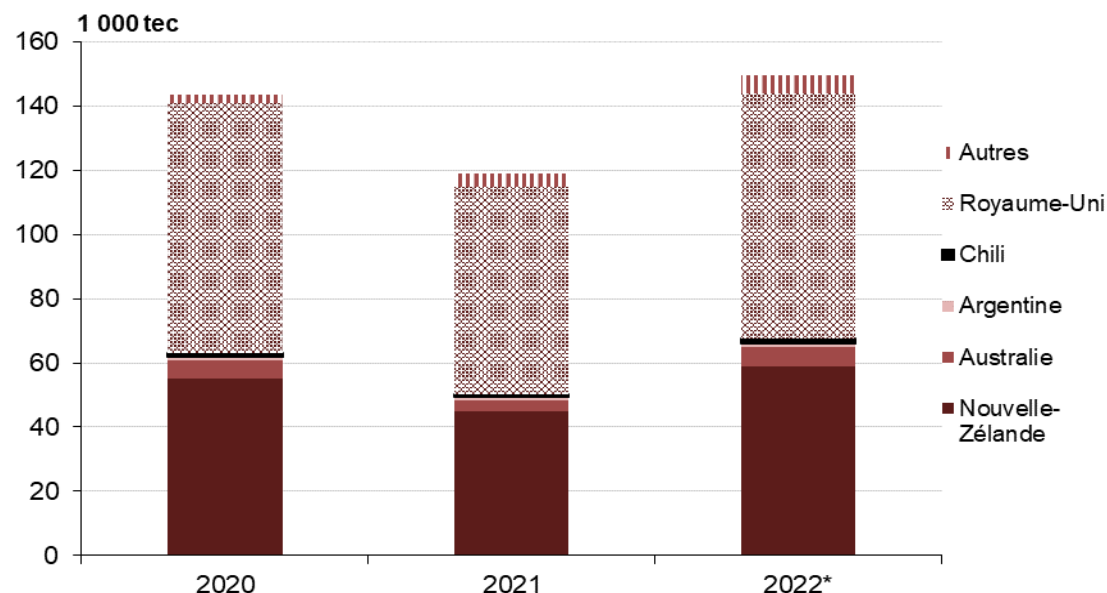
2-21 Importations de l'UE à 27 de viande ovine et caprine en provenance des pays tiers

| 1 000 tec | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|-----------|
| Total pays tiers | 143,4 | 118,9 | 149,4 | 26 |
| Nouvelle-Zélande | 55,1 | 45,0 | 58,8 | 31 |
| Australie | 5,6 | 3,2 | 6,3 | 96 |
| Chili | 1,1 | 0,9 | 1,5 | 61 |
| Argentine | 1,2 | 1,1 | 1,1 | 8 |
| Royaume-Uni | 78,0 | 64,7 | 76,2 | 18 |
| Autres | 2,4 | 4,0 | 5,5 | 35 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-22 Importations de l'Union européenne de viande ovine en provenance des pays tiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-23 Consommation de viande ovine et caprine dans l'Union européenne, calculée par bilan

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|----------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Allemagne | 79 | 74 | 79 | 76 | 83 | 9,0 |
| Belgique-Lux | 15 | 14 | 16 | 11 | 14 | 27,0 |
| Espagne | 94 | 92 | 85 | 82 | 89 | 8,6 |
| France | 168 | 169 | 160 | 157 | 162 | 3,1 |
| Grèce | 70 | 72 | 64 | 63 | 61 | -3,8 |
| Irlande | 15 | 12 | 10 | 13 | 15 | 20,3 |
| Italie | 56 | 56 | 46 | 49 | 54 | 10,7 |
| Pays-Bas | 21 | 18 | 20 | 15 | 21 | 37,6 |
| Portugal | 25 | 25 | 22 | 24 | 23 | -2,2 |
| UE 15* | 892 | 876 | 561 | 546 | 568 | 4,1 |
| Roumanie | 81 | 85 | 73 | 79 | 83 | 5,9 |
| Bulgarie | 11 | 9 | 10 | 11 | 11 | 1,5 |
| Hongrie | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | -26,5 |
| NEM 13* | 108 | 112 | 101 | 109 | 112 | 2,7 |
| UE 28* | 1001 | 987 | 662 | 655 | 680 | 3,8 |

*Estimations

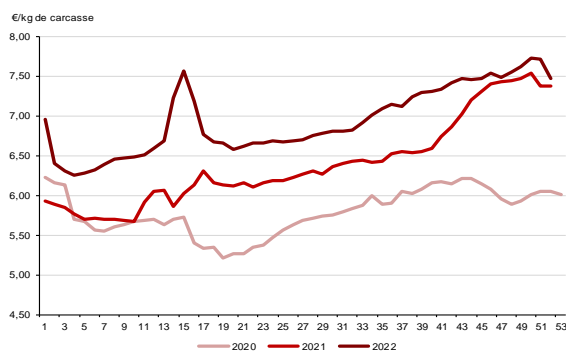
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-24 Prix à la production des agneaux dans l'Union européenne

| €/100 kg net | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|
| Agneaux lourds | | | | | | |
| Irlande | 486,3 | 460,9 | 517,8 | 663,8 | 678,5 | 2,2 |
| France | 629,8 | 618,6 | 673,2 | 736,2 | 797,6 | 8,3 |
| Roumanie | 229,5 | 223,7 | 283,4 | 292,1 | 346,3 | 18,6 |
| UE 27 | 543,7 | 527,8 | 583,4 | 675,1 | 721,2 | 6,8 |
| Agneaux légers | | | | | | |
| Espagne | 585,3 | 566,6 | 611,4 | 669,4 | 720,1 | 7,6 |
| Grèce | 458,1 | 474,7 | 486,3 | 581,5 | 643,6 | 10,7 |
| Italie | 569,8 | 584,9 | 629,4 | 635,3 | 680,9 | 7,2 |
| UE 27 | 542,1 | 547,7 | 579,5 | 639,9 | 694,3 | 8,5 |

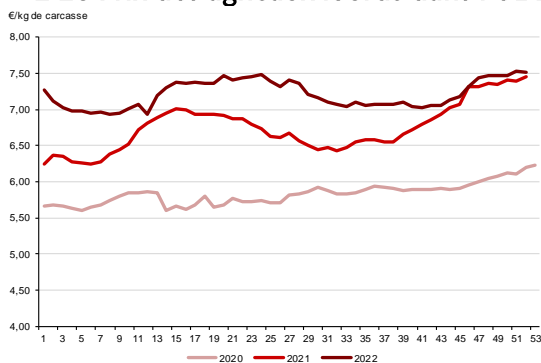
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-25 Prix des agneaux légers dans l'UE 27



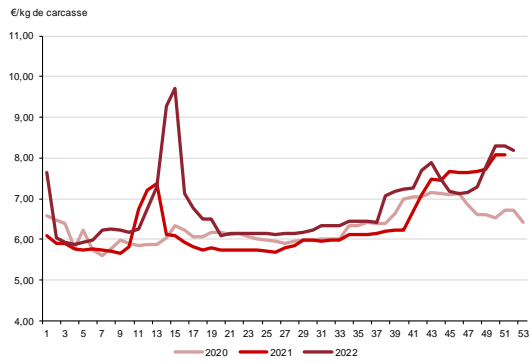
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-26 Prix des agneaux lourds dans l'UE 27



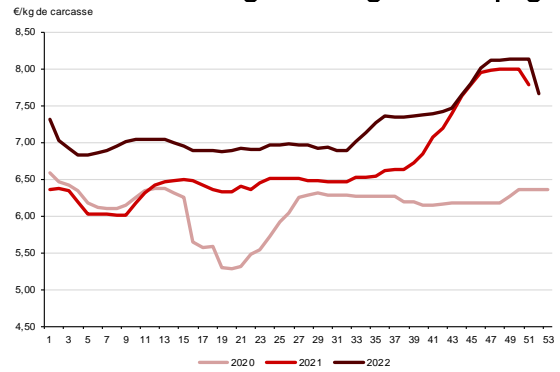
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-27 Prix des agneaux légers en Italie



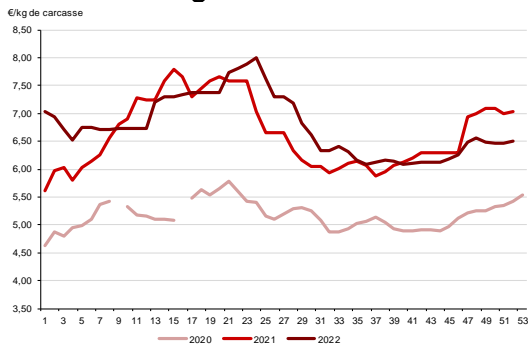
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-28 Prix des agneaux légers en Espagne

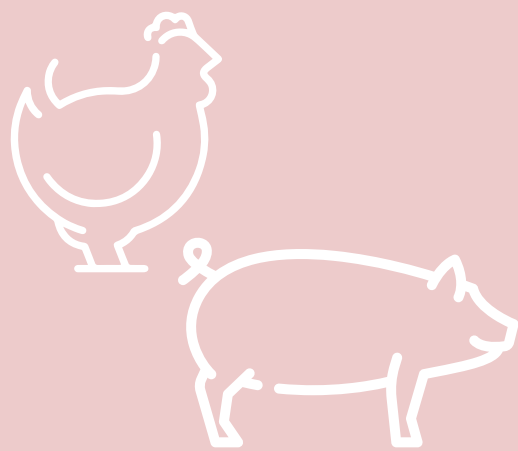


Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-29 Prix des agneaux lourds en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne



VIANDES BLANCHES

Le marché du porc en France

› En 2022, le recul du cheptel porcin s'est traduit par une baisse de la production

Selon les données de l'enquête SSP effectuée en mai, l'effritement du cheptel français de truies s'est poursuivi en 2022 (figures 3-1, 3-2). En parallèle, les chiffres du recensement agricole 2020 font apparaître un recul sur dix ans de 28 % du nombre des élevages de taille moyenne et grande, lié, en particulier, au départ à la retraite d'exploitants non remplacés. L'impact du conflit en Ukraine, rehaussant encore fortement des coûts de production (aliment, énergie...) déjà élevés, a joué également en défaveur des élevages les moins productifs. La filière française a ainsi perdu 24 000 truies en 2022, soit 2,5 % de son cheptel reproducteur, désormais proche de 900 000 têtes. C'est une tendance de long terme qui se poursuit (- 200 000 truies depuis 2012, soit - 18,0 %). L'effectif porcin total par rapport à 2021 a connu un recul similaire (- 326 000 têtes, soit - 2,5 %), même si, à plus long terme, les gains de productivité atténuent cette tendance (- 1 000 000 porcs depuis 2012, soit - 7,4 %).

La production porcine en France a reflété l'évolution du cheptel, avec un recul de 1,4 % en têtes et de 2,3 % en volume par rapport à 2021 (figure 3-3).

Depuis 2012, les abattages en France ont reculé de 5,3 %, soit une perte de 1,3 million de porcs entre 2012 (24,1 M de têtes) et 2022 (22,8 M de têtes).

Le poids des carcasses, encore en légère progression en 2021 (à 94,6 kg) s'est replié en 2022 (93,7 kg). Cette situation, qui rompt avec une évolution quasi continue depuis plus de dix ans, témoigne d'un marché tendu du fait d'une offre en recul, mais aussi d'un effet chaleur qui a affecté la croissance des porcs durant l'été. En conséquence, par rapport à 2021, les abattages se sont réduits plus fortement en volume (- 2,3 %) qu'en têtes (- 1,4 %). Avec une production de viande porcine qui se tasse ainsi à 2,2 millions de tonnes équivalent carcasse (tec) en 2022, la France est néanmoins restée le troisième producteur européen, derrière l'Espagne (5,2 millions de tec, en progression de 0,2 %) et l'Allemagne (4,6 millions de tec, en recul de 8,3 %).

› La consommation et les prix ont progressé en France en 2022

La consommation globale de porc estimée par bilan (consommation indigène brute) est en progression depuis 2021. En 2022, on observe une croissance de 1,8 % des volumes consommés par rapport à 2021 (figure 3-6). Il convient de noter que cette progression de la consommation et pour une part significative issue de l'importation (en hausse de 7,5 %).

Pour ce qui concerne la consommation des ménages, les données du panel IRI (figures 3-7, 3-8) indiquent qu'à la différence d'autres produits carnés comme les œufs ou les filets de volaille, pour lesquels volumes et prix progressent, le volume de jambon cuit commercialisé en 2022 est en léger recul (- 0,7 %) pour un prix en progression de 15,0 %.

Toujours selon les données IRI, mais cette fois distinguées par types de marques, on observe que le développement des achats en volume s'opère essentiellement sur les marques les moins chères (MDD et MDD éco) au détriment des marques nationales.

Les indices des prix à la consommation publiés par l'Insee (figure 3-9) font ressortir, sur l'année 2022 comparée à 2021, une nette progression du prix du porc (+ 6,1 %), mais sur un rythme plus mesuré que celui de l'ensemble des viandes (+ 7,9 %). Le prix des viandes séchées, salées, fumées (type jambon cru) reste également sur un rythme moindre que la moyenne (+ 6,0 %), alors que celui des préparations de viande (et charcuteries) progresse plus nettement (+ 7,5 %).

› Des importations qui ont progressé en 2022

Tous produits porcins confondus, les volumes importés en France, déjà en croissance en 2021, ont à nouveau progressé en 2022 (figures 3-3, 3-10, 3-11). Ils sont estimés à 657 000 tec (+ 8,2 % par rapport à 2021), auxquelles on peut ajouter 80 000 t d'abats. Pour les viandes fraîches et congelées, l'Espagne est restée le principal fournisseur du marché français avec 61 % des volumes importés. Vient ensuite le Royaume-Uni (12 % des volumes importés), en net développement, puis l'Allemagne (9 %). En 2022, les opérateurs espagnols ont exporté vers la France 196 000 tec de viandes fraîches et congelées (- 3,4 %), essentiellement du jambon désossé et de la poitrine, 63 000 tec de charcuterie (+ 4,8 %), 5 000 tec de graisses (- 2,9 %) et 32 000 t d'abats (- 13,0 %).

Les importations en provenance d'Allemagne, deuxième fournisseur de la France, se réduisent pour les viandes et les abats (respectivement 31 000 tec, soit - 23,6 % et 9 000 t, soit - 15,4 %), en lien avec le recul des abattages dans ce pays. En revanche, du fait sans doute de déstockages à des prix concurrentiels, possiblement en lien avec la présence de PPA (peste porcine africaine) sur le territoire allemand, les importations de charcuteries et saucisses sont en forte croissance (107 000 tec, + 30,2 %).

L'Italie, troisième origine des importations en valeur pour la France, a fourni pour l'essentiel des charcuteries (60 000 tec en 2022, + 36,1 %, dont 8 500 t de jambons), ainsi que des graisses (11 000 tec, - 10,8 %).

La France importe majoritairement des produits à haute valeur ajoutée, des pièces dont la découpe est très avancée à destination des industriels français de la charcuterie, et des produits transformés prêts à être consommés, vendus en GMS (grandes et moyennes surfaces) et en restauration hors foyer (RHF). La valeur totale des importations françaises est estimée à 1,9 milliard d'euros en 2022, en progression sur un an de 13,7 % (figures 3-12, 3-15).

› Des exportations en nette dégradation en 2022

L'année 2022 a été marquée pour la France par des marchés à l'export assez atones (figures 3-3, 3-10, 3-11).

Les exportations en volume (hors abats) de la France ont reculé fortement en 2022 (- 60 000 tec, soit une baisse de 8,3 %) et ont avoisiné 663 000 tec, auxquelles on peut ajouter 152 000 t d'abats. Pour les viandes fraîches et congelées, en 2022, les exportations de la France vers les pays tiers ont connu une baisse de 26,6 %. Parmi les volumes exportés, ceux vers la Chine ont reculé de 49,2 %, ce pays connaissant une hausse de sa production. Dans l'Union européenne, la part de l'Italie, principale destination des viandes de porc françaises, s'est repliée de 14,8 % et celle des Pays-Bas de 5,6 %. En revanche la part de l'Espagne a progressé de 8,4 % et celle de la Belgique de 10,6 %.

Au total, pour les viandes fraîches et congelées, les exportations en volume des opérateurs français ont décliné de 6,0 % (- 31 000 tec). Il en a été de même pour les graisses (- 26,6 %, - 14 000 tec), alors que pour les abats, les volumes ont été quasi stables (+ 0,3 %, + 500 t). Enfin, les exportations de charcuterie ont légèrement progressé (+ 3,9 %, + 4 200 tec).

Globalement, le chiffre d'affaires à l'exportation de la France est estimé à 1,8 milliard d'euros en 2022 pour l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), en croissance de 87 millions d'euros (+ 5,2 %) par rapport à l'année 2021 (figures 3-12, 3-14). En effet, malgré la baisse des volumes (- 7,6 %), un "effet prix" en forte progression a été observé, rendant au final cette évolution positive.

› Un solde de la balance en valeur qui redevient négatif en 2022

Sur l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), la balance commerciale française se trouve traditionnellement déficitaire en valeur, du fait d'une structure déséquilibrée (exportations de matières brutes, importations de produits transformés ou semi-transformés). En 2020 et 2021 cependant, du fait des prix élevés des viandes exportées vers la Chine, ce solde était devenu positif. En 2022, dans le cadre d'un marché moins porteur, la balance redevient négative en valeur (- 131,3 M €) (figures 3-12, 3-13). Dans les faits, les exportations progressent en valeur de 5,2 %, mais reculent de 7,2 % en volume. Quant aux importations, elles progressent de 13,7 % en valeur et de 8,1 % en volume. Au-delà d'un retour à une balance négative en valeur, l'évolution est aussi inquiétante en volume, avec un solde positif qui se réduit significativement, et un taux d'auto-provisionnement qui reflue de 106,0 % à 100,7 % (figures 3-3, 3-10).

› Le prix de l'aliment a connu en 2022 une hausse considérable

Le prix de l'aliment a commencé l'année 2022 à un niveau très élevé, 2021 ayant été marquée par une forte hausse, due pour l'essentiel au développement de la demande chinoise en céréales. En février 2022, le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne a renforcé considérablement cette tendance haussière, puisqu'Ukraine et Russie représentent de l'ordre de 30 % des exportations mondiales de blé et de tournesol, et de l'ordre de 20 % de celles de maïs.

Le prix de l'aliment en France, calculé par l'Ifip selon une formule "porc en croissance", est ainsi passé de 309 euros / tonne en janvier à 395 euros / tonne en décembre (figure 3-17), soit une hausse de 27,2 %. Les facteurs politiques ont été les principaux éléments moteurs de cette évolution, les conditions météorologiques restant au second plan (aléas climatiques en Amérique du Sud pour le soja et le maïs, conditions sèches en Europe, d'où une baisse de rendement en maïs, ainsi qu'en Amérique du Nord, affectant les céréales).

L'instauration, à partir de juillet, d'un "corridor céréalier" en mer Noire, assurant aux navires un passage sécurisé pour exporter les céréales ukrainiennes, a réduit les tensions sur le marché. Le recul de la demande d'aliments en 2022, du fait du tassement du cheptel porcin en Europe, et des dépeuplements d'élevages avicoles liés à l'extension de l'influenza aviaire, ont également joué dans le sens d'une détente sur les marchés. En conséquence, le prix de l'aliment IFIP se stabilise autour de 395 euros par tonne en fin d'année 2022.

› Le prix du porc a atteint un niveau record au second semestre 2022

Dans le cadre d'une forte croissance des coûts de production (aliments, mais aussi énergie, emballages, transports), le prix du porc classe E+S a connu une très forte hausse en 2022, les cotations atteignant 1,88 €/kg au premier semestre, puis le niveau record de 2,22 €/kg au second semestre (figure 3-16). Le reflux saisonnier des prix observé traditionnellement à l'automne a bien eu lieu, mais c'est pour se stabiliser à 1,99 €/kg en fin d'année, donc encore une fois à un niveau très haut. Un autre facteur qui soutient ces cotations élevées est celui du recul de l'offre, comme mentionné précédemment.

Quoique le prix du porc atteigne un niveau très élevé en 2022, les coûts de production également en hausse font que la rentabilité des élevages qui ne produisent pas leurs propres aliments apparaît dégradée, cette perte de rentabilité s'observant de surcroît sur une période exceptionnellement longue (plus d'un an à fin 2022).

Pour ce qui concerne les prix moyens des pièces (source RNM - FranceAgriMer), ils ont globalement été en hausse en 2022. La longe a progressé de 21,8 % par rapport à 2021. Pour les pièces destinées à la transformation, la cotation du jambon a augmenté de 31,9 %, l'épaule de 46,7 %, la poitrine de 18,4 %, et le hachage de 46,5 %.

› Perspectives 2023

En 2023, le cheptel porcin français devrait poursuivre son recul progressif. Compte tenu de cette tendance, et malgré des gains de productivité, une baisse limitée de la production française paraît très probable.

La Chine, qui a longtemps été l'élément moteur du marché du porc, semble peu à même de jouer ce rôle en 2023. Une reprise de la demande chinoise est, certes, du domaine du possible. On en voit quelques indices en fin d'année, la Chine ayant beaucoup déstocké au second semestre 2022, et la production y étant insuffisante pour satisfaire la demande. Cependant la présence encore non maîtrisée de la pandémie de Covid-19 dans le pays constitue un frein à la consommation, au moins pour le premier semestre 2023. De plus, l'Espagne, le Brésil, les États-Unis, le Danemark, sont bien installés sur ce créneau très concurrentiel, où les prix ne sont plus aussi rémunérateurs qu'ils l'ont été.

De toute façon, les capacités d'exportation de la France apparaissent limitées, et à plus forte raison lorsque la production tend à se réduire. La consommation nationale est vue en effet, traditionnellement, comme le débouché naturel de la production française et l'exportation n'est souvent envisagée que pour le dégagement des surplus. Même dans des conditions favorables, les quantités exportées tendent ainsi à "plafonner", comme on l'a vu en 2020-2021, des substitutions s'opérant simplement entre pays destinataires.

Compte tenu des prévisions des cours des céréales et du tourteau de soja, le coût de l'aliment porc va sans doute rester à un niveau élevé, au moins au premier trimestre 2023. La question de la pérennité des élevages les moins rentables risque donc de devenir toujours plus prégnante. Par ailleurs, la baisse de la production va très probablement avoir un impact sur le secteur de l'abattage/découpe, entraînant de possibles restructurations pour certains outils.

Une inconnue de taille, enfin, reste la question de l'extension de la PPA (peste porcine africaine) en Europe. Cette maladie, qui ne présente aucun risque pour la santé humaine, entraîne quasi systématiquement une suspension de la capacité d'exporter vers les pays tiers. En Allemagne, après avoir touché l'est du pays en 2020, elle s'est manifestée dans la faune sauvage non loin de la frontière française en mai 2022. Elle a par ailleurs atteint l'Italie en janvier 2022, s'approchant ainsi de plus en plus des frontières de la France.

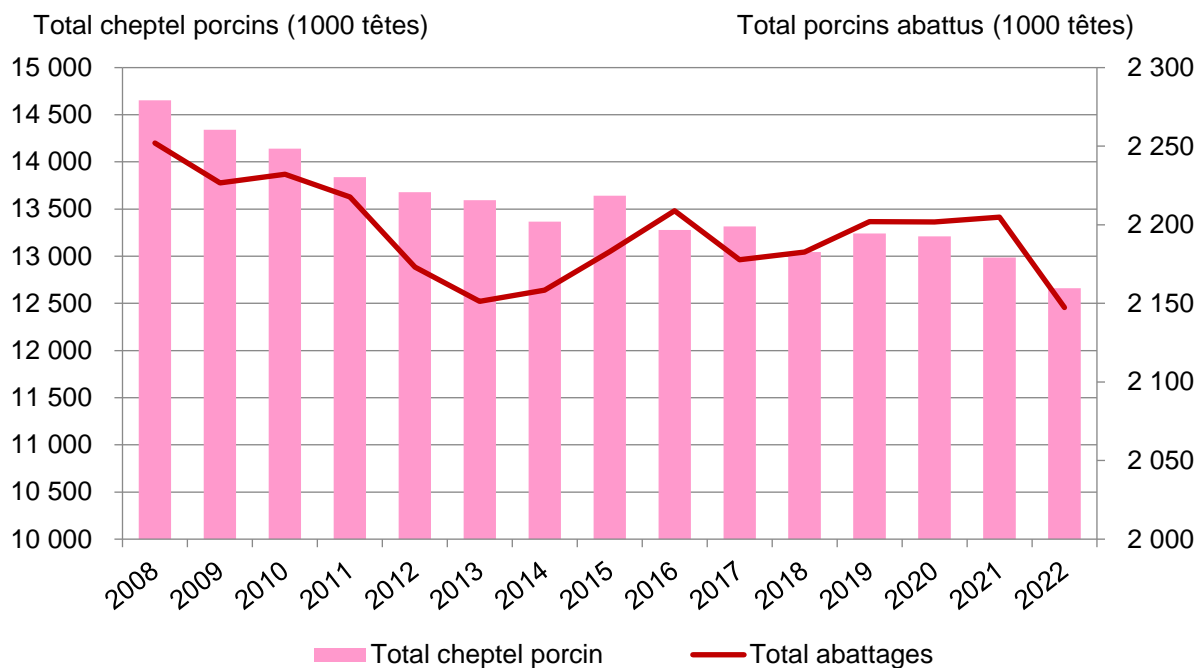
L'accord entre la France et la Chine sur la reconnaissance du zonage et de la compartimentation (2021) a donc constitué une avancée importante, puisque dans l'hypothèse où la France serait touchée par la PPA, les exportations de produits porcins vers la Chine pourraient se poursuivre à partir des zones françaises indemnes de PPA.

3-1 Cheptel France (enquête de mai-juin)

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Total porcins | 13 044 | 13 240 | 13 211 | 12 987 | 12 661 | -2,5 % |
| dont truies | 979 | 955 | 943 | 931 | 907 | -2,5 % |

Source : FranceAgriMer d'après SSP

3-2 Évolution du cheptel porcin français (enquête de mai-juin) comparée à celle des abattages



Source : FranceAgriMer d'après SSP

3-3 Bilan du secteur porc (hors abats)

| | 2021 | | 2022 | | % 22/21 | |
|---------------------------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|-------------|-------------|
| | 1 000 têtes | 1 000 tec | 1 000 têtes | 1 000 tec | 1 000 têtes | 1 000 tec |
| Production indigène brute | 23 854,8 | 2 270,3 | 23 332,5 | 2 195,7 | -2,2 | -3,3 |
| Commerce extérieur | | | | | | |
| Animaux vivants de boucherie** | | | | | | |
| Exportations | 535,8 | 65,5 | 350,5 | 42,3 | -34,6 | -35,4 |
| Importations | 1,0 | 0,1 | 2,0 | 0,1 | 100,4 | 83,9 |
| SOLDE | +534,8 | +65,4 | +348,5 | +42,1 | | |
| Abattages contrôlés | 23 320,1 | 2 204,9 | 22 984,0 | 2 153,6 | -1,4 | -2,3 |
| Commerce extérieur | | | | | | |
| Viandes fraîches et congelées | | | | | | |
| Exportations | | 511,0 | | 480,4 | | -6,0 |
| Importations | | 319,8 | | 325,8 | | 1,9 |
| SOLDE | | +191,1 | | +154,6 | | |
| Charcuterie | | | | | | |
| Exportations | | 107,7 | | 110,2 | | 2,3 |
| Importations | | 247,6 | | 290,4 | | 17,3 |
| SOLDE | | -139,9 | | -180,2 | | |
| Graisses | | | | | | |
| Exportations | | 52,3 | | 37,3 | | -28,6 |
| Importations | | 37,1 | | 37,9 | | 2,1 |
| SOLDE | | +15,1 | | -0,6 | | |
| Variation de stock (stockage privé) | | 0,0 | | 0,0 | | |
| Consommation indigène brute | | 2 141,6 | | 2 179,7 | | 1,8 |
| Auto-approvisionnement % | | 106,0 | | 100,7 | | |

*Estimations ** Porcs d'un poids égal ou supérieur à 50 kg (hors reproducteurs)

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

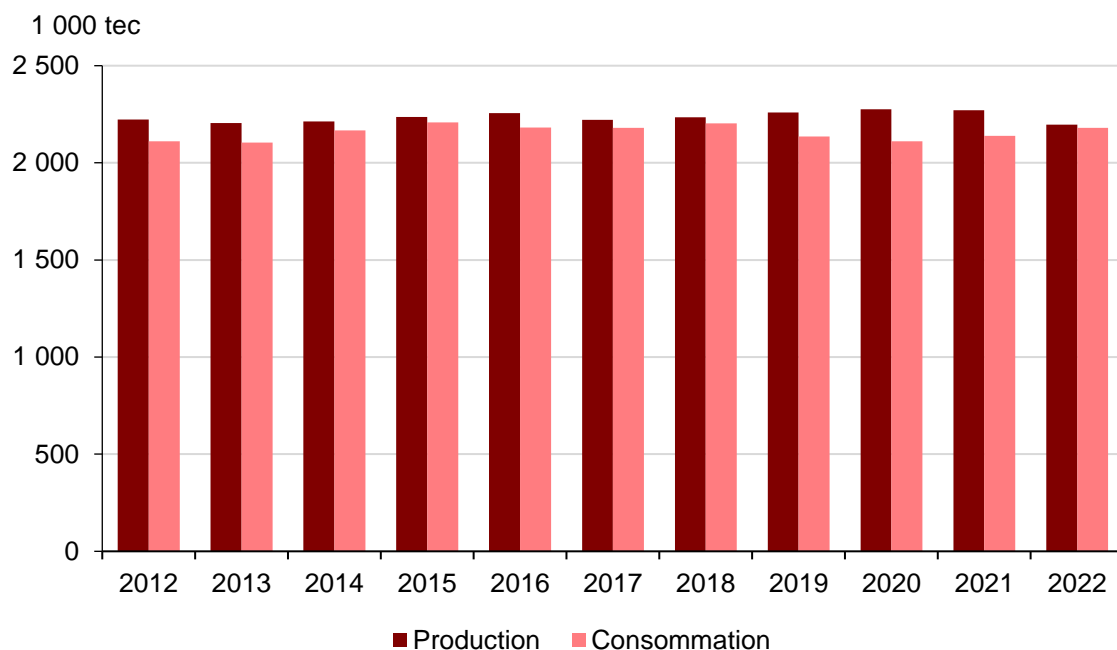
3-4 Prévisions 2023

| 1 000 tec | 2022 | 2023** | % 23**/22 |
|--------------|---------|---------|-----------|
| Production | 2 195,7 | 2 149,6 | -2,1 |
| Importations | 654,2 | 681,9 | 4,2 |
| Exportations | 670,2 | 663,3 | -1,0 |
| Consommation | 2 179,7 | 2 168,2 | -0,5 |

*Estimations **Prévisions

Source : FranceAgriMer

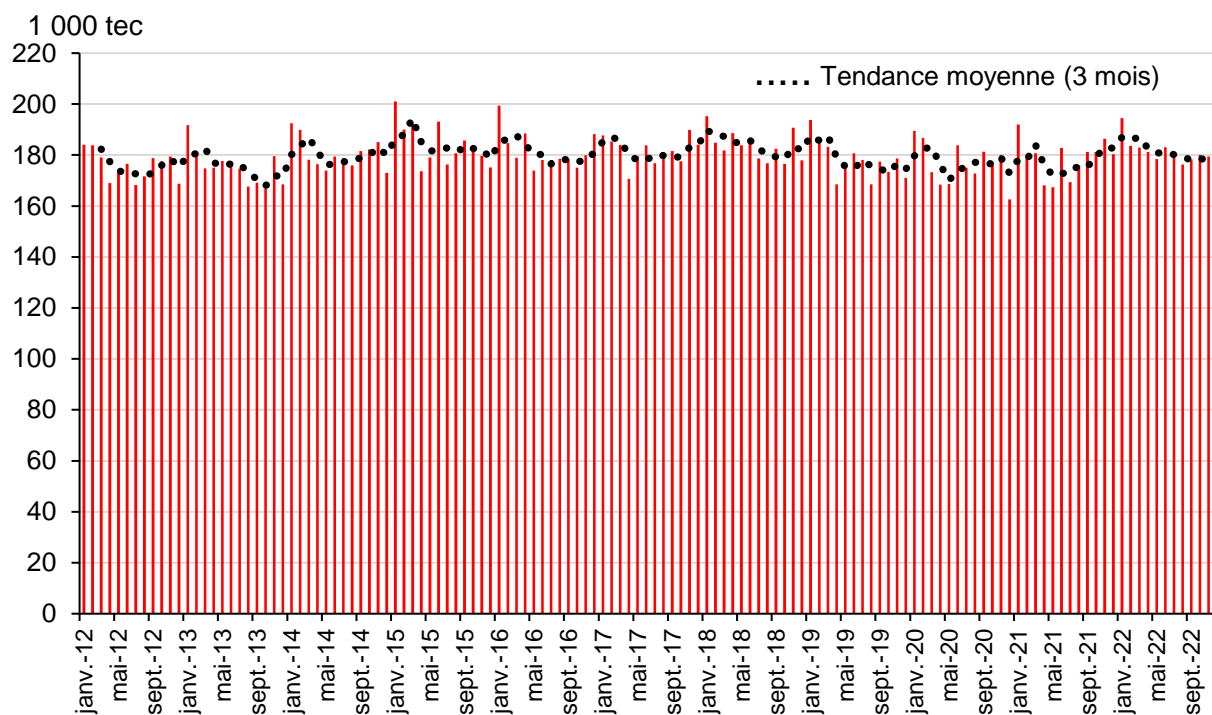
3-5 Évolution de la production indigène et de la consommation indigène



*Estimations

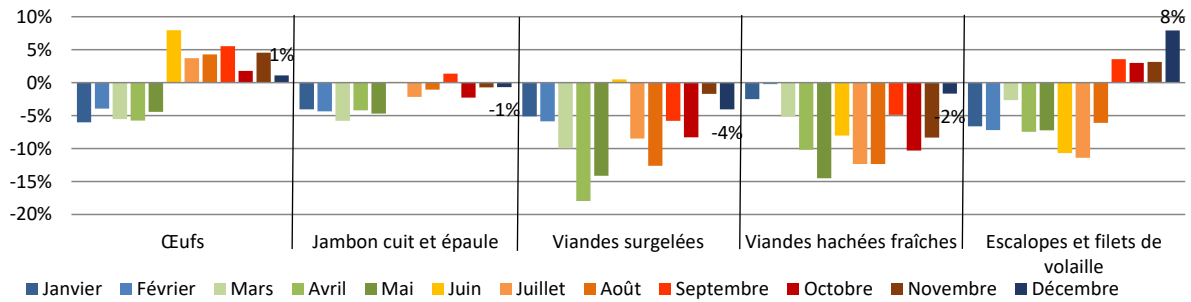
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

3-6 Consommation indigène mensuelle (consommation totale calculée par bilan)



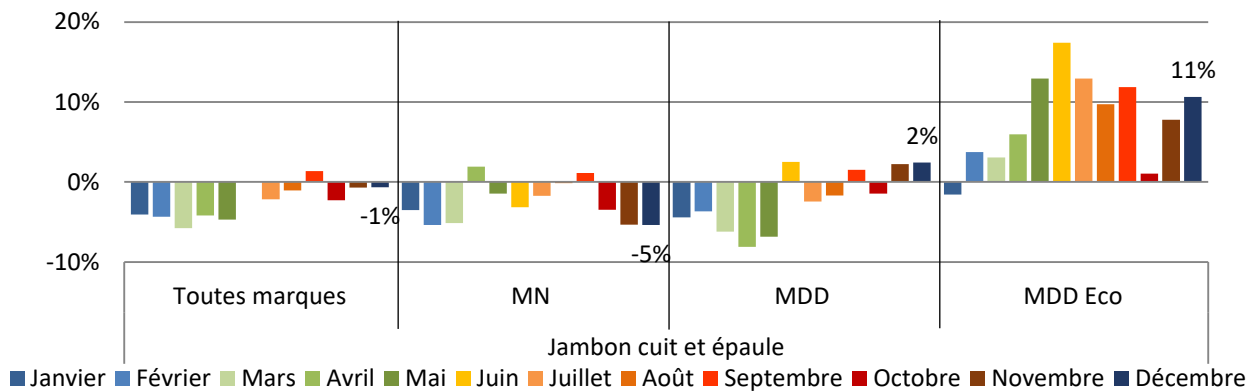
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

3-7 Consommation des ménages en volume - évolution par mois 2022/2021



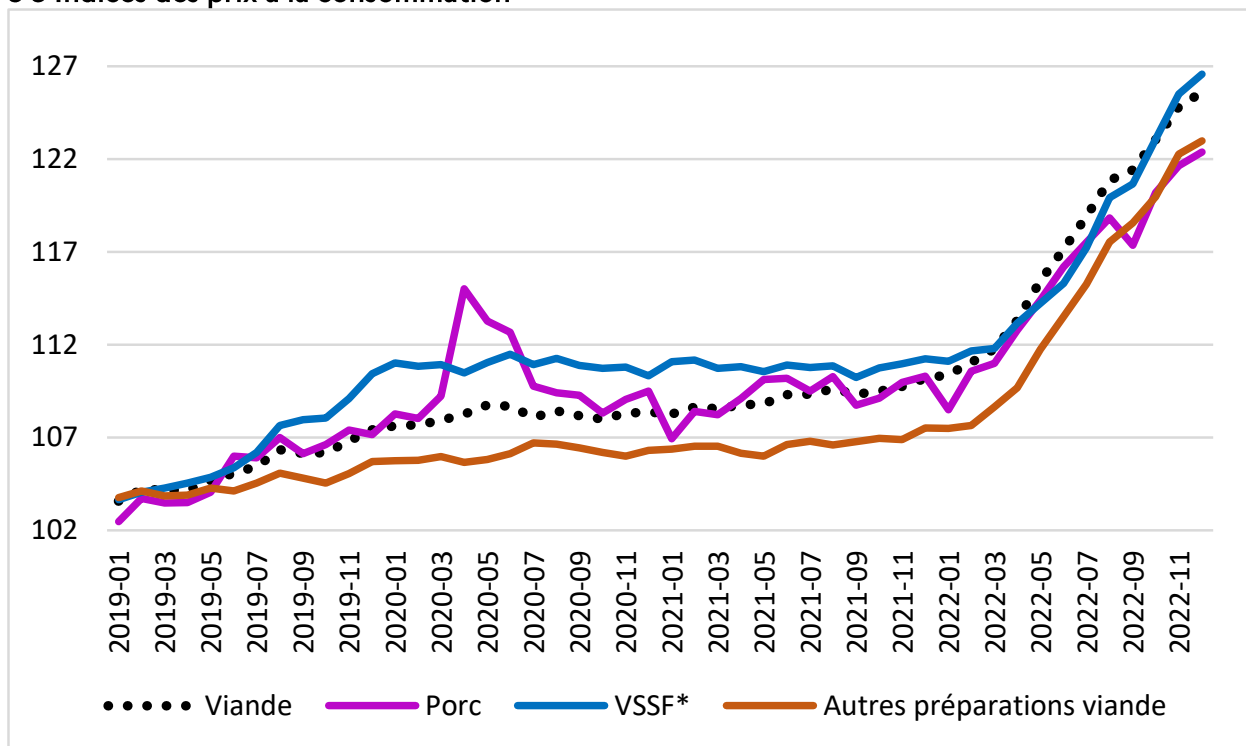
Source : FranceAgriMer d'après IRI

3-8 Consommation - détail jambon cuit - évolution par marques et par mois 2022/2021



Source : FranceAgriMer d'après IRI

3-9 Indices des prix à la consommation



* Viandes séchées, salées ou fumées
Source : FranceAgriMer d'après Insee

3-10 Commerce extérieur en volume du secteur porcin

| 1 000 tec (1 000 t pour les abats) | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|------------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|--------------|-------------|
| Exportations | 775,2 | 846,0 | 856,7 | 878,8 | 815,7 | -7,2 |
| Porcs vivants (tous porcs) | 58,7 | 63,8 | 76,6 | 52,4 | 35,6 | -32,1 |
| Viandes fraîches et congelées | 450,8 | 500,3 | 495,3 | 511,0 | 480,4 | -6,0 |
| Carcasses | 84,7 | 83,1 | 79,1 | 80,9 | 84,6 | 4,6 |
| Pièces | 366,0 | 417,2 | 416,1 | 430,1 | 395,9 | -8,0 |
| Charcuterie | 98,8 | 98,9 | 104,0 | 107,7 | 110,2 | 2,3 |
| Abats | 131,7 | 135,6 | 139,9 | 155,4 | 152,2 | -2,1 |
| Graisses | 35,3 | 47,5 | 47,7 | 52,3 | 37,3 | -28,6 |
| Importations | 679,2 | 641,4 | 617,9 | 682,0 | 737,4 | 8,1 |
| Porcs vivants (tous porcs) | 3,6 | 3,1 | 2,5 | 3,0 | 3,1 | 5,5 |
| Viandes fraîches et congelées | 351,8 | 322,5 | 304,6 | 319,8 | 325,8 | 1,9 |
| Carcasses | 1,8 | 1,6 | 1,4 | 16,2 | 19,0 | 17,4 |
| Pièces | 350,0 | 320,9 | 303,2 | 303,6 | 306,7 | 1,0 |
| Charcuterie | 214,2 | 217,7 | 217,4 | 247,6 | 290,4 | 17,3 |
| Abats | 72,8 | 62,6 | 67,3 | 74,5 | 80,2 | 7,7 |
| Graisses | 36,8 | 35,5 | 34,7 | 37,1 | 37,9 | 2,1 |
| SOLDE | +96,0 | +204,6 | +238,8 | +196,8 | +78,4 | |
| Porcs vivants | +55,1 | +60,7 | +79,6 | +49,5 | +32,5 | |
| Viandes fraîches et congelées | +99,0 | +177,8 | +192,3 | +191,1 | +154,6 | |
| Carcasses | +82,9 | +81,5 | +83,7 | +64,7 | +65,5 | |
| Pièces | +16,1 | +96,3 | +108,4 | +126,5 | +89,2 | |
| Charcuterie | -115,4 | -118,8 | -111,3 | -139,9 | -180,2 | |
| Abats | +58,9 | +73,0 | +64,5 | +80,9 | +72,0 | |
| Graisses | -1,5 | +12,0 | +13,6 | +15,1 | -0,6 | |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

3-11 Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées en volume

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Exportations totales | 450,8 | 500,3 | 495,3 | 511,0 | 480,4 | -6,0 |
| Union Européenne à 28 | 337,2 | 344,9 | 314,3 | | | |
| Union Européenne à 27 | 308,3 | 314,4 | 287,4 | 295,1 | 322,2 | 9,2 |
| <i>Italie</i> | 106,9 | 102,6 | 94,8 | 84,5 | 77,1 | -8,7 |
| <i>Royaume-Uni</i> | 28,9 | 30,5 | 26,9 | | | |
| <i>Grèce</i> | 21,2 | 22,8 | 19,6 | 17,6 | 18,2 | 3,1 |
| <i>Belgique</i> | 24,0 | 22,4 | 21,4 | 24,4 | 27,0 | 10,8 |
| <i>Espagne</i> | 20,9 | 24,2 | 23,5 | 32,8 | 37,0 | 12,8 |
| <i>Pays-Bas</i> | 19,7 | 25,2 | 26,7 | 22,1 | 21,0 | -5,3 |
| <i>Allemagne</i> | 14,2 | 15,9 | 13,1 | 23,5 | 27,6 | 17,4 |
| <i>Bulgarie</i> | 17,9 | 17,6 | 16,3 | 16,2 | 18,3 | 13,1 |
| <i>Danemark</i> | 5,3 | 4,7 | 5,6 | 7,9 | 10,2 | 29,0 |
| Pays tiers | 113,6 | 155,4 | 181,0 | 215,9 | 158,3 | -26,7 |
| <i>Chine</i> | 48,1 | 95,8 | 130,7 | 128,2 | 65,9 | -48,6 |
| <i>Hong Kong</i> | 1,7 | 3,4 | 3,5 | 2,9 | 1,6 | -43,4 |
| <i>Royaume-Uni</i> | | | | 21,1 | 23,2 | 9,9 |
| <i>Japon</i> | 18,7 | 17,8 | 16,7 | 17,2 | 19,3 | 12,2 |
| <i>Philippines</i> | 20,3 | 17,9 | 13,3 | 23,7 | 25,5 | 7,6 |
| <i>Corée du Sud</i> | 7,5 | 4,8 | 4,8 | 9,8 | 8,2 | -16,3 |
| Importations totales | 351,8 | 322,5 | 304,6 | 319,8 | 325,8 | 1,9 |
| Union Européenne à 28 | 351,7 | 322,3 | 303,5 | | | |
| Union Européenne à 27 | 346,7 | 317,3 | 296,5 | 297,7 | 285,0 | -4,3 |
| <i>Espagne</i> | 252,3 | 230,1 | 218,4 | 203,4 | 196,4 | -3,4 |
| <i>Allemagne</i> | 34,2 | 34,6 | 37,8 | 40,6 | 31,0 | -23,6 |
| <i>Danemark</i> | 16,5 | 10,8 | 8,0 | 13,5 | 20,8 | 53,7 |
| <i>Belgique</i> | 19,3 | 18,8 | 19,0 | 19,7 | 16,9 | -14,1 |
| <i>Pays-Bas</i> | 10,8 | 8,0 | 6,6 | 5,5 | 4,3 | -21,9 |
| <i>Royaume-Uni</i> | 2,5 | 2,9 | 3,0 | | | |
| Pays tiers | 0,1 | 0,2 | 1,1 | 22,1 | 40,6 | 83,8 |
| <i>Royaume-Uni</i> | | | | 22,0 | 38,8 | 76,7 |
| SOLDE | +99,0 | +177,8 | +192,3 | +191,1 | +154,6 | |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

3-12 Solde en valeur du commerce extérieur de la France dans le secteur porcin

| Millions d'euros | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Total exportations | 1328,5 | 1656,9 | 1768,7 | 1690,2 | 1777,7 |
| Total importations | 1614,3 | 1709,6 | 1713,4 | 1678,3 | 1909,1 |
| SOLDE | -285,8 | -52,7 | +55,3 | +11,9 | -131,3 |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

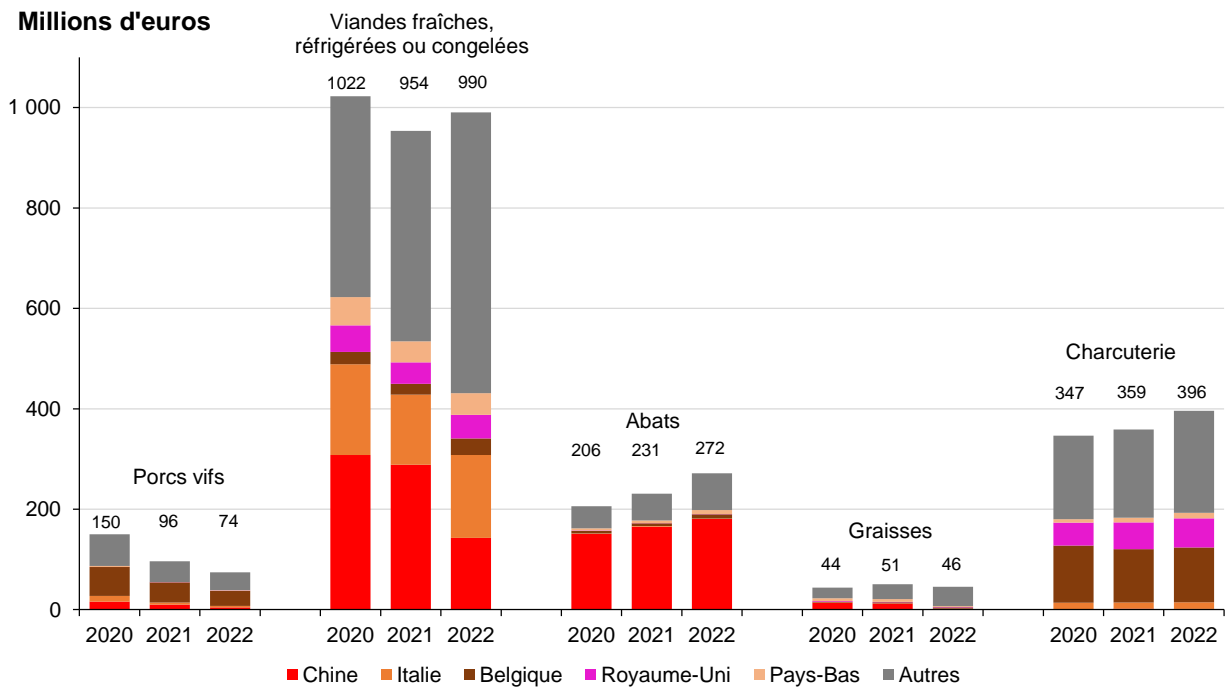
3-13 Solde en valeur du commerce extérieur de la France par type de produits

| Millions d'euros | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|-------------------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Porcs vifs | 84,4 | 104,1 | 142,5 | 88,5 | 66,0 |
| <i>dont reproducteurs</i> | 7,2 | 7,2 | 23,3 | 14,8 | 7,6 |
| Viandes fraîches et congelées | 24,2 | 240,2 | 283,1 | 289,4 | 234,4 |
| Charcuterie | -488,9 | -540,7 | -532,0 | -556,9 | -623,2 |
| Graisses | -0,9 | 8,3 | 12,5 | 14,1 | -3,4 |
| Abats | 95,4 | 135,4 | 149,3 | 176,8 | 194,8 |
| SOLDE | -285,8 | -52,7 | +55,3 | +11,9 | -131,3 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

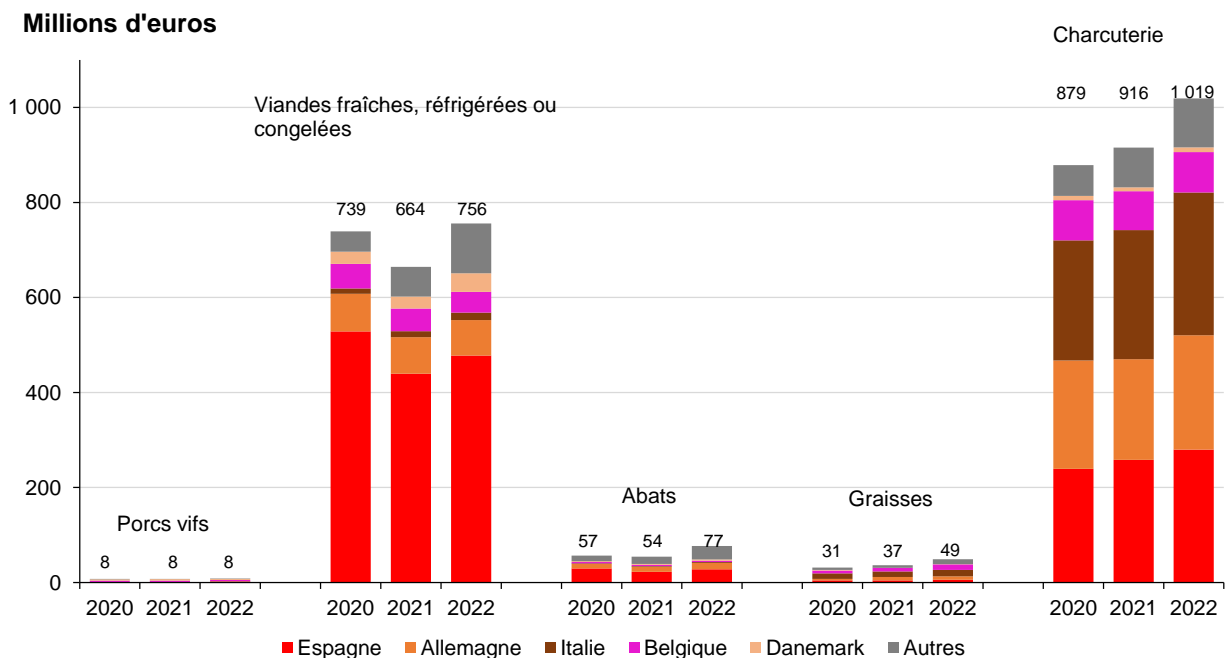
3-14 Répartition des exportations françaises de porc en valeur par pays



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

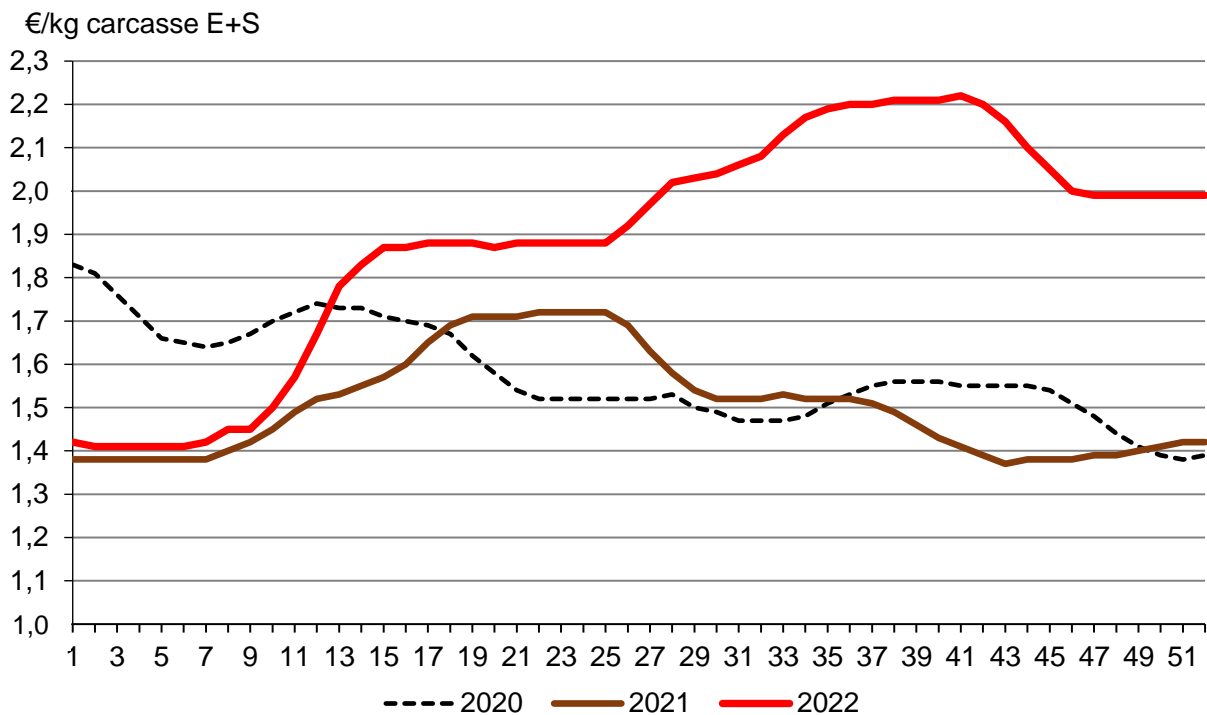
3-15 Répartition des importations françaises de porc en valeur par pays



*Estimations

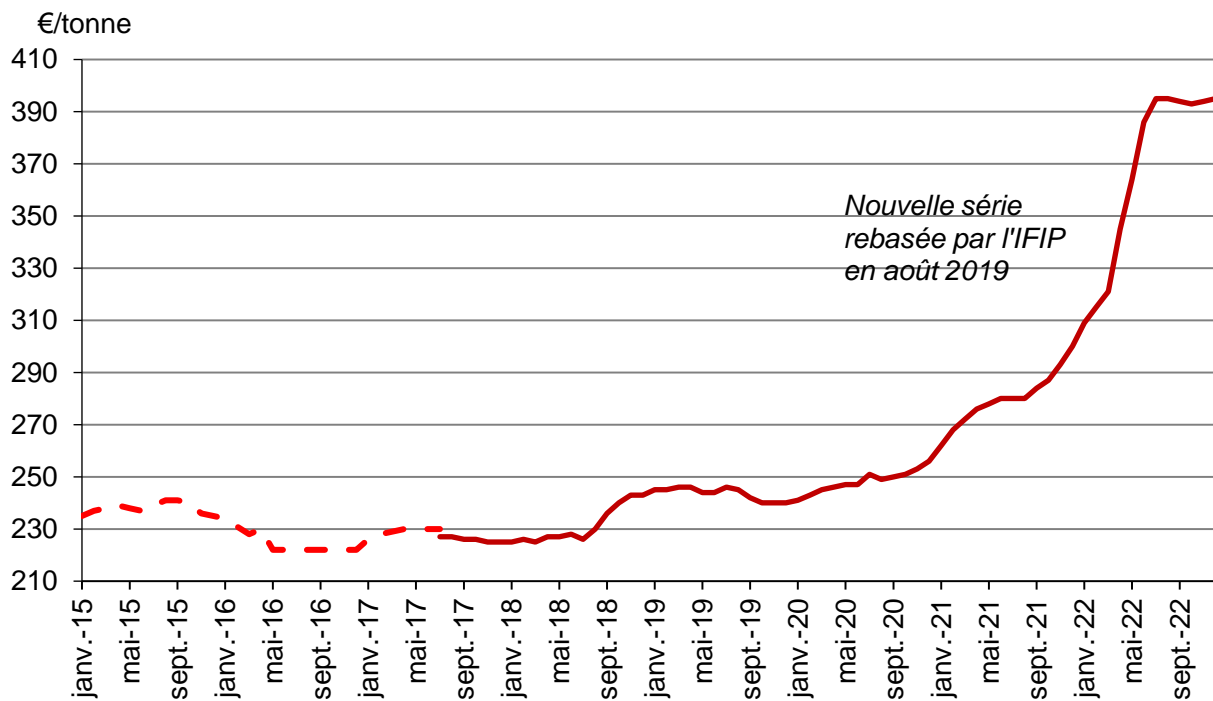
Source : FranceAgriMer d'après douane française

3-16 Prix du porc charcutier classe E+S



Source : FranceAgriMer

3-17 Le prix de l'aliment selon la formule Ifip



Source : FranceAgriMer d'après Institut du Porc Ifip

Le marché du porc dans l'Union européenne

› Un renversement de tendance en 2022 avec la baisse de la production européenne

Sur le périmètre de l'UE (27), le mouvement de recul du cheptel de truies observé en 2021 s'est renforcé en 2022 (- 4,2 % par rapport à 2021) (figure 3-19). À l'exception de l'Espagne, en très faible croissance (+ 0,4 %), tous les principaux pays producteurs ont accusé une baisse, rejoignant l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne, déjà en décroissance en 2021.

À des coûts de production déjà élevés dans un contexte de reprise économique mondiale post-Covid-19, et des contraintes sanitaires et environnementales de plus en plus prégnantes, s'est ajouté depuis février 2022 l'impact du conflit en Ukraine. Celui-ci a entraîné une nouvelle hausse des coûts de production (aliment, énergie), poussant les élevages les moins performants à sortir du marché.

Plus largement, le cheptel porcin (total porcs) de l'UE suit un mouvement similaire de décapitalisation (- 4,4 %) avec de forts reculs en Allemagne, Danemark et Pologne (figure 3-18).

Les abattages en volume, qui en 2021 avaient encore progressé du fait de la hausse du poids des carcasses, ont nettement reflué en 2022 (- 6,0 % en têtes) (figures 3-20, 3-22). Une nouvelle hausse du poids moyen des carcasses, de 93,7 à 94,5 kg, n'a fait à cet égard que limiter la baisse des abattages en volume (- 5,2 %). Même en Espagne, les abattages ont affiché un recul de 1,7 %, malgré une hausse du poids des carcasses de 0,8 %.

Ce recul général des volumes abattus a présenté néanmoins des situations très contrastées, liées en particulier à la situation sanitaire des pays, avec l'impact de la peste porcine africaine (PPA) dans certains d'entre eux (figure 3-22). Après avoir touché l'Europe centrale, en particulier la Pologne, et atteint en 2020 l'est de l'Allemagne, la PPA a affecté depuis, de manière assez erratique, différentes régions allemandes, touchant la faune sauvage et quelquefois des élevages. Cette situation a rendu obsolète le modèle porcin préexistant en Europe du Nord, fondé sur l'envoi de porcelets du Danemark et des Pays-Bas, pour engraissement, vers l'Allemagne ainsi que la Pologne. En conséquence, ces deux derniers pays ont connu en 2022 une baisse considérable des volumes abattus (respectivement - 9,6 % et - 9,3 %).

En janvier 2022, un nouveau pays européen a été touché, l'Italie, avec des foyers en faune sauvage dans le Piémont et le Latium. Les abattages italiens en volume ont ainsi reflué de 4,8 % en 2022. L'Espagne, devenue, depuis 2021, le premier producteur européen devant l'Allemagne, a marqué néanmoins le pas en 2022 à 5,1 millions de tec (- 1,7 %) après une progression de sa production continue depuis plus de dix ans. Elle jouit pour sa production porcine de différents avantages comparatifs (coût de la main d'œuvre, espace disponible pour développer de grandes unités...). Mais des contraintes liées aux pressions sociétales dans le domaine environnemental, à un approvisionnement en eau plus limité... risquent de freiner de plus en plus sa croissance dans les années à venir.

› Les exportations ont connu un net reflux vers les pays tiers

Après un niveau d'exportation record en 2020 (UE 27 : 5,4 millions de tec) du fait de la forte hausse de la demande chinoise, l'année 2021 avait encore bénéficié pour partie de cette situation favorable, avec des exports à 5,2 millions de tec. En 2022, la demande chinoise s'est en revanche considérablement réduite (- 41,6 %) et les exportations en volume de produits porcins de l'UE vers les pays tiers ont reculé à 4,3 millions de tec (- 0,9 million de tec) (figures 3-20, 3-24, 3-25). Cette baisse des exportations a été en phase avec la décroissance de la production européenne (- 1,2 million de tec), ce qui a écarté le risque de volumes n'ayant pu être affectés à l'export et saturant le marché UE. Face au recul des exportations vers la Chine, d'autres destinations asiatiques (Japon, Corée du Sud, Philippines) se sont renforcées.

Malgré la baisse des envois vers la Chine, celle-ci est toujours, pour l'ensemble des produits porcins, la première destination des exportations de l'Union européenne. Cette dernière est restée par ailleurs le premier fournisseur en volume de la Chine. Avec de l'ordre de 48 % des importations chinoises sur la viande de porc et 58 % sur les abats, l'UE a devancé les États-Unis et le Brésil. Elle a par ailleurs été le premier fournisseur du Japon (35 % des importations), devant les États-Unis et le Canada.

Ces différentes évolutions ont pris place dans le contexte d'un marché des taux de changes relativement favorable à la zone euro. En effet, au cours de l'année 2022, l'euro s'est globalement déprécié face au dollar (passant de 1,13 dollar en janvier à 0,95 dollar à fin septembre, pour remonter à 1,07 dollar en décembre). Il en a été de même, quoique de manière moins accentuée, pour le dollar canadien. Le réal brésilien a connu pour sa part une légère dévalorisation. Cette relative dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar a permis à l'offre européenne de ne pas perdre en compétitivité sur ses exportations vers les pays tiers.

À 4,3 millions de tec, auxquels on peut ajouter 1,2 million de tonnes d'abats, les exportations européennes en volume ont ainsi été en recul de l'ordre de 17 % en 2022. En valeur en revanche, du fait de la hausse des prix, les exportations n'ont reculé que de 6 % par rapport à 2021.

› Les importations européennes de viande porcine depuis les pays tiers ont été stables

Avec un volume de l'ordre de 210 000 t (tous produits y compris les abats), les importations de l'Union européenne en 2022 ont représenté une part négligeable de la consommation intra-UE (de l'ordre de 1,2 %) (figure 3-20). Après le Brexit, le Royaume-Uni est devenu le premier fournisseur de l'UE avec 67,2 % des volumes importés. Suivent la Suisse (8,6 %), la Norvège (2,3 %), le Chili (2,1 %) ... Les contingents d'importation à droits nuls octroyés à l'Ukraine ont été très peu utilisés (420 t en 2022).

› Le commerce intra-UE de viande a décliné en volume en 2022

En 2021, les échanges internes de viande porcine fraîche, réfrigérée ou congelée avaient progressé, sous l'effet d'un transfert vers le marché européen de volumes ne trouvant pas preneur à l'export vers la Chine ou d'autres pays tiers. En 2022, les volumes produits ont été en recul et les échanges intra-UE se sont réduits en conséquence par rapport à 2021 (- 10,9 %, - 545 000 t) pour se fixer à 4,4 millions de tonnes (figure 3-26).

Les parts de marché intra-UE des principaux exportateurs ont été proches, en pourcentage, de leur niveau de 2020. L'Allemagne est restée de loin le principal exportateur sur le marché de l'UE avec 1,2 million de tonnes, soit 25,4 % des volumes, suivie de l'Espagne (0,8 million de tonnes soit 17,7 % des volumes), de la Belgique (0,6 million de tonnes soit 13,4 %), du Danemark (0,6 million de tonnes soit 13,3 % des volumes), des Pays-Bas (0,5 million de tonnes soit 11,6 %). Les parts de la France (4,6 % des volumes) et de la Pologne (4,4 %) ont été à un niveau nettement moindre.

Les principaux pays importateurs intra-UE (27) sont restés en parts de marché à un niveau proche de celui de 2020 : l'Italie a été le premier importateur européen de viande porcine avec 19,0 % des volumes échangés dans l'UE, devant la Pologne (14,1 %) et l'Allemagne (13,4 %). Leader sur les exportations et troisième importateur européen, l'Allemagne, malgré son recul, a conservé une place très importante sur le marché du porc en Europe (figures 3-27, 3-28).

› La consommation européenne estimée par bilan s'est faiblement réduite

En 2022, la tendance à la décroissance de la consommation de produits porcins observée en 2020 et 2021 s'est poursuivie (figure 3-23). La consommation européenne s'est légèrement effritée à 18,1 millions de tec contre 18,3 millions de tec en 2021 (-1,4 %). En rapportant ce volume à la

population européenne, la consommation par habitant et par an apparaît également en légère baisse (40,4 kgec/habitant en 2022 contre 41 kgec/habitant en 2021, - 1,3 %).

Depuis une quinzaine d'années, la consommation européenne par habitant estimée par bilan fluctue autour de 40 kgec, avec sans doute une tendance à l'érosion mais à un rythme très faible. Ce recul est probablement voué à s'affirmer dans les prochaines années du fait des évolutions sociétales tendant à une moindre consommation de viande. Cependant, à moyen terme, cette évolution ne semble pas devoir pénaliser l'équilibre offre-demande en Europe.

› En 2022, les cours du porc ont été en forte progression

Après avoir atteint un niveau assez élevé en 2020, puis s'être repliés en 2021 (à respectivement 1,64 et 1,50 euro par kilo de carcasse), les cours européens moyens du porc (classe S) ont fortement progressé en 2022, à 1,89 euro par kilo de carcasse. Les cotations de 2022 se sont caractérisées globalement par une forte progression en mars - avril, suivie par une croissance beaucoup plus lente jusqu'en septembre, puis par une stabilisation autour de 2,05 euros par kilo de carcasse à la fin de l'année, niveau exceptionnellement élevé pour cette période.

Selon les pays, les cotations des États membres ont connu, certes, des disparités, mais leur variation au cours de 2022 a été globalement caractérisée par deux hausses successives au printemps puis à l'automne. Comme en 2019 et 2020, des écarts importants de cotation en cours d'année (amplitude de 65 centimes et plus) sont observés, alors qu'en 2021 et avant 2019, les amplitudes maximales étaient d'environ 30 centimes.

› Prévisions 2023

2021 et plus encore 2022 ont été marquées par de fortes hausses des cours des céréales et des oléo-protéagineux. En 2023, le coût de l'aliment sera tributaire de la sécurisation des approvisionnements en matières premières avec la poursuite de la guerre en Ukraine, mais aussi d'autres facteurs, tels que les conditions climatiques influant sur les récoltes. En 2022, les sécheresses observées en Europe, États-Unis, Canada, mais aussi dans l'hémisphère sud (Argentine, Brésil) ont significativement impacté les volumes de céréales et soja produits. Début 2023, le phénomène climatique de *La Niña* perdure en Amérique du Sud, induisant une sécheresse qui réduit les prévisions de récolte de l'Argentine en maïs et en blé. Autre facteur d'incertitude, celui de la demande pour l'aliment, selon que la population des élevages avicoles aura été plus ou moins touchée par l'influenza aviaire (avec d'éventuelles décapitalisations induites).

Pour ce qui concerne la production porcine, le recul du cheptel reproducteur paraît voué à se poursuivre dans l'UE en 2023, toutes choses égales par ailleurs. Les gains de productivité ont permis dans un premier temps de limiter l'impact de cette baisse sur la production, mais ils atteignent leurs limites. La prévision qui en découle envisage ainsi une production européenne qui s'effrite (- 3,6 %), et une consommation en recul de 2,9 % (figure 3-21).

Tous ces éléments dépendront des évolutions des deux crises en cours : d'une part la guerre russo-ukrainienne et ses effets peu prévisibles, d'autre part la maîtrise de l'épizootie de PPA en Europe. Depuis 2020 en Allemagne, et 2022 en Italie, elle avance souvent par "bonds", en lien probable avec le non-respect des règles sanitaires par des transporteurs ou d'autres personnes qui se déplacent. Les mesures déployées n'ont pas toujours permis de circonscrire l'extension de cette maladie, et l'arrivée possible de l'épizootie dans un nouvel État membre (France, Pays-Bas, Danemark, voire Belgique, déjà touchée antérieurement) constitue toujours un risque fort. Comme dans le cas de l'Allemagne, la menace serait alors que, les pays tiers fermant leurs importations, les volumes qui leur étaient destinés se reportent sur le marché UE et le déséquilibrent.

3-18 Cheptel porcin dans l'Union européenne

(Enquêtes de mai-juin)

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Allemagne | 26 898 | 25 959 | 25 480 | 24 701 | 22 337 | -9,6 |
| Autriche | 2 679 | 2 652 | 2 695 | 2 734 | 2 633 | -3,7 |
| Belgique-Lux | 6 197 | 6 176 | 6 197 | 6 228 | 5 925 | -4,9 |
| Danemark | 12 878 | 12 551 | 13 162 | 13 170 | 12 179 | -7,5 |
| Espagne | 30 142 | 30 461 | 31 372 | 32 407 | 32 553 | 0,5 |
| France | 13 044 | 13 240 | 13 211 | 12 987 | 12 661 | -2,5 |
| Italie | 8 766 | 8 642 | 8 912 | 8 954 | 8 766 | -2,1 |
| Irlande | 1 622 | 1 616 | 1 632 | 1 694 | 1 635 | -3,5 |
| Pays-Bas | 12 391 | 12 214 | 11 855 | 11 353 | 11 235 | -1,0 |
| Hongrie | 2 859 | 2 840 | 2 634 | 2 886 | 2 715 | -5,9 |
| Pologne | 11 828 | 10 781 | 11 433 | 11 033 | 9 611 | -12,9 |
| Roumanie | 4 129 | 3 726 | 3 669 | 3 542 | 3 332 | -5,9 |
| <i>Royaume-Uni</i> | <i>5 012</i> | <i>5 078</i> | | | | |
| UE 28* | 149 579 | 147 022 | | | | |
| UE 27* | 144 567 | 141 944 | 143 032 | 142 693 | 136 460 | -4,4 |

*Estimations (pour toutes les années)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-19 - dont cheptel de truies dans l'Union européenne

(Enquêtes de mai-juin)

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 21/22 |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Allemagne | 1 859 | 1 805 | 1 776 | 1 637 | 1 494 | -8,7 |
| Autriche | 228 | 223 | 229 | 229 | 219 | -4,5 |
| Belgique-Lux | 415 | 401 | 401 | 397 | 373 | -5,9 |
| Danemark | 1 269 | 1 227 | 1 250 | 1 275 | 1 191 | -6,6 |
| Espagne | 2 498 | 2 538 | 2 555 | 2 663 | 2 673 | 0,4 |
| France | 979 | 955 | 943 | 931 | 907 | -2,5 |
| Italie | 588 | 579 | 591 | 593 | 580 | -2,2 |
| Irlande | 147 | 142 | 143 | 151 | 136 | -9,6 |
| Pays-Bas | 1 051 | 1 011 | 1 000 | 938 | 920 | -1,9 |
| Hongrie | 260 | 252 | 231 | 253 | 240 | -5,1 |
| Pologne | 871 | 755 | 795 | 735 | 606 | -17,5 |
| Roumanie | 280 | 251 | 237 | 229 | 229 | -0,3 |
| <i>Royaume-Uni</i> | <i>491</i> | <i>497</i> | | | | |
| UE 28* | 12 048 | 11 722 | | | | |
| UE 27* | 11 557 | 11 225 | 11 220 | 11 078 | 10 609 | -4,2 |

*Estimations (pour toutes les années)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-20 Bilan dans le secteur porcin (hors abats) – Union européenne à 27

| 1 000 tec | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|--|----------|----------|----------|----------|
| Production indigène brute | 23 039,3 | 23 419,1 | 22 200,5 | -5,2 |
| Commerce extérieur animaux vivants | | | | |
| Exportations | 8,9 | 25,5 | 35,0 | 37,3 |
| Importations | 0,9 | 0,1 | 0,4 | 300,0 |
| Solde | 8,0 | 25,4 | 34,6 | |
| Abattages | 23 031,3 | 23 393,7 | 22 165,9 | -5,2 |
| Commerce extérieur produits porcins | | | | |
| Exportations | 5 380,5 | 5 238,6 | 4 260,9 | -18,7 |
| Importations | 227,5 | 175,6 | 168,7 | -3,9 |
| Solde | 5 153,0 | 5 063,0 | 4 092,1 | |
| Variation de stocks | n.d. | n.d. | n.d. | - |
| Consommation indigène brute | 17 878,3 | 18 330,6 | 18 073,7 | -1,4 |
| Auto approvisionnement (%) | 128,9 | 127,8 | 122,8 | -3,9 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-21 Prévisions - Union européenne à 27

| 1 000 tec | 2022* | 2023** | % 23**/22* |
|------------------------------|----------|----------|------------|
| Production | 22 200,5 | 21 402,5 | -3,6 |
| Importations (vif + viandes) | 168,7 | 187,3 | +11,0 |
| Exportations (vif + viandes) | 4 260,9 | 4 005,2 | -6,0 |
| Consommation | 18 073,7 | 17 550,0 | -2,9 |

*Estimations **Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-22 Abattages dans l'Union européenne

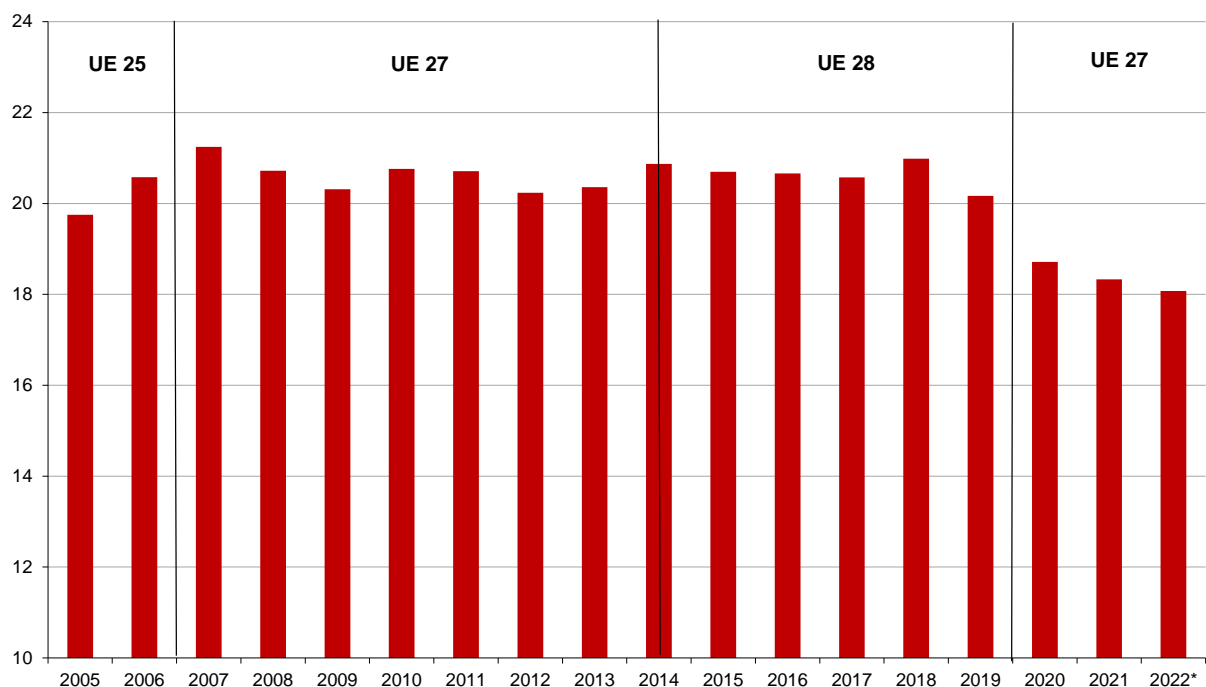
| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Espagne | 4 530 | 4 641 | 5 003 | 5 180 | 5 091 | -1,7 |
| Allemagne | 5 343 | 5 227 | 5 112 | 4 965 | 4 490 | -9,6 |
| France | 2 182 | 2 200 | 2 202 | 2 205 | 2 154 | -2,3 |
| Danemark | 1 581 | 1 499 | 1 595 | 1 724 | 1 629 | -5,5 |
| Italie | 1 471 | 1 448 | 1 271 | 1 335 | 1 272 | -4,8 |
| Pays-Bas | 1 536 | 1 628 | 1 662 | 1 719 | 1 705 | -0,8 |
| Belgique-Lux | 1 086 | 1 052 | 1 099 | 1 140 | 1 038 | -8,9 |
| Pologne | 2 082 | 1 979 | 1 974 | 1 976 | 1 793 | -9,3 |
| Autriche | 510 | 502 | 503 | 502 | 478 | -4,7 |
| Portugal | 362 | 366 | 358 | 359 | 347 | -3,3 |
| Irlande | 303 | 304 | 324 | 335 | 334 | -0,2 |
| Hongrie | 436 | 435 | 448 | 463 | 426 | -7,9 |
| Roumanie | 365 | 343 | 331 | 311 | 262 | -15,7 |
| Royaume-Uni | 927 | 960 | | | | |
| UE 28 | 23 846 | 23 728 | | | | |
| UE 27 | 22 920 | 22 769 | 23 031 | 23 394 | 22 166 | -5,2 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-23 Consommation de produits porcins dans l'Union européenne (hors abats)

Millions de tec

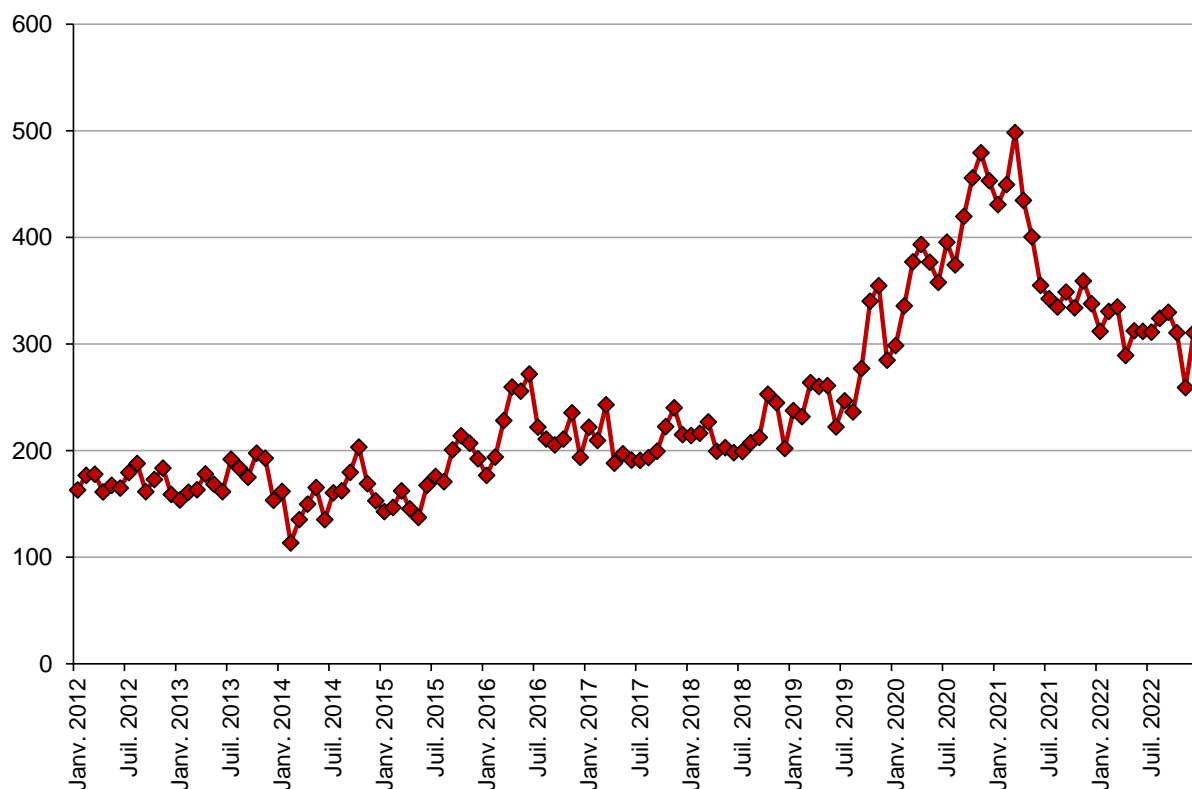


*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-24 Évolution des exportations de l'Union européenne vers les pays tiers (hors vifs et abats)

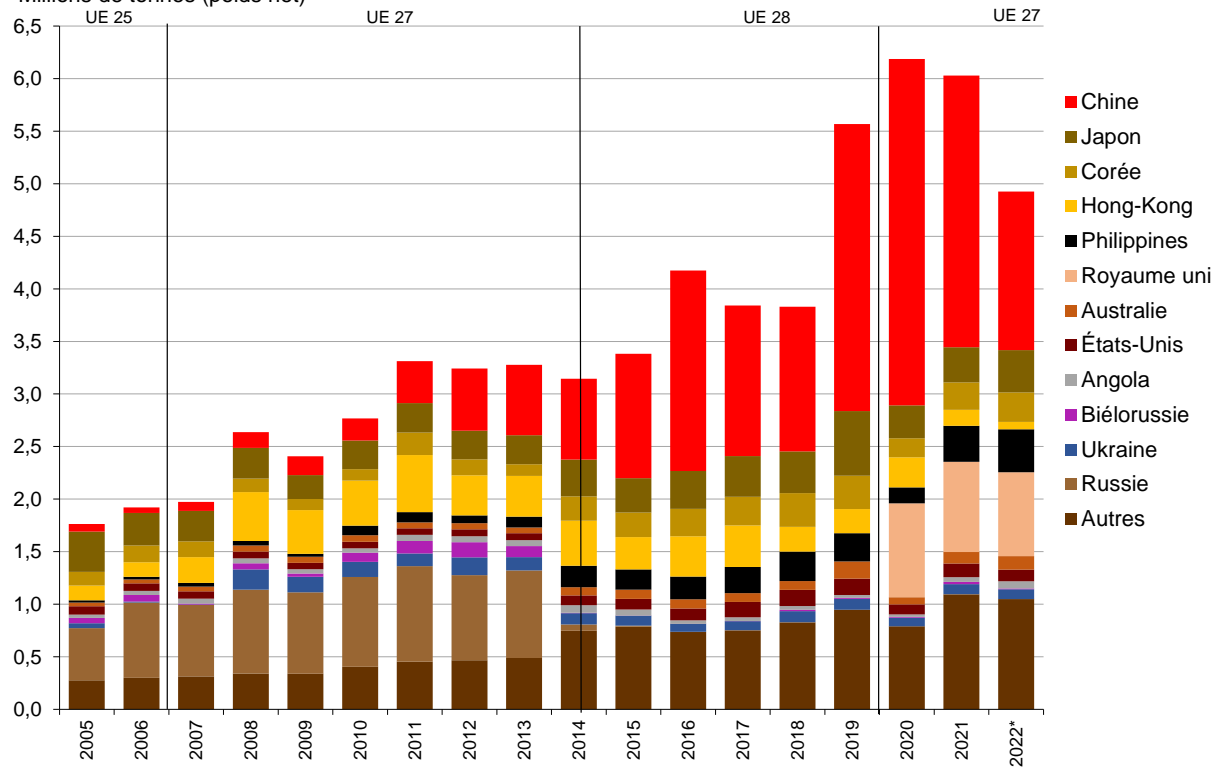
1 000 tonnes (poids net)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, UE à 27 à partir de 2020).

3-25 Exportations européennes de porc vers les pays tiers (animaux vivants, viandes, préparations et conserves, graisses, abats)

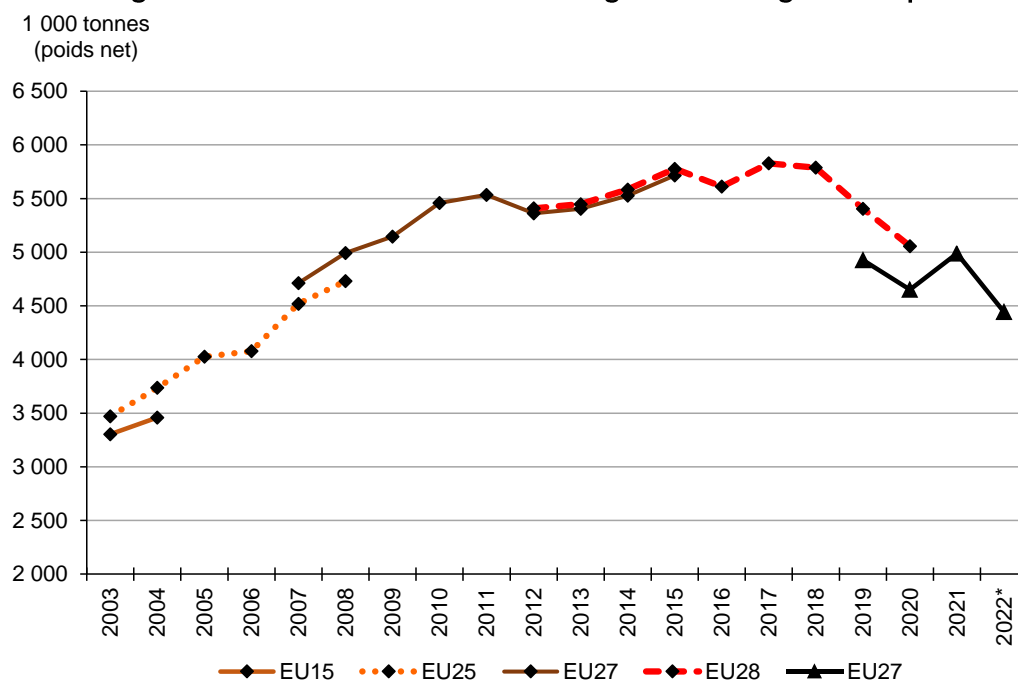
Millions de tonnes (poids net)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

3-26 Échanges intra-UE de viandes fraîches réfrigérées et congelées de porc



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-27 Exportations en volume des principaux pays UE (toutes destinations intra et extra-UE 27)

| 1 000 tonnes | Viandes | | Charcuterie | | Abats et graisses | |
|--------------|---------|---------|-------------|-------|-------------------|-------|
| | 2021 | 2022* | 2021 | 2022* | 2021 | 2022* |
| Espagne | 2 214,9 | 2 100,6 | 194,6 | 214,6 | 670,4 | 634,5 |
| Allemagne | 1 662,2 | 1 436,8 | 291,6 | 280,2 | 677,5 | 595,1 |
| Danemark | 1 192,4 | 1 024,9 | 146,2 | 150,2 | 234,0 | 211,3 |
| Pays-Bas | 1 073,7 | 797,3 | 236,5 | 205,0 | 404,6 | 373,0 |
| Belgique | 725,9 | 525,2 | 128,9 | 111,9 | 174,3 | 135,0 |
| France | 491,3 | 454,8 | 71,4 | 73,5 | 203,2 | 184,3 |
| Pologne | 413,5 | 298,9 | 228,8 | 202,7 | 185,1 | 129,0 |
| Italie | 92,6 | 56,9 | 198,7 | 149,5 | 100,4 | 66,4 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-28 Exportations en valeur des principaux pays UE (toutes destinations intra et extra-UE 27)

| Millions euros | Viandes | | Charcuterie | | Abats et graisses | |
|----------------|---------|---------|-------------|---------|-------------------|---------|
| | 2021 | 2022* | 2021 | 2022* | 2021 | 2022* |
| Espagne | 5 504,4 | 5 894,9 | 1 255,1 | 1 476,8 | 960,6 | 1 002,0 |
| Allemagne | 3 331,9 | 3 541,3 | 1 409,1 | 1 488,8 | 446,2 | 504,6 |
| Danemark | 2 631,1 | 2 502,9 | 512,3 | 577,6 | 369,7 | 395,7 |
| Pays-Bas | 2 473,7 | 2 047,0 | 697,9 | 689,6 | 609,8 | 528,2 |
| Belgique | 1 202,6 | 1 107,1 | 491,3 | 463,2 | 133,8 | 129,7 |
| France | 953,8 | 979,0 | 358,8 | 399,1 | 281,5 | 328,0 |
| Pologne | 756,6 | 676,5 | 794,3 | 801,2 | 127,9 | 111,6 |
| Italie | 207,3 | 115,1 | 1 804,1 | 1 430,5 | 124,5 | 73,9 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché du porc dans le Monde

› En 2022, une production porcine en nette progression

En 2022, la production mondiale de porc a connu une hausse à 113,8 Mtec (millions de tonnes équivalent carcasse), en progression de 5,7 % par rapport à 2021. Après un fort reflux en 2019/2020, lié à l'épizootie de PPA (peste porcine africaine) en Asie, la production mondiale a ainsi atteint pour la première fois un niveau supérieur à celui de 2018 (112,1 Mtec).

Cette forte évolution (figure 3-29) reflète avant tout la reprise importante de la production chinoise en volume (+ 15,8 %) du fait d'une reconstitution très significative du cheptel. La Russie progresse pour sa part de 2,7 %.

Les principaux producteurs américains ont connu en revanche des évolutions à la baisse : - 2,5 % pour les États-Unis, - 0,3 % pour le Brésil. La production de l'Union européenne fléchit également (- 5,2 % en volume).

› La consommation de produits porcins a également été en hausse

En 2022, la consommation mondiale de porc a elle aussi été en nette croissance (112,5 Mtec, soit + 5,2 %), atteignant un niveau supérieur à celui de 2018. Cette progression était également liée, pour l'essentiel, à la situation en Chine (avec des volumes consommés en hausse de 10,1 %) (figure 3-30). Chez les autres principaux pays consommateurs, la croissance a été en revanche plus modérée (États-Unis : + 0,5 %). La consommation de porc a même été en léger recul dans l'Union européenne (- 1,4 %) et au Brésil (- 0,5 %).

› Les échanges ont confirmé leur recul sur les marchés internationaux

En 2020, les flux de produits porcins sur les marchés internationaux avaient atteint un niveau inégalé. Près de la moitié était destinée à satisfaire la forte demande chinoise à l'import. Du fait de la baisse de celle-ci en 2021, et plus encore en 2022, les flux en volume (hors échanges intra-UE) ont reculé à 10,1 Mtec (- 10,7 % par rapport à 2021). Les importations de porc de la Chine ont été en baisse de 52,6 % par rapport à 2021, sans grande variation d'un mois à l'autre au cours de 2022 (figures 3-31, 3-32).

Face à ce reflux considérable de la demande asiatique, les quatre principaux fournisseurs du marché mondial ont connu des évolutions diversifiées de leurs exportations : le Brésil est resté quasi stable en volume (- 0,2 %), son recul sur la Chine étant compensé par une hausse sur d'autres destinations : Philippines, Singapour, Vietnam, Thaïlande. En revanche, les États-Unis (- 9,9 %, alors que la production du pays décroît de 2,5 %), le Canada (- 3,5 %) et l'Union européenne (- 18,4 %) sont en baisse. Le Mexique et le Chili ont également vu décroître leurs exportations.

› Des prix globalement en hausse

En 2021, le recul de la demande chinoise avait entraîné les prix à la baisse. 2022 a été marquée pour sa part par la guerre en Ukraine, qui a conduit dès le début de l'année chez les principaux exportateurs (Union européenne, États-Unis, Canada, Brésil) à une forte hausse des cotations jusqu'en août (figure 3-33). Les prix ont ensuite progressé globalement sur un rythme plus lent, et connu une certaine détente en fin d'année. La baisse a été particulièrement forte aux États-Unis et au Canada, pays où la production a progressé alors que les imports ont été en recul.

3-29 Production mondiale de produits porcins

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|----------|
| Amérique | | | | | | |
| États-Unis | 11 943 | 12 543 | 12 845 | 12 560 | 12 252 | -2,5 |
| Brésil | 3 763 | 3 975 | 4 125 | 4 365 | 4 350 | -0,3 |
| Canada | 1 955 | 2 000 | 2 115 | 2 101 | 2 085 | -0,8 |
| Mexique | 1 321 | 1 408 | 1 451 | 1 484 | 1 530 | 3,1 |
| Asie | | | | | | |
| Chine | 54 040 | 42 550 | 36 340 | 47 500 | 55 000 | 15,8 |
| Vietnam | 2 811 | 2 430 | 2 467 | 2 590 | 2 700 | 4,2 |
| Japon | 1 254 | 1 279 | 1 306 | 1 318 | 1 295 | -1,7 |
| Corée du Sud | 1 329 | 1 364 | 1 403 | 1 407 | 1 415 | 0,6 |
| Philippines | 1 601 | 1 585 | 1 115 | 1 000 | 925 | -7,5 |
| Taïwan | 829 | 820 | 840 | 830 | 805 | -3,0 |
| Union européenne à 28/27 | 23 846 | 23 728 | 23 039 | 23 419 | 22 200 | -5,2 |
| Europe de l'Est | | | | | | |
| Russie | 3 155 | 3 324 | 3 611 | 3 700 | 3 800 | 2,7 |
| Ukraine | 732 | 735 | 723 | 750 | 650 | -13,3 |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

3-30 Consommation mondiale de produits porcins

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|----------|
| Amérique | | | | | | |
| États-Unis | 9 747 | 10 066 | 10 034 | 9 918 | 9 964 | 0,5 |
| Brésil | 3 043 | 3 116 | 2 949 | 3 047 | 3 033 | -0,5 |
| Mexique | 2 116 | 2 159 | 2 052 | 2 320 | 2 505 | 8,0 |
| Canada | 913 | 947 | 858 | 859 | 894 | 4,1 |
| Asie | | | | | | |
| Chine | 55 295 | 44 866 | 41 521 | 51 724 | 56 948 | 10,1 |
| Japon | 2 774 | 2 714 | 2 732 | 2 760 | 2 782 | 0,8 |
| Vietnam | 2 869 | 2 493 | 2 687 | 2 821 | 2 845 | 0,9 |
| Corée du Sud | 2 001 | 2 011 | 1 976 | 1 997 | 2 082 | 4,3 |
| Philippines | 1 883 | 1 806 | 1 281 | 1 460 | 1 509 | 3,4 |
| Taïwan | 936 | 928 | 914 | 909 | 921 | 1,3 |
| Union européenne à 28/27 | 20 984 | 20 166 | 17 878 | 18 331 | 18 074 | -1,4 |
| Europe de l'Est | | | | | | |
| Russie | 3 202 | 3 363 | 3 468 | 3 558 | 3 650 | 2,6 |
| Ukraine | 765 | 761 | 755 | 797 | 725 | -9,0 |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

3-31 Principaux pays exportateurs en volume dans le secteur porcin

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|--------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|----------|
| Union européenne à 28/27 | 2 879 | 3 585 | 5 389 | 5 264 | 4 296 | -18,4 |
| États-Unis | 2 666 | 2 867 | 3 302 | 3 187 | 2 873 | -9,9 |
| Canada | 1 277 | 1 284 | 1 544 | 1 482 | 1 430 | -3,5 |
| Brésil | 722 | 861 | 1 178 | 1 321 | 1 319 | -0,2 |
| Mexique | 177 | 234 | 344 | 319 | 300 | -6,0 |
| Chili | 190 | 223 | 295 | 268 | 200 | -25,4 |
| Chine | 202 | 135 | 100 | 104 | 102 | -1,9 |
| Russie | 37 | 68 | 156 | 158 | 170 | 7,6 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

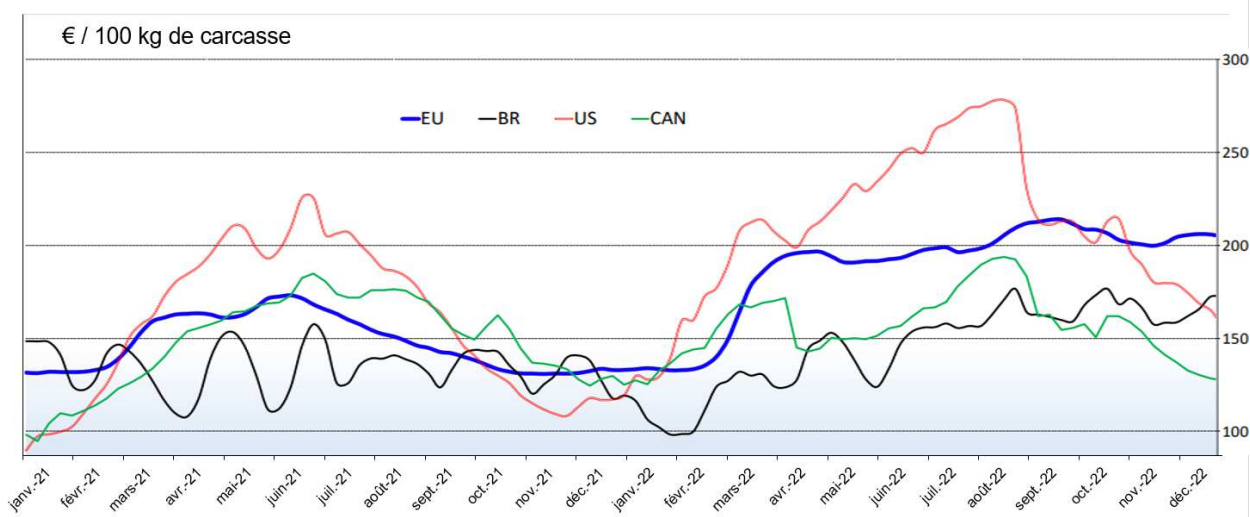
3-32 Principaux pays importateurs en volume dans le secteur porcin

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|----------|
| Chine | 1 457 | 2 451 | 5 281 | 4 328 | 2 050 | -52,6 |
| Japon | 1 480 | 1 493 | 1 412 | 1 420 | 1 525 | 7,4 |
| Mexique | 972 | 985 | 945 | 1 155 | 1 275 | 10,4 |
| Corée du Sud | 753 | 694 | 554 | 570 | 725 | 27,2 |
| États-Unis | 473 | 429 | 410 | 535 | 610 | 14,0 |
| Hong-Kong | 411 | 331 | 378 | 364 | 265 | -27,2 |
| Canada | 228 | 242 | 273 | 263 | 230 | -12,5 |
| Australie | 216 | 269 | 201 | 210 | 260 | 23,8 |
| Vietnam | 78 | 73 | 225 | 237 | 150 | -36,7 |
| Philippines | 283 | 222 | 167 | 461 | 585 | 26,9 |
| Chili | 96 | 134 | 135 | 187 | 90 | -51,9 |
| Singapour | 120 | 105 | 125 | 123 | 132 | 7,3 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

3-33 Cotations du porc pour UE (27), Brésil, États-Unis et Canada en 2021 et 2022



Source : Eurostat

Le marché des volailles de chair en France

› Forte progression du coût des matières premières utilisées pour l'alimentation pour la deuxième année consécutive

Les prix des céréales, déjà élevés en 2021, ont à nouveau bondi à partir de février 2022 en raison du conflit entre l'Ukraine et la Russie atteignant ainsi des niveaux de prix records. Au cours du dernier semestre 2022, les prix des céréales se sont détendus rejoignant leur niveau d'avant conflit.

Par conséquent, l'année 2022 est restée marquée par un coût de l'aliment volailles très élevé (figure 4-19). Entre janvier et juin, l'indice coût des matières premières dans l'aliment volailles, calculé par l'ITAVI, a fortement progressé (+ 32,7 %) avant de se détendre entre juin et décembre (- 7,3 %). Ainsi en 2022, l'indice coût des matières premières de l'aliment pour volailles a dépassé son niveau historiquement haut de 2021 de 30,9 % affichant une hausse sur deux ans de 66,6 %.

Selon les espèces, la hausse de l'indice coût des matières premières aliment par rapport à 2021 s'est échelonnée entre 32,8 % pour le canard à rôtir et 29,1 % pour le canard gras ; l'indice coût des matières premières aliment poulet standard a été lui en hausse de 30,9 %.

Cette augmentation du coût de l'aliment s'est inscrite dans un contexte inflationniste de l'ensemble des coûts de production, avec notamment une hausse marquée du coût de l'énergie qui s'est stabilisé à un plateau élevé depuis l'été.

› Nouveau repli de la production de volailles de chair en 2022 accentué par une crise inédite d'IAHP en Pays de la Loire

Depuis 2019, la production de la filière volailles s'est repliée (figures 4-1, 4-4) affectée par les épisodes d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) dans le Sud-Ouest puis par la pandémie de la Covid-19 (figure 4-1,4-4). En 2022, elle a connu un nouveau recul de production de - 6,9 % (- 116 400 tec). Ce recul est principalement dû à une crise inédite, avec l'apparition de nombreux foyers successifs d'influenza aviaire, tout au long de l'année. En effet, après avoir connu une première crise IAHP qui s'est limitée au Sud-Ouest durant l'hiver 2021-2022, la filière a connu en mars 2022 une seconde crise IAHP dans la région Pays de la Loire, deuxième région productrice de volailles françaises et concentrant les outils de production nécessaires à la génétique et à la multiplication des animaux pour l'ensemble des filières avicoles françaises. Cette crise a donc déstabilisé l'ensemble des filières avicoles qui ont connu des dynamiques différentes de reprises.

La production de **poulets** a connu le recul le plus faible soit - 4,1 % (- 48 200 tec), un recul qui contraste néanmoins avec la stabilité de la production observée les années précédentes (+ 0,0 % entre 2019 et 2021). Sous l'effet de la crise IAHP de mars 2022, les abattages de poulets ont fortement chuté sur les mois d'avril à juin, avant de reprendre progressivement à partir de l'été avec le repeuplement des élevages et rejoindre, en fin d'année, leur niveau de 2021. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2022, les abattages de poulets se sont repliés de 1,0 % en tec et de 2,2 % en têtes (figure 4-3).

La production de **palmipèdes**, déstabilisée par quatre épisodes d'IAHP au cours des huit dernières années ainsi que par la fermeture du marché de la restauration hors domicile (RHD) durant l'épidémie de la Covid-19 a connu, cette année, un très fort décrochage (- 33,6 %). En effet, en 2022, la crise de l'IAHP s'est étendue au-delà du maillon production avec une crise dans la région Pays de la Loire qui concentre environ 70 % des capacités d'accoupage de la filière.

Ainsi en 2022, le décrochage des abattages de palmipèdes s'est accentué par rapport au niveau déjà bas de 2021 (- 32,6 %). Dans le détail, les abattages de canards gras et de canards à rôtir ont chuté, respectivement de 31,8 % et de 33,7 % par rapport à 2021 (figure 4-3).

Après un recul de 7,5 % en 2021, le repli de la production de **dindes** s'est accéléré en 2022 (- 17,4 %). Dans un contexte de baisse de consommation, les abattages de dindes ont entamé en 2022 un net repli par rapport à 2021 (- 8,0 % entre janvier et mars). En avril, cette baisse s'est accentuée sous l'effet de la crise de l'IAHP de mars. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2022, les abattages de dindes se sont repliés de 16,9 % en tec et de 14,6 % en têtes (figure 4-3).

La production de **pintades**, fortement pénalisée par la fermeture du circuit RHD, a chuté en 2020 (- 13,4 %) puis en 2021 (- 8,2 %). Ce repli s'est poursuivi en 2022 (- 6,8 %) dans le contexte de crise IAHP. Quant aux abattages, en 2022, ils ont reculé de 7,6 % en tec et de 8,2 % en têtes (figure 4-3).

› Dans un contexte de disponibilités limitées, les exportations françaises sont en léger recul

Après avoir fortement ralenti en 2020, les exportations françaises de viandes de volailles françaises ont repris en 2021. En 2022, elles se sont repliées en volume (- 6,1 %), tout en restant à la hausse en valeur (+ 12,0 %), portées par l'inflation (figures 4-6, 4-7, 4-17,4-18). Les échanges ont été ralentis à partir de l'été 2022 dans le contexte de l'IAHP qui a limité les volumes disponibles pour l'export.

À l'instar des années précédentes, les exports ont été tirés à la baisse en 2022 par l'érosion des envois vers les pays tiers (- 13,9 % en volume soit - 25 700 tec) (figure 4-12). Alors que les envois sont restés stables vers l'Union européenne (- 0,8 % soit - 2 200 tec) (figure 4-11), portés notamment par un phénomène de réexport vers l'UE de produits à faible valeur ajoutée en provenance du Royaume- Uni.

La viande de **poulet** reste la principale viande de volailles échangée (80,0 % des volumes). En 2022, les exportations de viande de poulet ont diminué en volume (- 2,1 %) et augmenté en valeur (+ 21,2 %) (figure 4-13). En volume, les échanges sont restés dynamiques vers l'Union européenne (+ 5,3 %) notamment vers les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne mais se sont dégradés vers les pays tiers (- 11,4 %). Néanmoins sur ce marché pays tiers, les exports ont bien résisté vers le Proche et Moyen-Orient (+ 8,0 %) notamment vers l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, premiers marchés pays tiers de la France. L'Arabie Saoudite a maintenu ses importations depuis la France, tandis qu'elles ont reculé depuis le Brésil et l'Ukraine. Le recul des envois vers les pays tiers est surtout dû à la fermeture quasi totale des marchés d'Asie du Sud Est (- 71,8 %) consécutives aux épidémies d'IAHP en France ainsi qu'à la forte contraction des exports vers l'Afrique subsaharienne (- 33,7 %).

En 2022, la dégradation des exportations de viande de **dinde** s'est poursuivie (- 9,5 % en volume) sur un rythme similaire à celui des trois années précédentes malgré la très forte baisse de production qu'a connu la filière en 2022 (figure 4-16). Vers l'Union européenne, les exportations sont restées à la baisse (- 1,2 %) malgré le retour des envois vers les deux principaux marchés que sont la Belgique (+ 0,9 %) et l'Allemagne (+ 29,5 %) ainsi que vers l'Italie (+ 127,4 %) avec des volumes plus restreints. Cette hausse s'explique en partie par un phénomène de réexport vers l'UE de produits importés par la France depuis le Royaume-Uni. À destination des pays tiers, les exportations ont fortement reculé (- 27,9 %) du fait de la chute des envois vers l'Afrique subsaharienne (- 30,5 %).

Dans un contexte de forte baisse de production, en 2022, les exportations de viande de **canard** se sont nettement repliées (- 40,8 %), aussi bien vers l'Union européenne (- 41,4 %) que vers les pays tiers (- 37,5 %).

Les envois vers l'Union européenne sont affectés par la baisse des volumes disponibles, en retrait notamment vers l'Allemagne (- 47,5 %), pays qui représente 40 % des exports français. Vers les pays tiers, comme en 2021, les exports sont pénalisés par les restrictions sanitaires en Asie du Sud-Est, en particulier vers Hong-Kong (- 98,2 %), mais sont aussi en fort repli vers l'Afrique subsaharienne (- 80,7 %).

› Dans un contexte inflationniste, un déficit commercial en valeur qui se dégrade très fortement

Après un repli inédit en 2020, dû à la crise sanitaire et la fermeture de la RHD, les importations de viandes de volailles françaises ont repris en début d'année 2021. Elles ont même largement dépassé leur niveau de 2019 au cours du second semestre 2021. En 2022, les importations de viandes de volailles ont maintenu leur progression (+ 8,8 %) avec une hausse particulièrement marquée en valeur (+ 44,2 %) dans un contexte inflationniste (figures 4-6, 4-7, 4-17,4-18).

En 2022, les importations de viandes de **poulet**, représentant 90 % du volume total des importations de viandes de volailles, ont maintenu leur hausse, aussi bien en volume (+ 10,0 % soit + 67 200 tec) qu'en valeur (+ 45,9 %).

Depuis l'Union européenne, qui représente 88 % des importations françaises, la hausse est de + 8,7 % en volume et + 43,3 % en valeur. Ce sont les envois des deux principaux fournisseurs que sont la Belgique et la Pologne qui ont été les moteurs de cette hausse. Les importations en provenance de la Pologne ont affiché une hausse en valeur plus marquée (+ 70,1 %) que celles en provenance de la Belgique (+ 44,5 %).

Les importations depuis les pays tiers sont restées minoritaires, moins de 10 % des flux totaux, mais ont affiché une hausse marquée (+ 21,8 % en volume et + 87,9 % en valeur). Une partie de cette hausse des importations provient du Royaume-Uni (+ 8,7 %), avec des produits à faible valeur ajoutée qui sont ensuite réexpédiés par la France vers d'autres pays de l'UE. L'autre partie s'explique par une hausse inédite des importations depuis le Brésil (+ 57,5 % soit + 3 530 tec) mais également d'Ukraine (+ 113,5 % soit 2 890 tec), qui a bénéficié de la suppression des droits de douanes dans le contexte de conflit.

Contrairement à 2020 et 2021, les importations françaises de viande de **dinde** ont diminué de 2,6 %. Depuis l'Union européenne qui fournit 95 % des volumes importés par la France, la baisse s'est limitée à 0,7 %, avec une forte hausse des volumes depuis la Pologne (+ 46,5 %) qui a atténué le repli des volumes depuis les autres pays de l'UE (- 11,7 %), notamment l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Belgique. Les importations depuis les pays tiers ont été en repli (- 15,6 %) avec une baisse des volumes venus du Royaume-Uni (- 5,8%), ces produits étant, là encore pour partie, réexpédiés par la France vers l'UE.

En 2022, les importations de viande de **canard** ont augmenté en volume (+ 1,6 %) et nettement progressé en valeur (+ 53,0 %). Contrairement aux dynamiques observées les années précédentes, la Hongrie a réduit ses envois (- 40,8 %), touchée également par l'IAHP et la Bulgarie a repris des parts de marché (+ 11,1 %).

En 2022, le solde des échanges de viandes et préparations de volailles s'est fortement dégradé. Il a atteint en volume - 379,1 tec (+ 32,6 %, soit 93 300 tec) et en valeur - 1 094,1 millions d'euros (+ 104,4 % soit 558,9 millions d'euros). Vers l'Union européenne, le solde est nettement déficitaire en volume - 448,3 tec et en valeur - 1 332,8 millions d'euros. Il s'est accentué en volume (+ 13,6 %) et encore plus fortement en valeur (+ 65,6 %). Vers les pays tiers, la balance commerciale reste positive en volume + 69 300 tec et en valeur + 238,7 millions d'euros mais l'excédent commercial diminue aussi bien en volume (- 36,4 %) qu'en valeur (- 11,4 %) (figure 4-8).

› En 2022, la consommation française de volailles par bilan a reculé malgré la hausse de consommation de poulet

En 2022, la consommation française de viandes de volailles calculée par bilan a reculé (- 1,0 %) avec des dynamiques très différentes selon les espèces (figure 4-20). Ainsi, la consommation de viandes de poulet est restée en hausse (+ 4,6 %), avec une croissance similaire à 2021, tandis que la consommation des autres espèces poursuit sa chute. La consommation de viande de dinde a fortement chuté (- 13,2 %) pour la deuxième année consécutive après le recul de 9,7 % en 2021. La consommation de viande de canard s'est effondrée, touchée par le manque d'offre (- 29,7 %) et celle de viande de pintade a connu un recul similaire à celui de 2021 (- 9,2 %).

Sur le segment de la consommation à domicile, l'année 2022 a été marquée par l'inflation des prix alimentaires. Ainsi, d'après l'indice des prix à la consommation (IPC) publié par l'Insee, l'indice de prix des produits alimentaires hors boissons a fortement augmenté (+ 5,2 %) en 2022 par rapport à 2021. La viande de volailles a enregistré une hausse plus marquée (+ 11,8%) que celle de l'ensemble des viandes (+ 7,9 %).

En 2022, la part d'importation de viande de volailles dans la consommation a fortement augmenté. Elle a atteint 42,7 % pour les viandes de volailles et jusqu'à 50,2 % pour la viande de poulet (figure 4-5). Il faut noter que cette part d'importations est sans doute surestimée de l'ordre de 1,0 %. En effet, le Brexit a entraîné une redirection de certains flux du Royaume-Uni qui passent dorénavant par les ports français avant d'être réexportés vers d'autres destinations européennes.

› Prévisions 2023

L'année 2022 a été marquée par plusieurs épizooties successives d'IAHP, dont une crise inédite touchant la région Pays de la Loire en mars 2022. Après un court répit cet été, les foyers se sont de nouveaux multipliés dans l'Ouest de la France à la fin de l'automne. Les premières mesures sanitaires mises en œuvre par la suite ont tout de même permis de limiter l'impact des épizooties suivantes. Dans ce contexte, la mise en place d'une stratégie vaccinale en France et la réussite de la réflexion stratégique des filières avicoles quant à la résilience des productions – " vivre avec " - face à l'IAHP seront un élément déterminant.

Sous réserve d'absence de nouvelle crise d'IAHP majeure en 2023, dans un marché porteur, la consommation tout comme la production française de volailles, notamment de poulet, devraient retrouver des dynamiques positives (figure 4-2).

Néanmoins, les coûts de production devraient rester au cœur des préoccupations. D'une part, un coût de l'aliment, qui malgré sa détente depuis le second semestre 2022, devrait avoir comme nouvelle normalité le maintien à un niveau élevé. D'autre part, le coût de l'énergie devrait rester élevé au moins jusqu'au second semestre 2023 et apparaît comme une nouvelle préoccupation majeure pour les acteurs de l'ensemble des filières.

Ces prix toujours élevés se répercuteront tout au long de la chaîne de production et devraient renchérir le prix au détail. Par ailleurs, au vu de l'inflation globale la viande de poulet devrait toujours être plébiscitée, même si la concurrence pourrait s'accroître avec d'autres viandes d'appel compte tenu de la hausse des prix en filière volailles. Les opérateurs de la RHD devraient maintenir un recours à la viande importée afin de limiter la hausse des coûts.

Quant aux exportations françaises, dans un contexte d'inflation, elles devraient encore reculer mais leurs volumes dépendront aussi de la réussite des négociations pour le maintien de l'ouverture des marchés pays tiers au regard de la stratégie vaccinale française.

4-1 Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

| 1 000 tec | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------------|----------------|----------------|-------------|
| Production | 1 685,0 | 1 568,5 | -6,9 |
| Abattages | 1 625,0 | 1 501,3 | -7,6 |
| Commerce extérieur viandes | | | |
| Exportations | 458,1 | 430,2 | -6,1 |
| Importations | 743,9 | 809,2 | 8,8 |
| Solde | -285,8 | -379,1 | 32,6 |
| Variations de stock | -3,5 | -15,3 | |
| Consommation * | 1 914,3 | 1 895,7 | -1,0 |
| Auto approvisionnement % | 88,0 | 82,7 | -6,0 |

*Calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

4-2 Prévisions 2023

| 1 000 tec | 2022 | 2023** | %23**/22 |
|---------------------|----------|---------|----------|
| Production | 1 568,5 | 1 570,0 | 0,1 |
| Importations | 809,2 | 820,0 | 1,3 |
| Exportations | 430,2 | 450 | 4,6 |
| Consommation | 1 895,17 | 1 940,0 | 2,3 |

**Prévisions

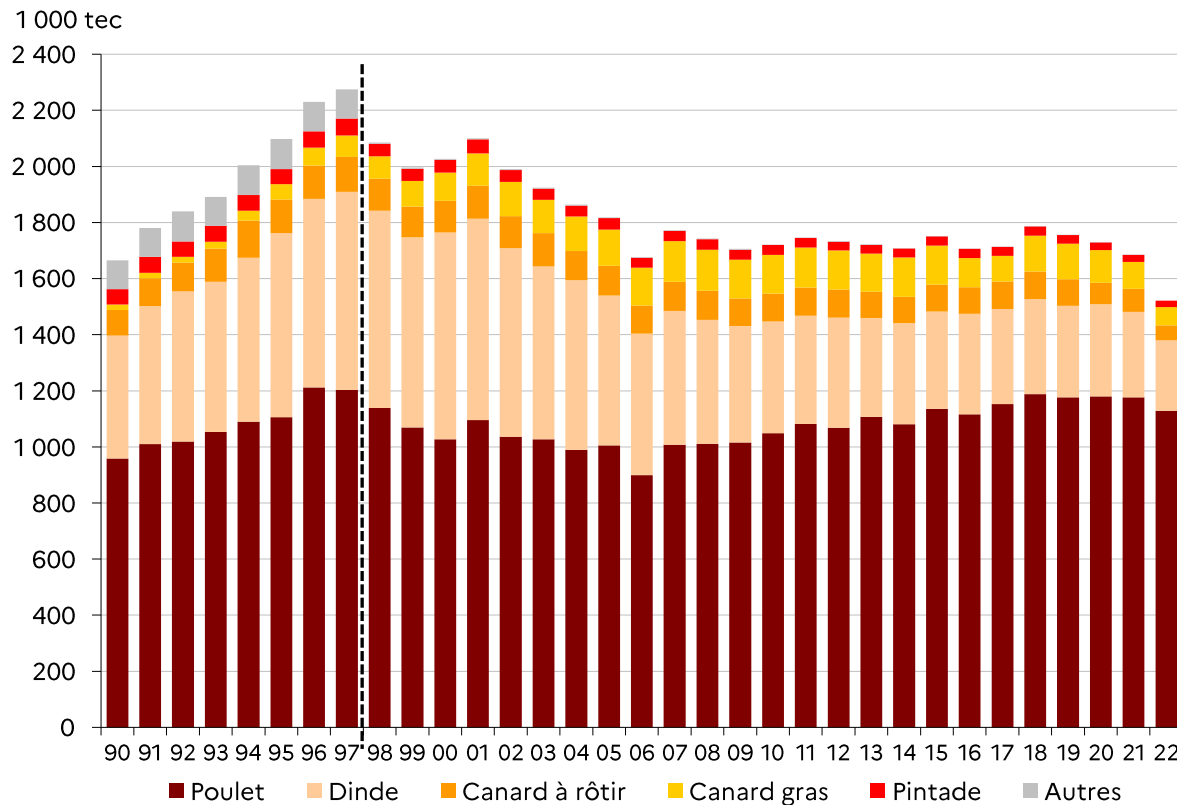
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

4-3 Abattages contrôlés CVJA de volailles en France

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| ENSEMBLE VOLAILLES | 1 686,5 | 1 673,1 | 1 709,2 | 1 661,0 | 1 501,3 | -7,6 |
| Poulets | 1 022,0 | 996,0 | 1 044,5 | 1 026,4 | 1 070,6 | -1,0 |
| Dindes | 346,7 | 355,5 | 340,2 | 350,7 | 244,9 | -16,9 |
| Canards | 229,3 | 232,9 | 234,0 | 197,8 | 118,3 | -32,6 |
| Canards à rôtir | 93,2 | 93,6 | 95,3 | 94,5 | 54,1 | -33,7 |
| Canards à gaver | 136,1 | 139,3 | 138,7 | 103,3 | 64,1 | -31,8 |
| Pintades | 31,1 | 31,7 | 32,8 | 32,5 | 23,5 | -7,4 |
| Poules et coqs | 47,9 | 47,5 | 48,0 | 44,0 | 34,9 | -9,3 |

Source : FranceAgriMer d'après SSP

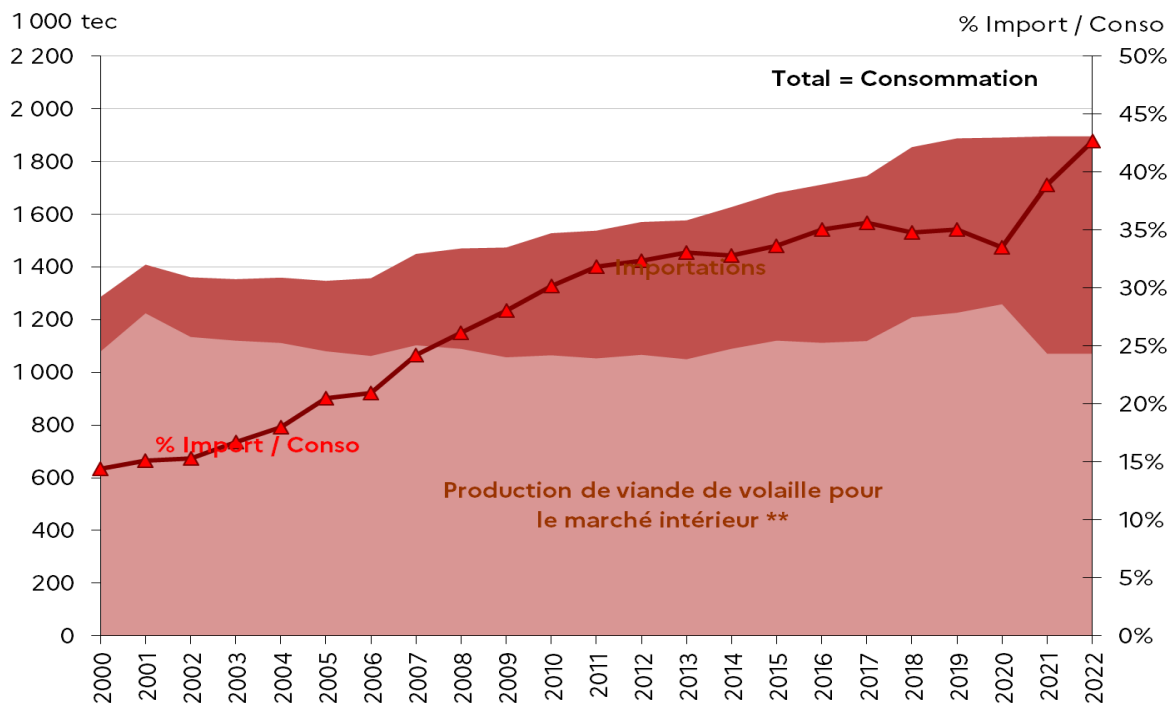
4-4 Production indigène brute de volailles en France



Rupture de série entre 1997 et 1998 ; à partir de 1998, la production est calculée à partir des abattages et non plus des mises en place de poussins

Source : FranceAgriMer d'après SSP

4-5 Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viandes de volailles



**Abattages – exportations de viandes

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

4-6 Échanges français de viandes de volailles - En volume

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Exportations | 514,3 | 467,6 | 412,3 | 458,1 | 430,2 | -6,1 |
| Union européenne | 293,8 | 278,0 | 199,7 | 273,2 | 271,0 | -0,8 |
| Viandes fraîches | 123,1 | 119,1 | 93,4 | 137,0 | 133,4 | -2,6 |
| Viandes congelées | 99,8 | 86,0 | 67,8 | 81,9 | 80,3 | -2,0 |
| Préparations | 69,8 | 72,0 | 37,3 | 52,1 | 54,7 | 5,0 |
| Volailles saumurées | 1,1 | 1,0 | 1,1 | 2,3 | 2,7 | 18,8 |
| Pays tiers | 220,4 | 189,6 | 212,6 | 184,9 | 159,2 | -13,9 |
| Viandes fraîches | 12,7 | 11,3 | 15,5 | 18,5 | 17,3 | -6,4 |
| Viandes congelées | 200,5 | 170,3 | 169,3 | 138,6 | 119,5 | -13,8 |
| Préparations | 6,8 | 7,6 | 27,4 | 26,0 | 71,8 | 176,2 |
| Volailles saumurées | 0,4 | 0,3 | 0,5 | 0,0 | 0,9 | -49,1 |
| Importations | 645,8 | 661,8 | 633,8 | 743,9 | 809,2 | 8,8 |
| Union européenne | 619,0 | 636,1 | 598,4 | 667,9 | 719,4 | 7,7 |
| Viandes fraîches | 310,8 | 328,2 | 318,2 | 358,1 | 384,3 | 7,3 |
| Viandes congelées | 216,5 | 208,3 | 175,6 | 192,4 | 200,4 | 4,1 |
| Préparations | 89,6 | 95,9 | 101,0 | 113,4 | 130,0 | 14,6 |
| Volailles saumurées | 2,1 | 3,7 | 3,6 | 4,1 | 4,8 | 17,0 |
| Pays tiers | 26,8 | 25,7 | 35,4 | 76,0 | 89,9 | 18,3 |
| Viandes fraîches | 1,1 | 0,7 | 6,1 | 42,8 | 39,7 | -7,2 |
| Viandes congelées | 7,2 | 8,1 | 14,0 | 18,4 | 30,4 | 65,0 |
| Préparations | 10,9 | 10,3 | 9,8 | 10,0 | -24,5 | -345,7 |
| Volailles saumurées | 7,5 | 6,6 | 5,5 | 4,8 | 5,5 | 14,8 |

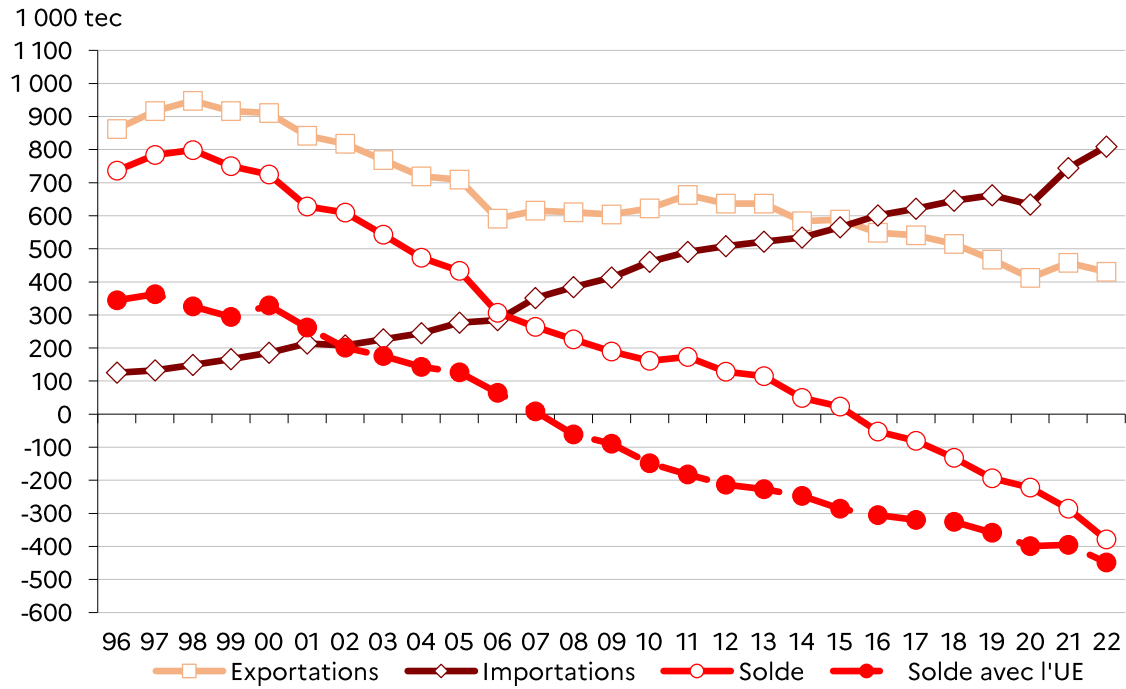
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-7 Échanges français de viandes de volailles - En valeur

| Millions € | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Exportations | 1 090,2 | 1 054,1 | 883,9 | 1 001,8 | 1 122,4 | 12,0 |
| Union européenne | 732,7 | 791,0 | 782,1 | 642,6 | 728,6 | 13,4 |
| Viandes fraîches | 349,0 | 338,3 | 214,5 | 297,3 | 299,0 | 0,6 |
| Viandes congelées | 167,5 | 158,8 | 107,8 | 145,9 | 163,7 | 12,2 |
| Préparations | 268,7 | 279,4 | 154,3 | 193,4 | 257,3 | 33,0 |
| Volailles saumurées | 5,9 | 5,6 | 4,2 | 6,0 | 8,6 | 42,7 |
| Pays tiers | 357,5 | 263,1 | 101,7 | 359,2 | 393,8 | 9,6 |
| Viandes fraîches | 43,1 | 41,1 | 111,2 | 70,0 | 79,3 | 13,4 |
| Viandes congelées | 230,1 | 201,8 | 204,2 | 182,7 | 214,7 | 17,5 |
| Préparations | 24,9 | 28,0 | 85,8 | 104,3 | 97,4 | -6,6 |
| Volailles saumurées | 1,2 | 1,1 | 1,9 | 2,1 | 6,0 | 184,0 |
| Importations | 1 384,0 | 1 414,4 | 1 312,3 | 1 537,0 | 2 216,5 | 44,2 |
| Union européenne | 1 214,3 | 1 305,0 | 1 352,3 | 1 447,2 | 2 061,4 | 42,4 |
| Viandes fraîches | 662,6 | 702,1 | 645,8 | 784,7 | 1 118,3 | 42,5 |
| Viandes congelées | 371,6 | 352,6 | 286,8 | 322,7 | 472,9 | 46,6 |
| Préparations | 265,6 | 289,9 | 295,1 | 331,4 | 459,5 | 38,7 |
| Volailles saumurées | 5,2 | 7,7 | 6,3 | 6,7 | 10,6 | 59,3 |
| Pays tiers | 169,7 | 109,4 | -39,9 | 89,8 | 155,1 | 72,7 |
| Viandes fraîches | 2,9 | 1,0 | 16,9 | 19,2 | 25,7 | 33,6 |
| Viandes congelées | 16,5 | 16,5 | 19,2 | 24,5 | 53,8 | 119,8 |
| Préparations | 35,3 | 34,8 | 36,3 | 38,2 | 277,5 | 627,2 |
| Volailles saumurées | 18,1 | 13,4 | 14,1 | 8,3 | 32,3 | 289,6 |

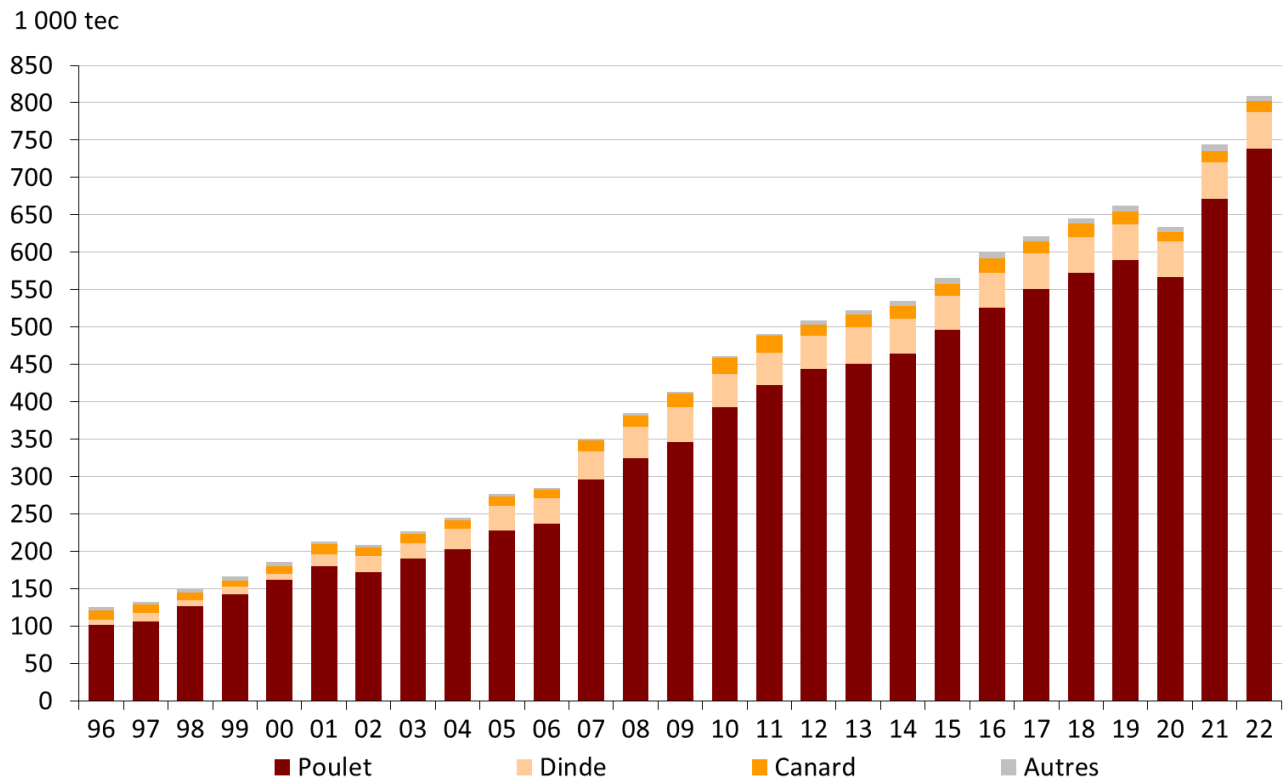
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-8 Commerce extérieur français de viandes de volailles



Source : FranceAgriMer d'après douane française

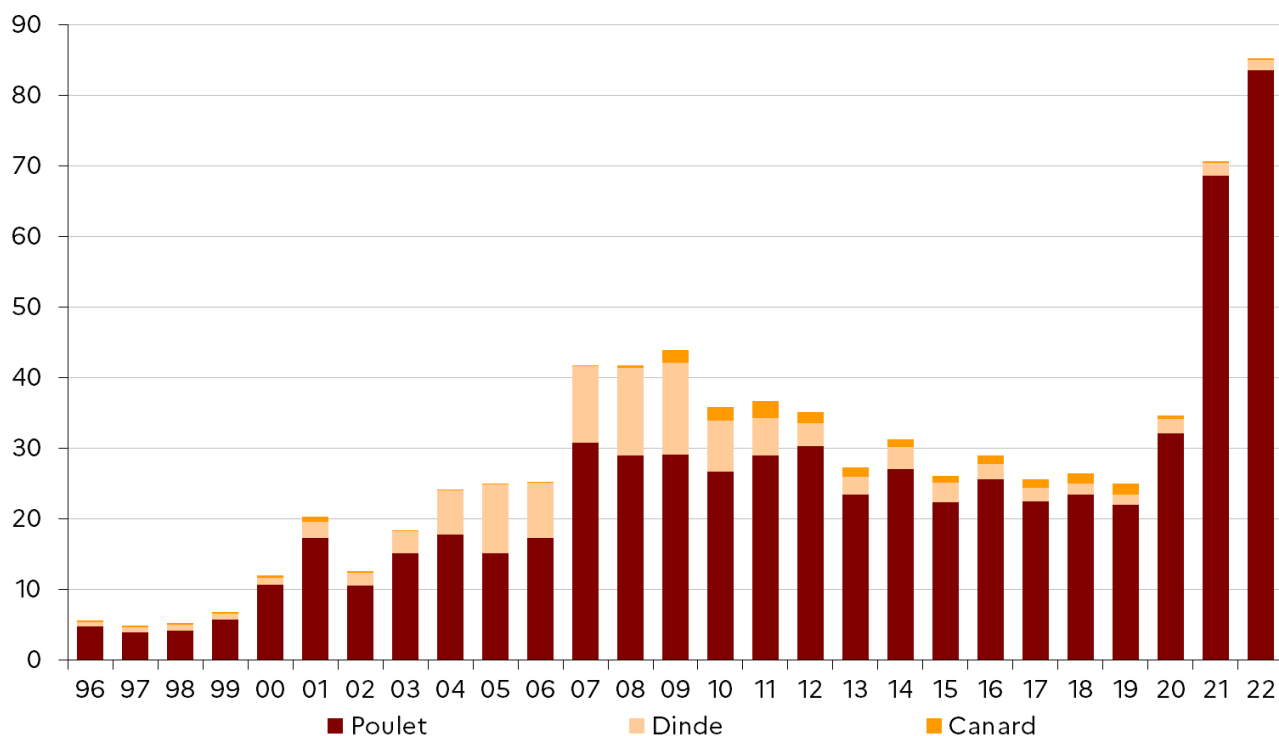
4-9 Importations françaises de viandes de volailles en provenance de l'Union Européenne



Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-10 Importations françaises de viandes de volailles en provenance des pays tiers

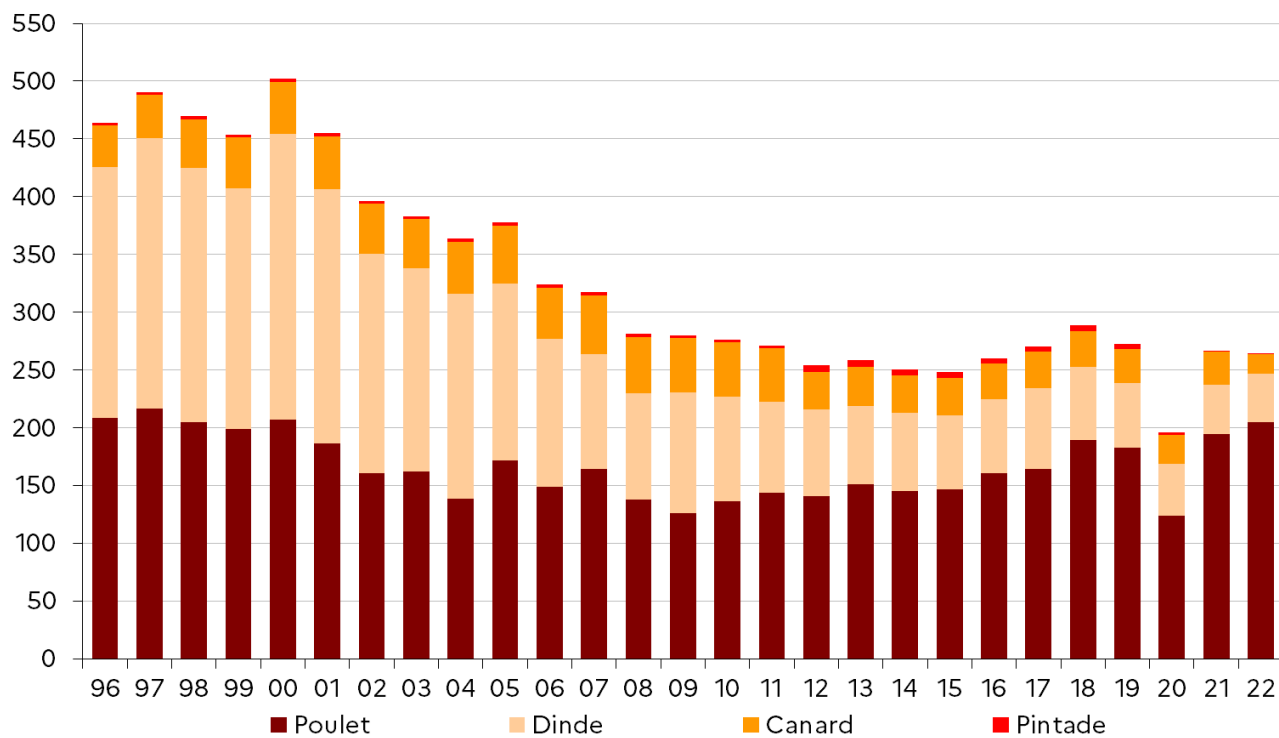
1 000 tec



Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-11 Exportations françaises de viandes de volailles vers l'Union européenne

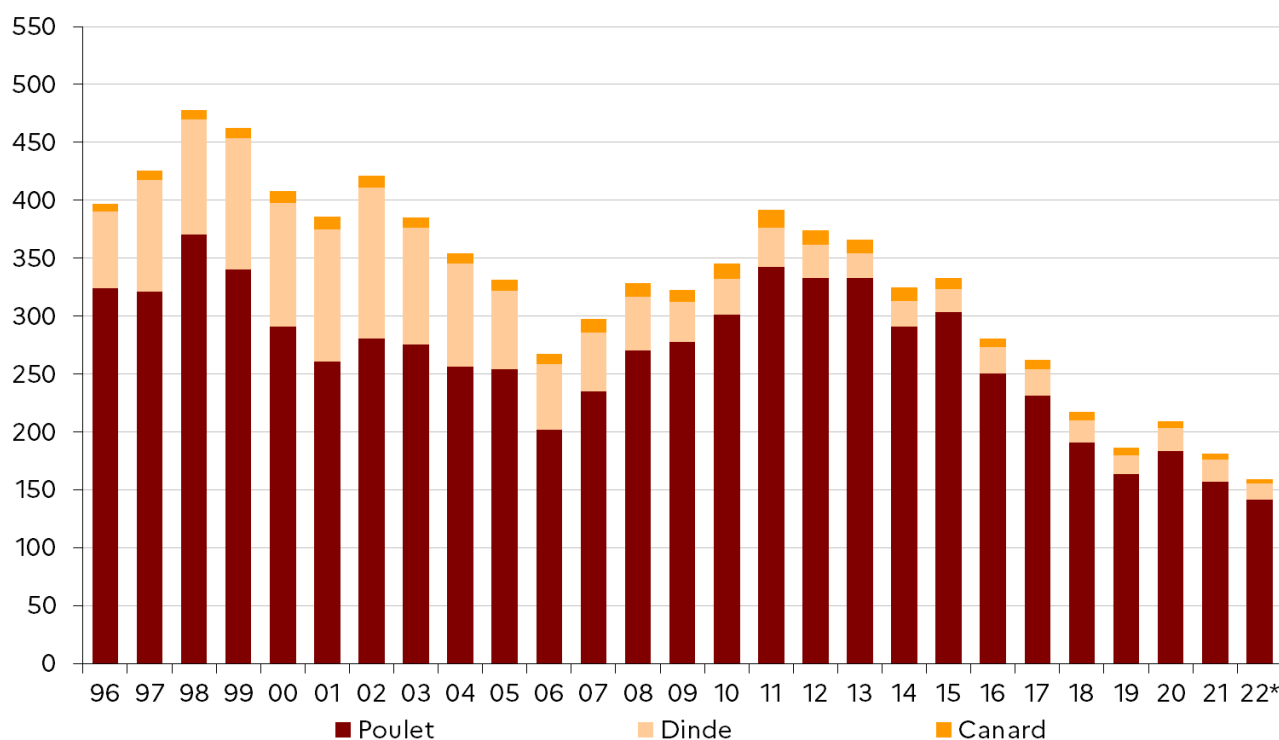
1 000 tec



Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-12 Exportations françaises de viandes de volailles vers les pays tiers

1 000 tec



Source : FranceAgriMer d'après douane française

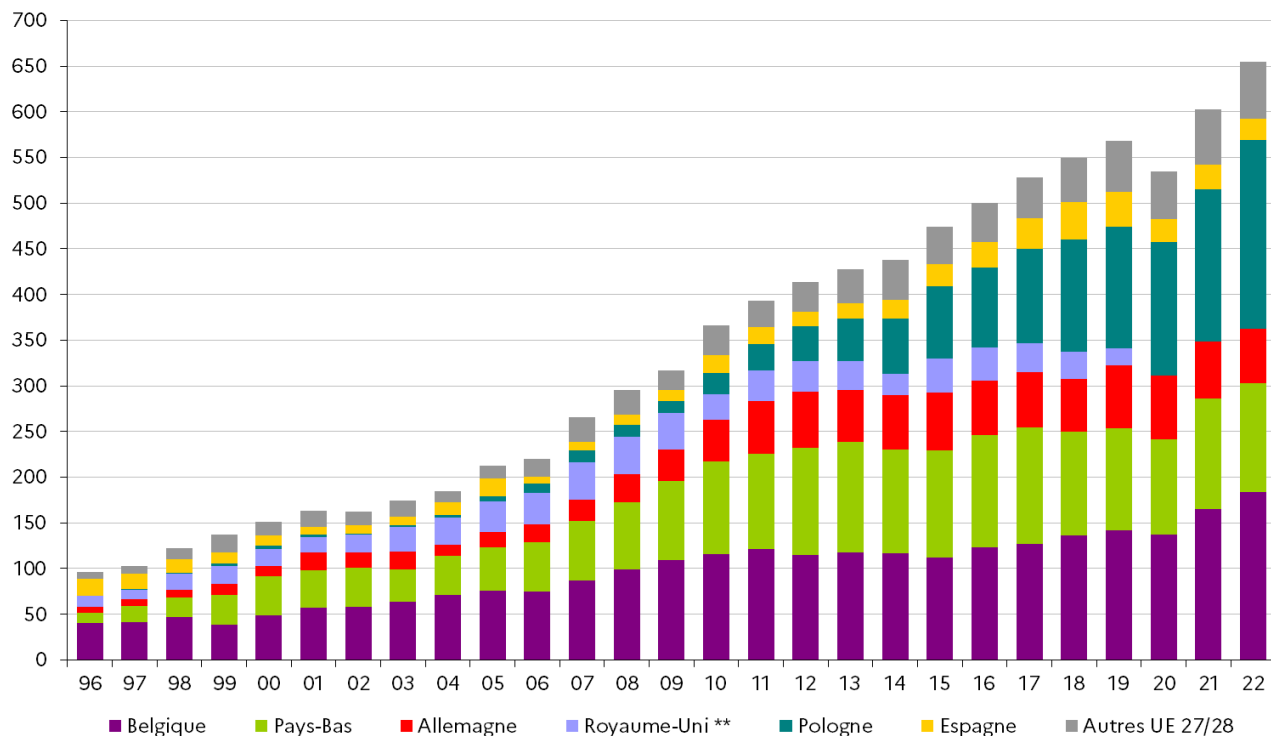
4-13 Commerce extérieur français de viande de poulet avec l'Union européenne à 27/28

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %21/22 |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------|
| Exportations | 189,6 | 182,7 | 123,9 | 194,2 | 204,6 | 5,3 |
| Espagne | 33,8 | 30,8 | 24,3 | 34,7 | 36,0 | 3,6 |
| Belgique | 33,9 | 30,4 | 29,7 | 36,1 | 42,1 | 16,3 |
| Allemagne | 30,6 | 34,6 | 28,8 | 43,3 | 43,3 | -0,1 |
| Pays-Bas | 23,7 | 20,2 | 15,2 | 47,0 | 44,8 | -4,8 |
| Italie | 6,1 | 4,4 | 3,2 | 3,2 | 6,0 | 88,0 |
| Importations | 549,5 | 568,1 | 535,0 | 602,6 | 654,9 | 8,7 |
| Belgique | 136,6 | 142,2 | 136,8 | 165,2 | 184,0 | 11,4 |
| Pays-Bas | 112,9 | 111,6 | 104,3 | 121,1 | 118,6 | -2,0 |
| Allemagne | 58,2 | 68,4 | 69,9 | 61,9 | 59,7 | -3,6 |
| Pologne | 122,5 | 133,0 | 146,5 | 166,9 | 206,7 | 23,8 |
| Espagne | 41,8 | 39,0 | 25,2 | 27,0 | 23,3 | -13,7 |
| SOLDE UE à 27/28 | -340,0 | -364,4 | -359,9 | -411,1 | -450,3 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-14 Importations françaises de viande de poulet en provenance de l'UE à 27/28

1 000 tec

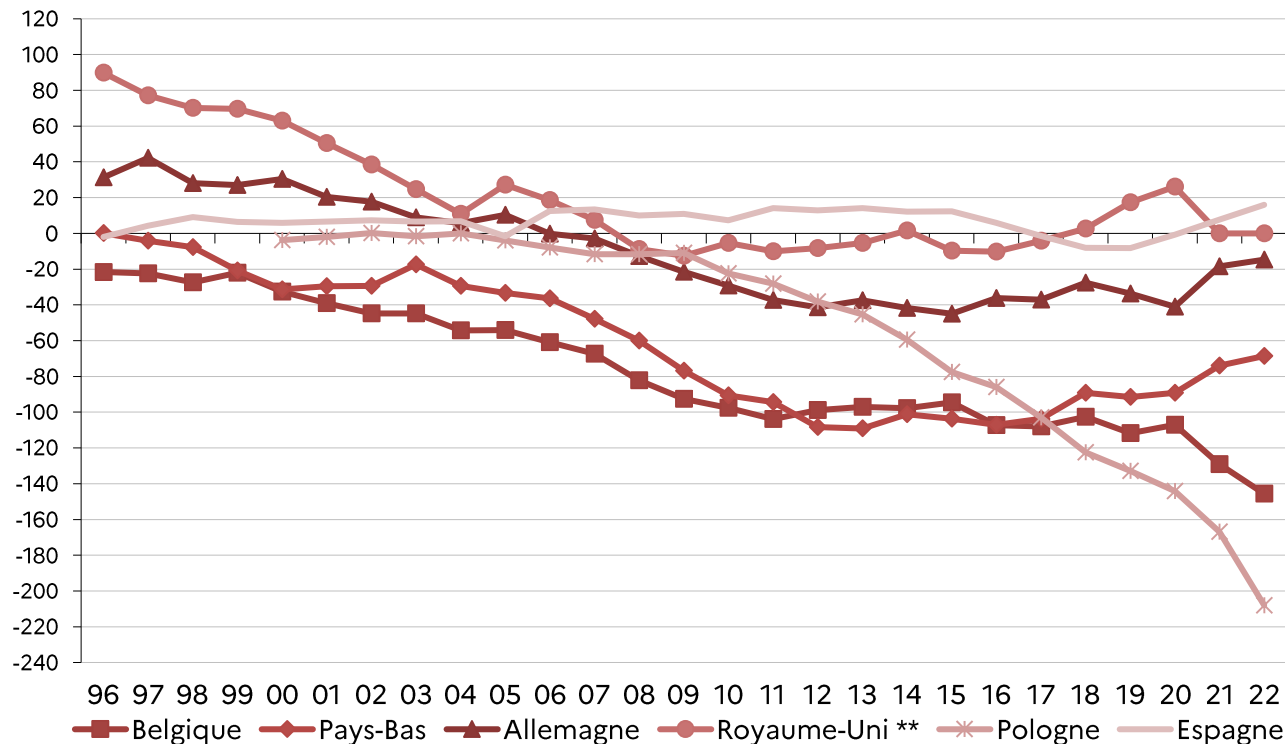


** Sortie de l'UE en 2020

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-15 Solde des échanges français de viande de poulet avec l'UE à 27/28

1 000 tec



** Sortie de l'UE en 2020

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-16 Commerce extérieur français de viande de dinde avec l'Union européenne à 27/28

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|---------------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Exportations | 63,2 | 56,0 | 45,0 | 42,8 | 42,3 | -1,2 |
| Belgique | 15,7 | 16,0 | 15,7 | 14,1 | 14,3 | 0,9 |
| Espagne | 16,5 | 14,5 | 10,3 | 6,5 | 5,1 | -20,9 |
| Allemagne | 11,9 | 6,5 | 6,3 | 7,7 | 10,0 | 29,5 |
| Grèce | 2,4 | 2,7 | 1,5 | 1,5 | 1,9 | 31,9 |
| Pays-Bas | 3,2 | 4,2 | 3,8 | 5,0 | 3,8 | -24,1 |
| Italie | 1,4 | 0,7 | 0,4 | 0,6 | 1,3 | 127,4 |
| Danemark | 2,3 | 2,1 | 1,3 | 1,3 | 0,8 | -36,9 |
| Importations | 45,4 | 45,4 | 45,6 | 44,1 | 43,8 | -0,7 |
| Allemagne | 16,0 | 14,9 | 13,6 | 15,4 | 11,6 | -24,4 |
| Italie | 6,7 | 6,8 | 6,7 | 6,4 | 5,9 | -8,2 |
| Pays-Bas | 2,4 | 2,5 | 2,6 | 0,5 | 0,9 | 80,3 |
| Espagne | 6,8 | 6,4 | 6,5 | 5,9 | 5,7 | -3,2 |
| Belgique | 4,5 | 4,5 | 4,7 | 5,3 | 5,1 | 0,0 |
| Pologne | 5,9 | 7,1 | 9,5 | 8,7 | 12,7 | 46,5 |
| SOLDE | +17,8 | +10,6 | -0,6 | -1,3 | -1,5 | |

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-17 Commerce extérieur français de viande de volailles par destination - En volume

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Exportations | 514,3 | 467,6 | 412,3 | 458,1 | 430,2 | -6,1 |
| Union européenne | 293,8 | 278,0 | 199,7 | 273,2 | 271,0 | -0,8 |
| Pays Tiers | 220,4 | 189,6 | 212,6 | 184,9 | 159,2 | -13,9 |
| Importations | 645,8 | 661,8 | 633,8 | 743,9 | 809,2 | 8,8 |
| Union européenne | 619,0 | 636,1 | 598,4 | 667,9 | 719,4 | 7,7 |
| Pays Tiers | 26,8 | 25,7 | 35,4 | 76,0 | 89,9 | 18,3 |
| SOLDE global | -131,5 | -194,2 | -221,5 | -285,8 | -379,1 | |
| SOLDE avec l'UE à 27/28 | -325,1 | -358,1 | -398,7 | -394,7 | -448,3 | |
| SOLDE avec les Pays Tiers | +193,6 | +163,9 | +177,2 | +108,9 | +69,3 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-18 Commerce extérieur français de viande de volailles par destination - En valeur

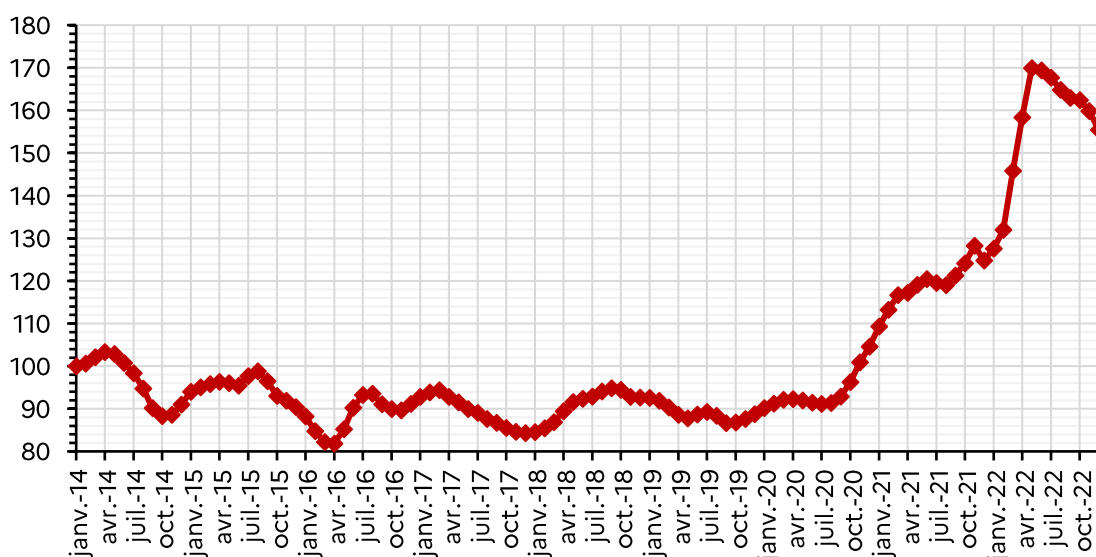
| Millions € | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-------------|
| Exportations | 1 090,2 | 1 054,1 | 883,9 | 1 001,8 | 1 122,4 | 12,0 |
| Union européenne | 732,7 | 791,0 | 782,1 | 642,6 | 728,6 | 13,4 |
| Pays tiers | 357,5 | 263,1 | 101,7 | 359,2 | 393,8 | 9,6 |
| Importations | 1 384,0 | 1 414,4 | 1 312,3 | 1 537,0 | 2 216,5 | 44,2 |
| Union européenne | 1 214,3 | 1 305,0 | 1 352,3 | 1 447,2 | 2 061,4 | 42,4 |
| Pays tiers | 169,7 | 109,4 | -39,9 | 89,8 | 155,1 | 72,7 |
| SOLDE global | -293,8 | -360,3 | -428,5 | -535,2 | -1 094,1 | |
| SOLDE avec l'UE à 27/28 | -481,6 | -514,0 | -570,1 | -804,6 | -1 332,8 | |
| SOLDE avec les Pays tiers | +187,8 | +153,7 | +141,7 | +269,4 | +238,7 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-19 Indice Itavi coût matières premières de l'aliment poulet standard

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2014



Source : FranceAgriMer d'après Itavi

4-20 Consommation indigène brute de viandes de volailles en France

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| VOLAILLES | 1 855 | 1 888 | 1 891 | 1 914 | 1 896 | -1,0 |
| Poulet | 1 269 | 1 316 | 1 346 | 1 405 | 1 470 | 4,6 |
| Dinde | 296 | 293 | 303 | 281 | 244 | -13,2 |
| Canard | 204 | 199 | 175 | 158 | 111 | -29,7 |
| Pintade | 27 | 26 | 23 | 25 | 23 | -9,2 |

Avertissement : entre 2018 et 2019, la consommation par bilan est calculée et estimée en l'absence de données de variations de stocks, la série ayant été interrompue en 2018 ; l'évolution de la consommation de viande de canard est notamment à considérer avec prudence du fait de la constitution de stocks importants sur cette période.

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Le marché des volailles de chair dans l'Union européenne

› Une production de volailles de nouveau freinée par les épidémies d'IAHP

Selon l'EFSA, la saison 2021-2022 a généré l'épidémie d'IAHP la plus importante observée à ce jour en Europe. Ainsi après avoir connu un premier recul en 2021, les abattages de volailles de chair de l'Union européenne (UE) devrait à nouveau diminuer en 2022 d'environ 3,7 % (figure 4-21). Parmi les principaux producteurs, la France, l'Italie et l'Espagne ont accusé les baisses d'abattages les plus marquées (figures 4-22 et 4-23).

Les crises consécutives d'IAHP en 2021-2022 ont donc fortement freiné la production de volailles de chair qui connaissait depuis 10 ans une progression moyenne de 3,0 % par an. Néanmoins, ce recul n'est pas imputable uniquement à l'IAHP et les coûts de production élevés ont pu également conduire certains producteurs européens à limiter leur production.

Les espèces n'ont pas été touchées de la même manière par l'épidémie d'IAHP. Ainsi les abattages de **poulets** se sont stabilisés (+ 0,3 %) en 2022 portés par la reprise de la production polonaise (+ 6,9 %) qui avait fortement reculé en 2021 sous l'effet d'une épizootie d'IAHP. Cette stabilité masque néanmoins des baisses d'abattages parmi les autres principaux producteurs notamment en Italie et en France.

Les abattages de **dindes** ont connu un nouveau repli en 2022 (- 8,8 %) sous l'effet conjoint de l'IAHP mais aussi d'un repli plus structurel de la production, consécutif à une déconsommation de la dinde. Parmi les principaux pays producteurs, seule la Pologne a augmenté ses abattages (+ 7,0 %) tandis que d'autres pays les ont diminués notamment l'Allemagne, premier producteur européen, la France et l'Espagne.

Les abattages de **canards** ont chuté de nouveau fortement (- 22,6 %) marquée par l'IAHP qui a touché la France et la Hongrie, c'est à dire les deux principaux producteurs en Europe. Épargnée par l'IAHP, la Pologne continue de développer très rapidement sa production de canards devenant en 2022 le second producteur de l'Union européenne avec 20 % de la production.

› Dans un contexte de prix élevés et de production limitée, des échanges avec les pays tiers bouleversés

En 2022, les exportations de viandes et préparations de volailles de l'UE vers les pays tiers ont enregistré une nouvelle baisse estimée à 6,0 % en volume (figure 4-26). Ce repli concerne l'ensemble des pays de l'Union européenne à l'exception de la Pologne et de l'Irlande. Ainsi, la Pologne a renforcé sa position de premier exportateur de l'Union européenne et compte en 2022 pour 35 % des parts de marché contre 30 % en 2021. À l'inverse, dans un contexte de disponibilités réduites mais aussi de restrictions à l'export, les exportations des Pays-Bas, de la Belgique et de la France ont reculé respectivement de 9,2 %, de 22,9 % et de 13,9 %.

Les dynamiques sont restées hétérogènes selon les destinations (figure 4-28). Ainsi vers le Royaume-Uni, représentant 35 % des envois de l'UE, les exportations de viandes et préparations de volailles se sont renforcées (+ 11,6 %). À l'inverse vers l'Afrique subsaharienne, qui a compté pour 30% des envois de l'UE, les exportations ont chuté (- 12,8 %) sous l'effet du recul notable des envois depuis la Belgique et les Pays-Bas. Par ailleurs, des parts de marché ont encore été regagnées vers les pays du Moyen-Orient avec des envois qui ont progressé de 23,0 %. Cette hausse s'est expliquée notamment par le repli des volumes exportés ukrainiens vers ces mêmes

destinations. Enfin vers l'Asie de l'Est, les envois sont restés quasiment à l'arrêt (- 59,8 %) sous l'effet de restrictions à l'export pour de nombreux pays européens touchés par l'IAHP.

En parallèle de cette baisse d'exportations, les importations de viandes et préparations de volailles depuis les pays tiers ont affiché une forte hausse en volume (+ 21,4 %) et encore plus en valeur (+ 87,4 %) (figure 4-27). Néanmoins, la hausse en volume est à nuancer puisque les importations sont restées inférieures à leur niveau d'avant 2019, soit avant le ralentissement des échanges mondiaux dû à la pandémie de la Covid 19.

Le principal pays importateur au sein de l'Union européenne reste les Pays-Bas qui ont importé 63 % des volumes, mais qui ont ensuite été redistribués au sein du marché européen. Les imports ont été soutenus en provenance du Brésil (+ 42,7 % en volume), principal fournisseur de l'Union européenne, avec des hausses d'achats marquées (figure 4-29). Les importations en provenance d'Ukraine ont également progressé (+ 62,6 %), favorisées par l'accord avec l'Union européenne sur la suppression des droits de douane dans le contexte de conflit avec la Russie. Dans une moindre mesure, il faut noter la progression des imports depuis la Chine (+ 77,7 %) avec l'importation estimée de 69 170 tec de viandes de volailles. Enfin depuis le Royaume-Uni, les importations se sont repliées (- 16,3 %), pénalisées par moins de volume disponible à l'export.

Si l'on s'intéresse aux échanges par type de produits, les découpes et préparations de poulet restent les premiers produits importés de l'Union européenne et ont devancé les volailles saumurées en provenance du Brésil pourtant en nette progression. L'ensemble de ces produits a représenté 65 % des volumes échangés par l'Union européenne.

Au global, le solde du commerce européen des viandes et préparations de volailles avec les pays tiers est resté positif en volume, estimé à + 1 506 tec (figures 4-24, 4-25).

› La consommation de viandes de volailles devrait se stabiliser

En 2022, la consommation de viandes de viandes de volailles dans l'UE à 27 calculée par bilan est estimée à 11 561 tec en hausse de l'ordre de 1,4 % (figure 4-21). Dans un contexte de baisse de production et d'inflation, la consommation a été soutenue par une hausse des importations en provenance des pays tiers.

› Perspectives 2023

D'après les prévisions de la Commission européenne, la production devrait rester stable en 2023 dans un contexte de demande qui pourrait également se stabiliser. L'élément déterminant restera la survenue d'épizooties d'IAHP parmi les principaux pays producteurs de l'Union européenne, déjà fragilisés par les crises qui se succèdent.

Avec des prévisions de croissance forte de la part des principaux concurrents de l'Union européenne notamment le Brésil, les exportations de l'Union européenne devrait à nouveau se replier. Quant aux importations depuis les pays tiers, elles devraient augmenter dans un contexte inflationniste qui les rend d'autant plus compétitives.

4-21 Bilan dans le secteur des volailles de chair – Union européenne à 27

| 1 000 tec | 2021 | 2022* | %22*/21 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|-------------|
| Abattage | 13 228 | 12 773 | -3,7 |
| Commerce extérieur viandes | | | |
| Exportations | 2 489 | 2 340 | -6,0 |
| Importations | 687 | 834 | 21,4 |
| Solde | +1802 | +1506 | |
| Consommation UE** | 11 397 | 11 561 | 1,4 |
| Auto approvisionnement % | 115,8 | 113,0 | |

*Estimations **Consommation calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales, Eurostat et douane française

4-22 Abattages de volailles dans l'Union européenne à 28/27

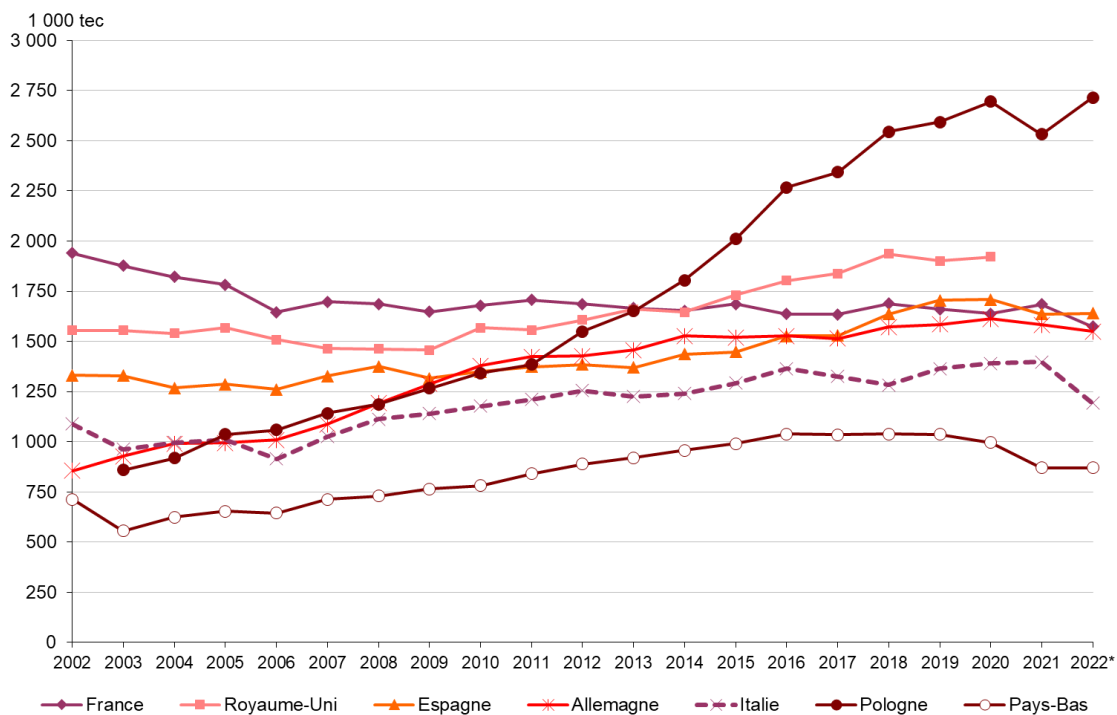
| 1 000 tec | 2019 | 2020 | 2020 | 2021 | 2022* | %22*/21 |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Pologne | 2 593 | 2 593 | 2 696 | 2 540 | 2 716 | 6,9 |
| France | 1 685 | 1 673 | 1 709 | 1 661 | 1 501 | -7,6 |
| Espagne | 1 705 | 1 705 | 1 708 | 1 629 | 1 640 | 0,7 |
| Allemagne | 1 584 | 1 584 | 1 613 | 1 588 | 1 549 | -2,4 |
| Italie | 1 364 | 1 364 | 1 390 | 1 376 | 1 192 | -13,4 |
| Pays-Bas | 1 036 | 1 036 | 996 | 869 | 871 | 0,1 |
| Hongrie | 533 | 533 | 514 | 550 | 478 | -13,1 |
| Belgique-Luxembourg | 448 | 448 | 449 | 455 | 211 | -53,5 |
| Roumanie | 498 | 498 | 462 | 465 | 489 | 5,2 |
| Portugal | 352 | 352 | 356 | 361 | 368 | 2,0 |
| Grèce | 230 | 230 | 239 | 239 | 251 | 5,1 |
| Rép. tchèque | 168 | 168 | 171 | 177 | 171 | -3,4 |
| Irlande | 167 | 167 | 177 | 176 | 167 | -4,9 |
| TOTAL UE 27/28 | 15 396 | 15 383 | 15 509 | 13 228 | 12 733 | -3,7 |

*Estimations

UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Eurostat

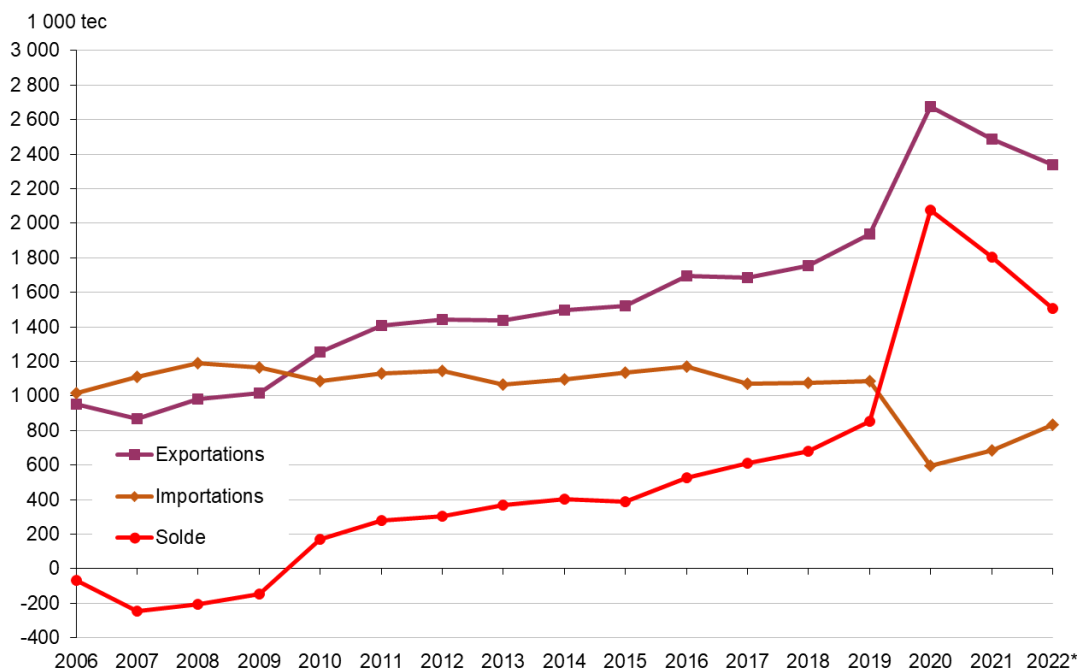
4-23 Évolution des abattages de volailles dans les principaux pays producteurs de l'UE à 27/28



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Eurostat

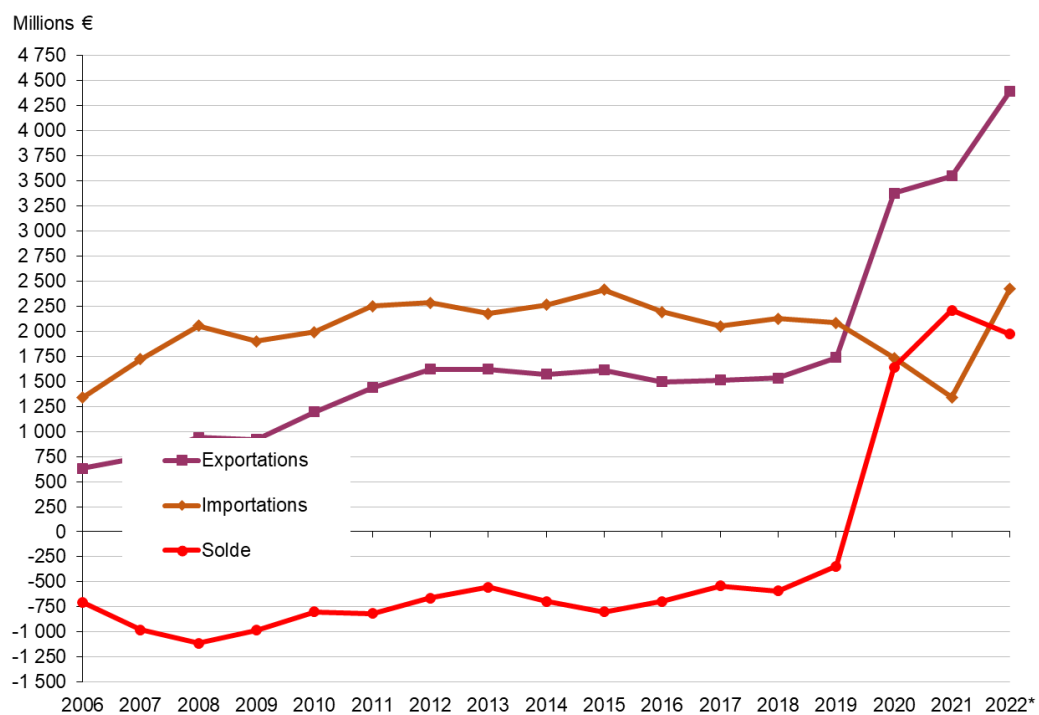
4-24 Commerce extérieur de viandes de volailles de l'UE à 27/28 avec les pays tiers en volume



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

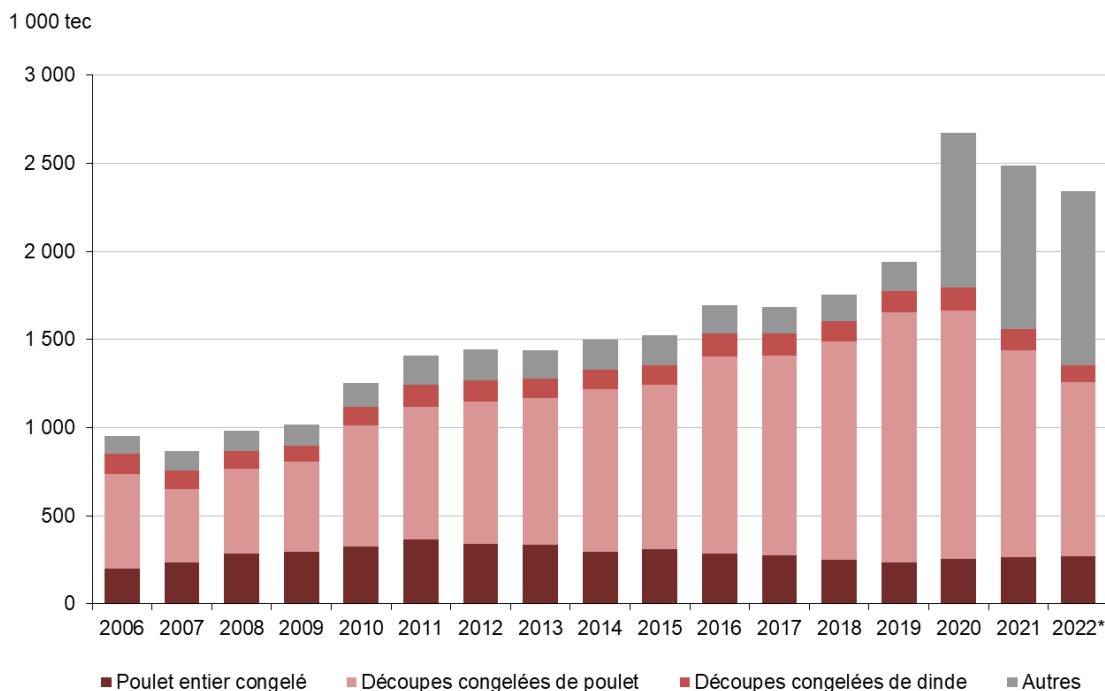
4-25 Commerce extérieur de viandes de volailles de l'UE à 27/28 avec les pays tiers en valeur



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

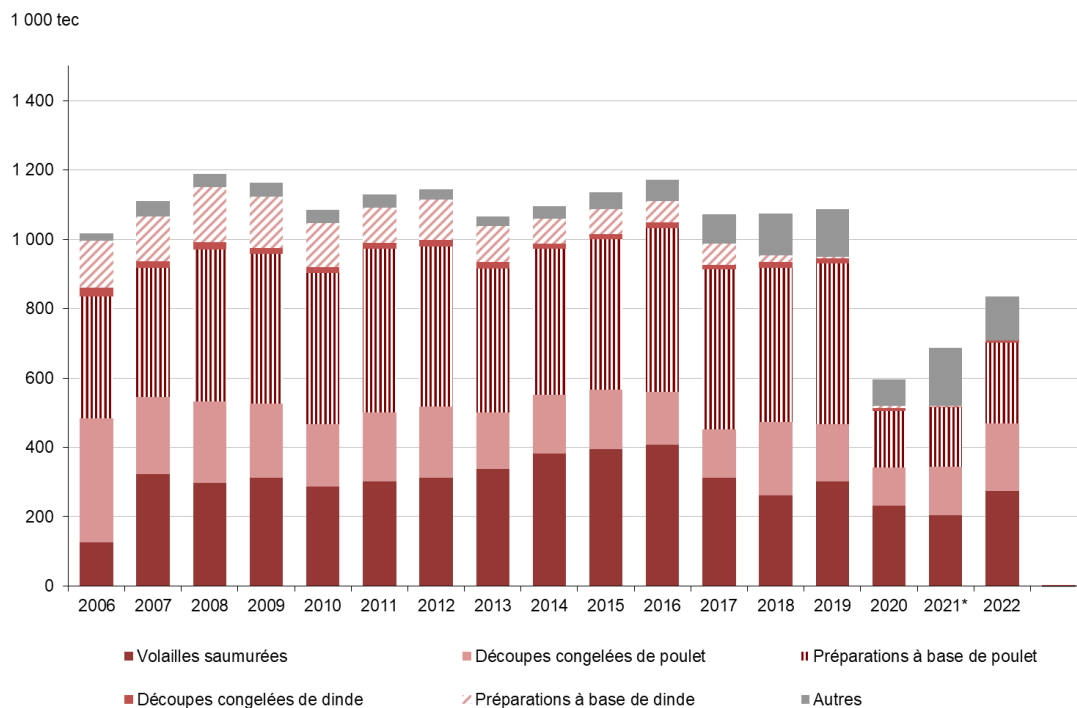
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

4-26 Structure des exportations européennes à 27/28 de viandes de volailles



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

4-27 Structure des importations européennes à 27/28 de viandes de volailles



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

4-28 Destinations des exportations européennes de viandes de volailles

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | %22*/21 |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Proche et Moyen Orient | 142 | 120 | 112 | 104 | 128 | 23,0 |
| Afrique Subsaharienne | 725 | 787 | 699 | 806 | 703 | -12,8 |
| Asie de l'Est | 384 | 486 | 350 | 179 | 72 | -59,8 |
| Autres | 502 | 545 | 1513 | 1400 | 1437 | 2,6 |
| TOTAL | 1 754 | 1 938 | 2 674 | 2 489 | 2 340 | -6,0 |

*Estimations

UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020

Source :FranceAgriMer d'après Eurostat

4-29 Origines des importations européennes de viandes de volailles

| 1 000 tec | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | %22*/21 |
|--------------|--------------|--------------|------------|------------|------------|-------------|
| Brésil | 360 | 361 | 248 | 271 | 386 | 42,7 |
| Thaïlande | 459 | 461 | 165 | 173 | 188 | 8,6 |
| Ukraine | 135 | 137 | 107 | 99 | 161 | 62,6 |
| Autres | 121 | 126 | 77 | 144 | 99 | -31,5 |
| TOTAL | 1 075 | 1 086 | 596 | 687 | 834 | 21,4 |

*Estimations

UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020

Source :FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché des œufs en France

› Forte progression du coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment poule pondeuse pour la deuxième année consécutive

En 2022, le cours de l'indice ITAVI coût des matières premières dans l'aliment poule pondeuse a dépassé son niveau historiquement haut de 2021 (+ 32,9 %) affichant une hausse sur deux ans de 66,2 % sous l'effet notable de la reprise économique mondiale post-Covid 19 puis du conflit entre l'Ukraine et la Russie. Cette hausse s'est inscrite dans un contexte inflationniste de l'ensemble des coûts de production avec notamment une hausse marquée du coût de l'énergie au deuxième trimestre qui s'est stabilisé à un plateau élevé depuis l'été.

› Une production d'œufs ralentie par l'épidémie d'IAHP

La production d'œufs de consommation a progressé en 2020 (+ 13,3 %) et en 2021 (+ 3,8 %) dans un contexte de crise sanitaire de la Covid-19 qui a bénéficié à la consommation d'œufs. En 2022, la production s'est repliée à la suite de l'épidémie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) survenue en mars dans les Pays de la Loire, deuxième région productrice d'œufs mais aussi bassin d'accoupage et de multiplication pour une partie du cheptel de poules pondeuses. Depuis cette crise la production s'est maintenue à des niveaux inférieurs à 2021, malgré un rebond des mises en place dès l'été permettant une reprise progressive de la production (figures 4-30, 4-31).

› Dans un contexte d'offre limitée, des exportations en repli

En 2020 et 2021, avec la hausse de production observée, la France a augmenté ses exportations d'œufs coquilles et d'ovoproduits. En 2022, sous l'effet d'une offre limitée, la France a diminué ses exportations en volume (- 12,6 % soit - 17 100 téoc) (figures 4-32, 4-33) qui sont néanmoins restées à la hausse en valeur sous l'effet de l'inflation (+ 27,6 %) (figures 4-34, 4-35). Cette hausse des prix a reflété les tensions sur le marché européen et les coûts de production élevés.

En volume, la baisse concerne plus les œufs coquilles (- 40,0 % soit - 13 70 téoc) que les ovoproduits (- 3,6 % soit - 3 625 téoc). Les ventes d'œufs coquilles se sont repliées vers l'ensemble des destinations ; les reculs les plus importants ont concerné les Pays-Bas et l'Allemagne (figure 4-32). Tandis que les ventes d'ovoproduits, à plus haute valeur ajoutée, ont été tirées à la baisse par le recul des envois vers l'Espagne et l'Allemagne mais sont restés en hausse vers la Belgique et l'Italie (figure 4-33).

› Un solde commercial global d'œufs coquille qui redevient négatif en 2022

Après avoir nettement reculé en 2020 et 2021, les importations d'œufs et d'ovoproduits sont reparties à la hausse en 2022 en volume (+ 30,2 % soit 38 100 téoc) (figures 4-32, 4-33) et en valeur (+ 108,2 %) (figures 4-34, 4-35). En volume, la hausse concerne aussi bien les imports d'œufs coquilles (+ 47,7 %) que d'ovoproduits (+ 20,3 %).

Les importations françaises d'œufs coquilles ont été largement couvertes par une nette hausse des envois depuis la Pologne (+ 521,9 % soit 16 616 téoc), qui devient le premier fournisseur de la

France avec 30 % de parts de marché contre 8 % en 2021. Les importations ont reculé depuis l'Espagne (- 4,1 %), premier fournisseur historique de la France.

Quant aux importations d'ovoproduits, elles ont augmenté notamment depuis l'Espagne (+ 5,3 %) et les Pays-Bas (+ 91,3 %) (figures 4-32, 4-33).

Par conséquent, le solde commercial et des échanges de la France en œufs coquilles et ovoproduits redevient négatif en 2022 (- 45 500 téoc et - 81,7 millions d'euros) renouant avec la tendance des années 2017-2019. Dans le détail, le solde de la France s'est fortement dégradé à cause des œufs coquilles (- 48 974 téoc et - 90,3 millions d'euros), tandis que le solde des ovoproduits reste positif (+ 3 245 téoc et + 8,5 millions d'euros (figures 4-36, 4-37).

› Une TNO calibre M à un niveau très élevé

Concomitamment à la chute brutale de la production en mars 2022, le cours de la TNO calibre M a très nettement progressé (figure 4-38). Sous l'effet d'un marché resté en tension, le cours a ensuite connu une nouvelle hausse en juillet 2022. Hausse qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année malgré les niveaux de prix records atteints. Ainsi en 2022, le cours moyen de la TNO s'est élevé à 12,26 €/100 œufs un niveau supérieur de 63,1% à celui de 2021.

› Une consommation à domicile d'œufs en repli par rapport à 2021

La consommation d'œufs et ovoproduits calculée par bilan, incluant la consommation à domicile et hors domicile est estimée à 935,8 téoc soit un repli de 0,9 % par rapport à 2021 (figure 4-31).

D'après les données du panel consommateur IRI, la consommation d'œufs à domicile est stable en 2022 par rapport à 2021. Cette stabilité est à nuancer, la consommation d'œufs ayant connu des niveaux exceptionnels au premier semestre 2021 sous l'effet de restrictions sanitaires liées à la Covid-19. Aussi, si on regarde sur le second semestre 2022, la consommation d'œufs s'est accélérée dépassant son niveau de 2021. Dans un contexte d'inflation générale des prix de l'alimentation, le prix moyen des œufs a progressé de 8,9 % mais demeure la protéine animale la moins chère.

› Perspectives 2023

Sous réserve d'une nouvelle crise majeure d'IAHP, la production d'œufs devrait retrouver en 2023 son niveau d'avant crise. Cette reprise pourrait s'accompagner d'un retour à la baisse des importations d'œufs coquilles.

Dans un contexte d'inflation, la consommation d'œufs devrait rester forte avec des hausses profitant particulièrement à l'œuf au sol.

Enfin, au 1er janvier 2023 entrera en vigueur l'interdiction d'élimination des poussins mâles à la naissance dans la filière poules pondeuses ; le sexage in ovo est la méthode alternative qui est installée par les opérateurs français.

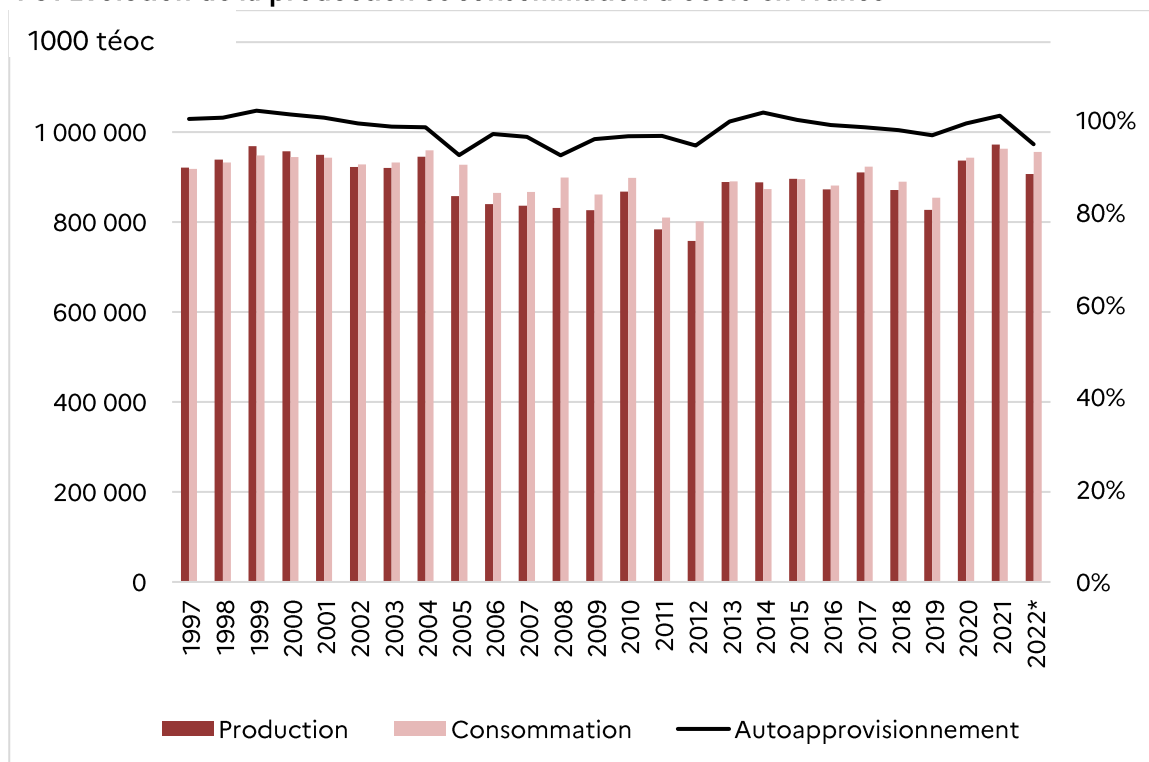
4-30 Bilan français du secteur œufs

| 1000 téoc | 2021 | 2022* | %22/21 |
|--|----------------|--------------|-------------|
| Production* | 1 042,6 | 989,0 | -5,1 |
| œufs à couvrir | 70,0 | 82,0 | 17,1 |
| œufs de consommation* | 972,6 | 907,0 | -6,7 |
| Commerce extérieur ** | | | |
| Exportations | 135,8 | 118,7 | -12,6 |
| Importations | 126,1 | 164,2 | 30,2 |
| Solde | 9,7 | -45,5 | |
| Usage non alimentaire (y.c. œufs à couvrir) | 89,1 | 98,7 | 10,9 |
| Consommation alimentaire | 943,9 | 935,8 | -0,9 |
| Auto approvisionnement % | 103,0 | 96,9 | -5,9 |

* Estimations ITAVI ** Calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française et Itavi

4-31 Évolution de la production et consommation d'oeufs en France



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française et ITAVI

4-32 Commerce extérieur d'œufs coquilles en volume

| téoc | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Exportations | 20 179 | 20 517 | 31 794 | 33 723 | 20 246 | -40,0 |
| Union européenne | 18 452 | 18 779 | 29 859 | 32 267 | 18 538 | -42,5 |
| Belgique | 3 169 | 4 812 | 6 846 | 6 410 | 4 664 | -27,2 |
| Pays-Bas | 10 114 | 8 370 | 14 176 | 10 579 | 6 020 | -43,1 |
| Allemagne | 86 | 905 | 2 954 | 7 660 | 2 974 | -61,2 |
| Pays tiers | 1 727 | 1 738 | 1 935 | 1 456 | 1 708 | 17,3 |
| Suisse | 1 363 | 1 340 | 1 083 | 1 031 | 986 | -4,3 |
| Importations | 60 625 | 63 370 | 56 378 | 46 871 | 69 220 | 47,7 |
| Union européenne | 60 582 | 63 326 | 54 677 | 46 520 | 69 183 | 48,7 |
| Espagne | 31 366 | 36 652 | 32 320 | 29 193 | 28 010 | -4,1 |
| Pays-Bas | 6 127 | 4 144 | 3 549 | 2 770 | 3 127 | 12,9 |
| Belgique | 4 126 | 5 085 | 6 989 | 5 898 | 6 360 | 7,8 |
| Pays tiers | 43 | 44 | 1 701 | 351 | 37 | -89,5 |
| SOLDE | -40 446 | -42 852 | -24 584 | -13 148 | -48 974 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-33 Commerce extérieur d'ovoproduits en volume

| téoc | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Exportations | 96 197 | 93 617 | 95 791 | 102 090 | 98 466 | -3,6 |
| Union européenne | 82 284 | 79 931 | 74 741 | 77 837 | 77 007 | -1,1 |
| Belgique | 21 633 | 18 853 | 21 222 | 25 345 | 27 095 | 6,9 |
| Allemagne | 8 820 | 12 630 | 13 333 | 10 898 | 8 531 | -21,7 |
| Espagne | 14 202 | 12 093 | 10 426 | 9 233 | 8 158 | -11,6 |
| Italie | 8 001 | 10 040 | 11 399 | 11 234 | 13 296 | 18,4 |
| Pays Tiers | 13 913 | 13 686 | 21 050 | 24 253 | 21 459 | -11,5 |
| Suisse | 1 037 | 1 084 | 1 063 | 1 028 | 1 388 | 35,1 |
| Thaïlande | 478 | 297 | 367 | 476 | 328 | -31,0 |
| Japon | 709 | 659 | 867 | 725 | 816 | 12,5 |
| Importations | 74 122 | 78 117 | 77 300 | 79 128 | 95 220 | 20,3 |
| Union européenne | 74 038 | 77 951 | 73 864 | 78 584 | 94 797 | 20,6 |
| Pays-Bas | 17 721 | 19 911 | 14 976 | 14 790 | 28 293 | 91,3 |
| Espagne | 24 061 | 23 242 | 25 122 | 30 050 | 31 650 | 5,3 |
| Belgique | 10 733 | 13 866 | 11 784 | 11 411 | 12 895 | 13,0 |
| Italie | 9 046 | 9 452 | 10 971 | 8 491 | 6 623 | -22,0 |
| Pays Tiers | 84 | 165 | 3 436 | 544 | 423 | -22,2 |
| SOLDE | +22 075 | +15 501 | +18 491 | +22 963 | +3 245 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-34 Commerce extérieur d'œufs coquilles en valeur

| Milliers € | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|--------------|
| Exportations | 26 530 | 24 671 | 34 535 | 37 214 | 33 245 | -10,7 |
| Union européenne | 22 627 | 20 816 | 30 622 | 33 483 | 28 385 | -15,2 |
| Belgique | 7 480 | 7 432 | 9 499 | 10 115 | 9 959 | -1,5 |
| Pays-Bas | 9 122 | 7 362 | 12 090 | 9 882 | 6 839 | -30,8 |
| Allemagne | 248 | 966 | 3 530 | 6 352 | 5 401 | -15,0 |
| Pays tiers | 3 904 | 3 855 | 3 913 | 3 731 | 4 860 | 30,3 |
| Suisse | 2 920 | 2 923 | 2 607 | 2 761 | 2 907 | 5,3 |
| Royaume-Uni | 460 | 311 | 427 | 113 | 698 | 518,0 |
| | 67 676 | 65 101 | 56 779 | 47 287 | 123 546 | |
| Importations | 66 901 | 64 377 | 54 997 | 46 965 | 123 446 | 161,3 |
| Union européenne | 34 947 | 37 344 | 32 178 | 29 444 | 48 164 | 162,8 |
| Espagne | 6 243 | 4 210 | 3 634 | 2 933 | 5 766 | 63,6 |
| Pays-Bas | 4 714 | 5 779 | 7 603 | 6 613 | 10 937 | 96,6 |
| Belgique | 775 | 723 | 1 782 | 322 | 100 | 65,4 |
| Pays tiers | | | | | | -69,1 |
| SOLDE | -3 892 | +8 226 | -2 927 | -29 337 | -90 301 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-35 Commerce extérieur d'ovoproduits en valeur

| Milliers € | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Exportations | 107 852 | 97 310 | 98 892 | 106 141 | 149 681 | 41,0 |
| Union européenne | 86 211 | 77 238 | 68 325 | 72 571 | 96 350 | 32,8 |
| Belgique | 17 936 | 13 229 | 15 938 | 17 445 | 25 709 | 47,4 |
| Allemagne | 9 839 | 12 791 | 13 425 | 11 098 | 12 843 | 15,7 |
| Espagne | 15 379 | 12 030 | 10 155 | 10 286 | 10 971 | 6,7 |
| Italie | 7 947 | 9 361 | 9 897 | 11 000 | 15 920 | 44,7 |
| Pays tiers | 21 642 | 20 072 | 30 567 | 33 571 | 53 332 | 58,9 |
| Suisse | 1 442 | 1 663 | 1 517 | 1 621 | 2 430 | 49,9 |
| Royaume-Uni | 17 546 | 11 843 | 9 069 | 8 065 | 1 761 | 52,5 |
| Importations | 77 252 | 75 659 | 72 937 | 78 176 | 141 177 | 80,6 |
| Union européenne | 77 062 | 75 421 | 70 357 | 77 506 | 140 789 | 81,6 |
| Pays-Bas | 17 291 | 16 305 | 12 340 | 11 872 | 30 287 | 155,1 |
| Espagne | 23 618 | 22 080 | 23 793 | 27 472 | 48 997 | 78,4 |
| Belgique | 14 060 | 15 859 | 14 510 | 15 855 | 25 817 | 62,8 |
| Italie | 10 551 | 10 179 | 10 307 | 9 926 | 14 038 | 41,4 |
| Pays tiers | 189 | 238 | 2 580 | 670 | 388 | -42,1 |
| SOLDE | +30 601 | +21 651 | +25 955 | +27 966 | +8 505 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-36 Commerce extérieur d'œufs en volume

| téoc | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Exportations | 116 376 | 114 135 | 127 585 | 135 813 | 118 712 | -12,6 |
| Œufs coquilles | 20 179 | 20 517 | 31 794 | 33 723 | 20 246 | -40,0 |
| Ovoproduits | 96 197 | 93 617 | 95 791 | 102 090 | 98 466 | -3,6 |
| Importations | 134758 | 141548 | 133744 | 126133 | 164228 | 30,2 |
| Œufs coquilles | 60 625 | 63 370 | 56 378 | 4 6871 | 69 220 | 47,7 |
| Ovoproduits | 74 122 | 78 117 | 77 300 | 7 9128 | 95 220 | 20,3 |
| Solde | -18 382 | -27 413 | -6 160 | +9 680 | -45 517 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

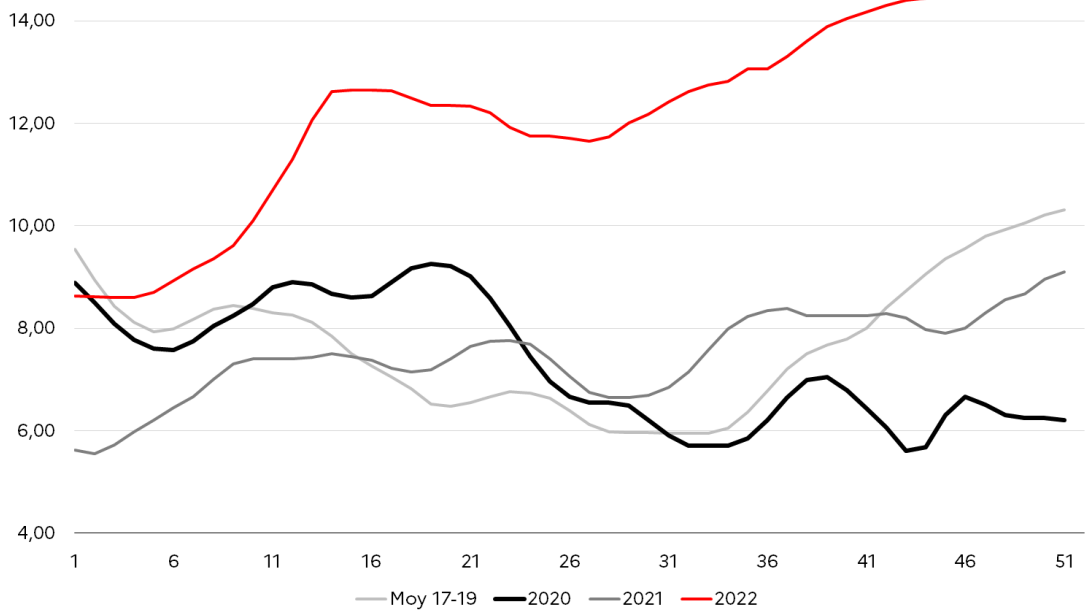
4-37 Commerce extérieur d'œufs en valeur

| Milliers € | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|---------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Exportations | 134 382 | 121 981 | 133 427 | 143 355 | 182 926 | 27,6 |
| Œufs coquilles | 26 530 | 24 671 | 34 535 | 37 213 | 33 245 | -10,7 |
| Ovoproduits | 107 852 | 97 310 | 98 891 | 106 141 | 149 681 | 41,0 |
| | 144 927 | 140759 | 129 716 | 125 462 | 264 722 | |
| Importations | 67 675 | 65 100 | 56 779 | 47 287 | 123 545 | 111,0 |
| Œufs coquilles | 77 251 | 75 659 | 72 937 | 78 175 | 141 176 | 161,3 |
| Ovoproduits | | | | | | 80,6 |
| Solde | -10 544 | -18 778 | +3 711 | +17 892 | -81 796 | |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-38 Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires

€/100 œufs



Source : FranceAgriMer d'après le journal Les marchés



LAITS

Le marché français du lait de vache

› La collecte a été marquée par un nouveau recul

En 2022, la **collecte française de lait de vache s'est établie à 23,3 milliards de litres**, un volume en recul de 0,8 % (figure 5-4). La collecte conventionnelle a été moins affectée que le total national, et a affiché un repli de 0,7 %. Les volumes de lait sous AOP ont quant à eux été plus touchés, en diminuant de 2,4 %. Au niveau national, l'écart a été particulièrement creusé entre avril et août. Une majorité des régions ont été affectées par ce repli : en particulier, les volumes ont reflué de 1,3 % en Bretagne. Seules 3 régions ont connu une hausse de leur collecte en 2022 : la région Pays de la Loire (+ 0,3 %), la région Grand Est (+ 1,0 %) et la région Bourgogne-Franche-Comté (+ 0,7 %).

Les **conditions climatiques** ont pu affecter les volumes collectés. En effet, si le début du printemps était plutôt favorable à la pousse d'herbe qui était excédentaire de plus de 20 % au 20 avril 2022, le manque de précipitations auquel se sont ajoutées les fortes températures estivales ont affecté l'état des prairies permanentes françaises. Au 20 septembre, l'indice de rendement était déficitaire de 33 %. Les conditions climatiques de la période estivale ont causé d'autant plus de problèmes aux filières sous SIQO, aux systèmes plus herbagers comme en agriculture biologique, ou pour d'autres cas où le temps au pâturage est une exigence du cahier des charges de l'appellation. Le retour des précipitations à l'automne et les températures plus élevées que la normale ont permis un retour de la pousse d'herbe à l'automne. Au 20 novembre, l'indicateur de rendement n'affichait plus qu'un déficit de 24 %. Ces conditions météorologiques peuvent expliquer en partie les dynamiques de la collecte sur l'été et la reprise observée à l'automne. Pour autant, elles n'expliquent pas les forts décrochages en avril et en mai.

La baisse du cheptel peut être un autre élément d'explication de la diminution de la collecte. En effet, au niveau national, le nombre de femelles laitières de plus de 36 mois présentes au 1^{er} avril 2022 avait diminué de 4,0 % par rapport à 2021 (figure 5-1, 5-3). Dans les principales régions laitières, on peut noter que le recul a été plus marqué en Bretagne (- 4,2 %) qu'en Normandie (- 3,5 %) et en Pays de la Loire (- 3,3 %). Par ailleurs, le nombre de livreurs semble avoir également diminué : en effet, en janvier 2022, la collecte a été effectuée auprès de 45 952 producteurs d'après l'enquête mensuelle laitière, soit presque 2 000 de moins qu'à la même date en 2021.

Dans le même temps, la hausse des coûts de production observée dès la fin 2020 (figure 5-28) s'est intensifiée en 2022. Le prix élevé des aliments achetés a également pu modérer leur utilisation, ce qui a pu pénaliser les volumes produits par animal. En effet, l'Ipampa lait de vache a augmenté de 18,7 % en moyenne en 2022 par rapport à 2021. En particulier, les aliments achetés, qui représentent 32 % du total des charges pris en compte dans le calcul de l'Ipampa lait de vache, ont augmenté de 24,6 %. Par ailleurs, les élevages ont aussi dû faire face à d'importantes augmentations du poste énergie (+ 35,6 %) et du poste engrais et amendements (+ 74,8 %).

› Le manque de disponibilité en lait a touché les fabrications

La baisse de la collecte a mécaniquement des conséquences sur les fabrications. Dans le même temps, les taux butyreux et protéique ont également été en baisse en 2022. En effet, le taux de matière grasse moyen était de 41,86 g/l, soit une diminution de 0,27 g/l, et le taux de matière protéique était de 33,52 g/l, en repli de 0,19 g/l. Ainsi, en MSU, le recul de la collecte est encore plus marqué (- 1,4 %).

Quasiment toutes les familles de produits ont été touchées par l'amointrissement des volumes collectés, à l'exception de la crème et des fromages blancs (figure 5-7, 5-8).

Les fabrications de lait conditionné ont diminué de 4,1 % en 2022 par rapport à 2021. Le lait UHT en particulier a perdu 4,5 % en volume, tandis que le lait aromatisé a progressé de 4,5 %, probablement porté par les innovations sur ce segment.

Les volumes de yaourts et desserts lactés ont perdu 1,5 %. Les yaourts ont plus perdu en volume (- 2,3 %) que les desserts lactés frais qui sont eux restés stables (+ 0,3 %). Les desserts lactés longue conservation ont également diminué (- 0,5 %). Appartenant également au segment des ultra-frais, **les fromages blancs et petits suisses ont quant à eux augmenté de 4,5 %.**

La production de matières grasses a diminué de 1,0 % au total. En particulier, les fabrications de beurre ont reculé de 1,8 %. Les volumes de matière grasse laitière anhydre et de butteroil se sont également repliés.

Les volumes de poudres de lait ont reculé de 5,2 %. En particulier, les fabrications de poudre maigre ont perdu 6,7 %. Pour ce produit, les fabrications étaient en baisse dès janvier, et la dynamique ne semble pas être liée à la crise énergétique qui a démarré au début de la guerre en Ukraine. La production de poudre grasse a moins reculé (- 3,3 %) ; de fortes hausses mensuelles ont même été observées en janvier, juin et septembre. **Les fabrications de poudre de lactosérum ont quant à elles diminué de 5,1 %.**

La famille des fromages (hors petits suisses et fromages blancs) a perdu 2,2 % de volume par rapport à 2021. Pourtant, les dynamiques ont été différentes suivant les produits :

- La production de **pâtes persillées** a grossi de 0,5 %. Les pâtes filées ont également progressé (+ 4,0 %), de même que les pâtes fraîches à tartiner (+ 1,7 %).
- Le total de **fromages à pâte pressée non cuite** a diminué de 2,0 %. Si certains fromages ont été en nette diminution comme la catégorie englobant les tommes, Saint Nectaire, pyrénées et Morbier (- 3,7 %) et le fromage à raclette (- 5,3 %), d'autres ont connu de belle progression comme la catégorie « edam, gouda et mimolette » (+ 7,4 %) ainsi que la catégorie « Cantal, Laguiole et Salers » (+ 3,2 %).
- Les volumes de toutes les **pâtes molles** se sont contractés (- 3,4 %) : les camemberts ont légèrement diminué en volume (- 0,7 %), les bries et coulommiers ont perdu 1,8 % et les autres pâtes molles ont reculé de 6,1 %.
- Tous les **fromages à pâte pressée cuite** ont connu des baisses de volumes produits : les fabrications d'emmental ont réduit de 3,8 %, celles de comté de 0,7 %, celles de beaufort de 6,8 %. Les autres fromages à pâte pressée cuite ont diminué de 10,6 % en volume.

Enfin, **les fabrications de crème ont augmenté de 1,7 %** en 2022 par rapport à 2021, portées par la crème longue conservation, en hausse de 2,5 %, tandis que les volumes de crème fraîche n'ont progressé que de 0,3 %.

› Le prix du lait conventionnel a augmenté en 2022

La hausse du prix du lait français a débuté en avril 2021 et n'a quasiment pas été interrompue depuis (figure 5-20 à 5-24). Ainsi, pour la deuxième année consécutive, il n'a pas évolué selon le schéma saisonnier habituel, à savoir, sans diminution du prix au printemps. En 2022, **le prix du lait conventionnel 38/32 a été de 422,4 €/1 000 l**, soit une hausse de 80,2 € en moyenne (+ 23,4 %). Le prix réel a lui été en moyenne de 445,7 €/1 000 l, une augmentation de 77,2 € par à 2021 (+ 20,9 %).

L'indice de prix du lait AOP était de 143,0 points en novembre 2022 soit 20,5 points de plus sur un an glissant. Le prix du lait biologique a moins progressé (+ 0,8 % pour le prix réel).

La collecte française n'a pas été stimulée par ces niveaux de prix qui ont pourtant été des records historiques. Ces prix du lait ont par ailleurs permis d'améliorer la marge MILC, malgré la hausse des charges en élevage : en effet, au mois de novembre 2022, elle s'est établie à 159,82 €/1 000 l, soit 58,6 € de plus qu'en novembre 2021.

Ces niveaux de prix ont été permis par les hausses observées sur les prix des produits industriels (figure 5-16), notamment au premier semestre, où les tendances de fin 2021 se sont poursuivies, tirées par un reflux de l'offre dans un contexte de reprise de la demande en sortie de crise sanitaire de la Covid-19 :

- Le **prix des contrats de poudre de lait écrémé** a atteint 4 378 €/t en semaine 15 de 2022, un nouveau record pour cette cotation. Le prix s'est toutefois nettement replié au cours de l'année, repassant même sous la barre des 3 000 €/t plusieurs fois. Ce repli est à relier à une tendance baissière mondiale, face au retour de la production dans certains des grands bassins exportateurs, ainsi que face à la baisse de la demande chinoise (voir partie Monde). Ainsi, en moyenne, le prix a été de 3 681 €/t, en hausse de 39,1 % par rapport à 2021.
- La cotation ATLA de **la poudre grasse** a été de 5 200 €/t à son point le plus haut de 2022, de la semaine 15 à la semaine 20. En moyenne, la cotation s'est établie à 4 817 €/t en 2022.
- Le prix des contrats de **beurre** a connu un maximum de 7 955 €/t (moyenne glissante 4 semaines), en semaine 24. Il a été en moyenne sur l'année à 7 203 €/t. Le prix s'est maintenu à son niveau élevé plus longtemps que la poudre, mais des tendances baissières se sont faites sentir en fin d'année.
- Le **lactosérum** a quant à lui atteint 1 455 €/t, et une moyenne de 1 149 €/t sur l'année 2022. La cotation a entamé une baisse très prononcée à partir de la semaine 25, notamment en raison des moindres achats chinois sur le marché mondial.

› Malgré les hausses des prix des produits laitiers, le solde financier des échanges s'est dégradé

Le **solde du commerce extérieur s'est dégradé en 2022 par rapport à 2021** (figure 5-12, 5-13) : les échanges ont augmenté en valeur, qu'il s'agisse des exportations ou des importations mais ces dernières ont plus progressé (figure 5-14).

Le solde en valeur s'est notamment amélioré pour **les poudres infantiles, les poudres de lait écrémé, les poudres grasses et les poudres de lactosérum**. Le solde des échanges en volume s'est pourtant dégradé pour une partie de ces produits. La forte revalorisation des prix des produits industriels explique cette dynamique.

Les exportations de **poudre maigre** ont diminué en volume de 16,5 % (figure 5-9) ; les envois ont surtout baissé vers les pays tiers (- 22,1%), et en particulier vers la Chine (- 53,1%). Les exportations vers l'Algérie et l'Égypte ont cependant progressé (+ 59,7 % et + 17,6 %). Les volumes à destination de l'UE ont moins diminué (- 8,0 %). Elles ont nettement progressé vers l'Italie (+ 18,1 %), mais reculé vers les autres destinations européennes habituelles, notamment vers les Pays-Bas, l'Espagne et la Belgique.

Les envois de **poudre grasse** ont diminué de 10,7 %, mais ont progressé vers les pays de l'UE (+ 3,0 %) et notamment vers les principales destinations que sont l'Allemagne, la Belgique et l'Italie. Les exportations vers la Chine ont augmenté de 41,2 %, mais cette hausse n'a pas compensé les volumes perdus à destination du Royaume-Uni (- 39,0 %) et de l'Algérie (- 65,0 %).

Les volumes de **poudre infantile** exportés ont grossi de 5,9 % en volume, avec des progressions à la fois vers l'UE (+ 8,9 %) et les pays tiers (+ 4,7 %). Les tonnages exportés vers la Chine ont repris (+ 17,9 %), après une diminution ses dernières années. Les volumes exportés n'ont cependant pas retrouvé un niveau équivalent à celui de 2020 ou d'avant. Cependant, les importations ont également grossi pour ce produit (+ 13,9 %).

Les exportations de **lactosérum** ont diminué de 15,4 %. Les envois ont ralenti à la fois vers l'UE 27 et vers les pays tiers. En particulier, des baisses ont été enregistrées vers les deux premières destinations, les Pays-Bas (- 29,3 %) et vers la Chine (- 34,2 %).

À l'inverse, le solde des échanges de **fromages** s'est amélioré en volume, mais dégradé en valeur. En volume, les exportations de fromages à pâte pressée non cuite se sont améliorées (+ 6,5 %) tandis qu'elles sont restées stables pour les fromages à pâte pressée cuite. La France est toutefois restée importatrice nette pour ces deux catégories de fromages, même si on peut également noter une baisse des importations de fromages à pâte pressée cuite (- 5,4 %). Les exportations françaises de fromages à pâte fraîche ont diminué (- 4,8 %) pour la 3^e année consécutive.

Les échanges de **crème** se sont fortement ralentis en 2022. En effet, en volume, les exportations françaises de crème ont perdu 7,5 % et les importations se sont réduites de 12,8 %. Le solde en volume s'est amélioré, passant de + 25 500 tonnes en 2021 à + 32 300 tonnes en 2022. Pourtant le solde en valeur a été de - 69,2 M€. En valeur, les exportations de crème ont augmenté de 16,2 %, tandis que les importations ont bondi de 32,6 %.

Le solde commercial des **matières grasses** est traditionnellement négatif. En 2022, il s'est creusé de 23 600 tonnes et de 483 M€. Les envois de beurre ont reculé en volume (- 1,0 %) tandis que les importations ont grossi de 10,3 %. Les exportations de matières grasses se sont surtout dégradées avec les autres pays membres de l'UE, notamment avec l'Italie et l'Allemagne, tandis que les envois vers la Belgique (1^{ère} destination du beurre français) ont progressé de 6,7 %. Les exportations vers les pays tiers ont progressé de 4,0 %, avec notamment des hausses pour les volumes à destination de la Corée du Sud (+ 9,7 %), mais également à destination du Royaume-Uni (+ 3,5 %), de Taiwan (+ 8,9 %) et de la Chine (+ 5,6 %).

Au total, **le solde des échanges de produits laitiers s'est établi à + 3,0 Md€ en 2022**, soit une baisse de 411,8 M€ par rapport à 2021.

› Une consommation impactée par la hausse généralisée des prix

Les produits laitiers ont connu de nettes hausses de prix en 2022. En moyenne en 2022, l'indice de prix à la consommation (IPC, figure 5-29) du lait demi-écrémé a augmenté de 7,9 % et celui des yaourts de 7,1 %. L'IPC des fromages a été en moyenne supérieur de 8,1 %. L'augmentation a été plus forte encore pour le beurre (+ 11,2 %). Relativement stables sur les deux premiers mois de l'année, les premières hausses des prix sont intervenues à partir de mars, soit à la fin des premières négociations commerciales de l'année. Sur 2022, les prix de production ont augmenté, comme en témoignent les évolutions des indices INSEE : l'IPPI lait liquide a augmenté de 6,1 % en moyenne en 2022, de même que pour l'IPPI fromages. L'IPPI yaourts et laits fermentés à quant à lui connu une hausse de 4,9 %. C'est le prix de production du beurre qui a le plus augmenté (+ 12,3 %). Les transformateurs laitiers ont ainsi pu répercuter les hausses des charges, du moins en partie, notamment les fortes hausses du gaz, nécessaire à la production de produits laitiers, mais aussi des prix des emballages. En effet, l'indice INSEE du prix de production des emballages plastiques a augmenté en moyenne de 16,6 points en 2022 par rapport à 2021. Les emballages en papier et en carton ont quant à eux augmenté de 25,1 points en moyenne.

Ces hausses de prix, dans un contexte inflationniste, expliquent au moins en partie que les produits laitiers se soient moins vendus en 2022. En effet, d'après le panel IRI, les ventes de produits laitiers dans les GMS (hors EDMP) ont diminué :

- Les volumes de lait longue conservation ont perdu 3,3 % par rapport à 2021, et 3,6 % par rapport à 2019 ;
- Les ventes de beurre ont diminué de 5,1 % (- 2,4 % par rapport à 2019) et celles de crème ont baissé de 3,9 %. Ces dernières sont restées supérieures au niveau de 2019 (+ 5,2 %) ;
- Les tonnages de fromages vendus au rayon libre-service ont perdu 1,9 % (mais ont été en hausse de 3,0 % par rapport à 2019) ;
- Les volumes d'ultra-frais ont diminué de 1,8 % et de 1,2 % par rapport à 2019.

Une partie de ces diminutions est encore imputable au différentiel entre la situation sanitaire de 2021 et celle de 2022. En effet, le début d'année 2021 était encore marqué par la fermeture d'une partie de la RHD. Ainsi, le retour à une situation plus normale implique une baisse des achats en grande surface. Cependant, pour certains produits les volumes ont été inférieurs à 2019, notamment pour le lait conditionné et les ultra-frais, catégories qui étaient déjà en diminution avant la crise sanitaire de la Covid-19.

Pour une grande partie des produits, **la part des marques nationales dans le total des ventes s'est légèrement repliée au profit des marques distributeurs** : c'est le cas pour le lait longue conservation (- 0,8 point), les fromages (- 0,6 point) et les produits ultra-frais (- 1,1 point). À l'inverse **pour les matières grasses, ce sont les parts des marques nationales qui ont progressé** : + 1,6 point pour le beurre et + 0,5 point pour la crème.

› La filière biologique toujours fragilisée par la baisse de la consommation

La filière lait de vache biologique connaît depuis la sortie de crise de la Covid-19 une diminution de la demande pour la consommation des ménages. Pourtant, la collecte est toujours en hausse (+ 2,7 %, figure 5-26). La conséquence, déjà perceptible en 2021, a été l'accentuation des volumes déclassés et donc non valorisés dans la filière biologique. En effet, malgré la hausse de la collecte, les fabrications de produits laitiers biologiques ont toutes diminué :

- Les volumes de **laits conditionnés biologiques produits** ont diminué de 9,4 % par rapport à 2021.
- Les **yaourts et laits fermentés biologiques** ont perdu 10,4 % tandis que le repli des fabrications de desserts lactés a été de 17,3 %.
- Les **matières grasses** ont également connu une diminution de la production : les crèmes ont perdu 27,0 % de leurs volumes et le beurre a diminué de 19,7 %
- Les plus faibles réductions de volumes ont concerné la catégorie des **fromages**, avec une production de fromage frais qui a subi une diminution modérée (- 0,8 %) et des tonnages en recul de 5,1 % pour les autres types de fromages.

En 2022, le taux d'utilisation (fabrications/collecte) de la matière grasse a diminué de 3,6 points pour s'établir à 60,7 %. Le taux d'utilisation de la matière protéique serait quant à lui passé à 50,3 % (- 1,7 points).

Le prix du lait biologique a néanmoins pu se maintenir (figure 5-27) : en effet, **le prix réel du lait biologique a été de 485,9 €/1 000 l**, soit un niveau stable par rapport au prix de 2021 (+ 0,8 %).

5-1 Cheptel de femelles laitières en France au 1^{er} avril

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Femelles de plus de 36 mois | 3 164 | 3 128 | 3 068 | 2 979 | 2 877 | -3,4 |
| Femelles de 24-36 mois | 1 154 | 1 109 | 1 038 | 1 029 | 971 | -5,6 |
| Total | 4 318 | 4 237 | 4 105 | 4 007 | 3 848 | -4,0 |

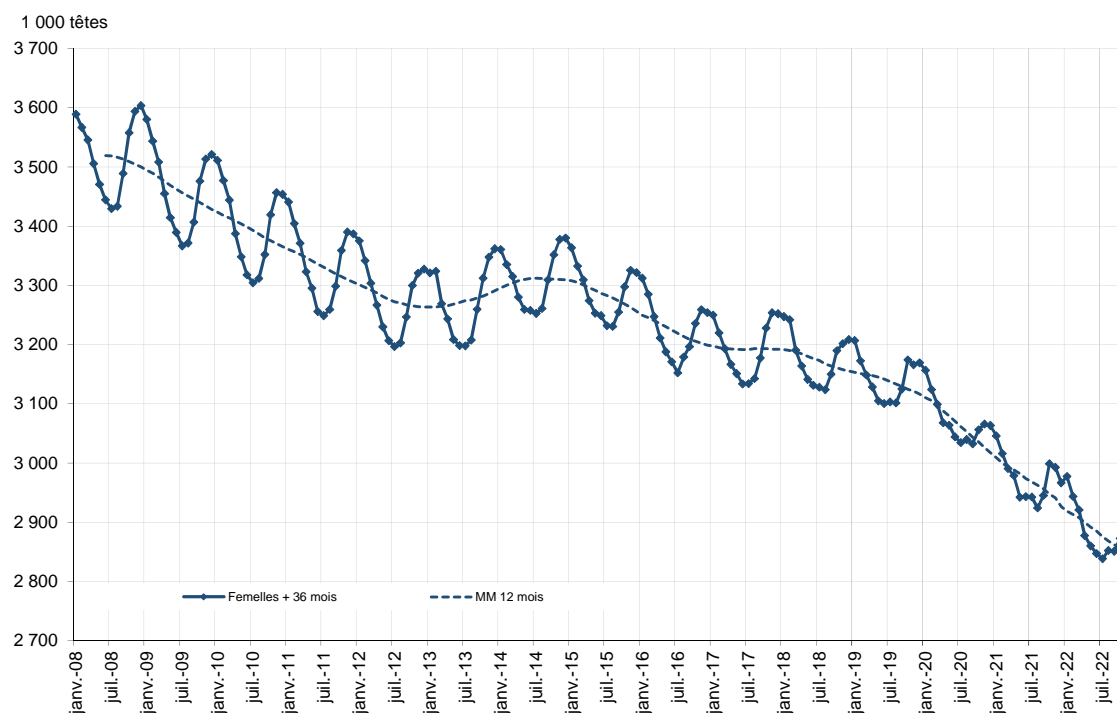
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

5-2 Cheptels régionaux de femelles laitières de + 36 mois au 1^{er} avril

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|---------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 439 | 429 | 417 | 406 | 397 | -2,3 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 248 | 246 | 245 | 240 | 234 | -2,6 |
| Bretagne | 625 | 624 | 611 | 596 | 572 | -4,2 |
| Grand-Est | 292 | 287 | 285 | 276 | 268 | -2,8 |
| Hauts-de-France | 254 | 255 | 251 | 242 | 238 | -2,0 |
| Normandie | 520 | 518 | 507 | 494 | 476 | -3,5 |
| Nouvelle-Aquitaine | 162 | 154 | 148 | 139 | 130 | -7,0 |
| Occitanie | 120 | 115 | 110 | 105 | 100 | -4,9 |
| Pays de la Loire | 437 | 435 | 429 | 417 | 403 | -3,3 |

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

5-3 Évolution du cheptel de femelles laitières de plus de 36 mois, au 1^{er} de chaque mois



Source : FranceAgriMer d'après BDNI

5-4 Collecte française de lait de vache

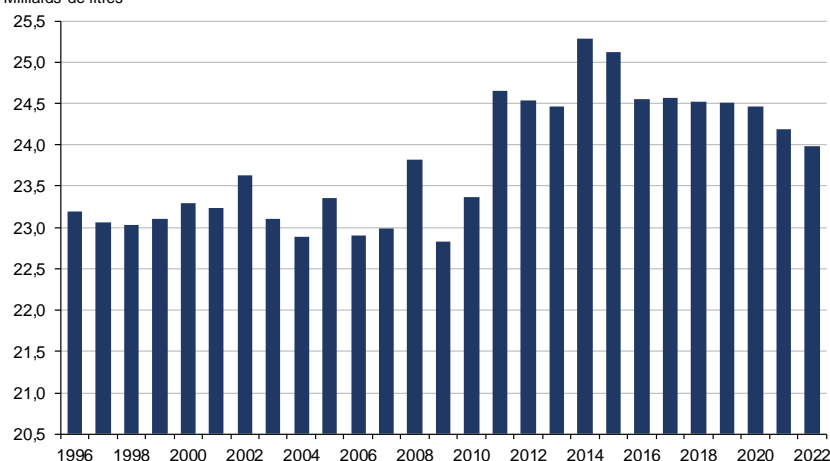
| 1 000 l | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------|
| Janvier | 2 143 005 | 2 087 319 | 2 114 124 | 2 041 798 | 2 012 261 | -1,4 |
| Février | 1 958 624 | 1 911 162 | 1 937 856 | 1 879 432 | 1 864 305 | -0,8 |
| Mars | 2 150 286 | 2 143 429 | 2 162 054 | 2 126 838 | 2 110 711 | -0,8 |
| Avril | 2 124 802 | 2 119 754 | 2 115 379 | 2 119 638 | 2 077 901 | -2,0 |
| Mai | 2 165 570 | 2 147 229 | 2 107 450 | 2 169 529 | 2 135 341 | -1,6 |
| Juin | 1 967 225 | 1 971 531 | 1 955 702 | 1 971 398 | 1 935 104 | -1,8 |
| Juillet | 1 923 481 | 1 902 908 | 1 948 049 | 1 915 588 | 1 912 342 | -0,2 |
| Août | 1 849 493 | 1 868 767 | 1 845 383 | 1 866 254 | 1 819 689 | -2,5 |
| Septembre | 1 788 810 | 1 806 433 | 1 812 731 | 1 768 163 | 1 776 161 | 0,5 |
| Octobre | 1 882 148 | 1 910 833 | 1 890 101 | 1 855 479 | 1 882 348 | 1,4 |
| Novembre | 1 854 935 | 1 888 927 | 1 873 030 | 1 820 537 | 1 840 876 | 1,1 |
| Décembre | 2 002 309 | 2 035 253 | 1 991 088 | 1 940 100 | 1 914 703 | -1,3 |
| Total | 23 810 688 | 23 793 545 | 23 752 947 | 23 474 754 | 23 281 742 | -0,8 |

Février 2020 ramené à 28 jours

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-5 Collecte annuelle de lait de vache en France

Milliards de litres

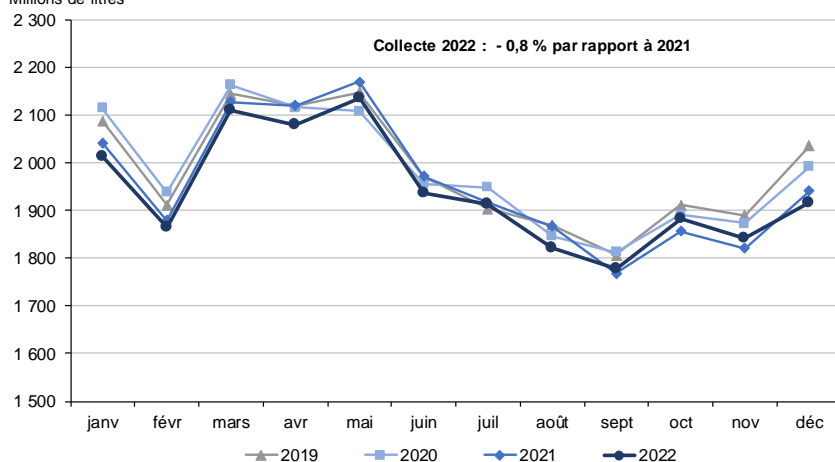


*Estimation pour le mois de décembre sur la base du sondage hebdomadaire

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-6 Collecte mensuelle de lait de vache en France

Millions de litres



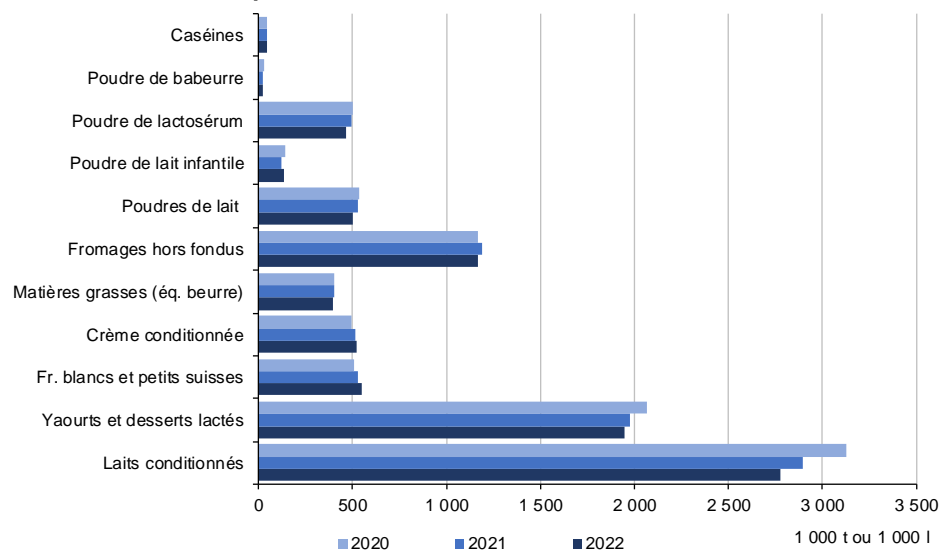
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-7 Fabrications de produits laitiers en France

| 1 000 t ou 1 000 l | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Laits conditionnés | 3 197 | 3 071 | 3 130 | 2 896 | 2 777 | -4,1 |
| Lait UHT | 2 935 | 2 850 | 2 909 | 2 656 | 2 537 | -4,5 |
| Yaourts et desserts lactés | 2 121 | 2 026 | 2 068 | 1 976 | 1 946 | -1,5 |
| Yaourts et laits fermentés | 1 454 | 1 375 | 1 415 | 1 347 | 1 316 | -2,3 |
| Desserts lactés frais | 627 | 606 | 609 | 596 | 598 | 0,3 |
| Desserts lactés de conserve | 40 | 46 | 44 | 33 | 33 | -0,5 |
| Fr. blancs et petits suisses | 530 | 507 | 507 | 526 | 550 | 4,5 |
| Crème conditionnée | 465 | 488 | 496 | 511 | 520 | 1,7 |
| Crème fraîche | 176 | 193 | 199 | 201 | 201 | 0,3 |
| Crème longue conservation | 289 | 295 | 297 | 310 | 318 | 2,5 |
| Matières grasses (éq. beurre) | 412 | 403 | 404 | 399 | 395 | -1,0 |
| Beurre | 359 | 346 | 354 | 358 | 351 | -1,8 |
| Fromages hors fondus | 1 175 | 1 192 | 1 165 | 1 190 | 1 164 | -2,2 |
| PPC | 332 | 339 | 343 | 341 | 330 | -3,5 |
| <i>dont Emmental</i> | 248 | 255 | 257 | 253 | 243 | -3,8 |
| PPNC | 244 | 243 | 241 | 250 | 245 | -2,0 |
| Pâtes molles | 405 | 405 | 399 | 405 | 391 | -3,4 |
| <i>dont Camembert</i> | 89 | 88 | 87 | 85 | 84 | -0,7 |
| Pâtes fraîches | 70 | 74 | 69 | 72 | 74 | 1,7 |
| Pâtes persillées | 37,4 | 38,1 | 36,1 | 36,5 | 36,7 | 0,5 |
| Pâtes filées | 86 | 92 | 76 | 85 | 88 | 4,0 |
| Poudres de lait | 505 | 521 | 538 | 531 | 504 | -5,2 |
| Poudre de lait 0% MG | 333 | 371 | 374 | 376 | 351 | -6,7 |
| Poudre réengraissée | 56 | 42 | 35 | 27 | 26 | -3,7 |
| Poudre de 1,5 à 25,9 % MG | 26 | 29 | 37 | 34 | 35 | 5,0 |
| Poudre de lait >26 % MG | 90 | 80 | 92 | 94 | 91 | -3,3 |
| Poudre de lait infantile | 126 | 137 | 139 | 118 | 133 | 13,0 |
| Poudre de lactosérum | 510 | 511 | 498 | 492 | 466 | -5,1 |
| Poudre de babeurre | 27 | 26 | 29 | 25 | 25 | -0,8 |
| Caséines | 46 | 45 | 43 | 41 | 47 | 12,9 |

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-8 Fabrications de produits laitiers en France



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

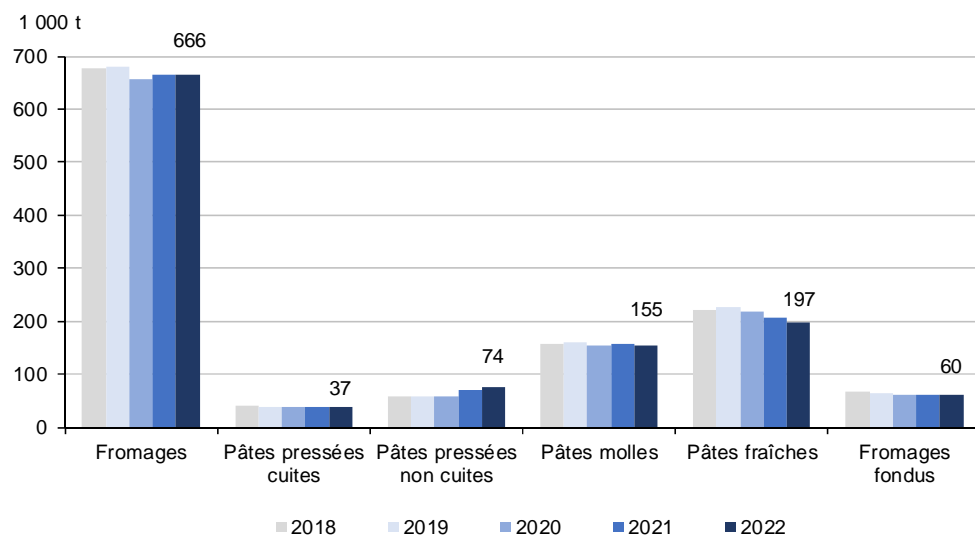
5-9 Commerce extérieur français de produits laitiers en volume

| Exportations (1 000 tonnes) | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|------|------|------|------|------|---------|
| Lait liquide | 836 | 740 | 754 | 576 | 582 | 0,9 |
| Conditionné | 330 | 321 | 278 | 186 | 154 | -17,0 |
| Vrac | 506 | 419 | 476 | 391 | 427 | 9,4 |
| Yaourts et laits fermentés | 388 | 343 | 340 | 332 | 326 | -1,9 |
| Yaourts | 191 | 155 | 149 | 206 | 156 | -24,4 |
| Crème | 164 | 162 | 176 | 189 | 175 | -7,5 |
| Conditionnée | 95 | 97 | 96 | 103 | 100 | -2,7 |
| Vrac | 70 | 65 | 80 | 86 | 74 | -13,2 |
| Fromages | 677 | 680 | 657 | 665 | 666 | 0,0 |
| Pâtes pressées cuites | 40 | 38 | 37 | 37 | 37 | 0,0 |
| Pâtes pressées non cuites | 57 | 57 | 57 | 70 | 74 | 6,5 |
| Pâtes molles | 158 | 160 | 154 | 157 | 155 | -1,7 |
| Pâtes fraîches | 222 | 227 | 218 | 206 | 197 | -4,8 |
| Fromages fondus | 66 | 64 | 62 | 61 | 60 | -1,4 |
| Beurre & MGLA | 91 | 94 | 93 | 102 | 101 | -1,0 |
| Poudre infantile | 185 | 184 | 175 | 154 | 163 | 5,9 |
| Poudre de lait écrémé | 225 | 272 | 264 | 273 | 228 | -16,5 |
| Poudre de lait entier | 73 | 69 | 77 | 84 | 75 | -10,7 |
| Poudre de lactosérum | 298 | 278 | 273 | 296 | 250 | -15,4 |

| Importations (1 000 tonnes) | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|------|------|------|------|------|---------|
| Lait liquide | 170 | 162 | 135 | 93 | 92 | -0,5 |
| Conditionné | 102 | 75 | 64 | 41 | 22 | -47,4 |
| Vrac | 69 | 86 | 71 | 51 | 71 | 37,3 |
| Yaourts et laits fermentés | 92 | 97 | 96 | 101 | 105 | 4,6 |
| Yaourts | 49 | 50 | 49 | 47 | 43 | -8,7 |
| Crème | 166 | 171 | 148 | 163 | 142 | -12,8 |
| Conditionnée | 79 | 86 | 82 | 82 | 60 | -27,2 |
| Vrac | 87 | 84 | 66 | 81 | 83 | 1,6 |
| Fromages | 366 | 381 | 402 | 508 | 458 | -9,8 |
| Pâtes pressées cuites | 55 | 58 | 59 | 55 | 52 | -5,4 |
| Pâtes pressées non cuites | 61 | 65 | 66 | 78 | 82 | 4,8 |
| Pâtes molles | 6 | 6 | 6 | 8 | 10 | 14,0 |
| Pâtes fraîches | 105 | 112 | 128 | 140 | 148 | 5,6 |
| Fromages fondus | 36 | 37 | 35 | 37 | 41 | 11,3 |
| Beurre & MGLA | 228 | 220 | 203 | 220 | 243 | 10,3 |
| Poudre infantile | 42 | 35 | 40 | 36 | 41 | 13,9 |
| Poudre de lait écrémé | 37 | 42 | 35 | 35 | 37 | 6,9 |
| Poudre de lait entier | 39 | 45 | 39 | 35 | 30 | -14,3 |
| Poudre de lactosérum | 62 | 68 | 77 | 102 | 103 | 0,7 |

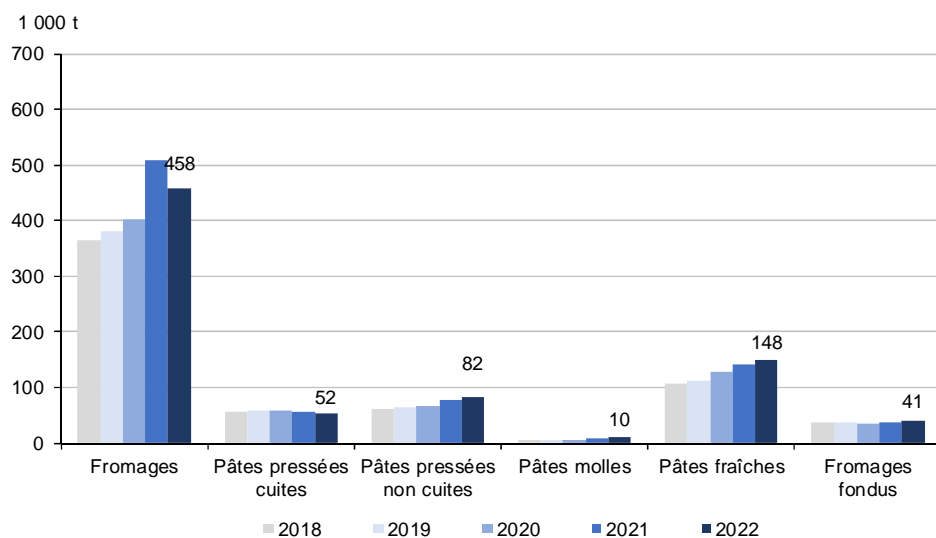
Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-10 Exportations françaises de fromages



Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-11 Importations françaises de fromages



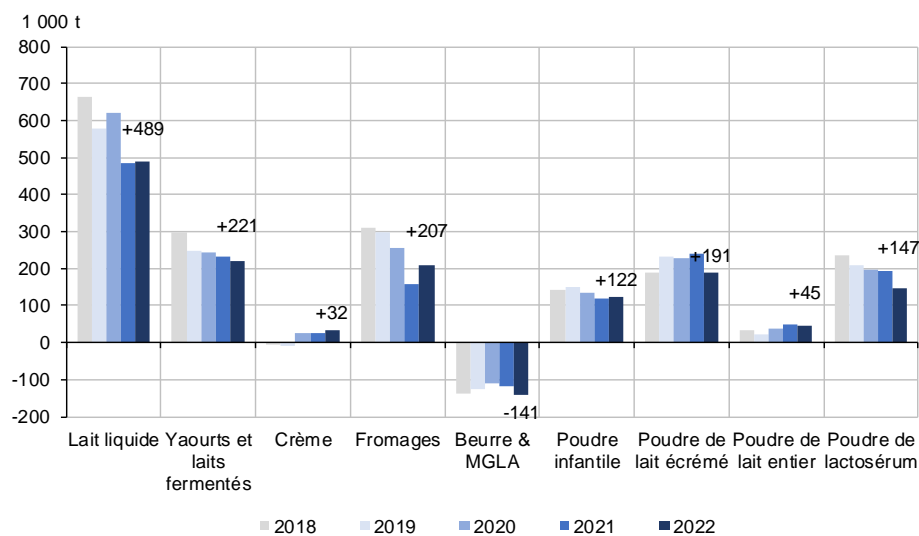
Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-12 Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume

| 1 000 tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Lait liquide | +665,6 | +578,1 | +619,2 | +483,6 | +489,3 |
| Conditionné | +228,9 | +245,3 | +214,0 | +144,4 | +132,5 |
| Vrac | +436,7 | +332,8 | +405,2 | +339,2 | +356,7 |
| Yaourts et laits fermentés | +296,1 | +245,8 | +243,5 | +231,7 | +220,8 |
| Yaourts | +142,2 | +105,5 | +99,9 | +159,3 | +113,0 |
| Crème | -1,5 | -8,4 | +27,4 | +25,5 | +32,3 |
| Conditionnée | +16,3 | +10,2 | +13,9 | +21,0 | +40,5 |
| Vrac | -17,9 | -18,6 | +13,6 | +4,5 | -8,2 |
| Fromages | +311,1 | +298,7 | +254,6 | +157,4 | +207,3 |
| Pâtes pressées cuites | -15,3 | -19,3 | -21,6 | -18,1 | -15,1 |
| Pâtes pressées non cuites | -3,7 | -8,4 | -9,0 | -8,2 | -7,4 |
| Pâtes molles | +151,7 | +153,8 | +147,9 | +149,0 | +145,2 |
| Pâtes fraîches | +116,8 | +115,5 | +89,7 | +66,4 | +48,6 |
| Fromages fondus | +29,8 | +27,2 | +26,6 | +23,9 | +18,9 |
| Beurre & MGLA | -136,2 | -126,4 | -110,2 | -117,7 | -141,3 |
| Poudre infantile | +142,9 | +148,6 | +134,4 | +118,4 | +122,5 |
| Poudre de lait écrémé | +188,4 | +230,6 | +228,8 | +238,0 | +190,6 |
| Poudre de lait entier | +33,8 | +23,2 | +38,3 | +48,9 | +45,0 |
| Poudre de lactosérum | +235,6 | +209,2 | +195,6 | +193,4 | +147,0 |

Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-13 Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume



Source : FranceAgriMer d'après douane française

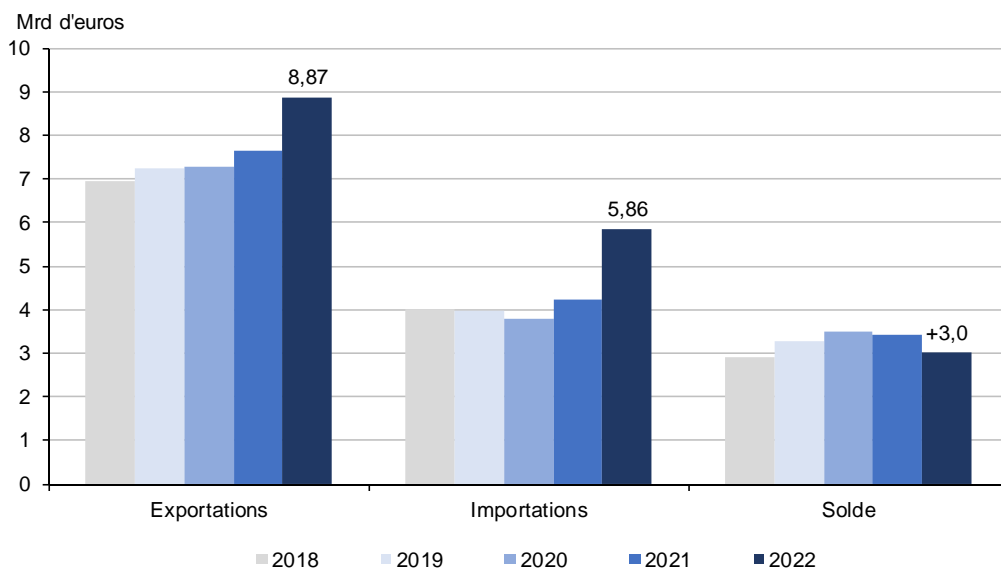
5-14 Commerce extérieur français de produits laitiers en valeur

| Millions d'euros | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Exportations | | | | | | |
| Lait liquide | 341 | 313 | 314 | 264 | 337 | 28,1 |
| Yaourts et laits fermentés | 519 | 474 | 490 | 498 | 558 | 12,1 |
| Crème | 307 | 316 | 306 | 344 | 400 | 16,2 |
| Fromages | 3 102 | 3 139 | 3 076 | 3 213 | 3 581 | 11,5 |
| Beurre et MGLA | 508 | 497 | 453 | 531 | 713 | 34,3 |
| Poudre infantile | 859 | 939 | 902 | 822 | 926 | 12,7 |
| Poudre de lait écrémé | 363 | 547 | 615 | 689 | 802 | 16,5 |
| Poudre de lait entier | 233 | 230 | 255 | 288 | 331 | 15,1 |
| Poudre de lactosérum | 335 | 358 | 346 | 389 | 450 | 15,6 |
| Autres | 380 | 434 | 524 | 618 | 773 | 25,0 |
| Total produits laitiers | 6 945 | 7 246 | 7 281 | 7 654 | 8 871 | 15,9 |
| Importations | | | | | | |
| Lait liquide | 111 | 113 | 100 | 72 | 141 | 95,0 |
| Yaourts et laits fermentés | 114 | 124 | 125 | 139 | 156 | 12,9 |
| Crème | 397 | 357 | 273 | 354 | 469 | 32,6 |
| Fromages | 1 612 | 1 737 | 1 828 | 2 019 | 2 564 | 27,0 |
| Beurre et MGLA | 1 133 | 933 | 721 | 873 | 1 538 | 76,2 |
| Poudre infantile | 162 | 143 | 195 | 179 | 218 | 22,0 |
| Poudre de lait écrémé | 67 | 86 | 84 | 88 | 125 | 41,5 |
| Poudre de lait entier | 100 | 119 | 109 | 100 | 119 | 19,1 |
| Poudre de lactosérum | 79 | 88 | 98 | 137 | 166 | 20,9 |
| Autres | 250 | 275 | 258 | 273 | 367 | 34,4 |
| Total produits laitiers | 4 025 | 3 975 | 3 790 | 4 234 | 5 863 | 38,5 |
| Solde | | | | | | |
| Lait liquide | +229,4 | +200,3 | +213,6 | +191,4 | +196,8 | |
| Yaourts et laits fermentés | +404,2 | +350,0 | +365,1 | +359,0 | +401,5 | |
| Crème | -89,6 | -41,3 | +32,5 | -9,7 | -69,2 | |
| Fromages | +1490,2 | +1401,8 | +1248,2 | +1194,0 | +1017,8 | |
| Beurre et MGLA | -625,3 | -436,1 | -268,1 | -342,4 | -825,2 | |
| Poudre infantile | +696,6 | +795,6 | +706,7 | +642,7 | +707,6 | |
| Poudre de lait écrémé | +295,9 | +461,1 | +531,6 | +600,3 | +677,1 | |
| Poudre de lait entier | +133,6 | +110,5 | +146,5 | +188,2 | +212,5 | |
| Poudre de lactosérum | +255,3 | +270,6 | +247,9 | +252,0 | +284,0 | |
| Autres | +129,5 | +158,7 | +266,7 | +344,9 | +405,5 | |
| Total produits laitiers | +2919,9 | +3271,3 | +3490,7 | +3420,4 | +3008,6 | |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-15 Solde du commerce extérieur français de produits laitiers en valeur



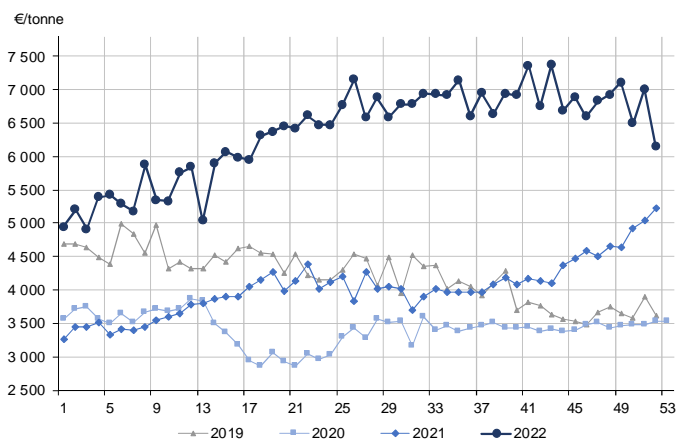
Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-16 Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

| €/t | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Beurre vrac industriel facturation | 5 229 | 4 220 | 3 421 | 4 028 | 6 351 | 57,7 |
| Poudre 0 % MG | 1 502 | 2 142 | 2 222 | 2 647 | 3 681 | 39,1 |
| Poudre 26 % MG | 2 770 | 2 973 | 2 787 | 3 305 | 4 817 | 45,7 |
| Poudre de lactosérum | 694 | 708 | 716 | 973 | 1 149 | 18,1 |

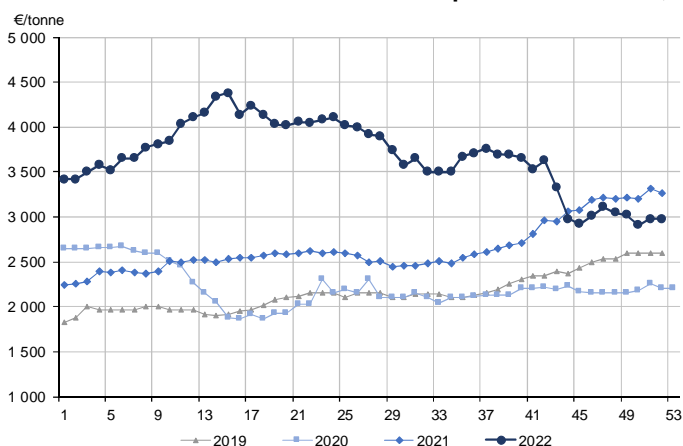
Source : FranceAgriMer et Atla

5-17 Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel facturation en France



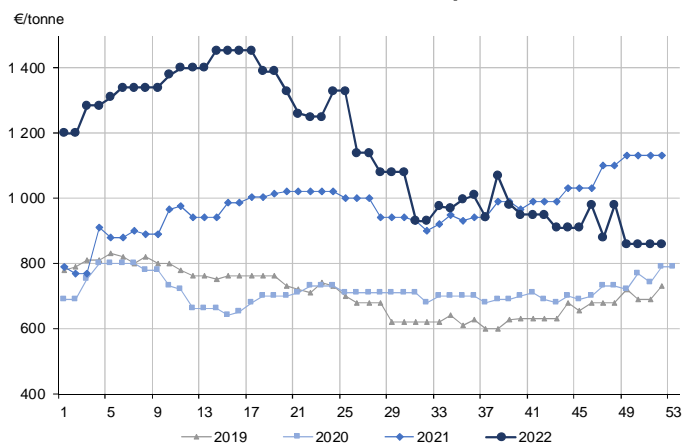
Source : FranceAgriMer

5-18 Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après Atla

5-19 Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



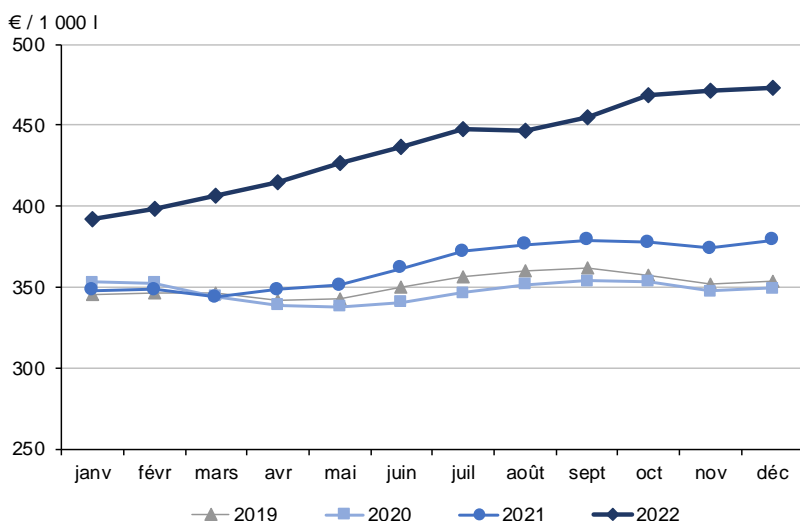
Source : FranceAgriMer d'après Atla

5-20 Prix réel du lait de vache payé aux producteurs

| €/1 000 l | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Janvier | 363,2 | 370,4 | 381,8 | 380,2 | 419,7 | 10,4 |
| Février | 363,1 | 370,0 | 378,5 | 375,9 | 424,5 | 12,9 |
| Mars | 350,3 | 360,0 | 372,9 | 370,7 | 432,0 | 16,5 |
| Avril | 338,5 | 364,7 | 363,0 | 375,9 | 438,7 | 16,7 |
| Mai | 337,2 | 365,1 | 358,9 | 376,9 | 445,3 | 18,1 |
| Juin | 338,9 | 366,5 | 359,6 | 379,9 | 450,4 | 18,6 |
| Juillet | 350,4 | 368,0 | 363,5 | 387,9 | 459,0 | 18,3 |
| Août | 360,3 | 376,3 | 367,0 | 395,4 | 460,1 | 16,4 |
| Septembre | 374,3 | 387,9 | 379,1 | 402,2 | 478,6 | 19,0 |
| Octobre | 381,4 | 389,2 | 389,0 | 409,7 | 498,6 | 21,7 |
| Novembre | 380,8 | 387,7 | 381,9 | 410,8 | 502,0 | 22,2 |
| Décembre | 374,0 | 386,0 | 382,9 | 413,7 | 511,8 | 23,7 |
| Année | 358,7 | 373,9 | 373,0 | 389,2 | 459,1 | 18,0 |

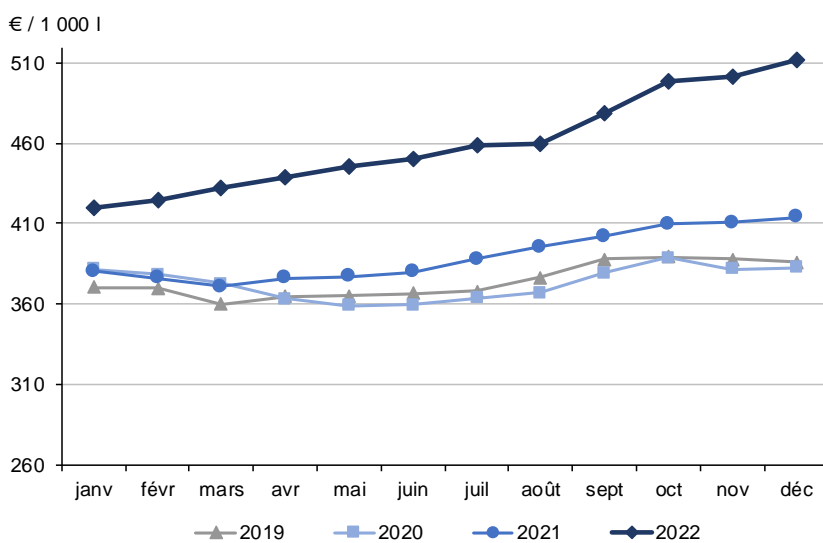
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-21 Prix standard du lait de vache



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-22 Prix réel du lait de vache



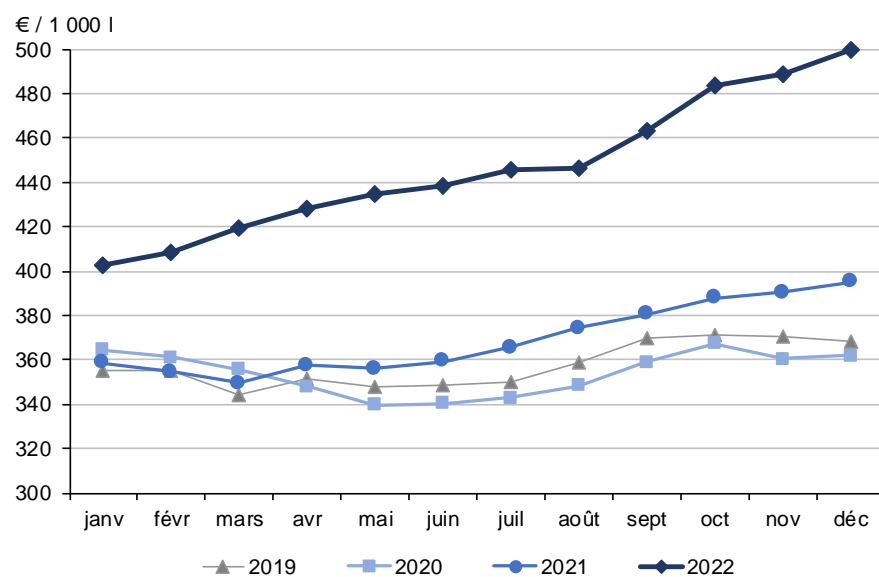
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-23 Prix réel du lait de vache conventionnel payé aux producteurs

| €/1 000 l | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Janvier | 350,7 | 355,1 | 364,4 | 358,4 | 402,9 | 12,4 |
| Février | 350,5 | 355,2 | 361,3 | 354,5 | 408,3 | 15,2 |
| Mars | 335,2 | 343,9 | 355,6 | 349,6 | 419,1 | 19,9 |
| Avril | 324,7 | 351,6 | 347,9 | 357,5 | 428,0 | 19,7 |
| Mai | 319,2 | 347,7 | 339,7 | 356,1 | 434,5 | 22,0 |
| Juin | 320,5 | 348,4 | 340,3 | 359,2 | 438,2 | 22,0 |
| Juillet | 334,0 | 350,2 | 342,8 | 365,5 | 445,6 | 21,9 |
| Août | 346,1 | 359,0 | 348,3 | 374,1 | 446,1 | 19,2 |
| Septembre | 359,2 | 369,6 | 359,0 | 380,6 | 462,8 | 21,6 |
| Octobre | 367,0 | 371,0 | 367,3 | 387,7 | 483,9 | 24,8 |
| Novembre | 367,1 | 370,1 | 360,5 | 390,4 | 488,7 | 25,2 |
| Décembre | 360,3 | 368,3 | 361,8 | 395,0 | 499,3 | 26,4 |
| Année | 344,0 | 357,2 | 354,0 | 368,5 | 445,7 | 20,9 |

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-24 Prix réel du lait de vache conventionnel



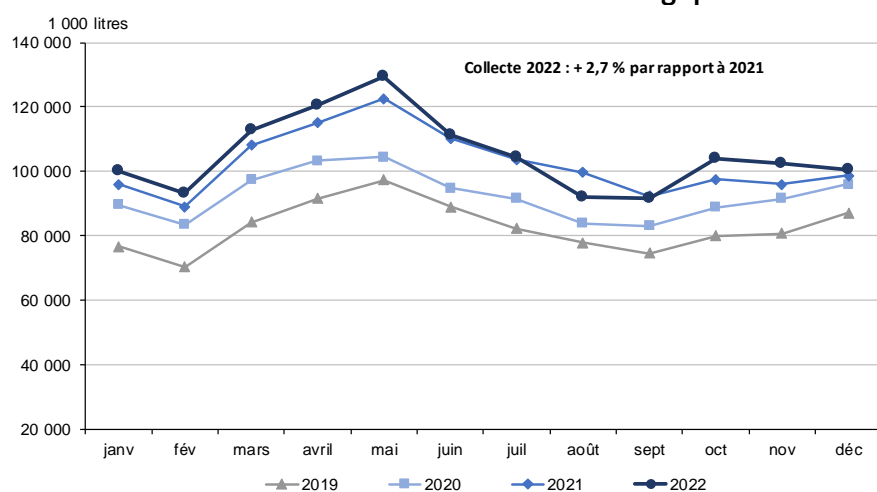
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-25 Collecte de lait de vache biologique en France

| 1 000 l | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------|
| Janvier | 66 373 | 76 701 | 89 678 | 95 946 | 100 033 | 4,3 |
| Février | 61 276 | 70 319 | 83 510 | 89 134 | 93 069 | 4,4 |
| Mars | 70 270 | 84 246 | 97 324 | 108 192 | 112 700 | 4,2 |
| Avril | 76 775 | 91 625 | 103 300 | 115 118 | 120 371 | 4,6 |
| Mai | 85 355 | 97 415 | 104 514 | 122 507 | 129 375 | 5,6 |
| Juin | 75 154 | 89 052 | 94 780 | 110 220 | 111 303 | 1,0 |
| Juillet | 71 504 | 82 400 | 91 547 | 103 695 | 104 376 | 0,7 |
| Août | 66 199 | 77 969 | 83 795 | 99 703 | 92 052 | -7,7 |
| Septembre | 62 905 | 74 625 | 83 135 | 92 409 | 91 749 | -0,7 |
| Octobre | 66 518 | 80 007 | 88 888 | 97 605 | 103 957 | 6,5 |
| Novembre | 67 267 | 80 734 | 91 648 | 96 008 | 102 371 | 6,6 |
| Décembre | 73 409 | 87 109 | 95 978 | 98 789 | 100 697 | 1,9 |
| Total | 843 005 | 992 202 | 1 108 097 | 1 229 326 | 1 262 053 | 2,7 |

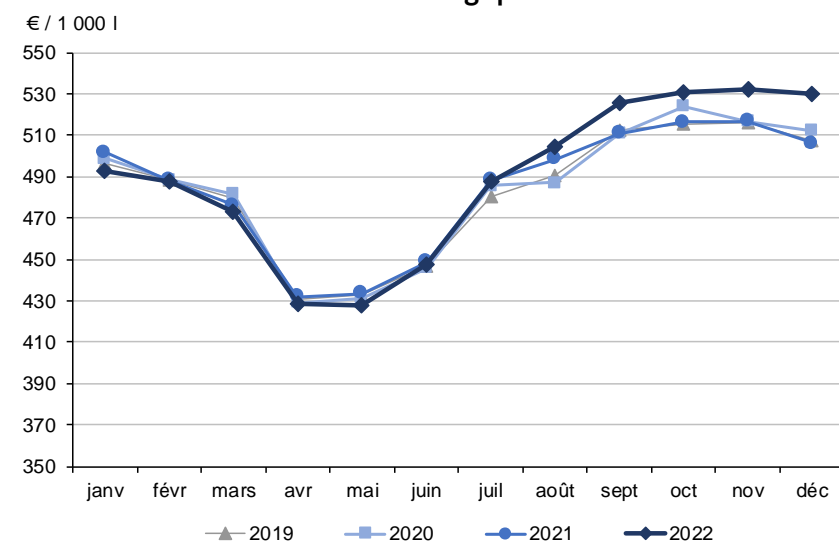
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-26 Évolution de la collecte de lait de vache biologique



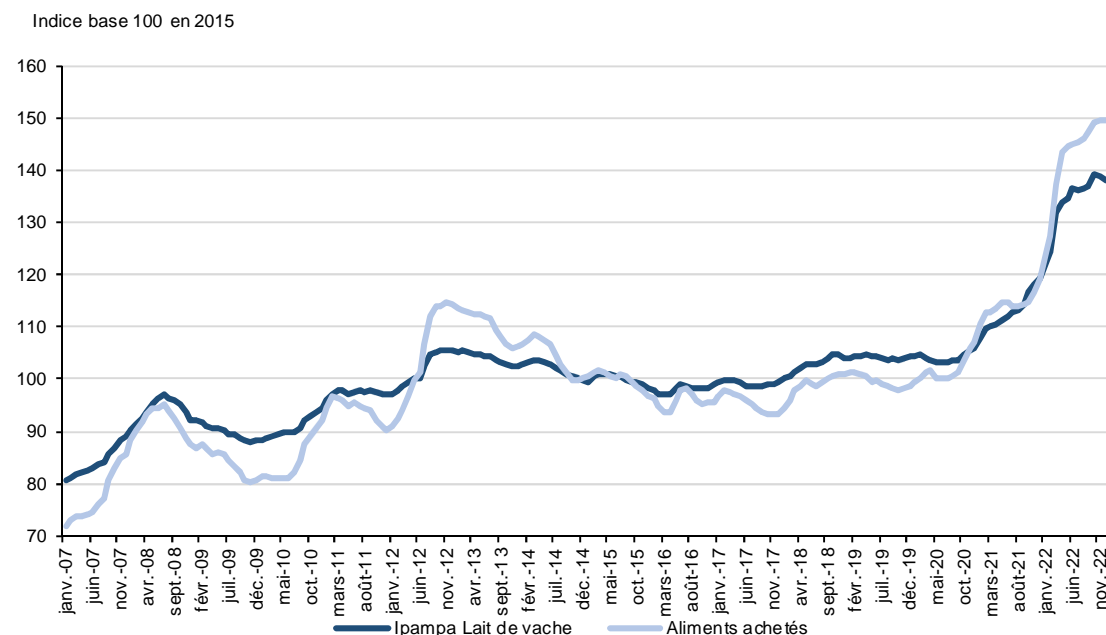
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-27 Prix réel du lait de vache biologique



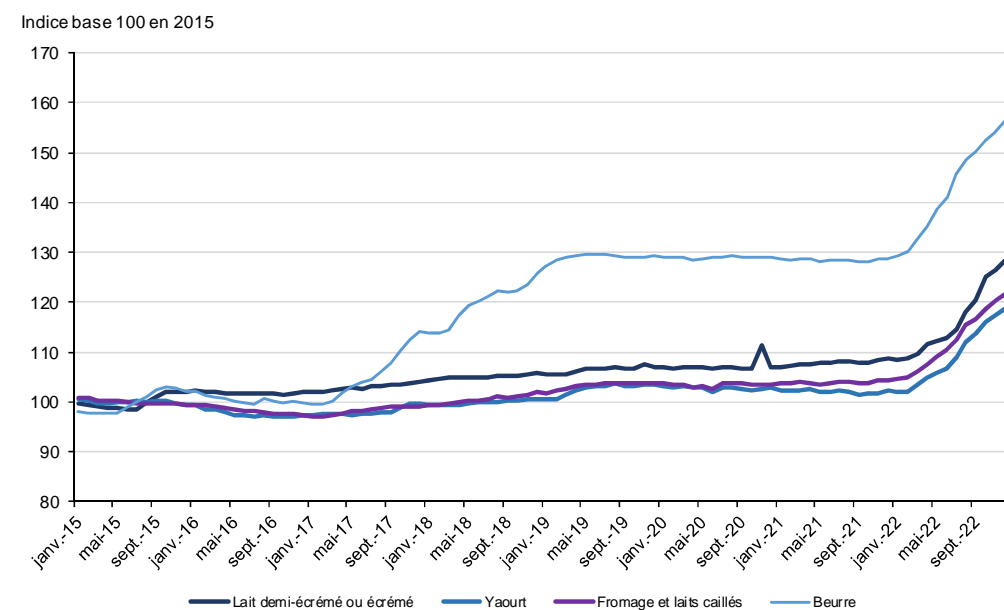
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-28 Ipampa lait de vache, indice base 100 en 2010



Source : FranceAgriMer d'après Idele

5-29 Indices mensuels des prix à la consommation



Source : FranceAgriMer d'après INSEE

5-30 Prix des produits laitiers dans la grande distribution (hors EDMP)

| €/kg ou €/l | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-------------|------|------|------|-------|---------|
| Lait | 0,96 | 0,96 | 0,97 | 1,05 | 7,8 |
| Beurre | 8,32 | 8,29 | 8,27 | 9,10 | 10,1 |
| Fromages | 9,64 | 9,66 | 9,78 | 10,48 | 7,2 |
| Crèmes | 3,87 | 3,88 | 3,87 | 4,16 | 7,5 |
| Ultra-frais | 2,82 | 2,84 | 2,93 | 3,10 | 5,9 |

Source : FranceAgriMer d'après IRI

Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

› Le cheptel de l'Union européenne a subi une nouvelle diminution

D'après les enquêtes de décembre 2021, le cheptel européen total s'est replié de 1,2 %. Les diminutions les plus importantes en valeur absolue ont été enregistrées en Pologne (- 90 500 têtes et - 4,3 %), en Allemagne (- 88 700 têtes et - 2,3 %) et en France (- 83 600 têtes et - 2,5 %). Ces forts reculs ont été en partie compensés par la hausse observée en Irlande (+ 3,4 % et + 49 200 têtes). Le cheptel hongrois, plus modeste, a lui aussi connu une augmentation des effectifs (+ 13,9 % et + 34 300 têtes).

D'après les enquêtes cheptel de mai 2022 (figures 5-31 et 5-32), les diminutions en Allemagne, France et Pologne ont été moins marquées début 2022. Les reculs ont été de l'ordre de 1,9 % pour chacun des pays. Le cheptel néerlandais serait resté stable alors que les enquêtes de décembre l'annonçaient en diminution de 1,5 %. De même, selon cette enquête, le troupeau irlandais de vaches laitières n'a augmenté que de 1,4 % par rapport à mai 2021.

› Malgré un net décrochage en plein pic saisonnier, la collecte européenne s'est maintenue en 2022

La collecte européenne de lait de vache s'est établie à 143,6 millions de tonnes en 2022, un volume stable (- 0,2 %), malgré un contexte plutôt difficile. En effet, les coûts de production, qui avaient déjà augmenté en 2021 (notamment au niveau de l'alimentation), ont bondi au début du conflit entre la Russie et l'Ukraine, en particulier en ce qui concerne l'énergie et les engrais/fertilisants. D'autre part, la sécheresse a touché un certain nombre de pays dont la France, la Bulgarie et la Pologne et a rendu plus difficiles les conditions de production.

Du côté des volumes collectés, plusieurs tendances se sont opposées sur l'année avec d'une part, un fort retrait sur les mois de mars à mai, au plus fort du pic de collecte (figure 5-36). Sur ces trois mois, la collecte européenne a reculé de 1,6 %. Puis, de juin à août, les volumes ont oscillé autour de leur niveau de 2021 (- 0,3 %). Enfin, à partir de septembre, les volumes ont renoué plus franchement avec les hausses.

Les dynamiques baissières observées pendant le pic de collecte ont concerné les trois plus gros producteurs européens que sont l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Dans ces trois pays, la tendance baissière était déjà observée au 2^e semestre 2021. En Allemagne, le repli de la collecte a même été plus prononcé, puisque sur tout le premier semestre, la diminution a été en moyenne de 2,0 %, et a atteint 3,0 % au mois d'avril 2022 par rapport à avril 2021. Cependant, les livraisons de lait ont fortement augmenté en fin d'année, sans pour autant rattraper les volumes perdus en début d'année 2022. Aux Pays-Bas, la tendance générale a été la même qu'en Allemagne, mais le redémarrage de la collecte a été plus précoce : les premières hausses ont été observées dès le mois d'août. En France, la production a connu un rebond en octobre et en novembre, mais d'après le sondage hebdomadaire de FranceAgriMer, les livraisons ont chuté en décembre (voir partie France). Les Pays-Bas et l'Allemagne ne semblent pas avoir été sur ces mêmes tendances baissières en décembre.

D'autres pays n'ont pas connu de baisse de production, en premier lieu la Pologne, mais c'est aussi le cas de l'Autriche. L'Irlande avait connu un fort développement les années précédentes ;

en 2022, la collecte a été ralentie sur 4 mois, mais a vite renoué avec les hausses, pour maintenir un niveau annuel équivalent à celui de 2021 (+ 0,3 %).

› Les fabrications européennes ont évolué de manière hétérogène

Les fabrications européennes (figures 5-37 et 5-38) de **lait conditionné** ont diminué de 0,7 % en 2022 par rapport à 2021. Parmi les plus gros producteurs européens de lait conditionné, de nets replis ont été constatés en Allemagne (- 6,3 %) et en France (- 3,7 %), tandis qu'en Espagne et en Italie la production a augmenté (respectivement + 6,9 % et + 1,7 %).

Les fabrications de **crème** ont progressé de 0,6 % au niveau européen. Malgré un fort repli en Allemagne (- 3,8 %), les productions en France, en Espagne, en Belgique et en Pologne ont compensé cette perte. La production de **beurre** a légèrement augmenté (+ 0,8 %). Les tonnages fabriqués ont toutefois reculé en France.

Les volumes de **poudre grasse** produits ont chuté de 5,2 %. De fortes diminutions ont notamment été relevées en mars puis en avril 2022 (- 12,7 % par rapport à avril 2021), ainsi que sur toute la période estivale. L'Allemagne, premier producteur européen, a développé sa production (+ 11,1 %), tandis que le Danemark et les Pays-Bas ont connu de nets reculs de leur production.

À l'inverse, les tonnages de **poudre maigre** ont grossi de 5,7 %, et ont été en hausse sur tous les mois à l'exception du mois de janvier, avec des progressions mensuelles ayant été jusqu'à 13,5 % pour le mois de juillet 2022 (en comparaison à juillet 2021).

Les fabrications européennes de **yaourts** ont reculé de 0,4 %. En particulier, la production en Allemagne a perdu 2,9 %. Des dynamiques baissières ont également été observées en France et en Belgique.

Les fabrications de **fromages** sont restées stables (- 0,3 %). L'Allemagne a pourtant connu une baisse de ses volumes (- 1,5 %), de même que l'Espagne (- 6,5 %). En revanche, les volumes ont été haussiers au Danemark (+ 2,4 %), en Italie (+ 0,5 %) et en Autriche (+ 3,2 %).

› Le prix du lait a augmenté dans toute l'Union européenne

Le **prix réel du lait dans l'Union européenne** a été de 494,1 €/1 000 l en moyenne sur 11 mois (pondéré par les volumes), un niveau en hausse de 35,9 % par rapport à 2021 (figures 5-41 et 5-42). Le prix a même atteint les 577,8 €/1 000 l au mois de novembre. Les précédents records de prix (de l'UE à 28) avaient été atteints en décembre 2013, à 402,1 €/1 000 l.

Si les prix du lait ont tous été en hausse dans l'Union européenne en 2022, deux tendances distinctes ont pu être observées :

- Une augmentation des prix du lait très marquée dans certains pays du Nord de l'Europe (figures 5-43 à 5-45, 5-47, 5-48) : en moyenne sur 11 mois, le prix a augmenté de 44,6 % en Allemagne, de 48,0 % en Belgique, de 43,2 % au Danemark, de 45,3 % en Irlande, de 46,4 % aux Pays-Bas et de 41,8 % en Pologne. Dans ces pays, où la part des produits ingrédients exportés est importante, le prix a pu même dépasser la barre des 600 €/1 000 l, comme en Irlande (avec 693,4 €/1 000 l au mois de novembre 2022) ou aux Pays-Bas (avec 622,5 €/1 000 l au mois de novembre également).

- Une augmentation plus modérée dans des pays comme la France (+ 17,3 %), l'Italie (+ 30,1 %, figure 5-48), l'Espagne (+ 32,9 %) ou encore l'Autriche (+ 25,7 %), moins tournées vers le marché export des ingrédients.

Si les hauts niveaux de prix ont été permis par la meilleure valorisation de certains produits laitiers exportés, leur fléchissement en fin d'année 2022 pourrait indiquer à terme une baisse du prix du lait en Europe.

› Les prix des produits industriels ont atteint des sommets en 2022, mais la fin d'année a été marquée par un fort décrochage

Tout comme à l'échelle française, les prix européens des produits industriels ont atteint des sommets en 2022, en s'inscrivant dans la continuité de la flambée des prix qui a débuté à l'automne 2021 (figure 5-49 à 5-51). On a ainsi relevé une hausse du prix moyen du beurre de 60,3 %, qui s'est établi en moyenne à 6 678 €/t. Le prix moyen de la poudre 0 % a été de 3 678 €/t, un niveau 41,0 % supérieur à celui de 2021. La poudre grasse, le lactosérum, ainsi que les fromages ont également été concernés par de nettes progressions du prix moyen annuel.

Pourtant, une inversion de la tendance est perceptible depuis le printemps pour **la poudre de lait écrémé**. D'abord assez lente à partir de la semaine 16, la diminution de la cotation de la poudre maigre s'est accélérée en semaine 43. Celle-ci s'inscrit dans le sillage des cours mondiaux de ce produit (voir partie Monde), mais les hausses de production observées à l'échelle européenne ont pu également participer à la détente en augmentant l'offre disponible sur le marché. En semaine 48, le prix de la poudre maigre est même repassé sous son niveau de 2021.

En ce qui concerne le **beurre**, le marché mondial avait connu des baisses de prix également au printemps, sans se répercuter directement sur le marché européen, déconnecté du marché mondial. Les prix ont pourtant chuté en fin d'année 2022, pour fortement se rapprocher du niveau de 2021. Le retour des volumes européens, dans un contexte où la demande en produits laitiers s'est ralentie dans beaucoup de pays face à l'inflation, a pesé sur la cotation.

› Les échanges de produits laitiers avec les pays tiers ont été fortement ralentis en 2022

Les exportations européennes vers les pays tiers ont reculé pour quasiment toutes les grandes catégories de produits, alors que les importations se sont renforcées pour beaucoup, entraînant une dégradation des soldes en volume (figures 5-39 à 5-41).

Les envois de **matières grasses** (beurre et MGLA) ont diminué de 1,3 %. Les deux premiers exportateurs européens vers les pays tiers sont l'Irlande et la France. Si les exportations de beurre de ces deux pays n'ont pas diminué en 2022, en revanche, celles des Pays-Bas, à la 3^e place, ont chuté de 13,5 % par rapport à 2021. À l'inverse, les arrivées de beurre depuis les pays tiers ont bondi de 46,4 % par rapport à 2021, pour retrouver un niveau se rapprochant de celui d'avant la crise sanitaire de la Covid-19. Les plus gros importateurs de beurre depuis les pays tiers restent les Pays-Bas, qui ont doublé leurs importations de beurre et MGLA en 2022 par rapport à 2021 (+ 128,9 %). Les arrivées ont également été renforcées au Danemark (+ 81,9 %) et en France (+ 42,7 %). Le solde des échanges s'est dégradé par rapport à 2021, tout en restant positif de + 184 960 tonnes en 2022.

Les exportations de **poudre maigre** à destination des pays tiers ont perdu 13,7 %. Les exportations belges, plus gros exportateur européen vers les pays tiers en 2022, sont restées

stables (- 0,4 %), mais les exportations françaises, 2^e exportateur, ont diminué de 25,5 % (voir partie France). Le podium est complété en 2022 par les Pays-Bas, pour lesquels les envois se sont mieux portés (+ 15,4 %). Les volumes à destination de l'Algérie ont été particulièrement renforcés (+ 532,8 %). Les exportations allemandes et irlandaises ont elles aussi chuté (respectivement - 32,4 % et - 13,2 %). En parallèle, les importations depuis les pays tiers ont augmenté (+ 7,2 %), mais les volumes sont restés marginaux par rapport aux tonnages exportés. Le solde des échanges s'est dégradé de 111 170 tonnes, pour s'établir à + 638 240 tonnes.

Les envois de **poudre grasse** vers les pays tiers ont perdu 18,8 % en volume en 2022. Les principaux acteurs ont tous enregistré des baisses des volumes exportés : - 17,8 % aux Pays-Bas, - 22,6 % au Danemark, - 22,2 % en France ou encore - 56,5 % en Belgique. Les importations se sont renforcées (+ 60,3 %), accentuant la baisse du solde des échanges, qui s'est établi à + 223 860 tonnes (- 62 523 tonnes).

Les exportations de **poudre infantile** ont été les seuls produits à être en hausse pour les destinations hors UE. Elles ont en effet grossi de 13,8 % par rapport à 2021. Les envois ont été en hausse chez les 3 plus gros exportateurs européens : + 34,2 % aux Pays-Bas, + 0,7 % en France et + 11,5 % en Irlande. Les Pays-Bas ont notamment renforcé leurs exportations vers la Chine (+ 48,5 %), tandis que les volumes envoyés vers la Russie ont perdu 34,6 %, en lien avec les restrictions à l'exportation à la suite du conflit russo-ukrainien. À l'inverse, l'Irlande a renforcé ses envois vers les États-Unis (+ 642,0 %), notamment en réponse à la pénurie de produits qu'ont rencontrés ces derniers au printemps. En parallèle, il n'y a pas eu de reprise des envois irlandais vers la Chine (- 45,8 %).

Les envois européens de **lactosérum** ont diminué de 7,4 % sur 10 mois. La France est le premier exportateur de lactosérum vers les pays tiers et ses volumes exportés ont diminué de 18,5 % en 2022 par rapport à 2021. Les exportations polonaises ont également diminué (- 9,7 %), tandis que les volumes allemands envoyés ont légèrement progressé (+ 0,9 %). Les destinations habituelles de l'UE (Chine, Indonésie) ont quasiment toutes été touchées par un repli des volumes. Le solde en volume s'est dégradé et s'est établi à + 592 246 tonnes.

Les exportations de **fromages** ont diminué de 2,9 %. Les Pays-Bas, 1^{er} exportateur européen de fromages vers les pays tiers, ont pourtant renforcé leurs exportations en 2022 (+ 7,0 %), de même que l'Italie, 3^e exportateur européen de fromages en 2022 (+ 6,4 %). Les volumes exportés ont surtout accusé de fortes baisses depuis l'Allemagne (- 7,0 %), la France (- 3,2 %) et l'Irlande (- 16,0 %). Les arrivées de fromages ont également été en baisse (- 1,6 %). Le solde s'est établi à + 1 127 870 tonnes, un volume en repli de 36 741 tonnes.

5-31 Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne

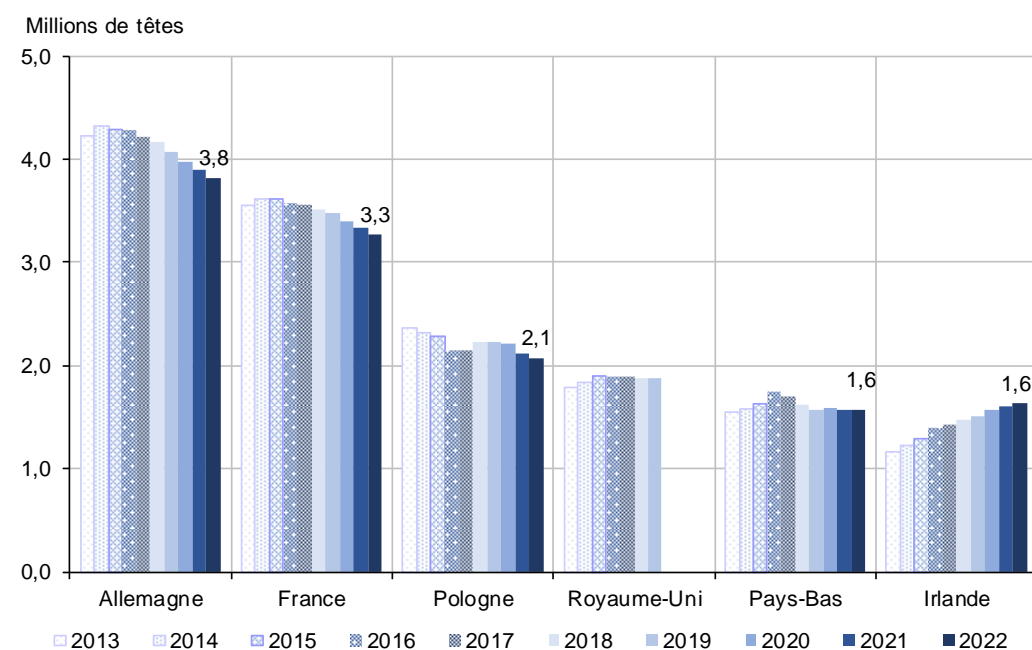
Enquêtes de mai

| 1 000 têtes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Allemagne | 4 167 | 4 067 | 3 969 | 3 892 | 3 817 | -1,9 |
| France | 3 512 | 3 471 | 3 403 | 3 331 | 3 266 | -1,9 |
| Pologne | 2 233 | 2 221 | 2 218 | 2 113 | 2 072 | -1,9 |
| Royaume-Uni | 1 883 | 1 871 | | | | - |
| Italie | 1 904 | 1 840 | 1 844 | 1 852 | 1 821 | -1,7 |
| Pays-Bas | 1 622 | 1 578 | 1 593 | 1 571 | 1 571 | 0,0 |
| Irlande | 1 481 | 1 505 | 1 568 | 1 605 | 1 627 | 1,4 |
| Roumanie | 1 184 | 1 162 | 1 145 | 1 133 | 1 119 | -1,3 |
| Espagne | 825 | 815 | 810 | 828 | 816 | -1,5 |
| Danemark | 575 | 567 | 567 | 565 | 557 | -1,4 |
| Autriche | 538 | 525 | 523 | 531 | 549 | 3,4 |
| Belgique | 532 | 536 | 544 | 539 | 527 | -2,2 |
| Suède | 319 | 306 | 303 | 302 | 297 | -1,8 |

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-32 Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne

Enquêtes de mai



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

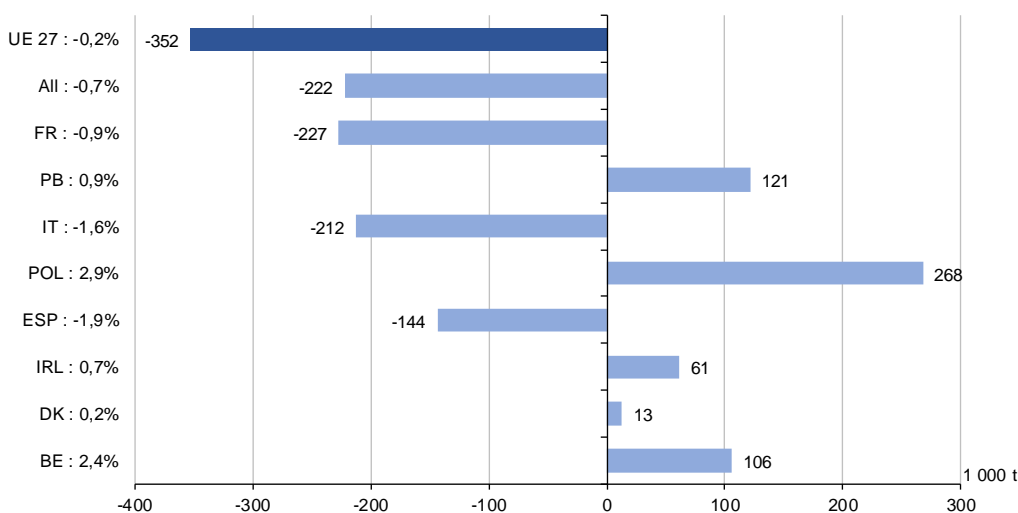
5-33 Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

| 1 000 t | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Allemagne | 31 747 | 31 747 | 31 737 | 31 164 | 30 941 | -0,7 |
| Autriche | 3 183 | 3 140 | 3 128 | 3 154 | 3 251 | 3,1 |
| Belgique | 4 179 | 4 288 | 4 419 | 4 381 | 4 487 | 2,4 |
| Danemark | 5 615 | 5 615 | 5 651 | 5 644 | 5 657 | 0,2 |
| Espagne | 7 121 | 7 265 | 7 407 | 7 472 | 7 328 | -1,9 |
| Finlande | 2 354 | 2 330 | 2 355 | 2 272 | 2 214 | -2,5 |
| France | 24 525 | 24 507 | 24 466 | 24 179 | 23 952 | -0,9 |
| Grèce | 620 | 631 | 650 | 660 | 650 | -1,6 |
| Irlande | 7 810 | 8 227 | 8 530 | 9 018 | 9 080 | 0,7 |
| Italie | 12 071 | 11 965 | 11 861 | 13 042 | 12 830 | -1,6 |
| Luxembourg | 395 | 409 | 434 | 438 | 438 | 0,0 |
| Pays-Bas | 13 881 | 13 802 | 13 947 | 13 603 | 13 725 | 0,9 |
| Portugal | 1 894 | 1 892 | 1 914 | 1 909 | 1 851 | -3,1 |
| Royaume-Uni | 15 188 | 15 428 | | | | |
| Suède | 2 760 | 2 704 | 2 765 | 2 782 | 2 760 | -0,2 |
| Chypre | 228 | 239 | 271 | 298 | 285 | 5,4 |
| Estonie | 748 | 763 | 786 | 799 | 800 | 1,9 |
| Hongrie | 1 535 | 1 576 | 1 621 | 1 739 | 1 687 | 4,0 |
| Lettonie | 781 | 785 | 789 | 813 | 812 | 2,9 |
| Lituanie | 1 367 | 1 358 | 1 356 | 1 349 | 1 368 | 0,9 |
| Malte | 40 | 42 | 43 | 40 | 39 | -8,9 |
| Pologne | 11 946 | 12 175 | 12 423 | 12 515 | 12 783 | 2,9 |
| Rép. tchèque | 3 033 | 3 074 | 3 183 | 3 129 | 3 174 | -0,3 |
| Slovaquie | 818 | 815 | 831 | 823 | 824 | -0,8 |
| Slovénie | 571 | 564 | 579 | 589 | 575 | -0,6 |
| Bulgarie | 649 | 659 | 692 | 679 | 654 | -5,6 |
| Roumanie | 1 109 | 1 122 | 1 132 | 1 126 | 1 123 | -0,8 |
| Croatie | 453 | 436 | 433 | 429 | 405 | -6,3 |
| UE 27/28 | 156 621 | 157 557 | 143 402 | 144 045 | 143 693 | -0,2 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

5-34 Évolution de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne en 2022* (par rapport à 2021)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

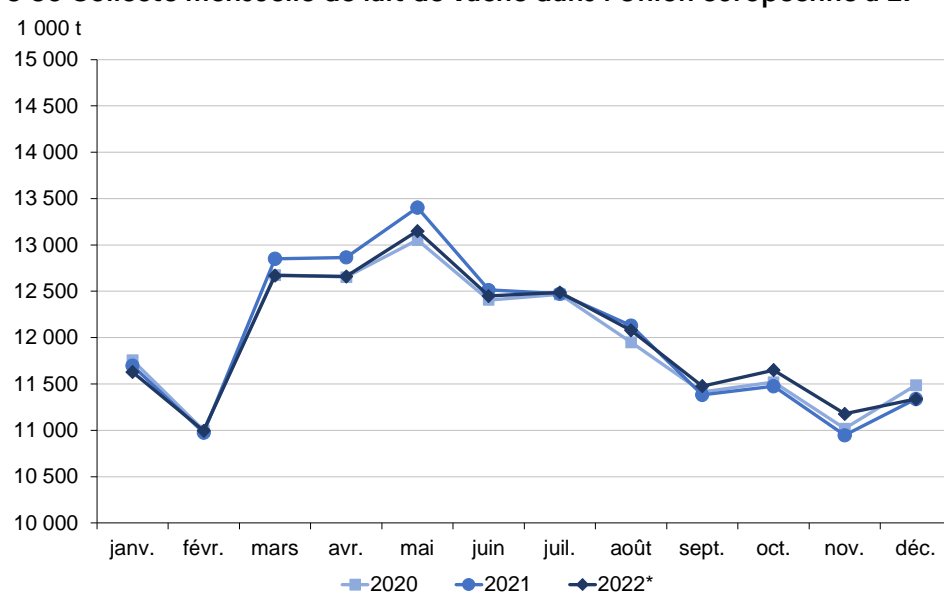
5-35 Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne

| 1 000 tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|--------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| Collecte | 156 621 | 157 557 | 143 402 | 144 045 | 143 693 | -0,2 |
| Beurre | 2 176 | 2 260 | 2 125 | 2 067 | 2 083 | 0,8 |
| Crème | 2 664 | 2 736 | 2 412 | 2 490 | 2 505 | 0,6 |
| Poudre de lait écrémé | 1 600 | 1 592 | 1 529 | 1 436 | 1 518 | 5,7 |
| Poudre grasse | 668 | 673 | 680 | 578 | 548 | -5,2 |
| Fromages | 9 340 | 9 328 | 9 037 | 9 225 | 9 193 | -0,3 |
| Lait de consommation | 29 664 | 28 648 | 23 035 | 22 935 | 22 769 | -0,7 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

5-36 Collecte mensuelle de lait de vache dans l'Union européenne à 27



*Décembre 2022 estimé

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

5-37 Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégorie

Beurre

| 1 000 tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|
| Allemagne | 484 | 497 | 504 | 471 | 472 | 0,2 |
| France | 412 | 403 | 404 | 399 | 395 | -1,1 |
| Irlande | 238 | 251 | 264 | 276 | 277 | 0,5 |
| Pologne | 222 | 225 | 243 | 231 | 243 | 4,9 |
| Pays-Bas | 154 | 136 | 133 | 138 | 144 | -11,2 |
| UE 28/27 | 2 176 | 2 260 | 2 125 | 2 067 | 2 083 | 0,8 |

Crème

| 1 000 tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|
| Allemagne | 552 | 554 | 529 | 544 | 524 | -3,8 |
| France | 465 | 488 | 496 | 511 | 522 | 2,1 |
| Espagne | 107 | 134 | 169 | 163 | 181 | 11,0 |
| Belgique | 246 | 254 | 232 | 258 | 267 | 3,6 |
| Pologne | 262 | 255 | 259 | 260 | 266 | 2,3 |
| UE 28/27 | 2 664 | 2 736 | 2 412 | 2 490 | 2 505 | 0,6 |

Poudre de lait écrémé

| 1 000 tonnes | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2022* | % 22*/21 |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|
| France | 411 | 389 | 413 | 409 | 380 | -5,9 |
| Allemagne | 430 | 414 | 393 | 414 | 353 | 0,1 |
| Belgique | 154 | 170 | 162 | 155 | 194 | 25,1 |
| Pologne | 145 | 164 | 157 | 165 | 152 | -0,7 |
| Irlande | 120 | 134 | 134 | 132 | 155 | 16,3 |
| UE 28/27 | 1 620 | 1 600 | 1 592 | 1 529 | 1 518 | 5,7 |

Poudre grasse

| 1 000 tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Pays-Bas | 161 | 178 | 177 | 118 | 86 | -26,8 |
| Allemagne | 143 | 134 | 122 | 117 | 130 | 11,1 |
| France | 116 | 108 | 129 | 127 | 126 | -0,8 |
| Danemark | 71 | 77 | 69 | 74 | 66 | -11,7 |
| Belgique | 56 | 55 | 70 | 40 | 31 | -21,9 |
| UE 28/27 | 668 | 673 | 680 | 578 | 548 | -5,2 |

Fromages

| 1 000 tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Allemagne | 2 339 | 2 388 | 2 440 | 2 470 | 2 433 | -1,5 |
| France | 1 704 | 1 699 | 1 672 | 1 716 | 1 715 | -0,1 |
| Italie | 1 170 | 1 111 | 1 134 | 1 197 | 1 204 | 0,5 |
| Pays-Bas | 879 | 897 | 970 | 947 | 943 | -0,4 |
| Pologne | 865 | 879 | 907 | 942 | 947 | 0,5 |
| UE 28/27 | 9 340 | 9 328 | 9 037 | 9 225 | 9 193 | -0,3 |

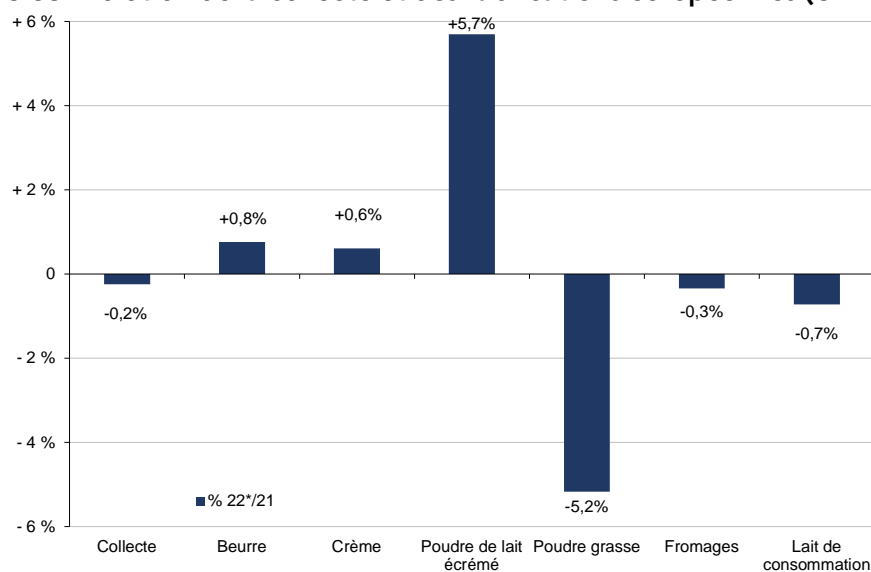
Lait de consommation

| 1 000 tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22*/21 |
|-----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Pologne | 1 777 | 1 892 | 1 981 | 1 958 | 1 981 | 1,1 |
| Allemagne | 4 646 | 4 523 | 4 554 | 4 380 | 4 103 | -6,3 |
| Espagne | 3 257 | 3 135 | 3 574 | 3 977 | 4 253 | 6,9 |
| France | 3 197 | 3 071 | 3 130 | 2 896 | 2 787 | -3,7 |
| Italie | 2 470 | 2 299 | 2 307 | 2 481 | 2 523 | 1,7 |
| UE 28/27 | 29 664 | 28 648 | 23 035 | 22 935 | 22 769 | -0,7 |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-38 Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 27) de produits laitiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

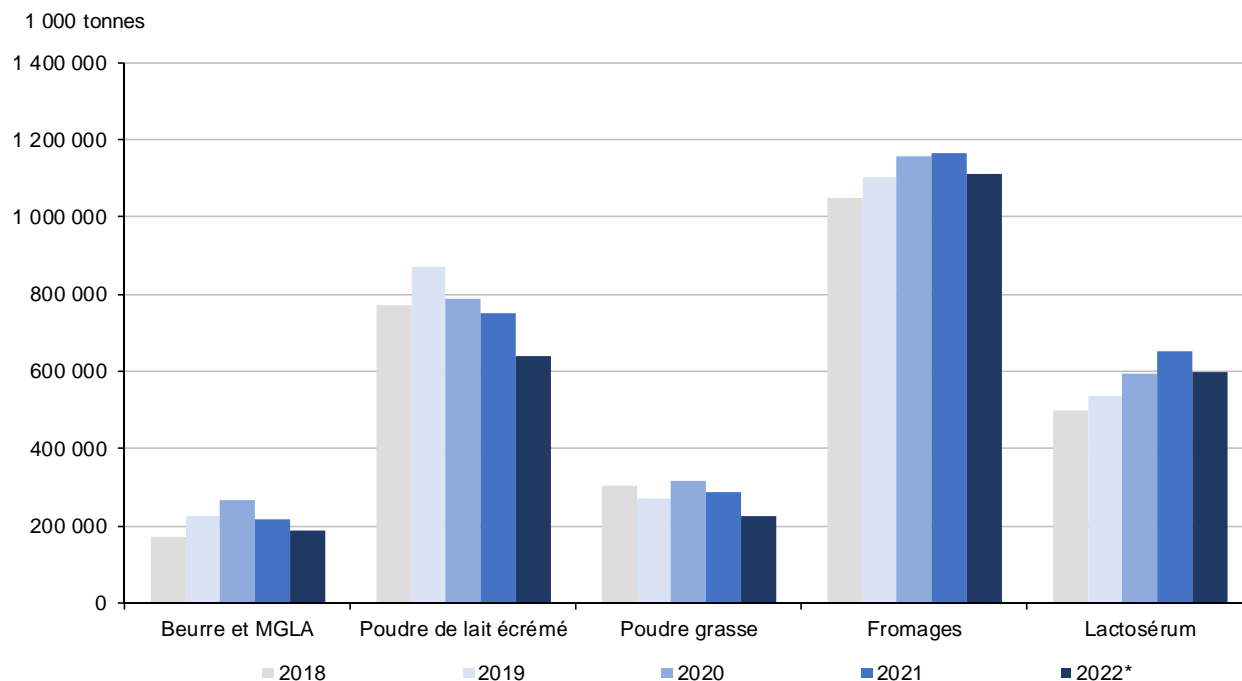
5-39 Commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne à 27 avec les pays tiers

| Tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | %22*/21 |
|-----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------|
| EXPORTATIONS | | | | | | |
| Beurre et MGLA | 248 844 | 304 910 | 321 461 | 270 466 | 266 821 | -1,3 |
| Poudre de lait écrémé | 827 415 | 946 754 | 832 466 | 789 966 | 681 726 | -13,7 |
| Poudre grasse | 346 808 | 315 868 | 345 317 | 298 988 | 242 768 | -18,8 |
| Fromages | 1 292 726 | 1 361 926 | 1 418 193 | 1 404 175 | 1 363 598 | -2,9 |
| Lactosérum | 650 506 | 674 095 | 729 922 | 765 419 | 708 826 | -7,4 |
| IMPORTATIONS | | | | | | |
| Beurre et MGLA | 79 835 | 79 849 | 57 246 | 55 905 | 81 862 | 46,4 |
| Poudre de lait écrémé | 55 166 | 77 670 | 45 794 | 40 557 | 43 483 | 7,2 |
| Poudre grasse | 43 975 | 43 489 | 27 848 | 12 295 | 19 705 | 60,3 |
| Fromages | 244 626 | 258 541 | 262 559 | 239 567 | 235 731 | -1,6 |
| Lactosérum | 153 746 | 138 446 | 137 192 | 113 496 | 116 580 | 2,7 |
| SOLDE | | | | | | |
| Beurre et MGLA | +169 010 | +225 061 | +264 215 | +214 561 | +184 959 | |
| Poudre de lait écrémé | +772 248 | +869 084 | +786 672 | +749 409 | +638 243 | |
| Poudre grasse | +302 833 | +272 380 | +317 470 | +286 693 | +223 063 | |
| Fromages | +1 048 099 | +1 103 385 | +1 155 634 | +1 164 608 | +1 127 867 | |
| Lactosérum | +496 760 | +535 649 | +592 730 | +651 922 | +592 246 | |

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

5-40 Solde du commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

5-41 Prix moyen du lait payé aux producteurs

Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

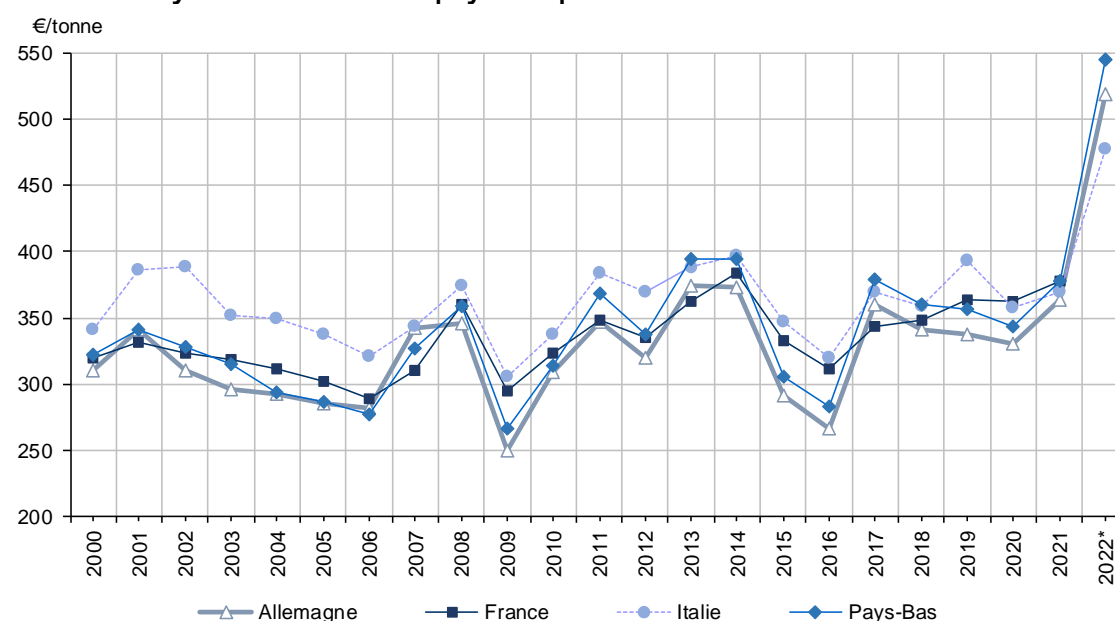
| €/tonne | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* | % 22/21** |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Allemagne | 341,4 | 338,2 | 330,8 | 363,8 | 519,1 | 44,6 |
| Autriche | 369,5 | 370,0 | 377,4 | 396,6 | 493,3 | 25,7 |
| Belgique | 321,3 | 330,3 | 312,8 | 364,5 | 527,9 | 48,0 |
| Danemark | 359,6 | 341,8 | 348,1 | 374,7 | 530,5 | 43,2 |
| Espagne | 312,2 | 318,4 | 322,1 | 332,3 | 439,4 | 32,9 |
| France | 348,2 | 363,0 | 362,0 | 378,0 | 440,7 | 17,3 |
| Irlande | 339,8 | 329,5 | 335,0 | 394,6 | 569,5 | 45,3 |
| Italie | 358,5 | 392,9 | 357,9 | 369,3 | 477,3 | 30,1 |
| Pays-Bas | 360,1 | 356,6 | 343,2 | 377,5 | 545,0 | 46,4 |
| Royaume-Uni | 322,8 | 320,3 | | | | |
| Hongrie | 297,7 | 309,9 | 300,3 | 315,2 | 421,7 | 34,7 |
| Pologne | 319,4 | 316,8 | 315,0 | 344,0 | 480,5 | 41,8 |
| République tchèque | 324,7 | 335,3 | 315,7 | 343,8 | 451,5 | 32,6 |
| Bulgarie | 299,4 | 304,2 | 315,6 | 332,7 | 423,5 | 28,3 |
| Roumanie | 299,6 | 303,3 | 311,5 | 322,8 | 465,5 | 45,5 |
| UE 27/28 | 340,5 | 344,9 | 341,0 | 367,4 | 494,1 | 35,9 |

*Moyenne calculée sur 11 mois

**Évolution calculée sur 11 mois

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-42 Prix moyen annuel** du lait payé aux producteurs

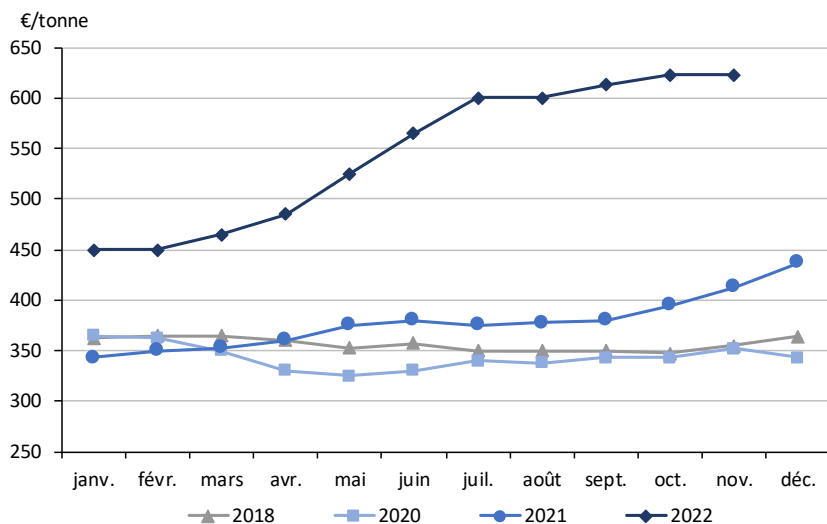


*Moyenne calculée sur 11 mois

**Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

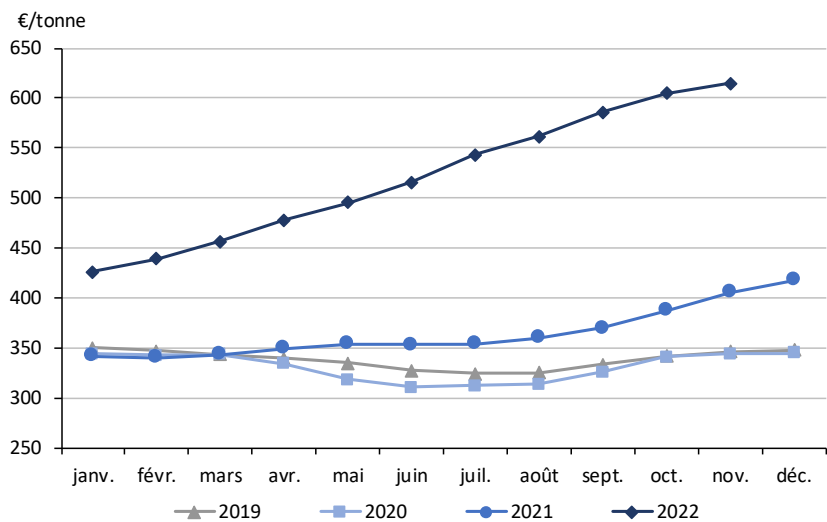
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-43 Prix moyen du lait de vache (taux réel) aux Pays-Bas



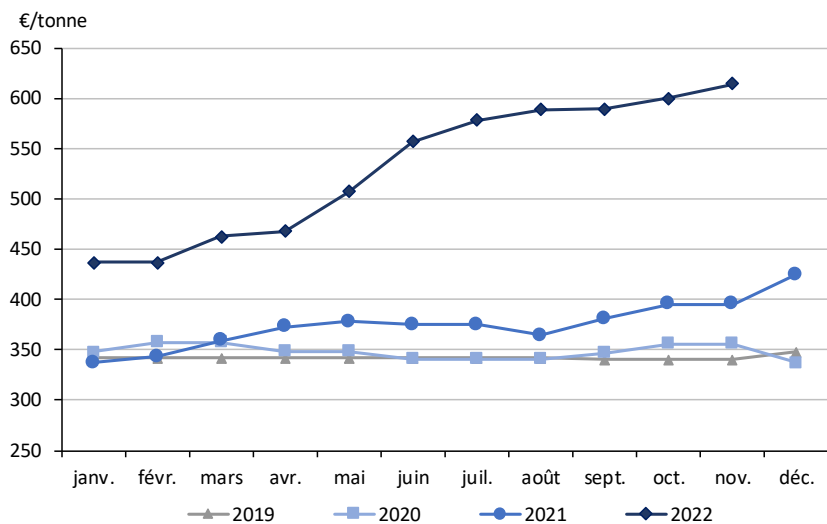
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-44 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Allemagne



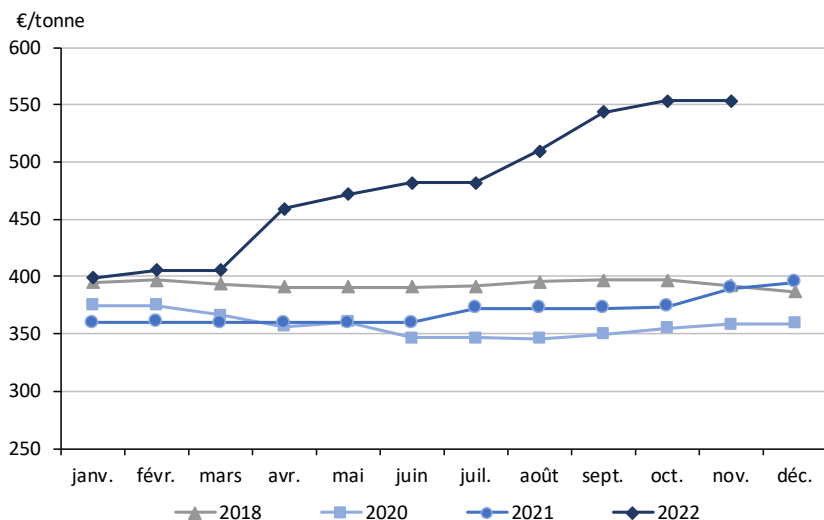
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-45 Prix moyen du lait de vache (taux réel) au Danemark



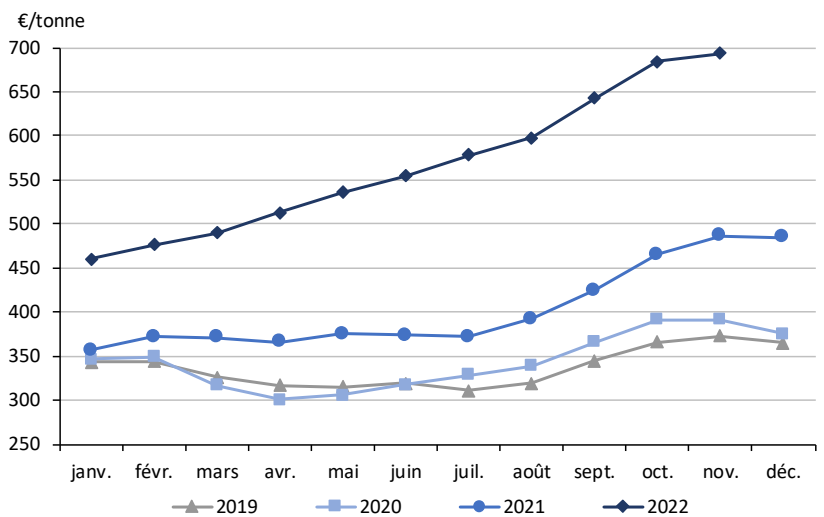
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-46 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Italie



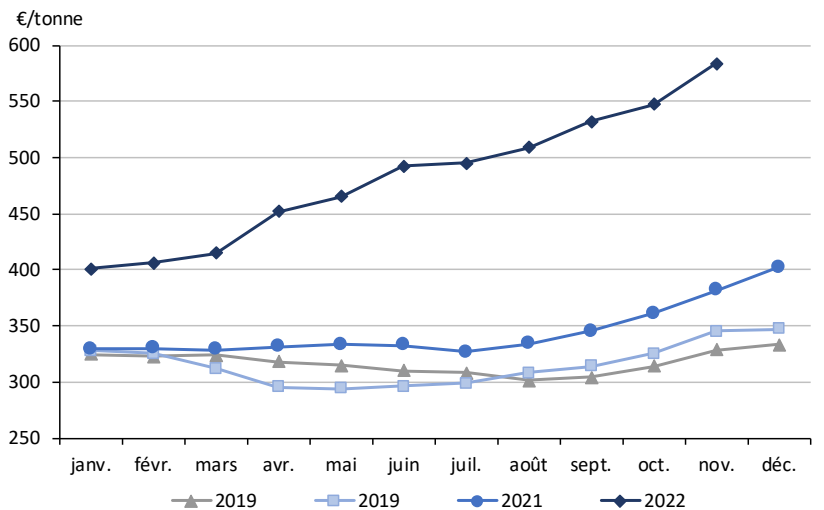
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-47 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-48 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Pologne



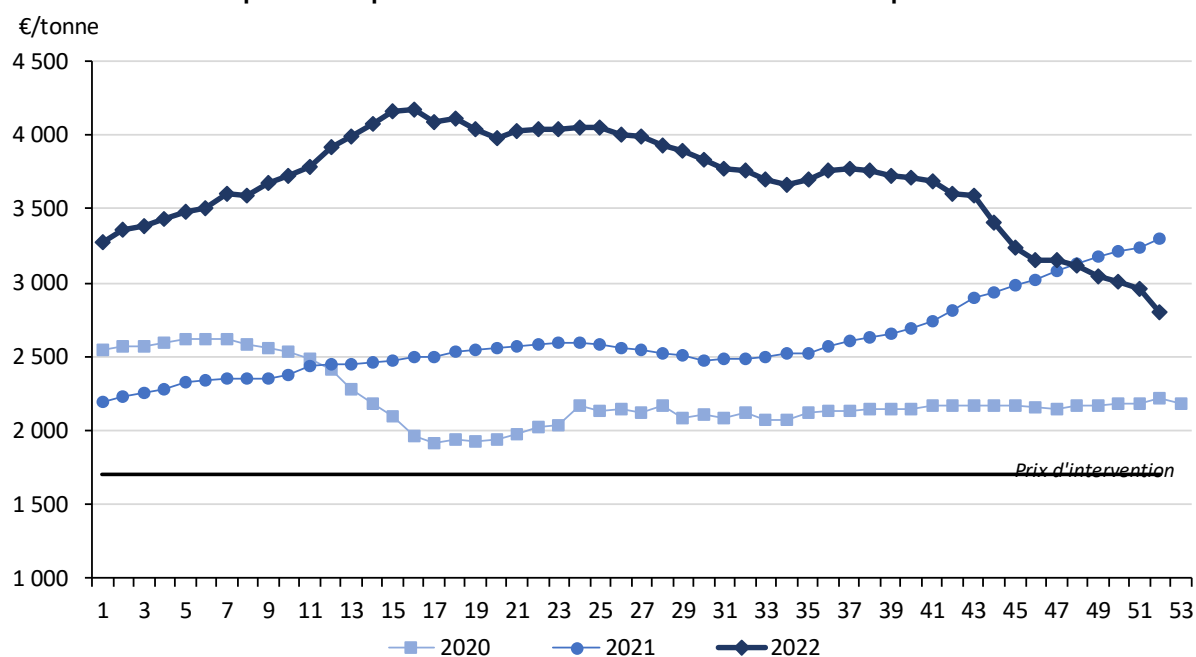
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-49 Cotations européennes (UE à 27, hors Royaume-Uni) des produits industriels

| €/tonne | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Beurre | 5 026,8 | 3 933,9 | 3 367,4 | 4 165,8 | 6 678,0 | 60,3 |
| Poudre 0 % | 1 486,5 | 2 081,9 | 2 214,8 | 2 608,6 | 3 678,2 | 41,0 |
| Poudre 26 % | 2 699,1 | 2 905,2 | 2 793,0 | 3 255,6 | 4 772,6 | 46,6 |
| Poudre de lactosérum | 714,0 | 755,9 | 748,7 | 967,0 | 1 189,9 | 23,0 |
| Gouda | 3 098,1 | 3 130,1 | 3 177,6 | 3 327,8 | 4 737,2 | 42,4 |
| Cheddar | 3 172,1 | 3 029,6 | 3 034,8 | 3 179,4 | 4 234,0 | 33,2 |
| Edam | 3 025,2 | 3 095,5 | 3 120,9 | 3 328,7 | 4 856,6 | 45,9 |

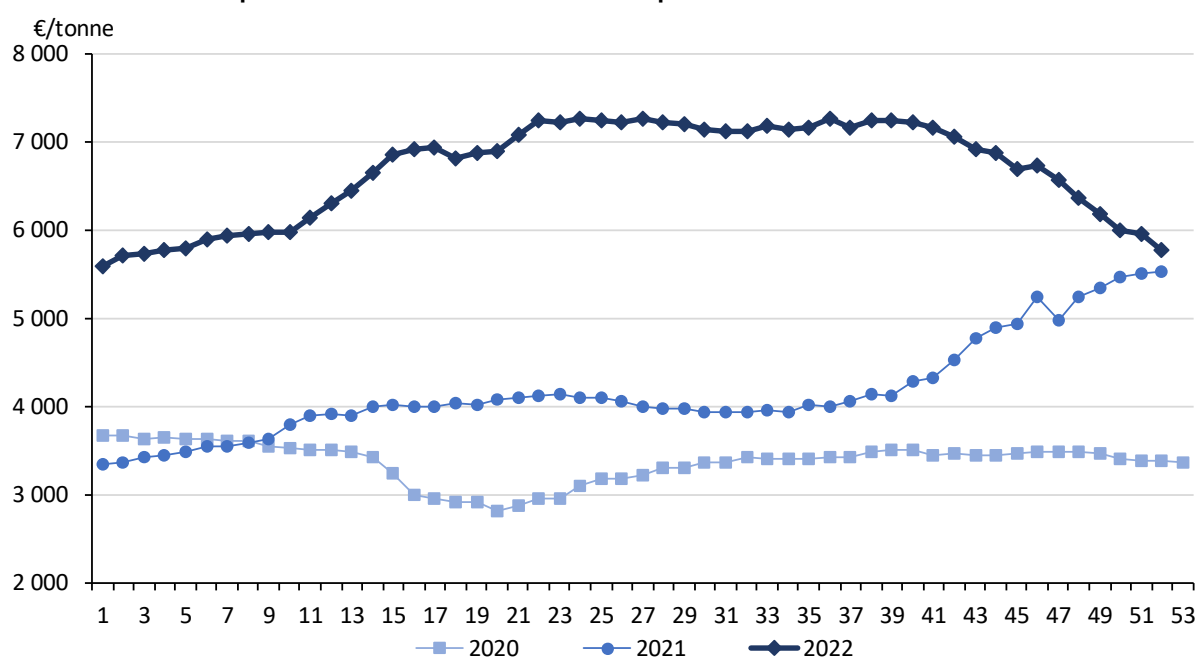
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-50 Évolution du prix de la poudre de lait écrémé dans l'Union européenne à 27



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-51 Évolution du prix du beurre dans l'Union européenne à 27



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Le marché mondial du lait de vache

› La collecte mondiale a diminué en 2022, après un premier semestre marqué par un net reflux des volumes

En 2022, la collecte des grandes zones productrices et exportatrices, c'est-à-dire la collecte cumulée de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, des États-Unis, de l'UE 27 et de l'Argentine, s'est établie à 287,5 millions de tonnes, un volume en recul de 0,5 % (figures 5-52 et 5-53). Un important rattrapage des volumes a eu lieu au 2^e trimestre, puisqu'en effet, sur les 6 premiers mois de l'année, la collecte avait reculé de 1,5 %.

La production a été en repli sur toute l'année civile en Nouvelle-Zélande ; le repli s'est porté à 3,8 % sur l'année. La baisse des volumes néo-zélandais a été multifactorielle. Tout d'abord, le pays a dû faire face au phénomène météorologique *La Niña* pour la seconde année consécutive, qui a engendré des conditions météorologiques plutôt sèches dans la plupart des régions laitières de Nouvelle-Zélande, affectant la pousse de l'herbe et les rendements des récoltes. D'autre part, le pays n'a pas échappé à la hausse des prix de l'alimentation animale, elle-même conséquence en partie des conditions météorologiques. Les coûts de l'électricité et des carburants se sont également alourdis en 2022. D'après l'USDA, les conséquences de la Covid-19 ont elle aussi pesé sur la production. En effet, les fermetures des ports en Chine au printemps ont pu perturber les importations de fertilisants. D'autre part, la Nouvelle-Zélande a connu un rebond épidémique important sur la première moitié de 2022, causant des retards dans les abattages de réformes, ce qui aurait pesé sur la disponibilité de l'alimentation animale dans les exploitations laitières.

En **Australie, la collecte a aussi été en baisse sur toute l'année 2022**. Sur 11 mois, les volumes produits ont diminué de 6,8 %. Les conditions climatiques avaient pourtant été plutôt favorables à la pousse d'herbe, malgré quelques épisodes d'inondations. La production a notamment été impactée par la pénurie de main d'œuvre qui a touché le pays, en lien avec la fermeture des frontières due à la pandémie de la Covid-19. D'autre part, la poursuite de la diminution du cheptel a pu également jouer un rôle dans le repli des volumes.

En revanche, **la production de lait aux États-Unis** a expliqué en partie le rattrapage des volumes à l'échelle mondiale. Après 6 mois de repli modéré de la collecte (- 0,7 %), les volumes ont été en hausse sur le reste de l'année (+ 1,1 %). Sur l'année, les volumes sont restés stables (+ 0,2 %). En 2022, les fabrications se sont concentrées sur les fromages (+ 1,8 %) et par conséquent sur le lactosérum (+ 2,2 %), au détriment du beurre et de la poudre maigre. Pour ces deux produits, les volumes produits se sont repliés respectivement de 2,0 % et de 2,6 %. Par ailleurs, 2022 a été marquée aux États-Unis par une pénurie de poudres infantiles : l'épidémie de la Covid-19 avait perturbé les chaînes d'approvisionnement et des difficultés étaient encore perceptibles en 2021. Le problème est devenu majeur à la suite de la fermeture d'un important site de production dans le Michigan, qui s'est suivie d'un important rappel de produits.

En Argentine, la production a été moins bien orientée en 2022 par rapport aux années précédentes, se maintenant à son niveau de 2021 après deux années consécutives de progression. Il y a pourtant eu quelques mois marqués par de fortes progressions de la collecte en début d'année (+ 3,6 % en février, puis + 2,5 % en mars), mais le reste de l'année aura été plus mitigé. Les progressions au 1^{er} semestre ont été aidées par les conditions météorologiques, avec peu d'humidité et pas d'épisodes de fortes chaleurs, mais les sécheresses estivale et automnale ont pénalisé les stocks fourragers et la pousse de l'herbe. Les producteurs argentins ont également dû faire face à la hausse des coûts de production. L'annonce d'un 3^e épisode de *La Niña* devrait amener une nouvelle sécheresse, ce qui pourrait affecter la production en 2023.

Dans d'autres pays d'Amérique latine, la situation s'est plus nettement dégradée. En effet, en **Uruguay**, la production a diminué de 1,5 % en 2022 au regard de 2021. D'après la FAO, les conditions y ont été défavorables au pâturage. Au **Chili**, malgré de fortes hausses mensuelles en avril et mai, la production annuelle s'est repliée de 2,5 %. Enfin, au **Brésil**, les volumes se sont effondrés de 6,1 % sur 9 mois. Cependant, au **Mexique**, la production a augmenté (+ 1,9 %), portant la production de lait de vache à 13,1 milliards de litres.

En Europe, au-delà de la stabilité de la production dans l'Union européenne, la production a été en légère hausse en **Biélorussie** (+ 0,5 %). Celle-ci s'était fortement développée à la suite de l'embargo russe de 2014. Ainsi, 2022 a marqué la 9^e année de progression consécutive de la collecte biélorusse. En parallèle, les volumes ont progressé encore plus fortement en **Russie** (+ 1,8 %). Au Royaume-Uni, la collecte a suivi la même dynamique qu'en Europe : en repli marqué de janvier à août, les volumes se sont réorientés à la hausse à partir de septembre. Au total, les volumes se sont établis à 15,4 millions de tonnes (- 0,6 % par rapport à 2021).

› Les échanges de poudres de lait ont reculé en 2022, tandis que ceux de beurre sont restés en hausse

Les échanges mondiaux, représentés par les exportations des pays précédemment cités pour la collecte mondiale, ont globalement ralenti en 2022. Si les envois de beurre et MGLA ont progressé de 9,6 %, les exportations de poudre maigre ont perdu 6,8 %, celles de poudre grasse 10,5 % et celles de fromages 3,1 %.

Les exportations mondiales de poudre maigre ont connu des baisses quasiment tous les mois de l'année, particulièrement au printemps, avec des replis allant jusqu'à 11,8 % au mois de mai 2022. L'essentiel de la diminution est due à la baisse des volumes exportés par l'UE 27 et les États-Unis. En parallèle, sur 11 mois, les volumes exportés par la Nouvelle-Zélande ont augmenté de 9,2 %. Les envois ont été en recul sur la période printanière et en reprise depuis juillet 2022, malgré des volumes produits en recul. Les envois vers la Chine ont faibli sur toute l'année 2022, particulièrement en fin d'année qui correspond à une période où les volumes exportés sont plus élevés. Dans ce contexte, la Nouvelle-Zélande a plus envoyé de poudre maigre vers ses destinations habituelles secondaires, comme l'Indonésie (+ 121,6 % sur 11 mois), la Thaïlande et la Malaisie (respectivement + 21,3 % et + 23,7 %, avec des exportations soutenues au 1^{er} trimestre essentiellement) ou encore le Vietnam (+ 17,2 %, surtout en fin d'année). Les exportations de poudre maigre de l'Australie ont elles aussi progressé (+ 2,7 %) en dépit d'une collecte en repli. Les envois australiens vers la Chine se sont maintenus sur 11 mois (+ 2,8 %), malgré un recul marqué sur les 5 premiers mois de 2022. Les volumes exportés vers l'Indonésie ont là aussi été dynamiques (+ 14,1 %), surtout au 1^{er} trimestre, puis à partir du mois d'août. Les exportations vers le Koweït et le Vietnam, plus marginales en volume, ont connu des progressions assez marquées (respectivement + 89,4 % et + 39,0 %).

La baisse des **exportations mondiales de poudre grasse** est essentiellement imputable à la dynamique néo-zélandaise. La Nouvelle-Zélande a notamment diminué ses envois vers la Chine par deux (- 48,0 %). Les volumes à destination des Émirats arabes unis ont également diminué (- 13,9 %). En parallèle, la Nouvelle-Zélande a renforcé ses envois à destination de l'Algérie (+ 162,2 %) et l'Indonésie (+ 64,8 %). Les exportations de l'UE 27 ont également participé au repli des volumes mondiaux (Voir partie Union européenne). En revanche, les envois australiens de poudre grasse ont grossi de 17,4 %, aidés par des achats soutenus des Emirats arabes unis, et dans une moindre mesure de l'Indonésie et de la Thaïlande.

Étant le premier exportateur mondial de **fromages**, l'UE à 27 est responsable de l'essentiel de la baisse des volumes exportés en 2022, mais les envois néo-zélandais ont également chuté (- 5,6 %). Les volumes ont notamment diminué à destination de la Chine (- 4,4 %), mais également de l'Australie (- 17,5 %), tandis que les tonnages vers le Japon se sont renforcés (+ 5,1 %). En parallèle, les envois de fromages américains ont progressé de 11,8 %, en particulier vers le Mexique (+ 16,9 %), première destination des fromages américains. Les exportations de fromages depuis l'Argentine ont progressé de 4,8 %, malgré la baisse des envois vers la Russie depuis le début du conflit russo-ukrainien. Les volumes de fromages exportés par l'Argentine ont en revanche augmenté vers les pays voisins comme le Brésil et le Chili.

Les exportations néo-zélandaises de beurre ont augmenté en 2022 (+ 14,6 %), notamment vers la Chine (+ 25,3 %) qui représentent plus du quart des envois depuis la Nouvelle-Zélande. Les volumes exportés ont également été renforcés pour les destinations australienne et indonésienne. Cette évolution explique l'essentiel de la progression des **exportations mondiales de beurre**. Les volumes américains de beurre exportés ont également progressé (+ 46,2 %), mais ils sont bien inférieurs aux volumes néo-zélandais.

› Après avoir atteint des niveaux record, les prix se sont orientés à la baisse à la suite du repli des achats chinois

En Océanie, **le prix du beurre industriel a atteint son maximum** en semaine 11, à 6 975 \$/t (soit 6 364 €/t), niveau conservé pendant un mois avant de se réorienter à la baisse (figure 5-56). Le pic a ainsi été plus précoce qu'en Europe, mais la tendance s'est aussi inversée plus rapidement. Pour la poudre maigre, les dynamiques ont été plus synchrones sur les deux zones, avec un pic en semaine 15, avant de s'éroder progressivement sur le reste de l'année (figure 5-55). Ainsi, si le prix du beurre a été en moyenne en hausse de 27,3 % en Océanie et de 61,1 % en Europe de l'Ouest par rapport à 2021 (figure 5-54), le prix du beurre en semaine 51 en Océanie avait perdu 1 213 \$/t par rapport à son niveau de la semaine 1 de 2022. De même, le prix de la poudre maigre a chuté de 700 \$/t entre ces deux mêmes dates.

Les prix aux États-Unis ont été plus décalés dans le temps sur les deux produits, n'atteignant le maximum pour le beurre qu'en fin d'année (semaine 43). Le prix du beurre a presque doublé en moyenne (+ 87,1 %) et le prix de la poudre maigre a grossi de 52,0 %.

Le ralentissement des achats chinois de poudres au printemps a été un des principaux déterminants dans la chute des prix mondiaux des produits industriels. En Chine, les importations de poudre grasse ont diminué de 18,9 % en 2022 au regard de 2021. Le décrochage a été particulièrement marqué entre mai et août, où les baisses mensuelles ont été comprises entre 35,4 % et 59,5 %. Les importations de poudre de lait écrémé ont connu la même évolution, avec des replis qui ont même commencé dès le mois de mars. Au total, les arrivées de poudre maigre en Chine ont reculé de 24,5 %. La baisse de cette demande a été la conjonction de plusieurs facteurs, avec d'une part, la hausse de la production locale, mais aussi des stocks chinois qui étaient assez hauts à ce moment-là. D'autre part, la baisse de la demande du secteur de la restauration hors domicile en lien avec les confinements qui ont eu lieu, et notamment les 2 mois de confinement de Shanghai (28 millions d'habitants), a pu affecter les importations. En parallèle, la demande chinoise pour le lactosérum a été assez basse sur tout le premier semestre, mais les importations ont repris à des niveaux élevés sur le second semestre, sans toutefois pouvoir compenser la dynamique du début d'année : en effet, les volumes importés ont reculé de 20,2 % en 2022 par rapport à 2021. Par ailleurs, les importations de poudres infantiles ont repris en 2022 (+ 7,9 %). Les produits européens ont davantage su profiter de ce retour des achats chinois :

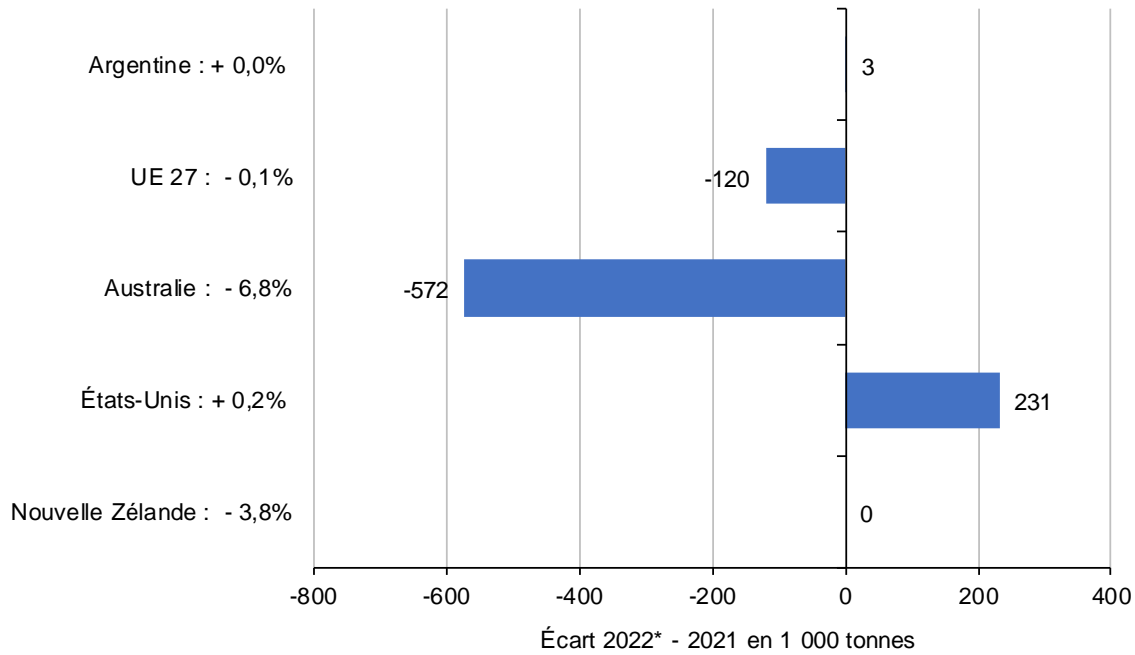
+ 33,6 % pour la provenance Pays-Bas et + 16,5 % pour la provenance France. En revanche, les importations chinoises de poudres infantiles néo-zélandaises ont baissé en volume (- 4,4 %).

› Les prix du lait ont pu augmenter grâce aux niveaux des produits industriels, mais la dynamique de fin d'année pourrait peser sur les prix en 2023

Les hauts niveaux de prix des produits laitiers industriels ont permis une forte revalorisation des prix du lait. Cela a été le cas dans l'UE 27, notamment pour les pays du Nord de l'Union européenne (voir partie UE). Aux États-Unis (figure 5-59), le prix du lait a atteint 27,30 \$/cwt (soit 552,4 €/1 000 l) au mois de mai 2022, et les écarts de prix mensuels entre 2021 et 2022 n'ont pas été inférieurs à 146 €/1 000 l, variation de la parité entre l'euro et le dollar prise en compte. En Argentine (figure 5-58), le prix a été en hausse constante en 2022 atteignant 66,24 ARS \$/l au mois de décembre (soit une hausse de 92,8 % par rapport à décembre 2021). En lien avec la dévaluation du peso argentin, le prix converti en euro a néanmoins entamé une diminution à partir d'octobre 2022.

La baisse des prix des produits ingrédients pourraient se répercuter sur les prix en 2023. En fin d'année 2022, la progression du prix avait déjà stagné en Nouvelle-Zélande (figure 5-57). En effet, le prix avait atteint 72,96 NZ\$/100 kg au premier trimestre 2022, mais n'était plus que de 68,40 NZ\$/100 kg au mois de novembre 2022.

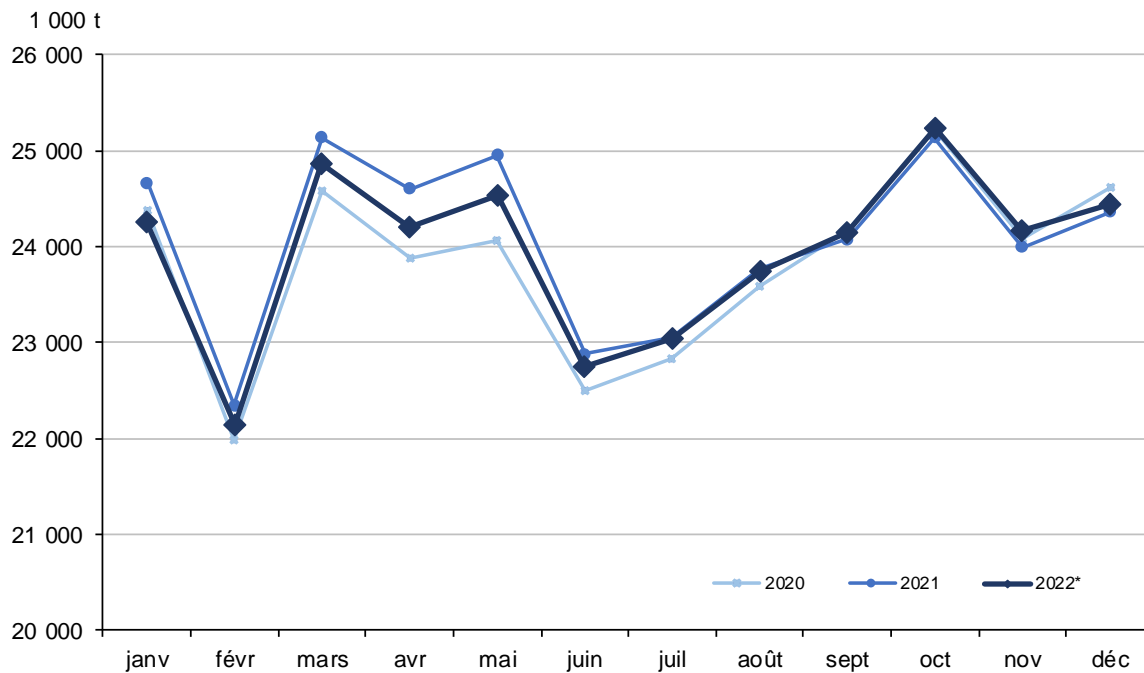
5-52 Évolution de la collecte entre 2021 et 2022* dans les principaux pays producteurs



*Estimation pour le mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

5-53 Collecte « mondiale » de lait de vache (cumul des principaux producteurs : Union européenne à 27, États-Unis, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande)



*Estimation pour le mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

5-54 Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

| €/tonne | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Poudre 0 % | | | | | | |
| FOB Océanie | 1 685,9 | 2 339,7 | 2 460,9 | 2 834,3 | 3 658,8 | 29,1 |
| FOB Europe de l'Ouest | 1 508,2 | 2 120,5 | 2 154,3 | 2 622,3 | 3 747,4 | 42,9 |
| FOB États-Unis | 1 475,2 | 2 028,4 | 2 032,1 | 2 325,0 | 3 535,2 | 52,0 |
| Beurre | | | | | | |
| FOB Océanie | 4 136,4 | 4 031,3 | 3 397,5 | 4 317,2 | 5 497,1 | 27,3 |
| FOB Europe de l'Ouest | 5 107,2 | 3 928,9 | 3 213,4 | 4 232,9 | 6 819,2 | 61,1 |
| FOB États-Unis | 4 220,8 | 4 438,1 | 3 134,5 | 3 183,9 | 5 957,4 | 87,1 |
| Poudre 26 % | | | | | | |
| FOB Océanie | 2 539,9 | 2 797,8 | 2 621,5 | 3 252,6 | 3 665,2 | 12,7 |
| FOB Europe de l'Ouest | 2 740,8 | 2 933,7 | 2 704,4 | 3 309,4 | 4 882,2 | 47,5 |
| Poudre de lactosérum | | | | | | |
| FOB Europe de l'Ouest | 792,9 | 812,7 | 766,5 | 1 035,2 | 1 256,8 | 21,4 |
| FOB États-Unis | 630,8 | 754,9 | 695,0 | 1 049,7 | 1 272,1 | 21,2 |
| Cheddar | | | | | | |
| FOB Océanie | 3 090,3 | 3 459,3 | 3 490,6 | 3 731,5 | 5 171,7 | 38,6 |
| FOB États-Unis | 2 964,6 | 3 475,7 | 3 968,8 | 3 201,8 | 4 370,5 | 36,5 |

Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

5-55 Prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial



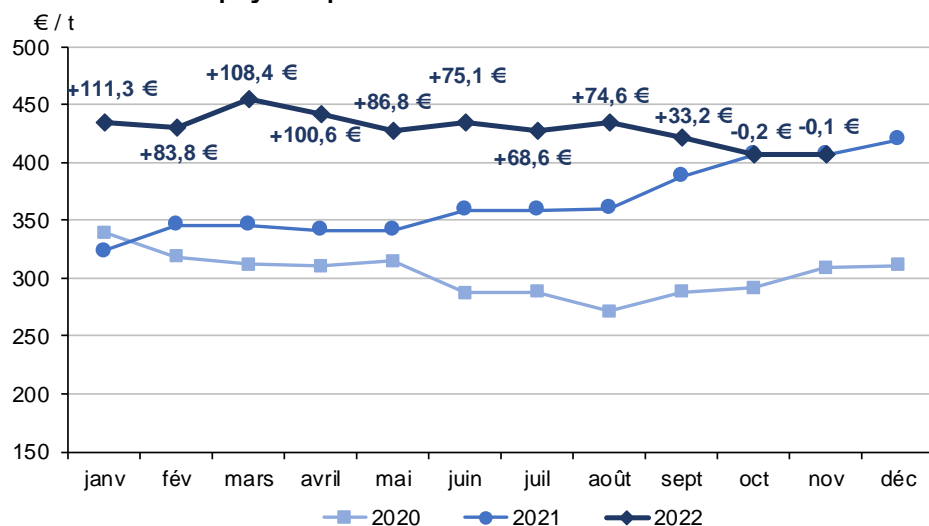
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

5-56 Prix du beurre sur le marché mondial



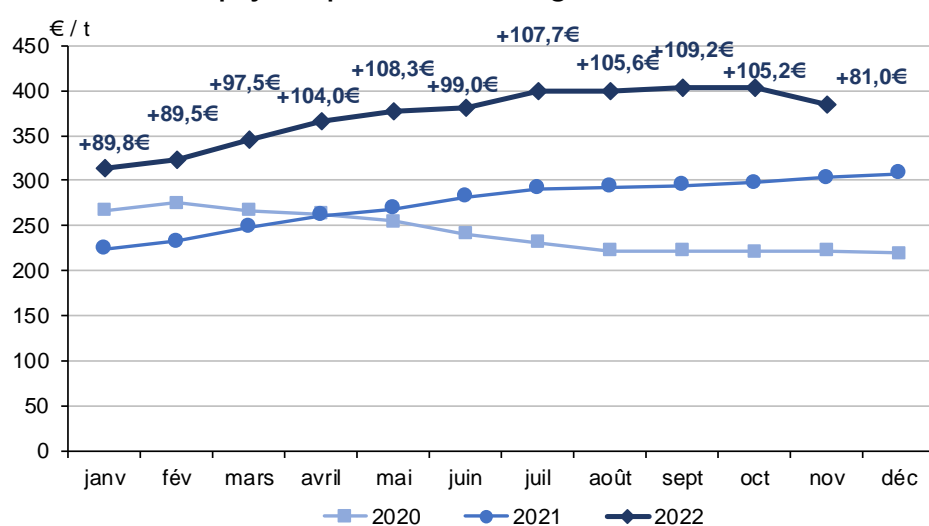
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

5-57 Prix du lait payé au producteur en Nouvelle-Zélande et écarts entre 2021 et 2022



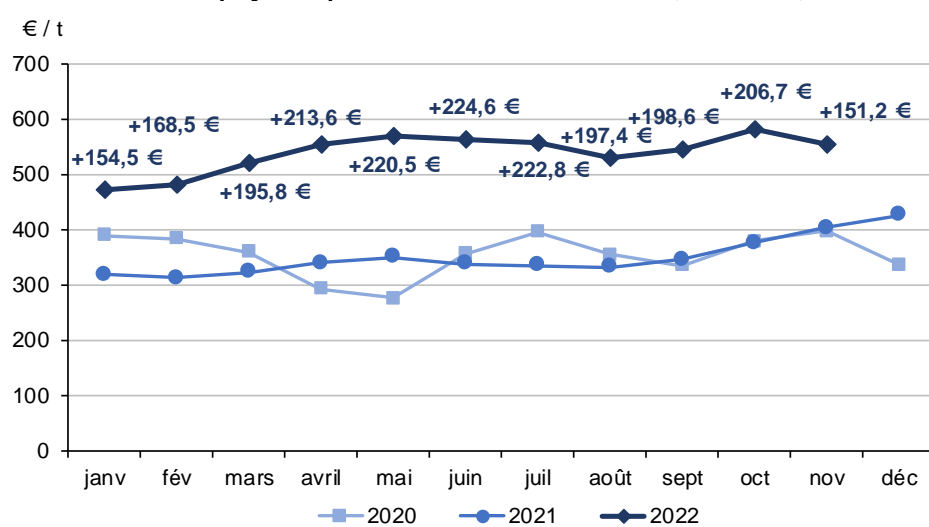
Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

5-58 Prix du lait payé au producteur en Argentine et écarts entre 2021 et 2022



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

5-59 Prix du lait payé au producteur aux États-Unis (tous laits) et écarts entre 2021 et 2022



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Le marché du lait de brebis en France

Pour la filière laitière ovine, compte tenu de la forte saisonnalité de la production, la période étudiée est la campagne laitière, allant du mois d'octobre de l'année n-1 au mois de septembre de l'année n.

› La collecte de lait de brebis est en baisse sur la campagne 2021-2022

Sur la campagne 2021-2022 (entre octobre 2021 et septembre 2022), la collecte de lait de brebis s'est établie à 294,5 millions de litres, soit une baisse de 2,6 % par rapport à la campagne 2020-2021 (figure 6-1), rompant avec la dynamique haussière depuis des années (figure 6-3). Le repli a été particulièrement marqué sur la période allant de février à juin (- 4,1 %). Pourtant, le nombre de brebis laitières a augmenté de 1,0 % pour s'établir à 1,28 million de têtes selon les enquêtes de cheptel de décembre 2021. Toutefois, la collecte a connu des hausses modérées en début et en fin de campagne sur les mois d'octobre (+ 0,8 %), janvier (+ 1,3 %) et septembre (+ 0,6 %) (figure 6-2).

La collecte a été en repli de 2 % en Occitanie (1^{ère} région de collecte) ainsi qu'en Nouvelle-Aquitaine (- 5 %) par rapport à la campagne précédente. En parallèle, la collecte en Corse a baissé de 3,1 % (- 195 000 litres) sur la même période. La réduction du nombre de livreurs explique en partie ce tassement de la collecte.

› En 2022, les fabrications de fromages au lait de brebis baissent également

Le recul de la collecte sur la campagne 2021-2022 s'est accompagné d'une baisse pour toutes les catégories de fabrications. Avec 60 730 tonnes, les fabrications de fromages ont reculé de 3,3 % par rapport à la campagne précédente (figure 6-4) : les pâtes pressées non cuites (PPNC) ont baissé de 4,1 % notamment pour l'Ossau-Iraty (- 5,1 %, entre décembre 2021 et septembre 2022). Par ailleurs, les fabrications de Roquefort (14 038 tonnes entre janvier et juin 2022) (figure 6-5) et des fromages à pâte molle (1 659 tonnes) ont également reculé, respectivement de 7,8 % et de 6,5 %.

Parallèlement, les fabrications des produits ultra-frais (11 340 tonnes) ont affiché une baisse de 8,3 % sur la campagne 2021-2022 par rapport à la campagne précédente. En effet, du fait d'une consommation française en repli dans un contexte de baisse généralisée du pouvoir d'achat, les transformateurs ont ralenti les fabrications à base de lait de brebis, dont celles de fromages et encore plus d'ultra-frais.

› Nette hausse des coûts de production sur la campagne 2021-2022

En septembre 2022, l'IPAMPA lait de brebis a augmenté de 17,1 % par rapport au mois d'octobre 2021 (figure 6-7). Cette évolution est liée principalement à l'envolée du prix des aliments (représentant 26 % des charges) qui s'est accru de 29,2 % sur la même période, mais également de l'énergie (+ 19,3 %, représentant 10 % des charges), des engrais et amendements qui a bondi de 48,3 %.

› Nette baisse des achats des produits au lait de brebis au premier semestre de la campagne 2021-2022

En cumul sur les six premiers mois de la campagne 2021/2022 (d'octobre 2021 jusqu'à mars 2022), les achats des fromages au lait de brebis ont chuté de 15,5 % par rapport aux six premiers mois de la campagne 2020-2021, période pendant laquelle les achats au détail ont été particulièrement dynamiques dans un contexte de restrictions sanitaires et la fermeture de la RHD.

En effet, les achats se sont effondrés pour toutes les catégories, - 15,0 % pour le Roquefort, - 15 % pour les PPNC dû principalement au fléchissement de l'Ossau-Iraty (- 11,3 %) et - 23,5 % pour la Feta dont la consommation était pourtant en progression depuis plusieurs années. Dans le même temps les achats d'ultra-frais ont reculé de 6,9 % tirés par la forte baisse des ventes de yaourts (- 13,1 %, soit - 1 073 tonnes) tandis que ceux des fromages frais ont progressé de 13,4 % (soit + 263 tonnes).

En comparaison avec le premier semestre de la campagne 2019-2020, avant les restrictions sanitaires, les ventes de fromages ont reculé de 7,7 %. Seules les ventes de Feta ont connu une progression de 5,1 % sur la même période, malgré la baisse récente. Parallèlement, la tendance reste baissière pour les achats des produits ultras frais (- 9,8 %).

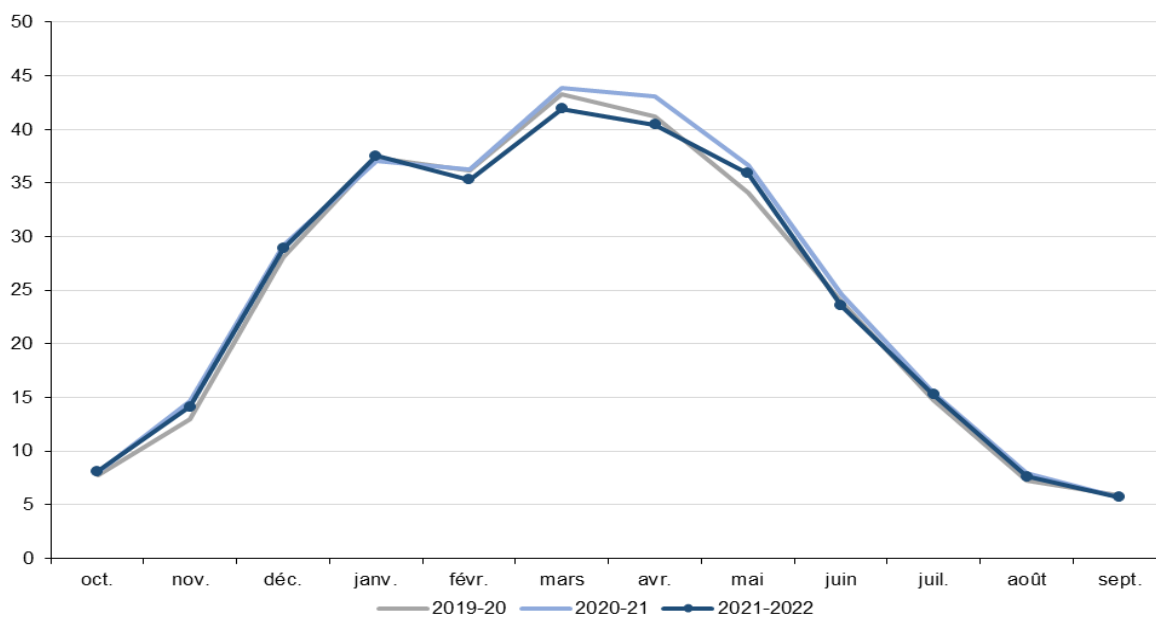
6-1 Collecte nationale de lait de brebis, par campagne

| 1 000 l | 2017-18 | 2018-19 | 2019-20 | 2020-21 | 2021-22 | % 21-22/ 0-21 |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| octobre | 6 329 | 6 665 | 7 777 | 8 063 | 8 130 | 0,8 |
| novembre | 11 439 | 11 552 | 13 010 | 14 673 | 14 142 | -3,6 |
| décembre | 27 114 | 26 465 | 28 099 | 29 135 | 28 910 | -0,8 |
| janvier | 38 057 | 35 087 | 37 395 | 37 078 | 37 558 | 1,3 |
| février | 36 351 | 34 588 | 36 159 | 36 243 | 35 328 | -2,5 |
| mars | 42 951 | 42 691 | 43 275 | 43 925 | 41 911 | -4,6 |
| avril | 42 461 | 41 529 | 41 256 | 43 060 | 40 432 | -6,1 |
| mai | 36 254 | 36 267 | 34 093 | 36 646 | 35 909 | -2,0 |
| juin | 23 298 | 24 502 | 23 956 | 24 651 | 23 581 | -4,3 |
| juillet | 14 090 | 14 613 | 14 709 | 15 400 | 15 275 | -0,8 |
| août | 6 864 | 7 386 | 7 273 | 7 894 | 7 616 | -3,5 |
| septembre | 4 901 | 5 534 | 5 900 | 5 666 | 5 700 | 0,6 |
| TOTAL | 290 109 | 286 878 | 292 901 | 302 434 | 294 492 | -2,6 |

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

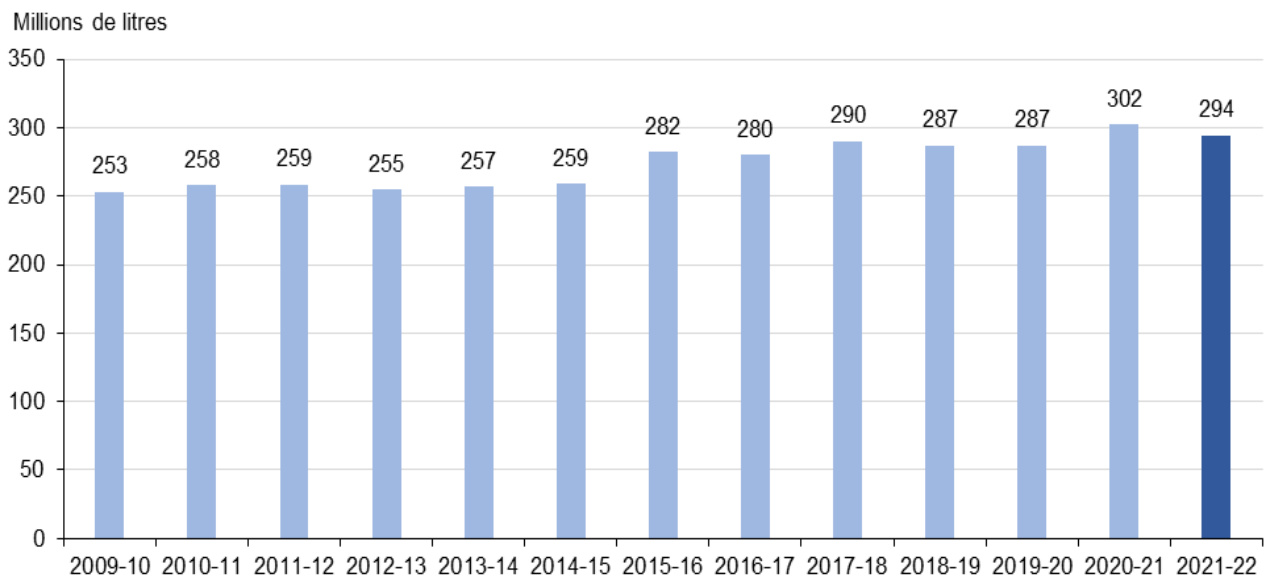
6-2 Collecte mensuelle de lait de brebis, total France

Millions de litres



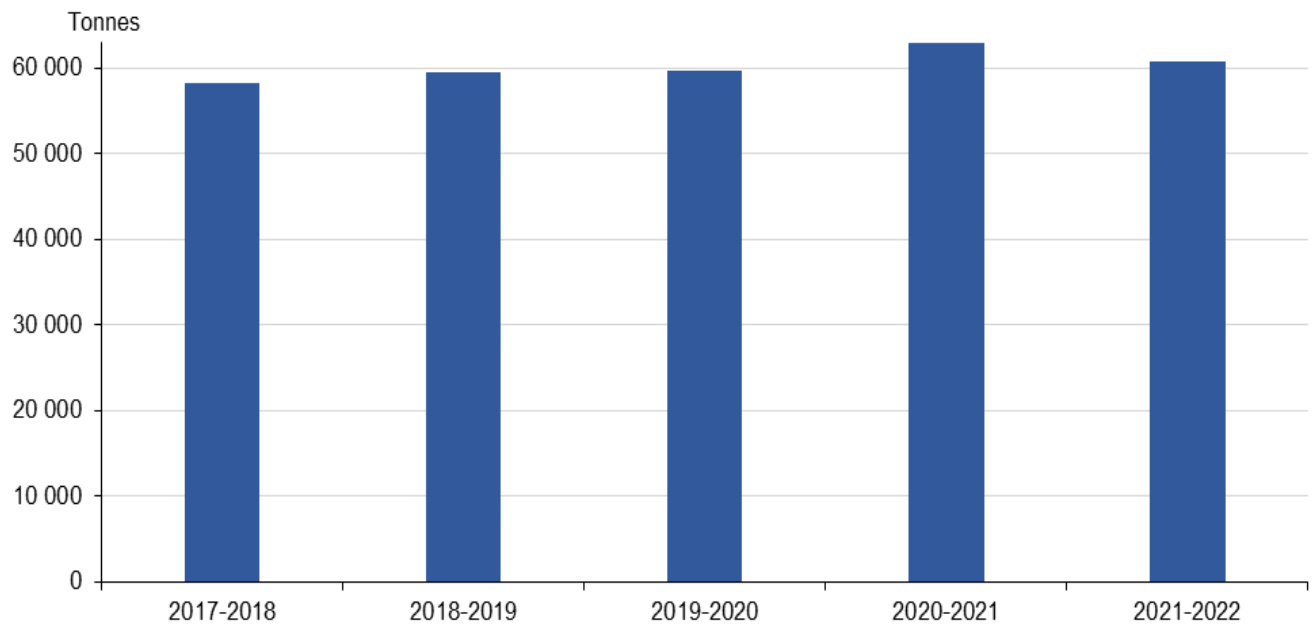
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

6-3 Collecte de lait de brebis par campagne (octobre à septembre)



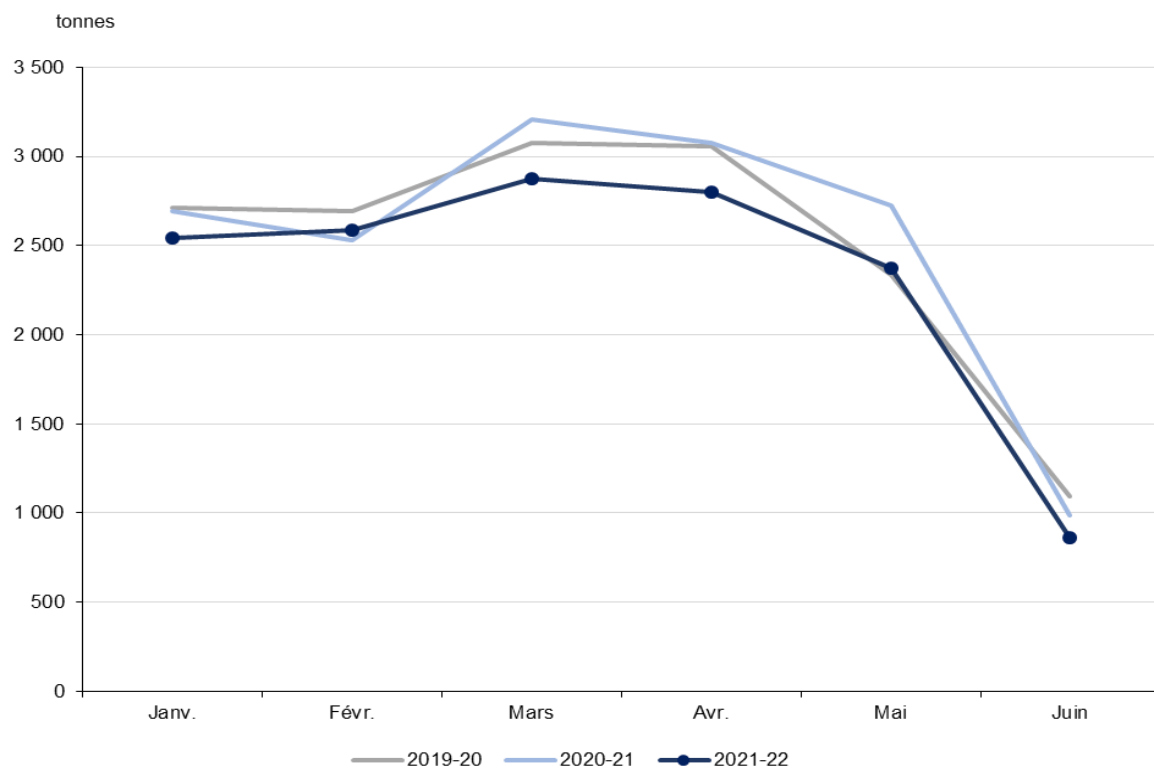
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

6-4 Évolution des fabrications de fromages de brebis



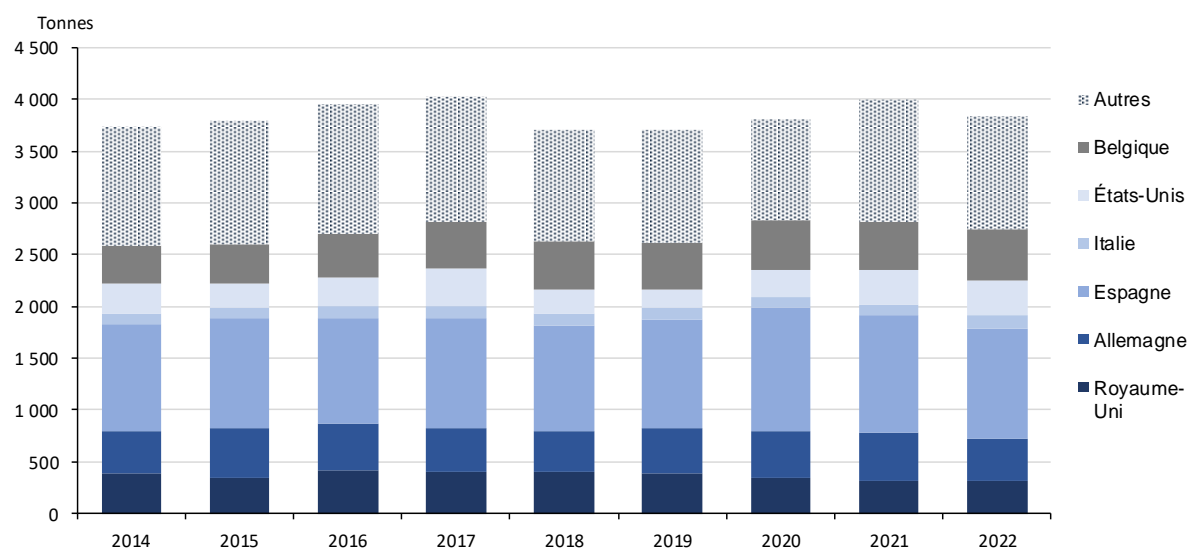
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

6-5 Fabrications mensuelles de Roquefort (premier semestre)



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

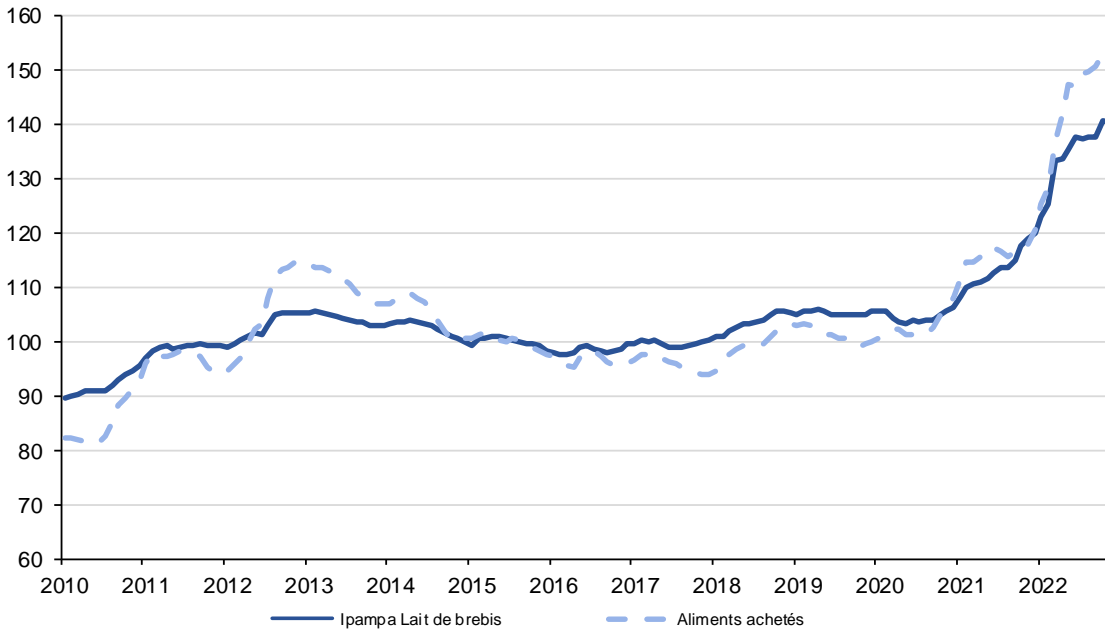
6-6 Exportations de Roquefort



Source : FranceAgriMer d'après douane française

6-7 Évolution des coûts de production, Ipampa

Base 100 en 2015



Source : FranceAgriMer d'après Idele et Insee

Le marché du lait de chèvre en France

› Une collecte de lait de chèvre en hausse en 2022

Profitant probablement de report de stock de fourrages de qualité de l'année 2021, la collecte de lait de chèvre a connu un démarrage dynamique au premier trimestre (+ 2,1 % par rapport au premier trimestre 2021) (figure 7-3) alors que le nombre de reproductrices est resté relativement stable par rapport à l'année précédente avec 1,17 million de têtes d'après l'enquête cheptel de fin 2021.

Par la suite, la collecte s'est légèrement repliée tout au long du deuxième trimestre (- 0,3 %). Ce léger recul s'inscrit dans un contexte général de hausse des coûts de production, en particulier des aliments achetés, la filière lait de chèvre étant la filière herbivore la plus touchée par cette hausse du prix des aliments (ceux-ci représentant 50 % du total des charges). Au troisième trimestre, si la sécheresse et les épisodes de canicule ont pénalisé la production fourragère, ils semblent n'avoir eu aucun effet sur la collecte de lait qui a affiché une hausse de 1,6 % par rapport à 2021 à la même période (figure 7-3).

En fin de campagne, la collecte a conservé son dynamisme, enregistrant un sursaut au mois d'octobre en pleine décrue saisonnière de la production laitière caprine (+ 3,6 % par rapport à octobre 2021, soit 1,5 million de litres).

Au total, à plus de 516 millions litres de lait livrés en 2022 (figure 7-1), la collecte de lait de chèvre a encore confirmé le dynamisme observé depuis 2015 (figure 7-2), avec une progression de 1,6 % par rapport à 2021.

› Les importations ont légèrement augmenté en 2022

En baisse depuis 2018, les importations de produits de report caprins ont augmenté de 1,2 % en 2022 par rapport à leur bas niveau de 2021 (figure 7-4). Cette baisse s'explique par la hausse de la collecte nationale ; le lait importé étant considéré comme une variable d'ajustement de l'approvisionnement national. Au total, en 2022, les importations se sont établies à près de 72 millions équivalent litres de lait, soit 867 000 Eql de plus qu'en 2021. Additionné à la collecte totale sur 12 mois, les disponibilités totales pour l'industrie laitière ont progressé de 1,6 %, soit une augmentation de 9,1 millions d'équivalents litres de lait de chèvre par rapport 2021.

En revanche, les importations sont restées à un niveau inférieur par rapport à 2020 et 2019, respectivement de 22,1 % et de 3,4 %. Ce repli est à relier avec la baisse de la collecte de lait de chèvre en Espagne, le premier fournisseur de la France. Parallèlement, la forte hausse qui a marqué le prix du lait espagnol et qui s'inscrit dans un contexte inflationniste particulier dans ce pays a resserré l'écart entre le prix du lait français et l'espagnol, rendant ce dernier moins compétitif par rapport aux années précédentes.

› Des fabrications en baisse en 2022 malgré une collecte à la hausse

En 2022, les fabrications industrielles à base de lait de chèvre ont diminué pour toutes les catégories par rapport à 2021. En effet, malgré la forte demande extérieure qui s'est traduite par des exportations particulièrement dynamiques cette année (+ 42,4 % par rapport à 2021)

(figure 7-9), les fabrications de fromages ont diminué de 0,8 %, conséquence d'une faible demande intérieure dans un contexte inflationniste. Entre janvier et décembre, les fabrications ont fléchi de 1,9 % pour les buchettes (figure 7-6) et de 4,3 % pour les fromages frais, ceux-ci représentant environ 70 % des fabrications.

Parallèlement, les fabrications de yaourts et de lait fermenté ont baissé de 3,0 % par rapport à 2021, à 13 608 tonnes, tandis que les fabrications de laits conditionnés ont mobilisé moins de ressources que l'année dernière, avec 12,5 millions de litres embouteillés, soit une diminution de 12,0 % par rapport à 2021.

Ainsi, le faible niveau de la demande marqué par la dégradation du pouvoir d'achat a incité les transformateurs à privilégier la reconstitution des stocks afin d'absorber une partie de la collecte nationale.

› Une revalorisation importante du prix de lait de chèvre payé aux producteurs en 2022

Sur 12 mois 2022, le prix réel moyen payé au producteur s'est établi à 833,9 €/1 000 l, soit une progression de 7,5 % (soit + 58,1 €/1 000 l) par rapport à 2021 sur la même période (figure 7-10). La légère dégradation des taux protéique et butyreux, observée sur quasiment tous les mois de l'année, n'a pas pénalisé le prix du lait qui est resté au-dessus de son niveau des années précédentes dès le début de l'année.

Simultanément, les coûts de production ont également poursuivi leur nette hausse observée depuis début 2021. En effet, en janvier 2022, l'IPAMPA affichait déjà une hausse de 13,7 % par rapport à janvier 2021 (figure 7-11), à la suite de la reprise économique mondiale post-Covid19. La guerre entre l'Ukraine et la Russie a renforcé l'inflation des prix mondiaux des matières premières. Cette hausse s'est répercutée sur les coûts de production des éleveurs de chèvres, avec un IPAMPA qui a progressé rapidement jusqu'en juillet pour se stabiliser à un niveau élevé jusqu'à la fin de l'année, progressant de 15,2 % entre janvier et décembre 2022.

Ainsi, entre janvier et décembre 2022, les élevages caprins ont vu leurs charges d'aliments et d'énergie progresser fortement, respectivement de 21,7 % et de 12,7 %, réduisant ainsi la marge des éleveurs. En effet, en cumul sur les neuf premiers mois, la marge IPAMPA Lait de vache sur Coût total indicé (MILC) s'est dégradée de 28 % par rapport à 2021 selon l'Institut de l'élevage.

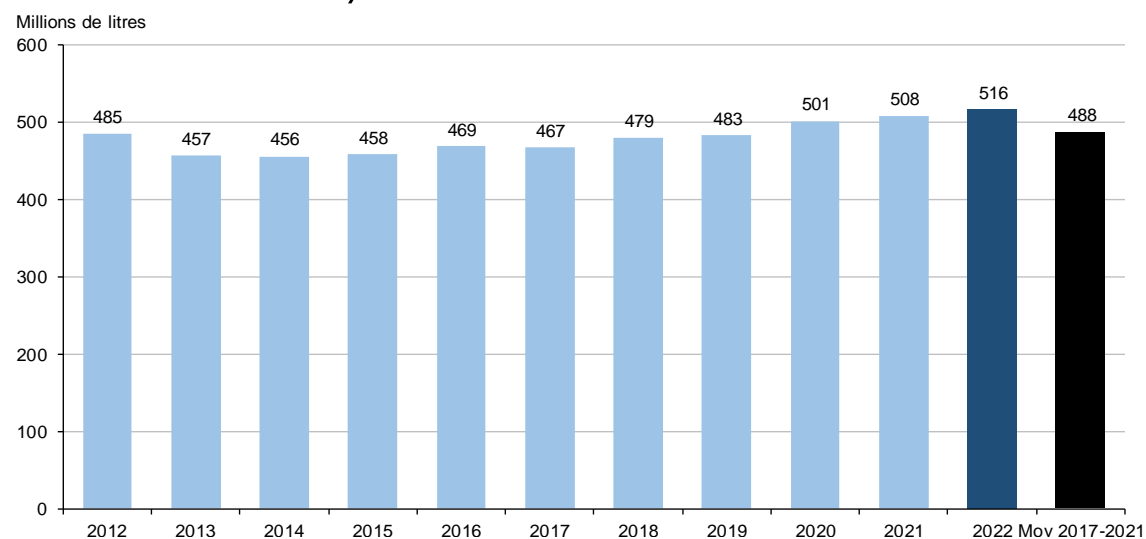
En parallèle, les prix de vente industriels de lait de chèvre ont nettement augmenté (figure 7-11) : de janvier à décembre 2022, la hausse était de 12,4 % pour les fromages de chèvre et de 14,1 % pour le total des fromages tous laits confondus.

7-1 Collecte française de lait de chèvre

| 1 000 litres | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------|
| Janvier | 25 589 | 24 390 | 25 510 | 25 719 | 26 568 | 3,3 |
| Février | 30 719 | 29 845 | 32 584 | 31 807 | 32 675 | 2,7 |
| Mars | 47 152 | 46 579 | 49 906 | 49 233 | 49 834 | 1,2 |
| Avril | 52 416 | 52 084 | 54 581 | 54 691 | 54 436 | -0,5 |
| Mai | 54 866 | 54 257 | 56 165 | 57 225 | 57 133 | -0,2 |
| Juin | 50 007 | 50 327 | 52 067 | 52 861 | 52 674 | -0,4 |
| Juillet | 45 864 | 46 046 | 47 799 | 49 136 | 49 564 | 0,9 |
| Août | 39 911 | 41 102 | 42 192 | 43 314 | 44 442 | 2,6 |
| Septembre | 36 425 | 37 662 | 38 731 | 40 121 | 40 689 | 1,4 |
| Octobre | 37 574 | 39 155 | 39 046 | 40 955 | 42 415 | 3,6 |
| Novembre | 31 536 | 33 371 | 34 433 | 34 304 | 36 364 | 6,0 |
| Décembre | 27 093 | 28 049 | 28 366 | 28 365 | 29 243 | 3,1 |
| TOTAL | 479 152 | 482 867 | 501 380 | 507 731 | 516 037 | 1,6 |

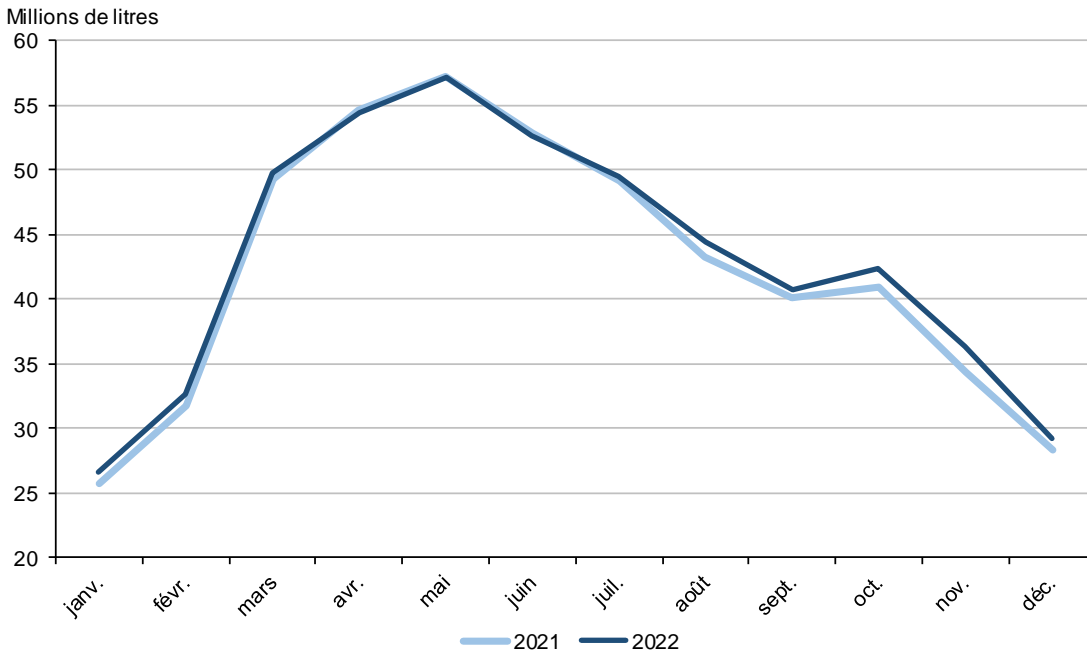
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-2 Collecte annuelle française de lait de chèvre



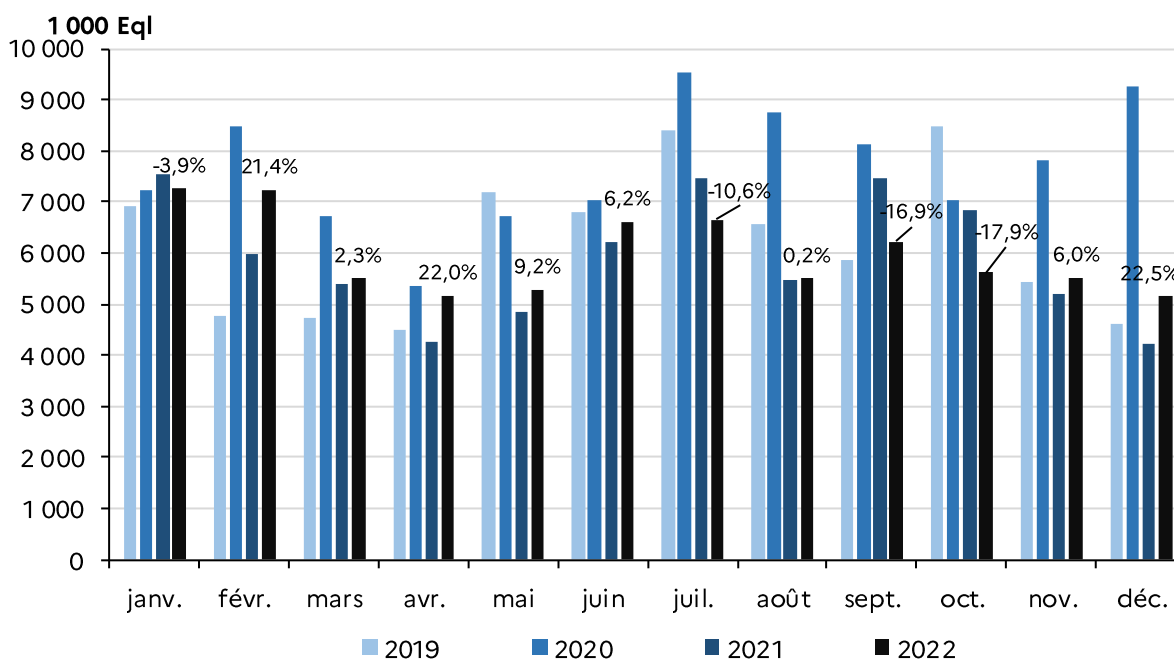
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-3 Collecte mensuelle française de lait de chèvre



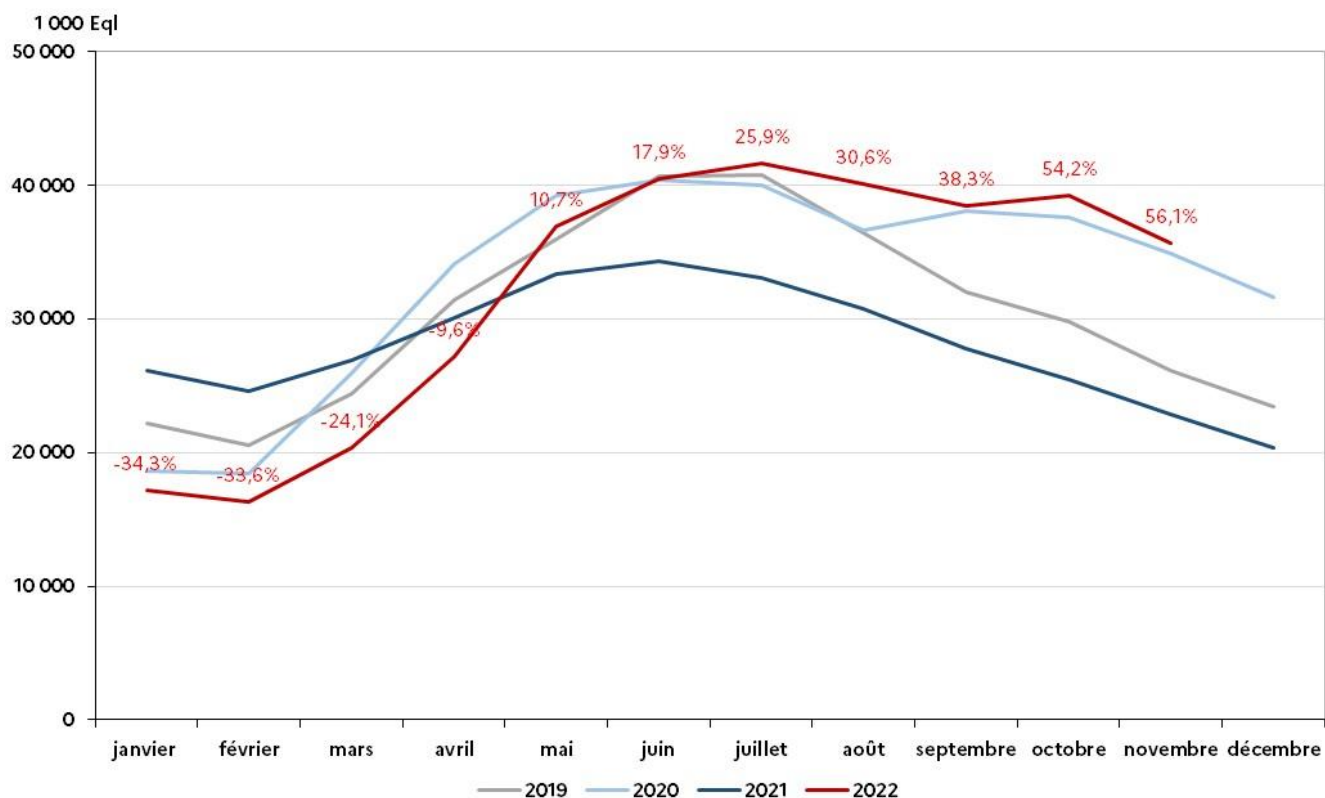
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-4 Importations de produits de reports



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-5 Stocks des produits de report



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

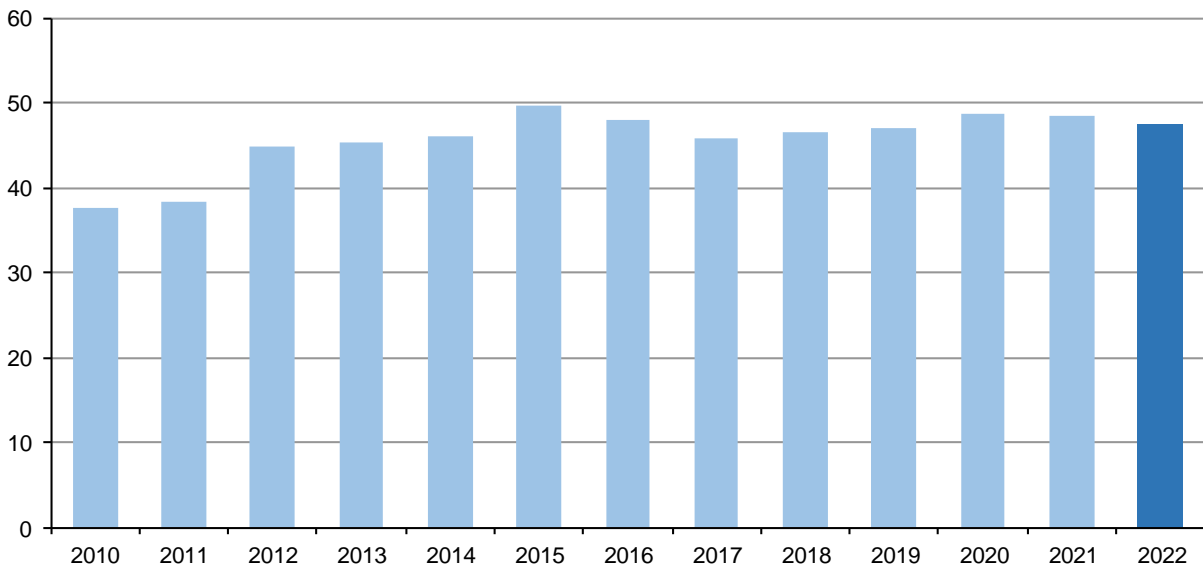
7-6 Fabrications françaises de bûchettes au lait de chèvre

| Tonnes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Janvier | 3 645 | 3 980 | 3 760 | 3 949 | 3 818 | -3,3 |
| Février | 3 350 | 3 432 | 3 433 | 3 582 | 3 300 | -7,9 |
| Mars | 4 118 | 3 831 | 4 255 | 4 316 | 4 166 | -3,5 |
| Avril | 3 783 | 4 019 | 4 551 | 4 336 | 4 102 | -5,4 |
| Mai | 3 870 | 4 099 | 4 371 | 3 977 | 4 057 | 2,0 |
| Juin | 3 891 | 3 647 | 3 892 | 3 765 | 3 951 | 4,9 |
| Juillet | 4 257 | 4 067 | 4 226 | 4 166 | 4 098 | -1,6 |
| Août | 4 140 | 4 118 | 4 062 | 4 151 | 4 245 | 2,3 |
| Septembre | 3 927 | 3 883 | 3 912 | 4 047 | 4 032 | -0,4 |
| Octobre | 3 851 | 4 270 | 4 274 | 4 166 | 4 165 | 0,0 |
| Novembre | 4 071 | 3 988 | 4 125 | 4 066 | 3 820 | -6,1 |
| Décembre | 3 631 | 3 722 | 3 825 | 3 887 | 3 712 | -4,5 |
| TOTAL | 46 534 | 47 056 | 48 686 | 48 408 | 47 466 | -1,9 |

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-7 Fabrications annuelles françaises de bâchettes au lait de chèvre

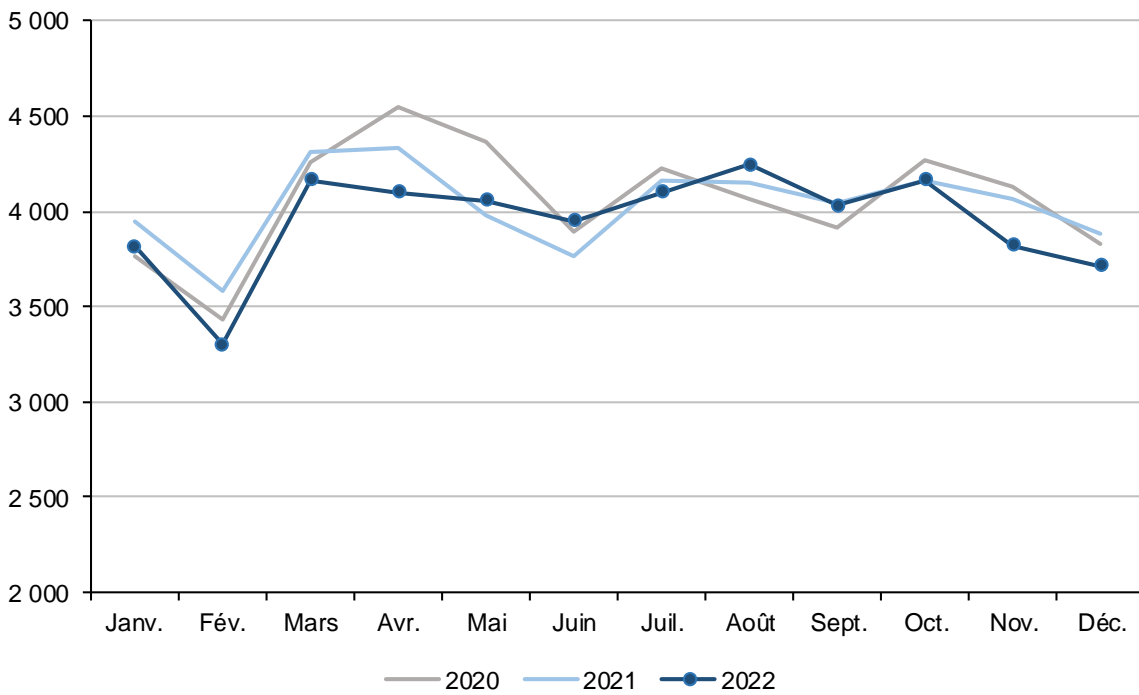
1 000 tonnes



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-8 Fabrications mensuelles françaises de bâchettes au lait de chèvre

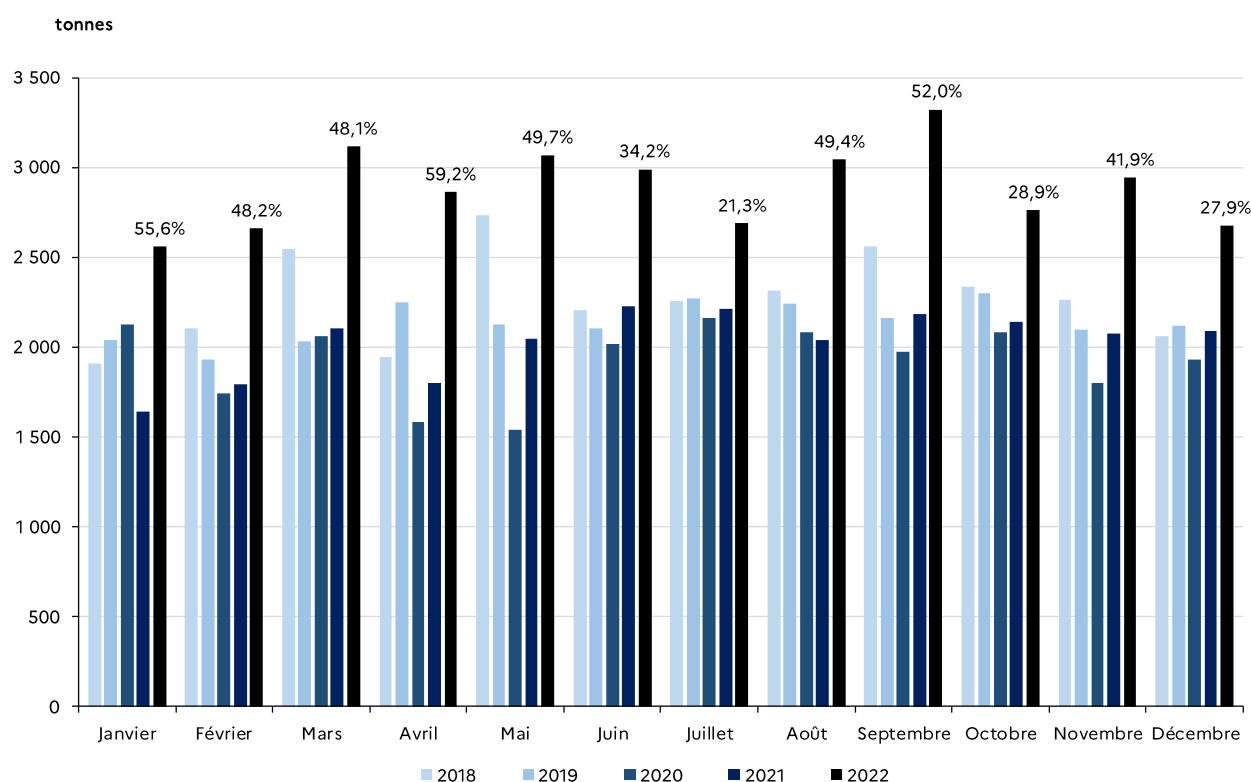
Tonnes



*Estimation du mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

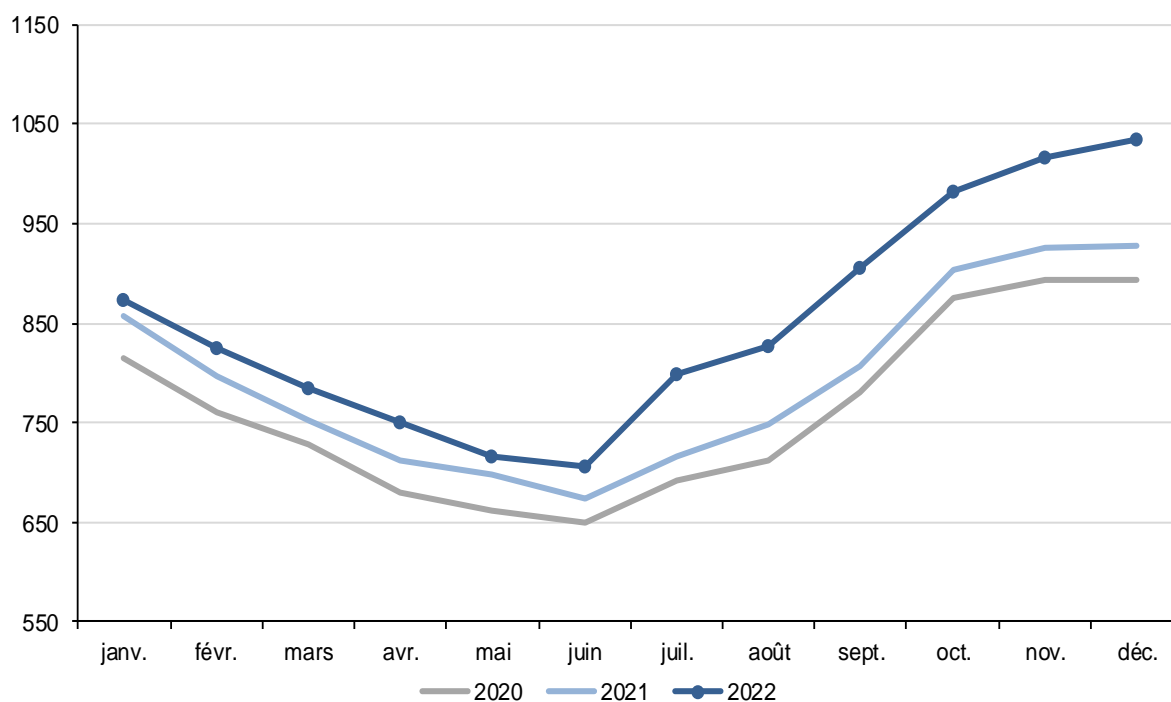
7-9 Exportations de fromages de chèvre



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-10 Prix moyen du lait de chèvre payé au producteur en France

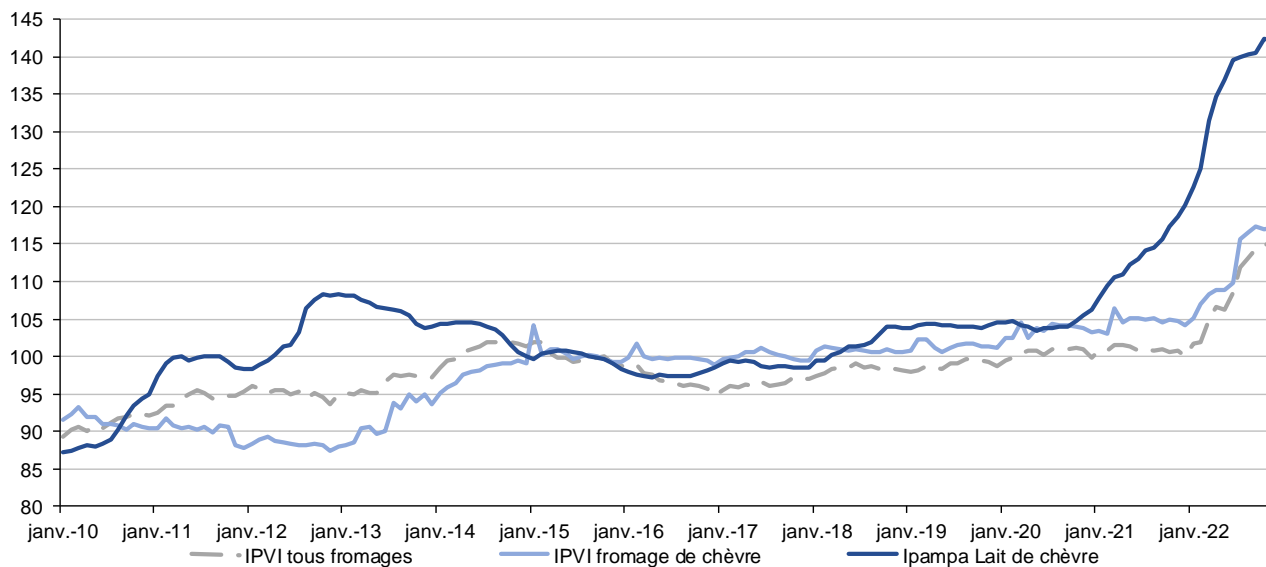
€/ 1 000l



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-11 Évolution comparée du prix du lait de chèvre sortie industrie et des coûts de production depuis 2010

Indice base 100 : 2015



Source : FranceAgriMer d'après Idele et Insee

ANNEXES

Tableau 1 : Production indigène brute⁽¹⁾

| 1 000 tec | Gros Bovins | Veaux | Ovins-caprins | Porcs** | Volailles | TOTAL |
|----------------|--------------|-------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| 1970 | 1 235 | 389 | 117 | 1 304 | 637 | 3 682 |
| 1980 | 1 560 | 405 | 180 | 1 570 | 1 125 | 4 840 |
| 1981 | 1 614 | 370 | 183 | 1 600 | 1 238 | 5 005 |
| 1982 | 1 504 | 389 | 195 | 1 571 | 1 333 | 4 992 |
| 1983 | 1 540 | 397 | 186 | 1 564 | 1 284 | 4 971 |
| 1984 | 1 704 | 418 | 185 | 1 576 | 1 250 | 5 133 |
| 1985 | 1 652 | 387 | 187 | 1 571 | 1 265 | 5 062 |
| 1986 | 1 675 | 394 | 179 | 1 591 | 1 325 | 5 164 |
| 1987 | 1 741 | 389 | 180 | 1 646 | 1 408 | 5 364 |
| 1988 | 1 652 | 351 | 175 | 1 779 | 1 448 | 5 405 |
| 1989 | 1 530 | 312 | 175 | 1 689 | 1 538 | 6 933 |
| 1990 | 1 599 | 313 | 177 | 1 727 | 1 665 | 7 208 |
| 1991 | 1 714 | 312 | 170 | 1 773 | 1 781 | 5 750 |
| 1992 | 1 763 | 316 | 156 | 1 859 | 1 840 | 5 934 |
| 1993 | 1 908 | | 155 | 2 017 | 1 891 | 5 971 |
| 1994 | 1 821 | | 147 | 2 116 | 2 004 | 6 088 |
| 1995 | 1 896 | | 147 | 2 140 | 2 098 | 6 281 |
| 1996 | 1 982 | | 152 | 2 149 | 2 230 | 6 513 |
| 1997 | 1 986 | | 149 | 2 228 | 2 275 | 6 638 |
| 1998 | 1 883 | | 145 | 2 333 | 2 083 | 6 444 |
| 1999 | 1 798 | | 140 | 2 349 | 1 994 | 6 281 |
| 2000 | 1 764 | | 137 | 2 311 | 2 027 | 6 239 |
| 2001 | 1 781 | | 139 | 2 321 | 2 100 | 6 340 |
| 2002 | 1 897 | | 137 | 2 366 | 1 991 | 6 391 |
| 2003 | 1 889 | | 138 | 2 349 | 1 924 | 6 301 |
| 2004 | 1 818 | | 133 | 2 329 | 1 864 | 6 144 |
| 2005 | 1 772 | | 134 | 2 313 | 1 819 | 6 037 |
| 2006 | 1 731 | | 132 | 2 310 | 1 677 | 5 850 |
| 2007 | 1 740 | | 130 | 2 337 | 1 773 | 5 980 |
| 2008 | 1 700 | | 119 | 2 327 | 1 743 | 5 889 |
| 2009 | 1 706 | | 110 | 2 301 | 1 706 | 5 822 |
| 2010 | 1 763 | | 111 | 2 306 | 1 722 | 5 902 |
| 2011 | 1 819 | | 115 | 2 281 | 1 746 | 5 961 |
| 2012 | 1 731 | | 110 | 2 233 | 1 733 | 5 807 |
| 2013 | 1 631 | | 106 | 2 211 | 1 722 | 5 669 |
| 2014 | 1 426 | | 106 | 2 213 | 1 708 | 5 453 |
| 2015 | 1 466 | | 106 | 2 227 | 1 751 | 5 551 |
| 2016 | 1 476 | | 109 | 2 256 | 1 707 | 5 548 |
| 2017 | 1 457 | | 108 | 2 226 | 1 714 | 5 505 |
| 2018 | 1 476 | | 107 | 2 240 | 1 787 | 5 609 |
| 2019 | 1 436 | | 108 | 2 263 | 1 757 | 5 564 |
| 2020 | 1 443 | | 108 | 2 276 | 1 731 | 5 557 |
| 2021 | 1 433 | | 109 | 2 270 | 1 685 | 5 497 |
| 2022 | 1 368 | | 105 | 2 196 | 1 569 | 5 237 |
| % 22/21 | -4,6 | | -2,9 | -3,3 | -6,9 | -4,7 |

⁽¹⁾ Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

**Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 2 : Consommation indigène brute⁽²⁾

| 1 000 tec | Gros Bovins | Veaux | Ovins-caprins | Porcs** | Volailles | TOTAL |
|----------------|--------------|-------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| 1970 | 1 133 | 387 | 151 | 1 551 | 616 | 3 838 |
| 1980 | 1 408 | 359 | 225 | 1 904 | 860 | 4 756 |
| 1981 | 1 364 | 350 | 232 | 1 930 | 884 | 4 760 |
| 1982 | 1 339 | 358 | 241 | 1 916 | 901 | 4 755 |
| 1983 | 1 356 | 360 | 244 | 1 950 | 942 | 4 852 |
| 1984 | 1 388 | 373 | 248 | 1 972 | 934 | 4 915 |
| 1985 | 1 395 | 357 | 255 | 1 949 | 963 | 4 919 |
| 1986 | 1 397 | 362 | 265 | 1 979 | 1 019 | 5 022 |
| 1987 | 1 396 | 361 | 280 | 2 032 | 1 031 | 5 100 |
| 1988 | 1 369 | 326 | 287 | 2 106 | 1 087 | 5 175 |
| 1989 | 1 401 | 305 | 300 | 2 008 | 1 183 | 5 197 |
| 1990 | 1 371 | 314 | 313 | 2 010 | 1 244 | 5 252 |
| 1991 | 1 391 | 317 | 321 | 2 023 | 1 246 | 5 298 |
| 1992 | 1 390 | 314 | 321 | 2 057 | 1 231 | 5 313 |
| 1993 | 1 644 | | 317 | 2 076 | 1 222 | 5 259 |
| 1994 | 1 582 | | 312 | 2 089 | 1 287 | 5 270 |
| 1995 | 1 625 | | 309 | 2 083 | 1 315 | 5 332 |
| 1996 | 1 539 | | 309 | 2 097 | 1 473 | 5 418 |
| 1997 | 1 568 | | 298 | 2 071 | 1 457 | 5 394 |
| 1998 | 1 615 | | 296 | 2 238 | 1 453 | 5 608 |
| 1999 | 1 530 | | 299 | 2 222 | 1 443 | 5 494 |
| 2000 | 1 520 | | 306 | 2 191 | 1 286 | 5 304 |
| 2001 | 1 608 | | 258 | 2 222 | 1 409 | 5 499 |
| 2002 | 1 654 | | 273 | 2 231 | 1 361 | 5 520 |
| 2003 | 1 566 | | 264 | 2 232 | 1 354 | 5 416 |
| 2004 | 1 587 | | 263 | 2 176 | 1 360 | 5 386 |
| 2005 | 1 641 | | 262 | 2 160 | 1 348 | 5 411 |
| 2006 | 1 609 | | 261 | 2 191 | 1 357 | 5 418 |
| 2007 | 1 630 | | 251 | 2 210 | 1 450 | 5 541 |
| 2008 | 1 609 | | 243 | 2 187 | 1 470 | 5 510 |
| 2009 | 1 629 | | 233 | 2 163 | 1 474 | 5 478 |
| 2010 | 1 640 | | 233 | 2 163 | 1 529 | 5 546 |
| 2011 | 1 612 | | 214 | 2 115 | 1 538 | 5 479 |
| 2012 | 1 594 | | 209 | 2 116 | 1 571 | 5 490 |
| 2013 | 1 552 | | 201 | 2 106 | 1 577 | 5 438 |
| 2014 | 1 558 | | 201 | 2 154 | 1 628 | 5 544 |
| 2015 | 1 564 | | 194 | 2 180 | 1 681 | 5 621 |
| 2016 | 1 549 | | 190 | 2 162 | 1 713 | 5 615 |
| 2017 | 1 533 | | 188 | 2 170 | 1 745 | 5 636 |
| 2018 | 1 562 | | 188 | 2 201 | 1 855 | 5 805 |
| 2019 | 1 544 | | 188 | 2 131 | 1 888 | 5 752 |
| 2020 | 1 501 | | 180 | 2 111 | 1 891 | 5 684 |
| 2021 | 1 500 | | 177 | 2 142 | 1 914 | 5 733 |
| 2022 | 1 514 | | 179 | 2 180 | 1 896 | 5 769 |
| % 22/21 | 1,0 | | 1,2 | 1,8 | -1,0 | 1,0 |

À partir de 1995, les consommations avec DOM incluses.

⁽²⁾ Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

**Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

| kgec/hab | Gros Bovins | Veaux | Ovins-caprins | Porcs** | Volailles | TOTAL | Nb hab. (millions) |
|----------------|-------------|-------|---------------|-------------|-------------|-------------|--------------------|
| 1970 | 22,4 | 7,6 | 3,0 | 30,7 | 12,1 | 75,8 | 50,5 |
| 1980 | 26,1 | 6,7 | 4,1 | 35,5 | 16,0 | 88,4 | 53,9 |
| 1981 | 25,2 | 6,5 | 4,3 | 35,6 | 16,3 | 87,9 | 54,2 |
| 1982 | 24,6 | 6,6 | 4,4 | 35,2 | 16,5 | 87,3 | 54,5 |
| 1983 | 24,8 | 6,6 | 4,4 | 35,6 | 17,2 | 88,6 | 54,8 |
| 1984 | 25,3 | 6,8 | 4,5 | 35,9 | 17,0 | 89,5 | 55,0 |
| 1985 | 25,3 | 6,5 | 4,6 | 35,3 | 17,5 | 89,2 | 55,3 |
| 1986 | 25,2 | 6,5 | 4,8 | 35,7 | 18,4 | 90,6 | 55,6 |
| 1987 | 25,1 | 6,5 | 5,0 | 36,5 | 18,5 | 91,6 | 55,8 |
| 1988 | 24,5 | 5,8 | 5,1 | 37,7 | 19,4 | 92,5 | 56,1 |
| 1989 | 24,9 | 5,3 | 5,3 | 35,7 | 21,0 | 92,2 | 56,3 |
| 1990 | 24,3 | 5,5 | 5,5 | 35,4 | 22,0 | 92,7 | 56,6 |
| 1991 | 24,5 | 5,5 | 5,6 | 35,5 | 21,9 | 93,0 | 56,9 |
| 1992 | 24,3 | 5,4 | 5,6 | 35,9 | 21,5 | 92,7 | 57,2 |
| 1993 | 27,9 | | 5,4 | 36,0 | 20,8 | 90,1 | 58,9 |
| 1994 | 26,8 | | 5,3 | 36,1 | 21,8 | 89,9 | 59,1 |
| 1995 | 27,4 | | 5,2 | 35,1 | 22,2 | 89,9 | 59,3 |
| 1996 | 25,9 | | 5,2 | 35,2 | 24,7 | 91,0 | 59,5 |
| 1997 | 26,3 | | 5,0 | 34,7 | 24,4 | 90,3 | 59,7 |
| 1998 | 26,9 | | 4,9 | 37,4 | 24,2 | 93,6 | 59,9 |
| 1999 | 25,4 | | 5,0 | 36,9 | 24,0 | 91,3 | 60,2 |
| 2000 | 25,1 | | 5,1 | 36,2 | 21,2 | 87,6 | 60,5 |
| 2001 | 26,4 | | 4,2 | 36,4 | 23,1 | 90,2 | 61,0 |
| 2002 | 26,9 | | 4,4 | 36,3 | 22,2 | 89,9 | 61,4 |
| 2003 | 25,3 | | 4,3 | 36,1 | 21,9 | 87,5 | 61,9 |
| 2004 | 25,5 | | 4,2 | 34,9 | 21,8 | 86,5 | 62,3 |
| 2005 | 26,1 | | 4,2 | 34,4 | 21,5 | 86,2 | 62,8 |
| 2006 | 25,5 | | 4,1 | 34,7 | 21,5 | 85,7 | 63,2 |
| 2007 | 25,6 | | 3,9 | 34,7 | 22,8 | 87,1 | 63,6 |
| 2008 | 25,1 | | 3,8 | 34,2 | 23,0 | 86,1 | 64,0 |
| 2009 | 25,3 | | 3,6 | 33,3 | 22,9 | 85,1 | 64,4 |
| 2010 | 25,4 | | 3,4 | 33,4 | 23,6 | 85,8 | 64,7 |
| 2011 | 24,8 | | 3,3 | 32,5 | 23,7 | 84,3 | 65,0 |
| 2012 | 24,4 | | 3,2 | 32,4 | 24,1 | 84,1 | 65,3 |
| 2013 | 23,7 | | 3,1 | 32,1 | 24,0 | 82,9 | 65,6 |
| 2014 | 23,5 | | 3,0 | 32,6 | 24,6 | 83,8 | 66,2 |
| 2015 | 23,5 | | 2,9 | 32,8 | 25,3 | 84,6 | 66,5 |
| 2016 | 23,2 | | 2,9 | 32,4 | 25,7 | 84,3 | 66,6 |
| 2017 | 22,9 | | 2,8 | 32,5 | 26,1 | 84,4 | 66,8 |
| 2018 | 23,3 | | 2,8 | 32,9 | 27,7 | 86,8 | 66,9 |
| 2019 | 23,0 | | 2,8 | 31,7 | 28,1 | 85,6 | 67,2 |
| 2020 | 22,4 | | 2,7 | 31,4 | 28,1 | 84,4 | 67,3 |
| 2021 | 22,2 | | 2,6 | 31,8 | 28,4 | 85,0 | 67,4 |
| 2022 | 22,3 | | 2,6 | 32,1 | 27,9 | 85,0 | 67,8 |
| % 22/21 | 0,4 | | 0,6 | 1,2 | -1,6 | 0,0 | 0,6 |

À partir de 1995, les consommations avec DOM incluses.

**Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

Source : FranceAgriMer d'après SSP

**Tableau 4 : Taux d'auto-provisionnement
(PIB/CIB x 100)**

| | Gros Bovins | Veaux | Ovins-caprins | Porcs** | Volailles | TOTAL |
|-------------|-------------|-------|---------------|---------|-----------|--------------|
| 1970 | 109,0 | 100,5 | 77,5 | 84,1 | 103,4 | 95,9 |
| 1980 | 110,8 | 112,8 | 80,0 | 82,5 | 130,8 | 101,8 |
| 1981 | 118,3 | 105,7 | 78,9 | 82,9 | 140,0 | 105,1 |
| 1982 | 112,3 | 108,7 | 80,9 | 82,0 | 147,9 | 105,0 |
| 1983 | 113,6 | 110,3 | 76,2 | 80,2 | 136,3 | 102,5 |
| 1984 | 122,8 | 112,1 | 74,6 | 79,9 | 133,8 | 104,4 |
| 1985 | 118,4 | 108,4 | 73,3 | 80,6 | 131,4 | 102,9 |
| 1986 | 119,9 | 108,8 | 67,5 | 80,4 | 130,0 | 102,8 |
| 1987 | 124,7 | 107,8 | 64,3 | 81,0 | 136,6 | 105,2 |
| 1988 | 120,7 | 107,7 | 61,0 | 84,5 | 133,2 | 104,4 |
| 1989 | 109,2 | 102,3 | 58,3 | 84,1 | 130,0 | 133,4 |
| 1990 | 116,6 | 99,7 | 56,5 | 85,9 | 133,8 | 137,2 |
| 1991 | 123,2 | 98,4 | 53,0 | 87,6 | 143,0 | 108,5 |
| 1992 | 126,8 | 100,6 | 48,6 | 90,4 | 149,5 | 111,7 |
| 1993 | 116,1 | | 48,9 | 97,2 | 154,7 | 113,5 |
| 1994 | 115,1 | | 47,1 | 101,3 | 155,8 | 115,5 |
| 1995 | 116,7 | | 47,6 | 102,7 | 159,5 | 117,8 |
| 1996 | 128,8 | | 49,2 | 102,5 | 151,4 | 120,2 |
| 1997 | 126,7 | | 50,0 | 107,6 | 156,2 | 123,1 |
| 1998 | 116,6 | | 48,8 | 104,0 | 143,3 | 114,9 |
| 1999 | 117,5 | | 46,8 | 105,7 | 138,2 | 114,3 |
| 2000 | 116,0 | | 44,8 | 105,5 | 157,6 | 117,6 |
| 2001 | 110,7 | | 53,9 | 104,4 | 149,0 | 115,3 |
| 2002 | 114,7 | | 50,2 | 106,0 | 146,3 | 115,8 |
| 2003 | 120,6 | | 52,4 | 105,3 | 142,1 | 116,3 |
| 2004 | 114,5 | | 50,6 | 107,0 | 137,0 | 114,1 |
| 2005 | 108,0 | | 51,0 | 107,1 | 134,9 | 111,6 |
| 2006 | 107,6 | | 50,6 | 105,4 | 123,5 | 108,0 |
| 2007 | 106,8 | | 51,8 | 105,7 | 122,3 | 107,9 |
| 2008 | 105,6 | | 48,9 | 106,4 | 118,5 | 106,9 |
| 2009 | 104,7 | | 47,2 | 107,5 | 115,7 | 106,3 |
| 2010 | 107,5 | | 50,7 | 106,9 | 112,6 | 106,4 |
| 2011 | 112,8 | | 54,0 | 107,8 | 113,5 | 108,8 |
| 2012 | 108,6 | | 52,9 | 105,5 | 110,3 | 105,8 |
| 2013 | 105,1 | | 52,5 | 105,0 | 109,2 | 104,3 |
| 2014 | 91,5 | | 52,7 | 102,7 | 104,9 | 98,4 |
| 2015 | 93,7 | | 54,6 | 102,2 | 104,2 | 98,8 |
| 2016 | 95,3 | | 57,1 | 104,3 | 99,6 | 98,8 |
| 2017 | 95,1 | | 57,2 | 102,6 | 98,2 | 97,7 |
| 2018 | 94,5 | | 57,2 | 101,8 | 96,3 | 96,6 |
| 2019 | 93,0 | | 57,5 | 106,2 | 93,0 | 96,7 |
| 2020 | 96,1 | | 60,0 | 107,8 | 91,5 | 97,8 |
| 2021 | 95,5 | | 61,4 | 106,0 | 88,0 | 95,9 |
| 2022 | 90,3 | | 59,0 | 100,7 | 82,7 | 90,8 |

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 5 : Indices des prix à la consommation
base 100 : moyenne 2015

| | Indice général des prix | Viandes | Viandes de bœuf et veau | Viandes d'ovin et de caprin | Viandes de porc | Volailles | Lait, fromage et œufs | Crème | Yaourts | Desserts lactés | Fromages et laits caillés | Œufs | Beurre |
|----------------|-------------------------|--------------|-------------------------|-----------------------------|-----------------|--------------|-----------------------|--------------|--------------|-----------------|---------------------------|--------------|--------------|
| 1999 | 78,6 | 69,2 | 64,2 | 58,3 | 65,9 | 61,5 | 82,3 | 85,4 | 92,9 | 98,8 | 80,7 | 81,3 | 79,8 |
| 2000 | 79,9 | 71,2 | 65,5 | 60,2 | 70,5 | 63,4 | 84,2 | 87,2 | 94,6 | 101,5 | 82,8 | 83,1 | 82,7 |
| 2001 | 81,2 | 77,0 | 68,6 | 68,4 | 78,8 | 70,1 | 88,5 | 90,9 | 99,6 | 106,7 | 87,0 | 87,2 | 86,7 |
| 2002 | 82,8 | 78,3 | 69,6 | 71,8 | 77,3 | 71,1 | 90,7 | 93,1 | 101,7 | 109,2 | 89,1 | 89,4 | 88,2 |
| 2003 | 84,5 | 79,1 | 71,2 | 72,6 | 77,8 | 71,4 | 92,4 | 95,4 | 103,1 | 110,3 | 91,1 | 91,0 | 90,3 |
| 2004 | 86,3 | 80,9 | 74,2 | 74,8 | 79,1 | 74,2 | 92,7 | 96,0 | 103,1 | 108,7 | 91,6 | 91,3 | 90,3 |
| 2005 | 87,9 | 82,0 | 76,9 | 76,6 | 80,4 | 73,7 | 91,4 | 96,2 | 100,4 | 104,1 | 91,1 | 87,8 | 89,9 |
| 2006 | 89,3 | 83,7 | 80,4 | 79,0 | 83,0 | 74,6 | 91,4 | 93,4 | 99,6 | 105,1 | 91,2 | 86,0 | 89,6 |
| 2007 | 90,7 | 85,5 | 82,6 | 81,4 | 84,9 | 78,2 | 91,7 | 92,6 | 98,4 | 103,7 | 91,5 | 87,5 | 90,5 |
| 2008 | 93,2 | 89,3 | 86,2 | 85,2 | 87,5 | 87,0 | 100,7 | 103,9 | 106,4 | 109,7 | 99,5 | 99,5 | 99,9 |
| 2009 | 93,3 | 90,5 | 87,3 | 86,1 | 88,6 | 88,1 | 99,2 | 102,1 | 103,8 | 105,2 | 98,5 | 100,0 | 94,6 |
| 2010 | 94,7 | 90,9 | 88,1 | 87,5 | 88,6 | 88,5 | 97,8 | 101,5 | 101,0 | 104,1 | 97,4 | 99,6 | 94,2 |
| 2011 | 96,7 | 93,2 | 90,2 | 90,6 | 91,1 | 94,8 | 100,2 | 103,2 | 102,3 | 106,3 | 99,6 | 100,7 | 98,5 |
| 2012 | 98,6 | 96,1 | 94,1 | 93,9 | 95,3 | 97,2 | 101,5 | 105,3 | 103,9 | 107,9 | 100,3 | 104,2 | 99,3 |
| 2013 | 99,5 | 98,8 | 97,7 | 96,5 | 99,2 | 100,5 | 100,6 | 103,6 | 101,0 | 105,6 | 99,5 | 104,2 | 98,4 |
| 2014 | 100,0 | 99,6 | 99,0 | 98,6 | 100,2 | 100,7 | 101,3 | 103,2 | 101,2 | 103,0 | 101,2 | 102,4 | 99,5 |
| 2015 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| 2016 | 100,2 | 100,4 | 100,9 | 101,3 | 99,9 | 100,0 | 99,0 | 99,6 | 97,7 | 99,1 | 98,4 | 100,8 | 100,5 |
| 2017 | 101,2 | 101,5 | 102,1 | 103,6 | 101,4 | 100,6 | 99,2 | 100,1 | 98,1 | 99,0 | 98,3 | 101,4 | 105,3 |
| 2018 | 103,1 | 102,8 | 103,5 | 104,5 | 102,4 | 101,2 | 101,2 | 104,2 | 99,9 | 99,1 | 100,5 | 103,2 | 119,7 |
| 2019 | 104,2 | 105,4 | 104,9 | 106,7 | 105,3 | 103,5 | 103,7 | 108,2 | 102,6 | 100,3 | 103,3 | 105,8 | 129,0 |
| 2020 | 104,7 | 108,2 | 106,7 | 108,6 | 110,2 | 104,4 | 103,9 | 108,8 | 102,8 | 100,1 | 103,5 | 105,8 | 129,0 |
| 2021 | 106,5 | 109,2 | 108,5 | 111,7 | 109,2 | 107,3 | 104,1 | 108,8 | 102,1 | 99,8 | 103,9 | 105,6 | 128,5 |
| 2022 | 112,0 | 117,8 | 118,2 | 122,5 | 116,0 | 120,0 | 112,4 | 117,5 | 109,4 | 107,9 | 112,3 | 114,6 | 142,9 |
| % 22/21 | 5,2 | 7,9 | 8,9 | 9,7 | 6,1 | 11,8 | 8,0 | 8,0 | 7,1 | 8,1 | 8,1 | 8,5 | 11,2 |

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2022

| | 1980 | 1990 | 2000 | 2010 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes) | 23 570 | 21 377 | 20 216 | 19 842 | 19 271 | 19 559 | 19 432 | 18 737 | 18 470 | 18 200 | 17 863 | 17 416 | -2,5 |
| dont - vaches laitières | 7 452 | 5 489 | 4 424 | 3 748 | 3 699 | 3 576 | 3 552 | 3 512 | 3 471 | 3 403 | 3 331 | 3 266 | -1,9 |
| - vaches nourrices | 2 753 | 3 595 | 4 071 | 4 204 | 4 142 | 4 263 | 4 259 | 4 141 | 4 075 | 4 039 | 3 984 | 3 893 | -2,3 |
| Abattages redressés (1 000 têtes) | 7 852 | 6 672 | 5 476 | 5 121 | 4 720 | 4 677 | 4 649 | 4 681 | 4 562 | 4 512 | 4 487 | 4 279 | -4,6 |
| dont veaux | 3 219 | 2 343 | 1 891 | 1 503 | 1 314 | 1 268 | 1 261 | 1 269 | 1 258 | 1 211 | 1 200 | 1 119 | -6,7 |
| Abattages redressés (1 000 tec) | 1 838 | 1 679 | 1 528 | 1 558 | 1 462 | 1 463 | 1 447 | 1 470 | 1 432 | 1 440 | 1 430 | 1 365 | -4,6 |
| dont veaux | 307 | 277 | 241 | 207 | 190 | 180 | 181 | 183 | 184 | 178 | 178 | 164 | -7,7 |
| Production indigène brute (1 000 tec) | 1 965 | 1 912 | 1 764 | 1 763 | 1 668 | 1 680 | 1 664 | 1 694 | 1 661 | 1 667 | 1 657 | 1 580 | -0,6 |
| Achats publics (1 000 tec) | 106 | 65 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| stock fin d'année (1 000 tec) | 85 | 60 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| variation de stock (1 000 tec) | 16 | 41 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| Consommation indigène brute (1 000 tec) | 1 775 | 1 685 | 1 561 | 1 680 | 1 572 | 1 549 | 1 532 | 1 562 | 1 544 | 1 501 | 1 499 | 1 514 | 1,0 |
| Exportations (1 000 tec) | 451 | 618 | 549 | 498 | 447 | 457 | 459 | 472 | 467 | 458 | 482 | 459 | -4,8 |
| - animaux vivants | 141 | 191 | 256 | 213 | 212 | 221 | 221 | 231 | 238 | 236 | 235 | 221 | -5,8 |
| - viandes fraîches | 158 | 241 | 225 | 248 | 194 | 194 | 196 | 201 | 193 | 183 | 193 | 185 | -3,8 |
| - viandes congelées | 139 | 176 | 50 | 27 | 22 | 25 | 24 | 23 | 20 | 22 | 34 | 31 | -8,4 |
| - viandes transformées | 13 | 10 | 18 | 10 | 18 | 17 | 18 | 17 | 15 | 18 | 21 | 22 | 3,3 |
| Importations (1 000 tec) | 277 | 432 | 347 | 415 | 351 | 326 | 328 | 340 | 350 | 292 | 325 | 394 | 21,2 |
| - animaux vivants | 14 | 32 | 19 | 8 | 6 | 4 | 4 | 6 | 9 | 9 | 8 | 6 | -24,4 |
| - viandes fraîches | 242 | 377 | 278 | 302 | 236 | 213 | 210 | 212 | 221 | 177 | 201 | 244 | 21,1 |
| - viandes congelées | 17 | 18 | 38 | 86 | 92 | 91 | 97 | 102 | 97 | 85 | 89 | 113 | 26,8 |
| - viandes transformées | 4 | 5 | 12 | 19 | 17 | 17 | 16 | 20 | 22 | 21 | 26 | 31 | 16,7 |
| Solde commerce extérieur - 1 000 tec | 174 | 186 | 202 | 83 | 96 | 131 | 131 | 132 | 117 | 166 | 158 | 66 | -58,4 |
| - millions ⁽²⁾ | 2 873 | 4 490 | 1 001 | 604 | 740 | 836 | 897 | 958 | 860 | 1 015 | 919 | 630 | -31,4 |

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente; nouvelle série à partir de l'enquête de décembre 2009

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 7 : Prix* à la production dans le secteur bovin 1980-2022

| | 1980 | 1990 | 2000 | 2010 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--|-------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Veaux de 8 jours à 3 semaines | | | | | | | | | | | | | |
| - Engraissement 45-50 kg (€/tête) | - | 1 134,0 | 186,7 | 114,9 | 89,1 | 92,0 | 90,0 | 95,4 | 72,2 | 63,5 | 64,8 | 75,1 | 15,9 |
| - Veaux mâles croisés légers | | 2 | 2 | 275,5 | 321,2 | 269,8 | 259,0 | 275,1 | 241,6 | 222,4 | 224,0 | * | * |
| - Veaux mâles croisés laitiers R | | | | | | | | | | | | 159,3 | * |
| - Veaux mâles croisés mixtes R | | | | | | | | | | | | 291,7 | * |
| Veaux de boucherie | | | | | | | | | | | | | |
| - Prix moyen pondéré (€/kg vif) | 11,24 | 20,73 | 5,31 | 5,69 | 5,82 | 5,73 | 5,63 | 5,69 | 5,35 | 5,34 | 5,69 | 6,50 | 14,3 |
| - Veau sous la mère : rosé clair U Grand Sud (€/kg vif) | | | | | 8,22 | 8,09 | 8,06 | 8,27 | 8,35 | 8,38 | 8,52 | 8,70 | 2,2 |
| Animaux maigres | | | | | | | | | | | | | |
| (mâles 6-12 mois) (€/kg vif) | | | | | | | | | | | | | |
| - Limousin U - 350 kg | 12,85 | 17,65 | 2,39 | 2,57 | 2,71 | 2,59 | 2,61 | 2,72 | 2,71 | 2,61 | 2,59 | 3,22 | 24,1 |
| - Charolais U - 350 kg | 12,32 | 15,84 | 2,36 | 2,54 | 2,60 | 2,54 | 2,64 | 2,76 | 2,71 | 2,63 | 2,62 | 3,32 | 26,8 |
| - Croisé R - 300 kg | 11,31 | 13,84 | 2,14 | 2,23 | 2,43 | 2,39 | 2,46 | 2,66 | 2,61 | 2,47 | 2,42 | 2,98 | 23,0 |
| Animaux finis (€/kg net) | | | | | | | | | | | | | |
| - Prix moyen pondéré gros bovins | | | 2,80 | 2,96 | 3,65 | 3,46 | 3,60 | 3,56 | 3,56 | 3,54 | 3,81 | 4,97 | 30,4 |
| - Cotation | | | | | | | | | | | | | |
| - boeuf R3 | 16,23 | 23,50 | 3,01 | 3,15 | 3,87 | 3,60 | 3,74 | 3,66 | 3,67 | 3,69 | 3,86 | 5,02 | 30,1 |
| - boeuf O3 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3,25 | 3,23 | 3,13 | 3,38 | 4,73 | 40,0 |
| - génisse U3 | 18,22 | 27,95 | 3,72 | 3,87 | 4,70 | 4,50 | 4,53 | 4,48 | 4,49 | 4,54 | 4,75 | 5,45 | 14,8 |
| - jeune bovin O3 | 14,46 | 20,84 | 2,51 | 2,73 | 3,30 | 3,07 | 3,30 | 3,35 | 3,29 | 3,23 | 3,43 | 4,69 | 36,7 |
| - jeune bovin R3 | 15,34 | 22,06 | 2,84 | 3,14 | 3,75 | 3,64 | 3,83 | 3,78 | 3,80 | 3,69 | 3,92 | 5,03 | 28,5 |
| - jeune bovin U3 | 16,08 | 23,33 | 3,04 | 3,40 | 3,93 | 3,83 | 4,01 | 3,95 | 3,98 | 3,86 | 4,09 | 5,15 | 26,1 |
| - vache O3 | 13,47 | 19,06 | 2,46 | 2,65 | 3,26 | 3,04 | 3,22 | 3,19 | 3,16 | 3,06 | 3,34 | 4,70 | 40,7 |
| - vache R3 | 15,25 | 22,21 | 2,95 | 3,19 | 3,97 | 3,72 | 3,81 | 3,73 | 3,79 | 3,89 | 4,12 | 5,11 | 24,0 |
| - vache U3 | 17,05 | 25,71 | 3,39 | 3,69 | 4,64 | 4,44 | 4,47 | 4,37 | 4,40 | 4,47 | 4,73 | 5,47 | 15,6 |

*Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2022

| | 1980 | 1990 | 2000 | 2010 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | %22/21 |
|---|--------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes) | | | | | | | | | | | | | |
| Ovins | 12 969 | 11 495 | 9 510 | 7 528 | 7 170 | 7 056 | 7 156 | 6 877 | 7 166 | 7 105 | 6 999 | 6 995 | -0,1 |
| dont brebis mères + agnelles saillies | 9 157 | 8 662 | 7 391 | 5 770 | 5 482 | 5 370 | 5 354 | 5 213 | 5 405 | 5 329 | 5 125 | 5 138 | 0,2 |
| Caprins | 1 125 | 1 022 | 1 075 | 1 318 | 1 271 | 1 250 | 1 199 | 1 213 | 1 252 | 1 242 | 1 414 | 1 388 | -1,9 |
| Abattages redressés (1 000 têtes) | 10 706 | 11 262 | 8 457 | 6 260 | 5 975 | 6 114 | 5 967 | 5 980 | 5 951 | 5 863 | 5 905 | 5 749 | -2,7 |
| Poids moyen d'abattage (kg/tête) | 17,6 | 17,2 | 16,6 | 17,4 | 17,7 | 17,7 | 17,8 | 17,9 | 17,9 | 18,0 | 18,3 | 18,1 | -1,1 |
| Abattages redressés (1 000 tec) | 188 | 194 | 140 | 109 | 106 | 108 | 106 | 107 | 107 | 106 | 108 | 104 | -3,7 |
| Production indigène brute (1 000 tec) | 180 | 177 | 137 | 111 | 106 | 109 | 108 | 107 | 108 | 108 | 109 | 105 | -2,9 |
| Consommation indigène brute (1 000 tec) | 225 | 313 | 307 | 219 | 195 | 190 | 188 | 188 | 188 | 180 | 177 | 179 | 1,2 |
| Exportations (1 000 tec) | 1 | 17 | 19 | 19 | 16 | 15 | 16 | 15 | 15 | 15 | 45 | 48 | 7,3 |
| - animaux vivants | 0 | 10 | 8 | 8 | 5 | 4 | 4 | 3 | 4 | 5 | 5 | 5 | 0,6 |
| - viandes fraîches | 1 | 6 | 8 | 8 | 8 | 8 | 9 | 9 | 8 | 7 | 37 | 40 | 8,4 |
| - viandes congelées | 0 | 1 | 3 | 4 | 2 | 3 | 3 | 2 | 3 | 2 | 3 | 3 | 4,5 |
| Importations (1 000 tec) | 46 | 153 | 188 | 127 | 105 | 97 | 96 | 95 | 95 | 87 | 113 | 122 | 7,5 |
| - animaux vivants | 8 | 27 | 10 | 5 | 5 | 4 | 3 | 3 | 2 | 3 | 4 | 3 | -20,3 |
| - viandes fraîches | 34 | 113 | 146 | 94 | 79 | 75 | 76 | 74 | 76 | 70 | 96 | 100 | 3,5 |
| - viandes congelées | 4 | 13 | 31 | 28 | 21 | 18 | 18 | 19 | 17 | 14 | 13 | 19 | 47,2 |
| Solde commerce extérieur | | | | | | | | | | | | | |
| - 1 000 tec | -45 | -136 | -169 | -108 | -89 | -82 | -80 | -80 | -80 | -72 | -68 | -73 | |
| - millions | -820 | -2 466 | -520 | -471 | -474 | -427 | -420 | -410 | -389 | -412 | -453 | -525 | |
| Prix à la production ⁽²⁾ | | | | | | | | | | | | | |
| cotation nationale (€/kg net) | 19,94 | 21,93 | 4,26 | 5,81 | 6,32 | 6,22 | 6,21 | 6,30 | 6,17 | 6,73 | 7,36 | 7,98 | 8,3 |

⁽¹⁾ Enquêtes de décembre de l'année précédente

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 9 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2022

| | 1980 | 1990 | 2000 | 2012 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes) | 11 353 | 12 276 | 15 993 | 13 680 | 13 643 | 13 280 | 13 315 | 13 044 | 13 240 | 13 211 | 12 987 | 12 661 | -2,5 |
| dont truies | 1 222 | 1 180 | 1 467 | 1 107 | 1 060 | 1 007 | 1 001 | 979 | 955 | 943 | 931 | 907 | -2,5 |
| Abattages redressés (1 000 têtes) | 19 599 | 21 304 | 26 967 | 24 122 | 23 746 | 23 840 | 23 408 | 23 503 | 23 559 | 23 299 | 23 320 | 22 984 | -1,4 |
| Poids moyen d'abattage (kg/tête) | 85,9 | 83,6 | 85,9 | 89,5 | 91,6 | 92,7 | 93,0 | 92,9 | 93,5 | 94,4 | 94,6 | 93,7 | -0,9 |
| Abattages redressés (1 000 tec) | 1 683 | 1 780 | 2 317 | 2 175 | 2 174 | 2 209 | 2 178 | 2 183 | 2 202 | 2 202 | 2 205 | 2 154 | -2,3 |
| Production indigène brute (1 000 tec) | 1 570 | 1 727 | 2 309 | 2 229 | 2 231 | 2 260 | 2 225 | 2 240 | 2 263 | 2 275 | 2 269 | 2 196 | -3,2 |
| Variation de stock (1 000 tec) | 0 | 0 | -6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 |
| Consommation indigène brute (1 000 tec) | 1 905 | 2 010 | 2 189 | 2 112 | 2 203 | 2 165 | 2 170 | 2 202 | 2 130 | 2 112 | 2 142 | 2 180 | 1,8 |
| Exportations (1 000 tec) | 93 | 223 | 653 | 740 | 658 | 669 | 638 | 641 | 711 | 722 | 736 | 664 | -9,9 |
| - animaux vivants | 16 | 13 | 17 | 63 | 60 | 54 | 50 | 57 | 64 | 77 | 66 | 36 | -45,6 |
| - viandes fraîches | 9 | 79 | 216 | 326 | 292 | 259 | 271 | 291 | 298 | 278 | 199 | 208 | 4,5 |
| - viandes congelées | 16 | 53 | 209 | 182 | 171 | 209 | 172 | 159 | 202 | 218 | 312 | 272 | -12,7 |
| - charcuterie | 24 | 55 | 167 | 112 | 103 | 110 | 112 | 99 | 99 | 104 | 108 | 110 | 2,3 |
| - graisses | 28 | 23 | 45 | 58 | 32 | 37 | 33 | 35 | 48 | 48 | 52 | 37 | -28,6 |
| Importations (1 000 tec) | 430 | 507 | 527 | 623 | 630 | 574 | 582 | 603 | 579 | 556 | 607 | 657 | 8,3 |
| - animaux vivants | 129 | 67 | 24 | 9 | 3 | 3 | 3 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 0,0 |
| - viandes fraîches | 178 | 222 | 266 | 316 | 312 | 250 | 251 | 261 | 231 | 221 | 223 | 226 | 1,5 |
| - viandes congelées | 71 | 86 | 82 | 105 | 94 | 85 | 94 | 91 | 91 | 84 | 97 | 100 | 2,7 |
| - charcuterie | 40 | 91 | 113 | 165 | 183 | 187 | 190 | 214 | 218 | 217 | 248 | 290 | 17,3 |
| - graisses | 12 | 41 | 42 | 28 | 38 | 50 | 45 | 37 | 36 | 35 | 37 | 38 | 2,1 |
| Solde commerce extérieur | | | | | | | | | | | | | |
| - 1 000 tec | -337 | -284 | 126 | 117 | 28 | 95 | 56 | 37 | 132 | 166 | 116 | 1 | |
| - millions (hors abats) | -3 218 | -4 079 | 136 | -98 | -365 | -211 | -337 | -381 | -188 | -94 | -165 | -326 | |
| Prix à la production ⁽²⁾ | | | | | | | | | | | | | |
| cotation classe U (€/kg net) | 8,02 | 10,94 | | | | | | | | | | | |
| cotation classe S (€/kg net) | | | 1,40 | 1,61 | 1,43 | 1,47 | 1,57 | 1,39 | 1,67 | 1,59 | 1,52 | 1,90 | |

⁽¹⁾ Enquêtes de décembre de l'année précédente.

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 10 : Bilan dans le secteur des volailles principales⁽¹⁾ 1980-2022

| | 1980 | 1990 | 2000 | 2010 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % 22/21 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Animaux finis prêts à l'abattage (millions de têtes) | 740 | 993 | 999 | 942 | 965 | 929 | 926 | 935 | 910 | 893 | 874 | 820 | -6,9 |
| Poids moyen d'abattage (kg/tête) | 1,515 | 1,68 | 2,03 | 1,79 | 1,77 | 1,79 | 1,79 | 1,84 | 1,86 | 1,87 | 1,86 | 1,83 | -1,5 |
| Animaux finis prêts à l'abattage (1 000 tec) | 1 122 | 1 660 | 1 990 | 1 687 | 1 709 | 1 661 | 1 660 | 1 724 | 1 694 | 1 670 | 1 625 | 1 501 | -7,6 |
| Production indigène totale (1 000 tec) | 1 124 | 1 665 | 2 027 | 1 722 | 1 751 | 1 707 | 1 714 | 1 787 | 1 757 | 1 731 | 1 685 | 1 569 | -6,9 |
| Variation de stock (1 000 tec) | 1 | -35 | -22 | -3 | 5 | 0 | -5 | 0 | 0 | 7 | -4 | -15 | |
| Consommation indigène brute (1 000 tec) | 859 | 1 244 | 1 285 | 1 520 | 1 681 | 1 713 | 1 745 | 1 855 | 1 888 | 1 885 | 1 914 | 1 896 | -,01 |
| Exportations (1 000 tec) | 290 | 528 | 958 | 677 | 656 | 622 | 621 | 616 | 566 | 506 | 550 | 504 | -8,4 |
| - animaux vivants | 7 | 13 | 48 | 54 | 67 | 74 | 81 | 102 | 98 | 94 | 92 | 74 | -19,8 |
| - viandes | 283 | 515 | 910 | 622 | 589 | 549 | 540 | 514 | 468 | 412 | 458 | 430 | -6,1 |
| Importations (1 000 tec) | 22 | 72 | 194 | 472 | 567 | 603 | 623 | 648 | 664 | 637 | 750 | 816 | 8,8 |
| - animaux vivants | 3 | 8 | 8 | 11 | 2 | 3 | 2 | 3 | 2 | 3 | 6 | 7 | 16,1 |
| - viandes | 19 | 64 | 185 | 461 | 565 | 601 | 621 | 646 | 662 | 634 | 744 | 809 | 8,7 |
| Solde commerce extérieur | | | | | | | | | | | | | |
| - 1 000 tec | 268 | 456 | 764 | 204 | 88 | 19 | -2 | -33 | -98 | -130 | -200 | -312 | |
| - millions | 1 545 | 4 455 | 1 196 | 276 | 110 | -70 | -114 | -169 | -254 | -332 | -431 | -403 | |

⁽¹⁾ Gallus, canards, dindes, oies, pintades

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

LES DONNÉES

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles - Bilan 2022 - Perspectives 2023
édition février 2023

Directrice de la publication : Christine Avelin
Rédaction : direction Marchés, études et prospective
Conception et réalisation : service Communication / Impression : service Arborial
ISSN : 2729-1464


FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 ■ www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer
 @FranceAgriMerFR